

• L'OLP PRISE AUX PIÈGES DU TERRORISME – Pages 20 et 21

LE MONDE diplomatique

N° 388 - 33e année — JUILLET 1986

28 pages - 15 F

Algérie : 6 DA; Antilles fr., Réunion : 19,00 F; Belgique : 85 FB; Canada : 2,25 $ C; C.-d'Iv. : 870 F CFA; Espagne : 270 P; E.-U. : 2,10 $ US; Gr.-Bret. : 1,10 £; Irlande : 1,70 £; Italie : 3 500 lires; Maroc : 14,50 dir.; P.-Bas : 5,00 Fl.; Sénég. : 900 F CFA; Suisse : 3,80 FS; Tunisie : 1,300 DA

Abonnements : voir tarif page 17

Publication mensuelle – 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

LA GUERRE D'ESPAGNE
Quand les intellectuels s'enflammaient pour une cause

(Pages 24 et 25.)

DE LA «GUERRE DES ÉTOILES» AUX PLANS DE PRIVATISATION

Le « réalisme » d'une droite libérale

Par CLAUDE JULIEN

RIEN de plus naturel : en l'espace de six semaines, M. Jacques Chirac a complètement changé d'attitude à l'égard de l'initiative de défense stratégique (IDS) lancée par le président Reagan. Dans sa déclaration de politique générale du 9 avril, il affirme devant l'Assemblée nationale que le bouclier spatial *« ne bouleversera pas, pour de longues années encore, et ne bouleversera peut-être jamais les données fondamentales de la dissuasion nucléaire »*, fondement de la stratégie française. Prudent, peut-être sceptique, il ajoute que son gouvernement entend *« rester attentif »* aux évolutions scientifiques et aux éventuels *« décalages technologiques qui pourraient résulter »* de l'effort entrepris par les Etats-Unis. Il ne manifeste nulle intention de participer à l'IDS et mentionne au contraire sa volonté de *« resserrer la solidarité européenne »* dans la maîtrise des nouvelles technologies, ce qui peut apparaître comme une approbation implicite du projet Eurêka, mis en route par le précédent gouvernement (1). Ce serait, dans un domaine vital, un bel exemple de continuité.

Puis, le 22 mai, devant l'Association de la presse diplomatique, virage accentué. *« Le gouvernement précédent,* déclare le premier ministre, *avait une position très négative face au projet américain, alors que mon gouvernement a un jugement très positif* (...). *La France ne peut pas ne pas s'associer à cette grande recherche, qu'elle approuve de surcroît sur le plan militaire* (2). »

Que s'est-il passé entre ces deux dates ? M. Chirac a-t-il pris une plus exacte mesure de l'IDS ? Les services américains ont-ils réussi à le convaincre ? Ou bien a-t-il trouvé le temps de se laisser intoxiquer par le petit livre de M. Robert Jastrow (3), qui n'a jamais participé à aucune recherche sur les technologies impliquées dans l'IDS, mais qui, vulgarisateur de talent, s'est fait l'infatigable missionnaire du grandiose projet de M. Reagan (4) ?

Il serait inconvenant de juger trop sévèrement le tournant pris par M. Chirac. Car le formidable débat suscité aux Etats-Unis par l'IDS reste pratiquement ignoré en France, où on semble lui préférer les médiocres joutes sur les aléas de la cohabitation. Chaque pays se donne des polémiques à la hauteur de ses ambitions... Frileuse à l'ombre de son clocher, l'opinion publique est priée, en France, de se passionner pour de ternes querelles, pour des promesses dont chacun sait qu'elles ne produiront pas les miracles annoncés. On lui demande même de partager voluptueusement la convoitise des grands rapaces qui, l'œil gourmand, s'apprêtent à participer au festin de la privatisation.

Aux Etats-Unis, à travers quantité de livres, rapports, articles, auditions publiques, la communauté scientifique et les responsables politiques évaluent les mérites et les limites des différents types de laser, la complexité des miroirs spatiaux et des ordinateurs de la cinquième génération, supputent leur faisabilité, leur coût, leur efficacité, mesurent ainsi les obstacles à surmonter pour déployer la gigantesque machinerie céleste qui enverrait à la casse la quincaillerie nucléaire la plus sophistiquée. De ce débat qui fait rage entre l'Atlantique et le Pacifique, seuls de faibles échos parviennent jusqu'aux rivages européens. De telle sorte que le premier ministre peut, sans dérouter l'opinion, passer de la réserve à l'approbation enthousiaste.

Chantage sur les alliés

A SUIVRE des propagandistes patentés tels que M. Robert Jastrow, comment ne se laisserait-on pas fasciner ? Il annonce pour dans cinq ou six ans – mais peut-il y croire ? – une centaine de satellites dont chacun serait armé de cent cinquante fusées d'interception, plus quatre satellites en orbite géostationnaire pour la détection instantanée, les « rayons de la mort » devenus réalité sous forme de lasers chimiques ou à rayons X, le tout commandé sans risque d'erreur grâce aux prodiges de l'« intelligence artificielle », seule capable, un tir de fusée ayant été enregistré, de distinguer le projectile de ses leurres, prévoir sa trajectoire, alerter les « satellites tueurs », ordonner le geste qui doit foudroyer les ogives à peine sorties de leurs silos.

Voilà sans doute de quoi impressionner un publiciste populaire comme M. Robert Jastrow, ou les électeurs d'Egletons. Mais, quand M. Chirac s'adresse à ces derniers, il leur tient des propos plus proches de leurs préoccupations. Pourquoi, alors, sa conversion à l'IDS ? Pour ravir à M. Mitterrand la palme de meilleur allié des Etats-Unis ? Pour complaire à quelques industriels qui frémissent d'aise à l'idée de recevoir une part du prétendu pactole de la « guerre des étoiles » ?

(Lire la suite page 6.)

(1) *Le Monde,* 11 avril 1986.

(2) *Le Point,* 2 juin 1986.

(3) Robert Jastrow, *How to Make Nuclear Weapons Obsolete,* Little, Brown, New-York, 175 pages.

(4) Le 22 avril 1985, devant une commission du Congrès, M. Robert Jastrow a bien volontiers reconnu qu'il n'avait pas procédé à une analyse personnelle et s'était borné à transcrire en langage courant les vues des scientifiques qui travaillent pour le gouvernement.

La Chine au grand vent des réformes économiques

Sous le signe de la modernisation, forte des succès déjà obtenus – rythme de croissance élevé, autosuffisance alimentaire, hausse du niveau de vie, maîtrise de la démographie – la Chine de M. Deng Xiaoping est entraînée dans un vaste mouvement de réformes. Pragmatiques et prudentes certes, mais difficilement maîtrisées, elles rencontrent de fortes résistances. De la critique du marxisme officiel à l'ouverture sur le monde capitaliste, en passant par l'autonomie des entreprises et la réhabilitation du marché, le « socialisme aux couleurs de la Chine » bouleverse les institutions et remet en cause les vérités les mieux établies.

La fenêtre ouverte et les microbes

Par PATRICE DE BEER

SELON le calendrier chinois, 1986 est l'année du Tigre, animal *« au caractère et au comportement audacieux et puissants »* dont la force a inspiré nombre d'artistes depuis des siècles. De telles qualités, la Chine en a certes grand besoin pour poursuivre sa politique de modernisation économique en dépit des sévères remous qu'elle traverse depuis le milieu de l'an dernier. Mais, en même temps, la sagesse populaire sait combien *« il est dangereux de tirer la moustache du tigre* (1) », et *« les membres du Parti communiste qui en ont oublié les objectifs et se sont engagés dans des pratiques malsaines en abusant de leur pouvoir pour leur propre profit »* doivent tenir compte de cet adage s'ils ne veulent pas finir leur vie dans la disgrâce ou même avec une balle dans la nuque (2).

Après l'année du Buffle (1985), symbole du travail lent et approfondi, au cours de laquelle néanmoins l'économie avait plutôt eu tendance à s'emballer, les dirigeants chinois comptent sur la peur qu'inspire le « roi des montagnes » pour remettre de l'ordre.

Il faut dire que les dérapages de ces derniers temps, dans l'économie et dans les mœurs, ont suscité un profond mécontentement populaire, qui s'est aussi manifesté aux échelons supérieurs du Parti communiste chinois (PPC), où les conservateurs ne désarment pas. Situation difficilement acceptable alors que le pays aborde un septième plan quinquennal qui devrait le conduire à doubler sa production d'ici à 1990, à mi-chemin de l'objectif ambitieux fixé pour l'an 2000 par M. Deng Xiaoping : *« Fan liang fan »*, quadrupler la production par rapport à 1980. La *« consolidation »*, dans l'économie ainsi que dans les rangs du parti et de l'administration, est le mot d'ordre de l'année. La propagande assène ces slogans dans la presse, à la radio et à la télévision. Mais elle a aussi un caractère pédagogique, sinon préventif. *« Il est nécessaire d'en tuer un pour en avertir cent »*, déclarait en janvier M. Hu Qili à l'adresse des cadres corrompus.

Le 6 janvier 1986, M. Tian Jiyun, nouveau membre du bureau politique du PCC et l'un des vice-premiers ministres responsables de l'économie, a prononcé un discours fleuve devant une *« conférence des cadres des organismes centraux »* (3).

(Lire la suite page 8.)

(1) *Le Quotidien du peuple,* Edition internationale, Pékin, 9 février 1986.

(2) Déclaration de M. Hu Qili, membre du bureau politique du PCC, *le Quotidien du peuple,* 14 janvier 1986.

(3) Voir la traduction abrégée publiée dans le numéro du 10 février 1986 de *Beijing Information.*

Dans ce numéro :

ÉVITER LA CONTAGION DU « MAUVAIS EXEMPLE » BRÉSILIEN

L'offensive des Etats-Unis contre l'informatique latino-américaine

L'offensive contre le protectionnisme déclenchée par les Etats-Unis dans la perspective des négociations du GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce), qui s'ouvrent en septembre prochain, se double de pressions directes sur un certain nombre de pays pour les amener à revenir sur des politiques industrielles et des pratiques commerciales jugées par Washington contraires aux règles du libre-échange.

Épisode révélateur de la guerre économique mondiale, les remontrances des autorités américaines visent un secteur d'activité, l'informatique, et s'adressent surtout à un pays, le Brésil, qui représente à lui seul 60 % du marché informatique de l'Amérique du Sud et qui, de surcroît, dans d'autres domaines comme l'armement et l'aéronautique (lire page 18 l'article de Daniel Solano), *concurrence également les industries américaines.*

Par JEAN-MICHEL QUATREPOINT

LE marché informatique de l'Amérique latine peut paraître marginal par rapport à celui des pays industrialisés : il n'a représenté, en 1984, que 1,8 % du chiffre d'affaires mondial du secteur, soit 1,5 milliard de dollars. La valeur totale du parc installé (c'est-à-dire de tous les ordinateurs en état de marche) n'est que de 7 milliards de dollars. Un pays concentre, à lui seul, plus de la moitié de ce marché : le Brésil. Or, selon les Américains, Brasilia donne, en matière de politique informatique, un bien mauvais exemple à ses voisins.

Depuis treize ans, en effet, le Brésil poursuit une démarche originale pour un pays du tiers-monde. Certains de ses principes ne sont pas sans rappeler ceux mis en œuvre en France, il y a vingt ans, à l'époque du Plan-Calcul et de la défunte délégation à l'informatique : montée en puissance d'une industrie nationale à partir d'un marché captif protégé ; planification du développement de l'informatique ; incitation à la production locale.

Dès 1973, les autorités brésiliennes mettent en place un contrôle des importations des matériels destinés aux administrations et aux sociétés nationales. En 1975, nouvelle étape : le contrôle est étendu à toutes les importations informatiques. Dans le même temps, Brasilia lance un vaste appel d'offres auprès des fabricants étrangers. Ceux-ci sont invités à créer des « joint ventures » avec des partenaires brésiliens, impliquant des transferts de technologie. Au lieu de s'attaquer de front aux chasses gardées des constructeurs américains dans la grande informatique, les Brésiliens choisissent des créneaux du marché encore peu porteurs, délaissés par les grands : micro et mini-ordinateurs, terminaux. Une stratégie de contournement.

(Lire la suite page 18.)

M 2136 - 388 - 15 F

«PILOTES DU 3e TYPE», de Georges Archier et Hervé Serieyx

Les contradictions du patronat moderniste en France

Par PHILIPPE MESSINE *

GEORGES ARCHIER, ancien directeur général adjoint de Lesieur, et Hervé Serieyx, directeur délégué du groupe Eurequip, ne veulent pas que le patronat français meure idiot. Aussi écrivent-ils des livres intelligents. Cet effort mérite d'être salué à l'heure où les organisations les plus représentatives des patrons, le CNPF et la CGPME, développent un discours particulièrement archaïsant en identifiant de manière symbolique la liberté d'entreprendre à la liberté de licencier.

Les auteurs de *Pilotes du troisième type* (1) proclament que l'avenir de l'entreprise réside dans l'établissement de relations de confiance et de collaboration constructive entre tous les acteurs. Ils ne se font pas d'illusion sur l'ampleur de la tâche et sur la pente à remonter dans ce pays où, *« plus que* [dans] *tout autre – au Royaume-Uni et à la RFA près – »*, constatent-ils, *« Taylor a réussi à créer une entreprise éclatée dans laquelle il y a d'un côté ceux qui pensent et de l'autre ceux qui font »*. Ils ne mâchent pas leurs mots lorsqu'ils portent un jugement sur l'archaïsme patronal français : *« On reste confondu devant l'actuel conservatisme dogmatique de tant de dirigeants. »* Le courage de telles appréciations est bienvenu en cette période où la médiocrité du capitalisme français apparaît au grand jour et pose un problème de plus en plus pressant pour l'avenir de l'ensemble de la collectivité nationale. Georges Archier et Hervé Serieyx dénoncent, successivement, les *« généraux empesés dans leurs certitudes d'état-major »*, *« les grands féodaux* [qui] *s'entre-déchirent »*, *« l'incroyable pauvreté de la réflexion stratégique de tant d'entreprises françaises »*, *« à croire que le cerveau de nombreux dirigeants d'entreprise est câblé à l'envers »*.

Un tableau très noir donc, même s'il est atténué par quelques considérations optimistes, sur le succès des cercles de qualité en France et sur la rapidité des évolutions mentales que l'on observe actuellement. Les notations optimistes ne sont pas toujours convaincantes. Elles paraissent parfois relever davantage d'un louable souci de ne pas trop démoraliser et démobiliser le lecteur que d'une véritable espérance. Elles n'échappent pas aux contradictions, lorsque, par exemple, les auteurs constatent que l'individualisme français recule, pour noter un peu plus loin que le principe *« aide-toi, le ciel t'aidera »* tend à triompher. Malgré quelques baumes, décidément, le diagnostic des auteurs est fondamentalement sévère, mais, malheureusement, il n'est pas exagéré. Pour qui a fréquenté le monde de l'entreprise en France, les principales critiques formulées par MM. Archier et Serieyx paraissent en effet fondées : difficulté à travailler de manière collective, en surmontant les barrières de la méfiance ; mépris fréquent dans lequel sont tenus les salariés, peu informés, peu formés, contrôlés, suspectés ; retards techniques (notamment dans la diffusion de la culture informatique) et sociaux ; absence de curiosité, pour ne pas dire aveuglement chauvin à l'égard de ce qui se passe hors de nos frontières.

Face à ces carences qui, bien mieux que toutes les charges sociales et fiscales du monde, expliquent en profondeur nos problèmes de plus en plus aigus de compétitivité industrielle, Georges Archier et Hervé Serieyx poursuivent patiemment leur tâche de prosélytes. Ils nous fournissent dans ce livre, un bréviaire, déjà ébauché dans *l'Entreprise du 3e type* (2), du patron moderniste, progressiste et antitaylorien. Les principaux outils sont analysés : concertation, cercles de qualité, cercles de pilotage, qualité totale, projet partagé, coopérations multiformes nommées « maillage ». Livre de gestion, avec les limites inhérentes à ce genre, mais traité avec un pragmatisme de bon aloi.

Un projet idéologique

POURTANT, pour qui veut bien le lire avec d'autres lunettes que celles du manageur, il y a là plus qu'un inventaire de recettes « pour réussir ». En fait, les philosophes devraient lire les livres de gestion contemporains : on y trouve souvent, sous la forme de règles pratiques, une vision du monde lourde de signification. A travers l'entreprise, c'est en fait souvent un projet de société qui transparaît. Et là, ce que nous laissent entrevoir Georges Archier et Hervé Serieyx, à partir de leur critique intelligente du conservatisme, fait quelque peu frémir. L'entreprise devient une communauté d'hommes soudée par un projet « idéologique », au sens propre du terme, c'est-à-dire par une vision éthique, un système de valeurs auquel il est impératif d'adhérer sous peine d'exclusion. La présence et les efforts physiques ou intellectuels du salarié ne suffisent plus. On lui demande désormais d'assurer aussi à l'entreprise la disposition de son esprit : *« Des salariés croient que l'on peut encore revendiquer le droit au travail tout en adoptant dans la vie professionnelle des profils bas et des comportements d'assistés. »* Il faut assurer *« l'adhésion déclarée et formalisée des directeurs et cadres à la charte, au projet de l'entreprise, à ses valeurs et à ses objectifs »*.

Cette adhésion doit servir à fonder l'engagement complet et la responsabilisation de tous pour gagner la guerre du marché. Le vocabulaire belliqueux devient omniprésent : guerre, bataille, généraux, troupes, champ de bataille... C'est la lutte pour la vie, évoquée en termes parfois violents : *« Le plus modeste fabricant de boutons de bottines de Pamiers doit savoir aujourd'hui que, dans une échoppe de Taïpeh ou d'Osaka, quelqu'un prépare sa mort. »* Ce sont des visions de croisade, de guerre de fanatiques qui nous sont parfois suggérées : *« Ce ne sont ni la logique ni Descartes qui permettent de gagner les guerres ; c'est la foi, la fougue. »*

Casse-cou, a-t-on alors envie de crier ! Ne jetez pas Descartes avec Taylor, ne confondez pas la raison avec les visions grossièrement mécanistes du monde, sous peine de nous proposer une politique d'ayatollahs. Quand bien même l'on ferait une croix sur la solidarité internationale des travailleurs (les ouvrières surexploitées de Hongkong prépareraient-elles notre mort, lorsque leur employeur est une entreprise européenne ou américaine, comme cela arrive parfois ?), quand bien même l'on renoncerait à la société de classes, pour cause d'archaïsme, il reste un chaînon manquant, un bât qui blesse, dans l'« entreprise du troisième type », un détail qui a son importance : le pouvoir. Il faut *« responsabiliser tous les acteurs »* de l'entreprise, nous disent les auteurs. Mais il n'y a pas de responsabilité sans pouvoir, sauf pratique manipulatoire dont Georges Archier et Hervé Serieyx ne veulent certainement pas. Alors, quel pouvoir pour les salariés ? Et pour quels salariés : un salariat éclaté en individus ou organisé collectivement par un syndicat (3) ? Sur ce point le livre flotte et hésite. Un coup à droite : la *« métamorphose de l'entreprise ne peut être que de la responsabilité directe du pilote et de son équipe de direction »* car le vrai pouvoir ne se partage pas ; un coup à gauche : *« Le point remarquable, dans l'entreprise du troisième type, nous paraît résider dans les initiatives du management qui consistent à inviter les syndicalistes à participer pleinement à la gestion... »* Les syndicalistes associés à la gestion ? Pour le coup, on mesure la distance qui resterait à parcourir en France !

Pilotes du troisième type contribue à démythifier les discours patronaux simplistes, gattaziens, selon lesquels le SMIC et l'autorisation de licenciement sont les principaux obstacles au déchaînement des forces productives. Quant au pouvoir dans l'entreprise, aucun livre, bien sûr, ne réglera cette question. Il ne serait pas moins utile de la poser.

* Auteur de *Liberté, égalité, modernité*, La Découverte, Paris, 1985.

(1) Georges Archier et Hervé Serieyx, *Pilotes du troisième type*, le Seuil, Paris, 1985, 250 pages, 89 F.

(2) Georges Archier et Hervé Serieyx, *l'Entreprise du troisième type*, le Seuil, Paris, 1984, 215 pages, 85 F.

(3) Voir le dossier « Les syndicats acculés à faire peau neuve », *le Monde diplomatique*, février 1986.

L'ŒUVRE DE CASTEX, CE «STRATÈGE INCONNU»

Qu'est-ce que la puissance maritime aujourd'hui ?

Par JEAN KLEIN *

EN dépit de sa notoriété mondiale, l'amiral Castex est peu connu du public français. En effet, on ne sait pas grand-chose de son itinéraire personnel, ni de la part qu'il a prise aux débats politico-stratégiques de son temps. Son œuvre maîtresse, *les Théories stratégiques*, n'a eu qu'un tirage limité et n'a pas été rééditée. Certes, les articles qu'il a publiés après la guerre dans la *Revue de défense nationale* ont retenu l'attention, et on se souvient encore de ses aperçus sur la bombe atomique et de ses opinions hétérodoxes sur les colonies, puisqu'il préconisait l'abandon de l'Indochine avant que la France y fût contrainte par la force. Enfin, si son nom était parfois associé à la théorie du perturbateur, on ignorait pour l'essentiel son apport à la réflexion stratégique. Il faut donc savoir gré à Hervé Coutau Bégarie d'avoir consacré deux ouvrages à la vie et à l'œuvre de l'un des plus grands stratèges et géopoliticiens français du vingtième siècle.

Docteur ès sciences politiques et maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, Hervé Coutau Bégarie est l'auteur d'une thèse qui fait autorité sur le phénomène de la nouvelle histoire, et il a publié plusieurs livres et articles sur les questions stratégiques. La stratégie navale retient plus particulièrement son attention et ses connaissances encyclopédiques dans ce domaine en font l'un des analystes les plus avertis des questions maritimes en France. Enfin, il a eu le privilège d'accéder aux archives personnelles de l'amiral Castex, et l'exploitation de ce fonds lui a permis d'écrire une biographie qui est un modèle du genre et un ouvrage de référence irremplaçable.

L'auteur souligne à juste titre le contraste entre la carrière militaire honorable, mais sans relief, de l'amiral Castex et sa souveraineté dans l'*« empire de la réflexion »*. Né en 1878, il fit de brillantes études à l'Ecole navale et ses premières affectations lui firent découvrir l'Indochine. C'est son séjour en Asie qui inspira sa vision géopolitique, et le titre d'un de ses premiers livres, *Jaunes comme Blancs*, en résume la philosophie. D'abord disciple de Mahan (1), il fut conduit à réviser ses conceptions après la guerre de 1914-1918, pour tenir compte des progrès accomplis dans la technique des armements et notamment du rôle joué par l'avion et le sous-marin.

Les cinq volumes des *Théories stratégiques* paraissent entre 1929 et 1935 et procèdent de l'enseignement qu'il donna au Centre des hautes études navales. En 1936, paraît un essai sur la géopolitique de la Russie, *De Gengis Khan à Staline*. Par la suite, il n'écrira plus que des articles, et certains donneront lieu à une publication posthume sous le titre *Mélanges stratégiques* (1976).

Si l'on fait abstraction des fonctions exercées par l'amiral Castex dans l'enseignement militaire et du retentissement de ses écrits à travers le monde, il convient de relever qu'il n'eut qu'une influence modeste dans la conduite des affaires publiques. Pendant la Grande Guerre, il n'eut guère l'occasion de s'illustrer sur mer et, en 1939, il prit le commandement du théâtre d'opérations de Basse-Mer du Nord et Manche. Pressentant le désastre militaire de la France, il préconisa des mesures défensives pour faire de Dunkerque un camp retranché. Cette initiative fut taxée de défaitisme et lui valut une mise à la retraite, de sorte qu'il ne joua aucun rôle actif pendant la seconde guerre mondiale. Après la libération du territoire, dont il critiqua les excès, il continua de participer à l'enseignement militaire et collabora régulièrement à *la Dépêche du Midi*. Il mourut en 1968, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Le second livre d'Hervé Coutau Bégarie, *la Puissance maritime*, retrace l'évolution de la pensée stratégique navale depuis les origines et aborde les problèmes actuels de la guerre sur mer. C'est en développant la notion de puissance maritime que l'auteur analyse les conceptions qu'en avait Castex et tente de définir l'originalité de son apport à la réflexion stratégique. Enfin, il conclut sa démonstration par des hypothèses stimulantes sur la politique de la terre et de la mer dans le conflit entre le *« perturbateur soviétique face à la coalition maritime occidentale »*.

Aux yeux d'Hervé Coutau Bégarie, *les Théories stratégiques* constituent à la fois une synthèse de la pensée stratégique navale classique et une mise en question de certains de ses présupposés. Cette synthèse se situe sur trois plans.

En premier lieu, l'amiral Castex a bien perçu et analysé les transformations introduites dans la stratégie de la Belle Epoque par le sous-marin et l'avion. Même si ses vues sur les porte-avions ont été ambivalentes, il restera toute sa vie attentif aux nouveautés. Ses « Aperçus sur la bombe atomique », parus dans le numéro d'octobre 1945 de la *Revue de la défense nationale*, préfigurent la théorie de la dissuasion proportionnelle.

En second lieu, il a inséré la stratégie navale dans une stratégie générale, dont il admet qu'elle est d'abord terrestre par la force des choses. En ce sens, son œuvre apparaît comme une adaptation des théories de la puissance maritime au cas français, mais la synthèse ainsi opérée dépasse largement le cadre hexagonal : elle aboutit à présenter une vision globale de ce qu'on appelle aujourd'hui grande stratégie ou conduite diplomatico-stratégique.

Enfin, Castex combine deux méthodes que l'on avait jusqu'alors opposées, la méthode historique et la méthode matérielle. Ainsi Mahan et ses disciples tentaient de dégager de l'histoire militaire des principes immuables, tandis que la jeune école mettait au premier plan le fait technique et en tirait des leçons pour la conduite de l'action stratégique. Castex a tenté de concilier ces deux approches : *« Dans l'œuvre de formation militaire des esprits, il faut donc s'inspirer des principes que l'on pénètre en grande partie en faisant appel à la source historique et viser à la pleine connaissance des engins et des procédés, ce que l'on ne peut faire qu'en s'adressant à la source matérielle »* (*Mélanges*, page 296). La méthode matérielle impose une adaptation constante de la théorie à l'évolution des techniques et une relecture attentive de l'histoire en tenant compte de la différence des matériels employés. Elle permet également de ne pas tomber dans le déterminisme géographique et d'éviter l'écueil du dogmatisme.

Hervé Coutau Bégarie soutient que l'amiral Castex introduit dans la pensée stratégique classique des éléments nouveaux qui en constituent la négation implicite. Il en irait ainsi de sa dialectique de l'offensive et de la défensive et du rôle assigné à la bataille entre forces organisées pour conquérir la maîtrise des mers. Cette thèse est discutable, car l'amiral Castex souligne à de nombreuses reprises la primauté de l'offensive et considère la défensive comme une forme résiduelle. En toute hypothèse, il faut distinguer, selon lui, entre la défensive de caractère politique, qui n'exclut pas des conceptions inspirées du plus grand esprit offensif, et la défensive de caractère militaire, qui s'impose à celui qui n'a pas les moyens de contester la maîtrise du fort.

L'une des causes de la défaite du Japon

IL n'en reste pas moins qu'aux yeux de Castex, l'offensive et la défensive sont intimement liées et que, en prenant ses distances avec l'orthodoxie mahanienne de l'offensive à outrance, il ouvre la voie à une stratégie bipolaire qui débouche sur la reconnaissance de deux catégories de guerre navale : celle qui se traduit par un affrontement entre forces organisées, dont la bataille est le paradigme, et la guerre des communications, qui consiste à priver l'adversaire de l'utilisation du milieu marin pour son approvisionnement en matières premières et en énergie. Pendant le second conflit mondial, la guerre des communications à été perdue par le Japon, et ce fut l'une des causes principales de sa défaite. Toutefois, Castex ne semble pas en avoir tiré toutes les conséquences puisqu'il persiste à considérer la guerre des communications comme une catégorie subordonnée de la guerre navale et exclut qu'elle puisse à elle seule produire des résultats décisifs. S'il a perçu la distinction entre la maîtrise de la surface et la maîtrise sous-marine de la mer, il ne va pas jusqu'à une réhabilitation de la défensive militaire alors que la flotte de surface ne peut que se défendre contre l'avion et le sous-marin et que l'idée d'une bataille décisive est dépourvue de sens avec des protagonistes qui évoluent dans des milieux différents.

Enfin, si le mot de géopolitique déplaisait à l'amiral Castex, à cause de sa résonance germanique et de son utilisation abusive par les nazis, on peut dire qu'il se référait implicitement aux conceptions des géopoliticiens anglo-saxons lorsqu'il abordait l'étude du conflit entre la terre et la mer. Pour lui, la géographie est un facteur essentiel de la stratégie, mais celui-ci subit le contrecoup du progrès technique et doit être *« regardé avec une optique et d'une manière qui varient avec l'époque où l'on se place »*. En outre, la terre est *« le cœur, le réduit central »* des nations, alors que les communications maritimes n'en sont que le rayonnement extérieur et, en cas de conflit, c'est elle qu'il s'agit d'atteindre dans la plupart des cas. Enfin, il récuse le principe mahanien de la supériorité de la mer sur la terre, car, si les moyens d'action de la mer contre la terre sont nombreux (blocus, réseau insulaire, dispositif océanique), la terre n'est pas totalement désarmée devant l'ennemi marin et elle peut le priver de ses bases et points d'appui grâce aux défenses côtières (artillerie, mines, radar) et à l'aviation.

L'issue de la lutte entre la terre et la mer variera donc selon les cas d'espèce, mais on retrouve chez Castex une règle générale : la puissance maritime reste à l'abri des entreprises de son adversaire tant qu'elle conserve la maîtrise de son élément, et il en va de même pour la puissance terrestre. Si aucun des deux adversaires n'est atteint dans ses sources vitales, la situation risque de demeurer indéfiniment indécise. La mer seule ne peut venir à bout de la terre et, pour provoquer la rupture, il faut *« passer à l'attaque et participer à la guerre sur terre avec les moyens de la terre »*. On aboutit ainsi à une relation dialectique et équilibrée : un élément ne peut vaincre l'autre que s'il va l'affronter chez lui, et les forces aériennes jouent à cet égard un rôle déterminant. Se fondant sur les enseignements de la seconde guerre mondiale, Castex aboutit à la conclusion que *« l'influence de la puissance de la mer dans les grandes crises de ce monde est fonction de la force aéroterrestre qu'elle est capable de déployer et l'influence de la puissance de terre se mesure aux mêmes moments à la force aéronavale qu'elle peut jeter dans la balance »*. Il en résulte que la puissance amphibie devient une des caractéristiques de la géopolitique contemporaine, sans pour autant que la différence de nature entre la puissance terrestre et la puissance maritime ait totalement disparu.

Telles sont, brièvement résumées, les principales thèses développées par Hervé Coutau Bégarie dans son interprétation de la pensée de Castex. Si certaines propositions sont sujettes à controverses, on ne peut qu'être séduit par la maîtrise avec laquelle l'auteur domine son sujet et la qualité du dialogue qui s'est instauré entre le maître et son disciple. En tout cas, ces deux livres devraient préluder à une édition des œuvres complètes du *Stratège inconnu*. Hervé Couteau Bégarie, qui prépare, faute de mieux, un recueil de morceaux choisis, serait tout désigné pour assurer la direction scientifique d'une telle entreprise, dont le succès dépendra, en dernière instance, de l'appui des pouvoirs publics.

★ Hervé Coutau Bégarie, *Castex, le stratège inconnu*, Economica, Paris, 1985, 259 pages, 145 F. et *la Puissance maritime. Castex et la stratégie navale*, Arthème Fayard, coll. « Géopolitiques et stratégies », Paris, 1985, 311 pages, 120 F.

* Directeur de recherche au CNRS, IFRI.

(1) Les deux principaux ouvrages de l'amiral Alfred Mahan (1840-1914), *The Influence of Sea Power upon History* et *The Influence of Sea Power upon the French Revolution and Empire*, ont profondément marqué la pensée des groupes qui, au Japon, en Europe et aux Etats-Unis, ont plaidé en faveur d'une flotte puissante comme élément décisif dans les rapports de force internationaux.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY
Directeur : Claude JULIEN
Rédactrice en chef : Micheline PAUNET
Rédaction : Ignacio RAMONET
Alain GRESH, Bernard CASSEN, Christian DE BRIE
Secrétaire de rédaction : Solange BRAND

RÉDACTION
7, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Télex : MONDPAR 650572 F
Tél. : 42-47-97-27

Publicité : *le Monde Publicité*
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71





LE MONDE SELON M. REAGAN

Une « doctrine » qui ne saurait tenir lieu de politique étrangère

DIPLOMATIE à coûts réduits, ponctués de coups d'éclat, comme l'invasion de la Grenade et les bombardements de la Libye : telle apparaît la politique étrangère du président Reagan. Mais, si flamboyante soit-elle, la rhétorique de la Maison Blanche et son orchestration par les médias constituent-elles une stratégie mondiale cohérente ? Stanley Hoffmann s'interroge, en relevant la permanence de certaines obsessions – par exemple, la priorité accordée à la lutte contre le terrorisme, qui occupait dès 1981 une place importante dans la pensée reaganienne. Les actes, eux, se réduisent pour l'essentiel à des « guerres à bon marché », dont de petits pays font les frais.

Par STANLEY HOFFMANN *

Lorsque, en 1981, M. Ronald Reagan devint président, il semblait devoir apporter à la politique étrangère des Etats-Unis un grand nombre d'innovations – moins par rapport à la dernière année de la présidence de M. James Carter, marquée par la reprise de la guerre froide et par l'accroissement du budget de la défense, que par rapport aux années 1969-1979, celles de la détente. Parmi les idées que le premier secrétaire d'Etat de M. Reagan, le général Haig, annonçait comme désormais décisives, figurait la priorité à la lutte contre le terrorisme. Elle devait, disait-il, remplacer celle que M. Carter avait paru donner aux droits de l'homme. Avant tout, l'idéologie reaganienne – soutenue tant par la droite du Parti républicain que par les intellectuels néo-conservateurs – envisageait les relations internationales sous l'angle du conflit entre les Etats-Unis et l'URSS, jugée responsable de la plupart des « désordres » régionaux, soit parce qu'elle les avait provoqués, soit parce qu'elle les exploitait. Enfin, la stratégie de *containment* (endiguement) de l'URSS était une fois encore – comme par John Foster Dulles en 1952, et, bien que d'un autre point de vue, par M. Henry Kissinger en 1969 – jugée insuffisante : une lutte plus vigoureuse contre l'expansionnisme de l'URSS et des alliés de Moscou était annoncée.

La période Haig se termina par des échecs. Tantôt – dans la partie de bras de fer entre M. Reagan et les membres européens de l'OTAN concernant les exportations technologiques vers l'URSS, – le secrétaire d'Etat lui-même donnait le pas au réalisme (et à l'alliance) sur l'idéologie. Tantôt – au Proche-Orient – l'application d'une grille Est-Ouest sur un terrain qui ne s'y prêtait pas aboutissait à des revers (la tentative de « consensus stratégique » américano-israélo-arabe contre Moscou) et à des crises graves (l'invasion du Liban par Israël, à laquelle M. Haig ne s'était nullement opposé). Surtout, le général Haig découvrit que la Maison Blanche, en 1981-1982, cherchait à donner une priorité absolue à sa politique économique. La politique étrangère ne devait venir que loin derrière, et rester la sœur cadette d'un programme de réarmement tous azimuts.

La période qui suivit la démission du général Haig, frustré et amer, fut peu brillante. L'affaire des forces nucléaires intermédiaires en Europe entraîna une rupture à peu près totale avec l'URSS et, du coup, une marée antinucléaire tant en Europe occidentale qu'aux Etat-Unis. La politique américaine au Proche-Orient ne parvint pas à faire avancer le processus de règlement du conflit israélo-palestinien, et l'engagement de Washington au Liban aboutit à un désastre et à une retraite peu glorieuse. Les seules « consolations » de l'an 1983 furent l'annonce, par M. Reagan, d'une vaste tentative scientifico-militaire pour substituer les garanties rassurantes de la défense spatiale aux incertitudes inconfortables de la dissuasion (la fameuse initiative de défense stratégique), et l'invasion de la Grenade.

L'année 1984 était électorale. Elle fut marquée par un ton nouveau à l'égard de l'URSS et une reprise des contacts avec Moscou, ce qui permit à M. Reagan de se présenter devant les électeurs en champion et de la force et de la paix. L'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir rendit possible la rencontre de Genève, qui fut déclarée réussie des deux côtés, malgré l'absence de progrès en matière de maîtrise des armements. Mais ceux qui avaient pensé ou espéré que M. Reagan, comme Eisenhower, avait désormais choisi de s'attaquer sérieusement au problème nucléaire et de chercher une amélioration des rapports avec Moscou après la flambée de rhétorique antisoviétique de 1981-1982, semblent avoir eu tort. En effet, même pendant la phase du rapprochement avec l'URSS, au lendemain de sa réélection, M. Reagan, dans son « message sur l'état de l'Union » de janvier 1985, annonça que les Etats-Unis soutiendraient *« ceux qui risquent leurs vies sur chaque continent, de l'Afghanistan au Nicaragua, en résistant aux agressions soutenues par les Soviétiques »*. C'était ce que certains, depuis, ont nommé la « doctrine Reagan ». Elle reçut, au cours de l'été 1985, l'appui du Congrès, qui vota les fonds nécessaires à l'aide aux « contras » du Nicaragua (dans des conditions moins généreuses que l'exécutif ne l'avait voulu), aux forces antivietnamiennes du Cambodge, à l'UNITA de M. Savimbi en Angola, et aux résistants afghans (1). Peu avant le sommet de Genève, M. Reagan, devant l'Assemblée générale de l'ONU, chercha à faire passer le règlement des conflits régionaux auxquels l'URSS est mêlée avant la maîtrise des armements.

A l'heure actuelle, la politique étrangère américaine semble revenir à l'inspiration du début. D'une part, la lutte contre le terrorisme est devenue une priorité et même une obsession : elle a dominé la rencontre des dirigeants alliés à Tokyo. D'autre part, la doctrine Reagan a été confirmée dans le message du 14 mars sur la politique étrangère, dont le thème central est la « révolution démocratique » à travers le monde. Il est important de bien comprendre le sens et les limites de ces deux offensives.

Le besoin d'agir sans risques

DANS le cas de la lutte contre le terrorisme, le président se trouve entraîné par la dynamique de ses propres propos. Il avait, en 1980, fortement critiqué l'apparente inertie de M. Carter dans l'affaire des otages américains en Iran. Son équipe avait toujours suggéré que le terrorisme était, en dernière analyse, une des armes de Moscou. Sa propre modération et son embarras, lors du détournement de l'avion de la TWA au Proche-Orient en juin 1985, avaient suscité des commentaires peu flatteurs et des comparaisons sardoniques avec M. Carter. Désormais, il fallait agir d'autant plus que les médias américains s'étendaient bruyamment sur chaque cas de terrorisme qui produisait des victimes américaines (2). L'intervention américaine dans l'affaire de l'*Achille-Lauro* laissera un goût amer, dans la mesure où l'arrestation du principal coupable parut empêchée par l'obstruction italienne. Chaque incident nouveau renforçait les arguments du secrétaire d'Etat, M. George Shultz, favorable à des actions de force contre le terrorisme, au détriment des réticences du secrétaire à la défense.

L'élaboration d'une stratégie antilibyenne correspond, en premier lieu, à une sorte de sentiment de nécessité. Il fallait « faire quelque chose », montrer que l'Amérique n'était pas un tigre de papier, administrer une correction à un personnage particulièrement impopulaire aux Etats-Unis, et adresser de la sorte un avertissement à tous les « terrorismes d'Etat ». Mais elle correspond aussi à un souci de prudence : pas plus ici qu'ailleurs, la politique étrangère de M. Reagan ne cherche à prendre de trop gros risques d'escalade, de conflit militaire prolongé ou de pertes capables d'affecter la popularité du président. La Libye était, de ce fait, la cible idéale : tiédeur des Soviétiques envers un Kadhafi peu maniable, hostilité ouverte à son égard dans une vaste partie du monde arabe, éloignement géographique de la Libye par rapport au baril de poudre du Proche-Orient. L'opération du golfe de Syrte, puis le bombardement du 14 avril permettaient aux Etats-Unis de manifester leur force, de montrer aussi qu'ils n'avaient pas besoin du concours de leurs alliés pour agir, sans pour autant engager un processus au déroulement imprévisible et peut-être désastreux en s'en prenant aux terrorismes d'Etat moins brouillons, plus efficaces et plus dangereux de la Syrie – alliée de Moscou – et de l'Iran.

A l'heure actuelle, le bilan que dressent les officiels de Washington est plutôt positif : la crise dans les rapports avec la plupart des alliés a abouti à un renforcement des mesures antiterroristes qu'ils se sont engagés à prendre, l'appui arabe à Kadhafi a été négligeable et, s'il est encore trop tôt pour savoir si l'effet de l'opération sur le terrorisme en général, et les terrorismes d'Etat en particulier, sera dissuasif ou provocateur, jamais le président n'a été plus populaire dans son pays...

Quant à la « doctrine Reagan », en particulier dans sa version « universalisée » du 14 mars, il serait faux d'y voir la marque d'une décision de répudier la fameuse distinction, chère à Mme Kirkpatrick, entre totalitarisme et autoritarisme, et de promouvoir désormais – sur la lancée d'Haïti et des Philippines – des régimes démocratiques non seulement là où des gouvernements communistes ou prosoviétiques sont au pouvoir, mais aussi là où des dictatures anticommunistes et pro-américaines paraissent en difficulté.

(Selçuk)

Haïti et les Philippines restent considérés à Washington comme des cas exceptionnels. Le régime Duvalier était au bord de l'effondrement, et Washington s'est contenté de faciliter sa chute. L'affaire Marcos fut beaucoup plus complexe : là, l'ambassade américaine à Manille et beaucoup de membres influents du Congrès (y compris dans les rangs républicains) avaient parfaitement bien vu qu'un appui inconditionnel au président Marcos serait catastrophique pour les intérêts des Etats-Unis et ne pourrait que nourrir l'insurrection communiste et radicaliser l'opposition non communiste. Mais l'exécutif américain ne semble à aucun moment avoir fait pression sur M. Marcos pour une réforme sérieuse de son régime. M. Marcos a été la victime de sa propre décision de recourir à des élections pour consolider son pouvoir, provoquant de la sorte un mouvement irrésistible contre lui.

L'intervention de la Maison Blanche, à la toute dernière minute, a contribué à éviter un bain de sang, ce qui n'est nullement négligeable. Mais la chute de M. Marcos fut avant tout l'œuvre d'une vaste coalition de Philippins et celle de l'extraordinaire Corazon Aquino.

L'ampleur même des fraudes électorales commises par les partisans de M. Marcos, et certifiées par les observateurs américains, l'ampleur de la marée anti-Marcos, le retournement de certains de ses alliés militaires, la présence d'une solution de rechange modérée, non communiste et pro-américaine, tout cela explique que la Maison Blanche n'ait ni pu ni voulu pratiquer la politique de soutien musclé à un « ami » autoritaire et anticommuniste, recommandée par l'idéologie néoconservatrice.

Mais, tout en se donnant le beau rôle dans la chute du tyran (encore plus corrompu que féroce), l'équipe Reagan a fait savoir qu'il s'agissait là d'un cas spécial, non d'un modèle. Le message du 14 mars, tout en célébrant l'hostilité du *« peuple américain »* aux tyrannies de droite comme de gauche, souligne que l'encouragement officiel au *« changement démocratique »* s'exercera *« dans le respect des traditions et des réalités politiques des autres pays »* et tiendra compte des menaces que fait peser sur eux le totalitarisme intérieur ou extérieur. Le reste du document s'étend sur la lutte contre les régimes communistes installés par Moscou, et se présente non comme une politique des droits de l'homme mais comme un exposé de la marche à suivre dans les conflits régionaux provoqués par l'expansionnisme soviétique. M. Shultz, en Corée du Sud, s'est – peu prudemment – lancé dans la défense du régime militaire et dans une distinction radicale entre les cas de Manille et de Séoul.

Ici aussi, par conséquent, on en est revenu à l'idéologie initiale. Mais, ici aussi, la prudence domine dans l'exécution, car les sommes engagées au service de la « doctrine Reagan » restent faibles. Nulle part, même dans l'aide aux « contras », récemment entérinée par la Chambre des représentants (3), les moyens fournis aux forces anticommunistes ne suffiront à renverser les régimes établis : il s'agit seulement de « faire payer un prix » aux Soviétiques, ou de les « saigner ». D'où les critiques adressées à la « doctrine Reagan », même par des conservateurs réalistes comme M. Robert W. Tucker : si les moyens mis en œuvre sont minces, l'URSS n'aura guère de peine à les neutraliser ; s'il s'agit vraiment de lui faire mal, il faudra prendre des risques que ni le Congrès ni l'opinion n'ont envie d'assumer (les moralistes ajoutent que le prix de tout cela est finalement payé par les malheureuses populations, victimes de jeux géopolitiques des deux Grands). Certains estiment que, au mieux, le mini-engagement américain pourra aboutir à quelque marchandage avec Moscou. On peut certes penser à un accord aux termes duquel les Cubains quitteraient l'Angola et les Américains cesseraient de soutenir les maquis de M. Savimbi. Mais, même en Angola, les choses ne sont pas si simples : il y a le jeu sud-africain et il y a, à Washington, ceux qui veulent le départ non seulement des Cubains mais des dirigeants angolais actuels. Ni au Cambodge, ni au Nicaragua, ni en Afghanistan, les chances d'un règlement ne paraissent bonnes.

C'est donc d'une série de mini-guerres, de guerres à bon marché qu'il s'agit. L'avantage est qu'elles restent contenues, et symbolisent aux yeux des Américains la volonté reaganienne de résister à l'URSS dans le tiers-monde. Les inconvénients restent considérables, dans deux directions. D'une part, le moins que l'on puisse dire est que la « doctrine Reagan » ne remplace pas une politique à l'égard de Moscou ; au mieux, elle ne complique pas trop les rapports avec le principal adversaire, dans la mesure même où elle n'opère guère que sur des théâtres secondaires. Mais il n'y a toujours, à Washington, aucun dessein, grand ou petit, concernant ces rapports, en dehors d'un endiguement plus ou moins actif à perpétuité. Le scepticisme le plus complet règne sur la maîtrise des armements (on pense, certes, à un accord limité sur les armes nucléaires intermédiaires, mais on n'en est pas là, et il n'irait pas bien loin) ; les limites fixées par SALT II sont désormais ouvertement remises en cause, et seront dépassées si les perspectives de nouveaux accords s'éloignent. Avant tout, l'initiative de défense stratégique (IDS) pèse de tout le poids de ses énormes investissements et de ses non moins énormes ambiguïtés (le président est seul à y voir une panacée contre les armes nucléaires, mais cela suffit à bloquer toute négociation sérieuse sur les systèmes concevables de défense des missiles terrestres) tant sur la survie du traité de 1972, interdisant presque complètement ces systèmes, que sur l'ensemble des négociations nucléaires. *(Voir les articles de Claude Julien, Eric R. Alterman et Fabrizio Tonello dans ce numéro.)*

D'autre part, l'accent mis sur la lutte contre les régimes installés par/ou avec l'aide de Moscou, et sur la lutte contre le terrorisme, tend à faire oublier l'extraordinaire passivité de l'équipe au pouvoir quant au conflit israélo-arabe. Le souci d'empêcher une victoire iranienne contre l'Irak explique l'intérêt manifesté par la Maison Blanche, mais nié par le Congrès, de fournitures d'armes américaines à l'Arabie saoudite (qui aidera l'Irak). Mais, depuis l'échec au Liban, la diplomatie américaine dans le conflit israélo-arabe est minimale : alors que le gouvernement de coalition israélien ne peut guère prendre d'initiatives audacieuses mais pourrait saisir au bond une balle venue de Washington, les voyages du sous-secrétaire d'Etat pour le Proche-Orient n'équivalent même pas à des missions de bons offices. D'où l'échec des tentatives de déblocage entre Israël, la Jordanie et l'OLP ; en l'absence de progrès, les tensions reprennent, notamment entre Israël et la Syrie. Mais c'est une partie du monde où trop peu de chances de progrès spectaculaires existent pour que l'exécutif américain s'engage à fond, alors que les succès antérieurs (1974-1975 et 1978-1979) n'ont été obtenus que par un engagement américain au plus haut niveau – avec MM. Kissinger et Carter.

Tel est l'état des choses. En dehors d'escarmouches sur la « doctrine Reagan », il n'y a guère de débats intellectuels sérieux sur les directions futures de la politique étrangère, dans les revues, les universités ou les centres de réflexion. Le Parti démocrate continue de se chercher, sans se retrouver ni se rénover, et beaucoup de ses dirigeants n'offrent que du reaganisme édulcoré – *less of same*, dirait-on aux Etats-Unis. Ce n'est pas très exaltant. Mais comme, pour le moment, l'économie se porte bien, que le Congrès s'occupe de réduire le déficit budgétaire et de réformer les impôts, et que l'URSS semble en proie à de sérieuses difficultés, une diplomatie à coûts réduits, coups d'éclat occasionnels et rhétorique florissante, satisfait l'opinion et soude l'optimisme dont elle fait preuve à l'inlassable bonne humeur triomphaliste du président.

(1) Voir, de Michael T. Klare, « La nouvelle doctrine d'intervention américaine », *le Monde diplomatique*, mars 1986.

(2) Voir, de Claude Julien, « Frapper les sanctuaires », *le Monde diplomatique*, février 1986.

(3) NDLR. – La Chambre a voté, le 25 juin, 100 millions de dollars d'aide à la « contra » ; trente-six heures plus tard, la Cour internationale de justice de La Haye condamnait le gouvernement américain pour ses actions contre le Nicaragua.

* Professeur de civilisation française, président du Centre d'études européennes de Harvard.

Séminaires aux Etats-Unis

La Mission interuniversitaire de coordination des échanges franco-américains - Paris-Ile-de-France (MICEFA), qui regroupe neuf universités parisiennes, organise aux Etats-Unis à l'automne 1986 et au printemps 1987 une série de séminaires technologiques et industriels dont l'objectif est d'observer des pratiques concrètes dans le vaste laboratoire expérimental américain :

– La création d'entreprise : le partenariat en action (19-26 octobre) ;

– Le bureau du futur (2-9 novembre) ;

– L'usine du futur (9-16 novembre) ;

– Les industries de la communication et de l'information (8-16 novembre) ;

– Exportation et création d'entreprises françaises aux Etats-Unis (15-23 novembre) ;

– Technologies nouvelles et nouvelles stratégies d'entreprise (29 novembre-14 décembre).

Renseignements et inscriptions : MICEFA, Alliance française, 101, boulevard Raspail, 75270 Paris CEDEX 06, tél. : 45.48.08.95 – 45.49.20.38/télex : ALL FRAN 204941 F.

LA « GUERRE DES ÉTOILES »

Double discours

LOIN de rendre les armes nucléaires « impuissantes et obsolètes », comme il l'avait annoncé dans son discours du 23 mars 1983, le programme de « guerre des étoiles » de M. Reagan a eu pour effet de relancer la course aux armements et d'accroître la tension avec Moscou.

La « gigantesque supercherie » que démonte Eric R. Alterman consiste à faire passer pour un dispositif défensif un projet qui ne prend son sens que dans un contexte offensif. Un projet dont, par ailleurs, les fondements technologiques ne sont pas près d'être maîtrisés (voir l'article de Fabrizio Tonello), mais qui constitue déjà une véritable manne pour le complexe militaro-industriel.

Les récentes propositions soviétiques sur le désarmement, accueillies pour une fois avec intérêt par la Maison Blanche, déboucheront-elles sur une négociation visant à réduire les armements nucléaires ? Cette solution serait infiniment moins coûteuse et offrirait plus de sécurité aux populations que d'hypothétiques « boucliers spatiaux ».

Par ERIC R. ALTERMAN *

Personne n'attendait vraiment de M. Ronald Reagan que, dans sa carrière antérieure d'acteur de cinéma et de gouverneur de Californie, il ait eu l'occasion de maîtriser les complexités des technologies laser à rayons X, des armes à énergie dirigée et de la physique des faisceaux de particules. Sans parler de la réputation qu'il a de ne pas s'attarder outre mesure dans son bureau ovale de la Maison Blanche. Pourtant, le 23 mars 1983, sans que ni M. John Gardner, directeur des systèmes défensifs au Pentagone, ni M. Richard Cooper, directeur de l'Agence du département de la défense pour les recherches de pointe (DARPA), ni M. Richard DeLauer, alors adjoint au secrétaire à la défense pour la recherche, aient été consultés, le président annonça à ses concitoyens que « *la technologie actuelle atteint un degré de sophistication tel que nous pouvons raisonnablement commencer à œuvrer pour rendre ces armes* [nucléaires] *impuissantes et obsolètes* ». L'évaluation que faisait M. Reagan de l'état de l'art de ces technologies ésotériques contredisait les avis d'experts de l'administration qui avaient affirmé, au cours des six mois précédents, que « *le parapluie nucléaire n'existe tout simplement pas* » et ceux du secrétaire à la défense, qui refusait d'engager le pays « *dans une voie qui exige de se hisser à un niveau de performance actuellement inaccessible* (1) ».

* World Policy Institute, New-York.

Les hauts fonctionnaires et les reaganiens loyaux, qu'ils appartiennent ou non au gouvernement, se convertirent alors en masse aux vues du président : « *Encore heureux qu'il ne se soit pas prononcé en faveur de la phlogistique ou qu'il n'ait pas décrété que la Terre était plate* », se consolait un observateur (2). Le rêve de M. Reagan n'était pas nouveau. Les Etats-Unis avaient travaillé pendant des décennies sur des programmes de missiles antimissiles (ABM). En 1967, l'administration Johnson avait décidé de mettre en place le système *Sentinel*, à partir des programmes Nike-Zeus et Nike-X de la fin des années 50. Cette décision provoqua des controverses houleuses qui, après des débats interminables au Congrès et dans la presse, aboutirent au « traité ABM », signé en 1972 par les Etats-Unis et l'URSS au terme des négociations dites SALT-1, et qui limite strictement les déploiements d'ABM au point de les rendre stratégiquement sans signification.

Aux Etats-Unis, le résultat le plus concret de ce débat fut que les milieux politiques et ceux concernés par les questions de contrôle des armements comprirent que les défenses ABM n'étaient ni opérationnelles ni désirables et que, si elles étaient déployées de manière conséquente, elles déstabiliseraient le système existant dit de « destruction mutuelle assurée » (MAD). Elles permettraient en effet à l'un des camps d'envisager une première frappe destructrice dans la mesure où il se sentirait à l'abri d'une riposte limitée grâce à des défenses d'autant plus efficaces que la capacité de représailles du camp adverse aurait été sérieusement mise à mal.

Des deux côtés, la recherche sur les ABM se poursuivit après le traité de 1972 pour renforcer la sécurité du dispositif et pour empêcher que l'adversaire n'effectue une percée technologique décisive, susceptible de saper la capacité de seconde frappe de l'autre. Les Soviétiques décidèrent de conserver l'unique site ABM autorisé par le traité de 1972, mais les Etats-Unis renoncèrent bientôt unilatéralement à leur système *Safeguard*, protégeant la base de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) de Grand-Forks dans le Dakota du Nord.

M. Reagan affirme que l'idée dont est sortie l'IDS lui est venue sans que ses collaborateurs la lui aient soufflée. On est tenté de le croire car, depuis le discours du 23 mars 1983, pratiquement tous – à l'exception notable du secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger – ont publiquement admis l'impossibilité de concrétiser le rêve présidentiel. M. DeLauer affirma devant une commission du Congrès qu'« *il n'existe aucun moyen d'empêcher un ennemi de percer vos défenses s'il est décidé à mettre le paquet pour y parvenir* ». Quant au général James A. Abrahamson, nommé par M. Reagan à la tête de l'Organisation pour l'initiative de défense stratégique (SDIO), chargée au Pentagone de mener à bien l'IDS, il admet qu'« *une défense parfaite n'est pas une chose réaliste* (3) ». Toutes les études sérieuses, publiques ou privées, sur les systèmes de défense spatiale corroborent ces conclusions (4).

Si aucune des personnalités de premier plan du gouvernement ne s'est élevée contre l'IDS, ni contre les 26 milliards de dollars que l'administration avait demandés pour financer ce programme, aucune non plus – à l'exception de M. Weinberger – n'a repris à son compte la réalisation de son objectif : un monde libéré de la menace des armes nucléaires.

Dans la mesure où les officiels du Pentagone et d'autres ministères ne croient guère aux projets visionnaires de M. Reagan, on peut se demander pourquoi ils soutiennent aussi vigoureusement les recherches de l'IDS. La réponse est tout simplement qu'elles contribuent à la mise au point des systèmes antimissiles interdits par le traité ABM de 1972. Et cela, bien que le président ait affirmé que l'IDS « *n'est pas et ne doit jamais être perçue comme un système de plus pour protéger les silos de missiles* (5) ». Néanmoins, *The New York Times* rapportait que « *les scientifiques responsables des recherches gouvernementales visant à constituer un bouclier défensif dans l'espace affirment que les objectifs immédiats ont été sérieusement revus à la baisse : il ne s'agit plus de mettre en place une défense du pays impénétrable, mais de protéger son arsenal nucléaire basé à terre. Ils disent que ce changement reflète l'idée que pour l'instant une défense impénétrable est irréalisable mais que cela demeure l'objectif à long terme* (6) ». Le général Abrahamson lui-même défend sa mission en arguant du fait qu'elle « *renforcera la dissuasion* » plus qu'elle n'en éliminera le besoin. D'où la distinction, établie par le sénateur Nunn, entre ce que les Américains sont conviés à financer et la destination exacte de leurs dollars.

Pour tenter d'échapper à cette contradiction, les responsables officiels, et notamment M. Fred Ikle, sous-secrétaire à la défense, ont évoqué « *des versions intermédiaires de défense antimissiles (BMD) qui, sans fournir la protection d'un système complet à plusieurs couches, pourraient néanmoins offrir d'autres possibilités utiles* (7) ». Ils restent cependant extrêmement vagues quant à la nature et aux objectifs exacts de ces déploiements intermédiaires. On peut néanmoins avoir une idée du système de défense auquel ils songent à la lecture d'un article publié dans *The New York Times Magazine* par trois partisans de l'IDS : M. Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité nationale de M. Carter, M. Robert Jastrow, professeur de physique à Dartmouth, et M. Max Kampelman principal négociateur aux discussions de Genève sur le désarmement et ancien conseiller de M. Mondale. L'article décrit un système à deux couches : des interceptions dans la phase de propulsion, un système d'alerte par satellite et une défense « terminale ». Selon les auteurs, le système serait efficace à 90 %, pourrait être déployé dans les années 90 à un coût d'environ 80 milliards de dollars et « *redonnerait la majeure partie de sa crédibilité à notre système de dissuasion basé à terre* (8) ».

Généraux en chaise longue

CE bilan représente en gros la version de la « guerre des étoiles » de l'establishment de Washington. Emanant de la fraction « dure » des démocrates, cette position intermédiaire ne néglige pas, comme celle de M. Reagan, les réalités stratégiques les plus élémentaires des relations militaires entre les Etats-Unis et l'URSS, et elle ne va pas non plus, comme celle du président, à contre-courant de l'opinion moyenne de la communauté scientifique et technologique.

Son idée-force est que la « *crédibilité* » du système de dissuasion des Etats-Unis a été ou est entamée. On peut alors se demander pourquoi les Soviétiques n'ont pas sauté sur l'occasion avant que M. Ronald Reagan ne soit en mesure de mettre en place le

(1) La première citation est extraite d'une étude réalisée pour le compte du gouvernement par une commission d'experts dirigée par M. James Fletcher. La seconde est tirée d'une lettre de M. Caspar Weinberger au général Daniel Graham, président de l'organisation High Frontier (favorable à la « guerre des étoiles »). Voir, de George Ball, « The War for Star Wars », *The New York Review of Books*, volume 32, nº 6, 11 avril 1985.

(2) Leon Wieseltier, « Nuclear Idealism, Nuclear Realism », *The New Republic*, 11 mars 1985.

(3) Ces propos de M. DeLauer et du général Abrahamson sont cités dans l'étude de McGeorge Bundy, George F. Kennan, Robert S. McNamara et Gerard Smith : « The President's Choice : Star Wars or Arms Control », *Foreign Affairs*, volume 63, nº 2, hiver 1984-1985.

(4) On peut citer, à cet égard, Ahston B. Carter, David N. Schwartz, *Ballistic Missile Defense*, The Brookings Institution, Washington, 1984 ; Office of Technology Assessment, *Ballistic Missile Defense Technology*, US Government Printing Office, Washington, 1985 ; The Union of Concerned Scientists, *The Fallacy of Star Wars*, Vintage Books, New-York, 1983.

(5) Office of Technology Assessment, *op. cit., p. 298.*

(6) *The New York Times*, 23 novembre 1984.

(7) Cité dans *The New York Times*, 30 décembre 1984.

(8) Zbigniew Brzezinski, Robert Jastrow et Max Kampelman, « Defense in Space is not Star Wars », *The New York Times Magazine*, 27 janvier 1985.

Les zones d'ombre

Par FABRIZIO TONELLO *

L'EXPLOSION en vol de la navette spatiale *Challenger*, le 28 janvier dernier, a incité la commission Rogers (1) à remettre en cause l'orientation du programme spatial des Etats-Unis, les méthodes de travail, le processus décisionnel, les rapports avec les fournisseurs, la compétence des dirigeants et le concept même de la navette. L'événement a cependant caché une conséquence majeure de la tragédie : le coup, peut-être mortel, infligé de ce fait au rêve reaganien d'un « bouclier spatial ».

Les militaires américains se sont trouvés confrontés à un problème nouveau : le manque de vecteurs pour placer en orbite leurs satellites, notamment ceux de reconnaissance du type KH-11 ou « Big Bird ». Les Etats-Unis risquent ainsi de perdre leurs « yeux » et leurs « oreilles » dans l'espace.

Par-delà ces péripéties, l'initiative de défense stratégique (IDS) avance apparemment comme si de rien n'était : moins d'une semaine après l'accident de la navette, le secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger, demandait à ce titre 4,8 milliards de dollars pour l'année budgétaire 1987 (2), et les responsables du Pentagone continuent d'afficher un optimisme sans limites. Il est toutefois évident que, depuis le milieu de 1985 déjà, quelque chose ne va pas. En novembre 1985, le général James Abrahamson, directeur du programme IDS, annonçait son intention de réorienter l'essentiel du projet vers les armes à énergie cinétique et vers les installations défensives basées à terre, plutôt que vers celles à déployer dans l'espace, jugées trop coûteuses et vulnérables (3). Ce virage n'a nullement

* Co-auteur, avec Carlos de Sa Rego, de *la Guerre des étoiles*, La Découverte, Paris, 1986.



(Gamma)

EXPLOSION DE LA FUSÉE TITAN EN AVRIL 1986
Quand s'estompe l'idée d'une défense efficace contre les armes nucléaires

surpris les scientifiques américains, dans leur grande majorité sceptiques sur la faisabilité de l'entreprise. Il est, en revanche, passé quasiment inaperçu en Europe, où les débats confus du printemps 1985 ont laissé la place à une triste résignation, à laquelle s'ajoute souvent un appât du gain qui sera vite déçu.

Ce changement, lourd de conséquences sur le plan stratégique, est officiellement justifié par les coupes budgétaires imposées par le Congrès pour l'année budgétaire 1986 : les 3,7 milliards demandés par l'administration Reagan pour l'IDS ont été réduits à 2,7 milliards. Le général Abrahamson a déclaré que le ralentissement du programme de recherche sur les armes laser basées dans l'espace a été imposé par le manque de crédits. La réalité est sans doute quelque peu différente : trois ans après le fameux discours de M. Ronald Reagan du 23 mars 1983, qui promettait à la population américaine une défense efficace contre la menace des armes nucléaires, bien des problèmes, traités à l'époque comme quantité négligeable par les partisans de l'IDS, se sont révélés tout à fait incontournables.

Ce discours ne faisait, en réalité, aucune référence aux armes spatiales et ne proposait pas de solutions précises. Là était d'ailleurs sa force : pas de débats complexes sur les mérites et les coûts d'un système donné mais, au contraire, le rêve ambitieux d'ouvrir à l'humanité les portes d'une ère nouvelle, libérée du cauchemar de la mort atomique.

Ce but aurait pu être poursuivi par des moyens traditionnels, comme les réseaux antimissiles constitués d'intercepteurs basés à terre et de radars plus ou moins sophistiqués : tel était le cas pour les systèmes *Sentinel* et *Safeguard*, dans lesquels les Américains avaient englouti plusieurs milliards de dollars pendant les années 60 et 70. Le système soviétique *Galosh*, pour la protection de Moscou, est également basé sur ce principe et il est pleinement opérationnel (4).

L'interception précoce

PENDANT les deux premières années de vie de l'IDS, le concept-clé du système antimissiles envisagé par le Pentagone était cependant tout autre : on parlait d'un véritable « bouclier spatial », composé de plusieurs couches défensives, dont la première aurait intercepté les fusées soviétiques dès la sortie de leurs silos. Les militaires américains n'étaient pas avares de descriptions d'armes laser, de canons électromagnétiques, de faisceaux de particules et autres « rayons de la mort » qui auraient balayé l'espace pour assurer la sécurité des Etats-Unis.

Sur le plan stratégique, la volonté de défendre la population américaine contre une attaque nucléaire massive exige la mise en place d'un système parfaitement étanche. Ce qui impose d'éliminer un grand nombre de fusées dès les premières minutes de leur vol, quand le véhicule qui contient les ogives et les leurres (le *bus*) n'a pas encore lâché sa cargaison dans l'espace. Est-ce possible ? Le Pentagone répond par l'affirmative, en jouant de façon habile sur la difficulté de l'opinion publique à apprécier correctement les données du problème (qui ne lui sont d'ailleurs pas soumises dans leur totalité).

Mais comment frapper immédiatement à des milliers de kilomètres si on ne dispose pas d'armes dont les « projectiles » voyageraient à la vitesse de la lumière ?

(1) Commission d'enquête présidée par l'ancien secrétaire d'Etat William Rogers, chargée de conduire les investigations sur l'accident.

(2) Caspar Weinberger, *Annual Report to the Congress – Fiscal Year 1987*, Washington DC, Government Printing Office, 1986. Dans le budget de l'IDS, il faut compter aussi certains crédits du département de l'énergie : 603 millions de dollars pour l'année budgétaire 1987, ce qui porte les fonds demandés par l'administration Reagan à 5,4 milliards de dollars.

(3) « Cutbacks to Alter Form of Antimissile Program », *The New York Times*, 27 novembre 1985, et « SDIO Achieving Program Goals While Resolving Technical Issues », *Aviation Week and Space Technology*, 9 décembre 1985.

(4) D'après le traité de Moscou de 1972, les Etats-Unis et l'Union soviétique ont le droit de déployer un système antimissiles à échelle réduite, avec un maximum de 100 missiles intercepteurs. En 1976, les Américains ont renoncé au leur, qui protégeait la base d'ICBM de Grand-Forks (Dakota du Nord).

DESCEND SUR TERRE

à Washington

plus grand programme militaire jamais vu en temps de paix et qu'il supprime ainsi l'avantage stratégique dont Moscou était censé disposer. Les partisans de la BMD n'expliquent pas davantage pourquoi les Etats-Unis ne font pas face à cette menace en transférant tout simplement sous les mers la fraction vulnérable de leur système de dissuasion, c'est-à-dire les missiles basés à terre. En fait, la façon la plus simple de régler le problème de la vulnérabilité des missiles, d'une manière qui ne revienne pas à faire aux Soviétiques des concessions unilatérales, serait d'accepter de négocier avec eux un traité d'interdiction complète des essais. Car des missiles non testés ne sauraient sérieusement emporter la première frappe à ce point destructrice que craignent les partisans de la BMD. Pourtant, l'administration Reagan, la presse et tous les spécialistes des questions stratégiques à Washington ont pris le parti de tourner en dérision l'offre soviétique de négocier un tel traité. Ils ont même accusé les Soviétiques de faire preuve d'un cynisme non déguisé en instaurant un moratoire unilatéral pour preuve de leur bonne foi. Le conseil de rédaction du journal *The New York Times* a été particulièrement offensé.

La raison pour laquelle une solution aussi simple se heurte à des sarcasmes aussi sophistiqués est que avec une interdiction des essais c'en serait probablement fini du bon temps. S'il ne pouvait plus tester de nouvelles armes nucléaires, le Pentagone ne serait plus en mesure de distribuer des milliards de dollars aux entreprises d'armement. Les crédits destinés aux groupes de réflexion des généraux en chaise longue de Washington se tariraient. Pour ces gens, la « guerre des étoiles » n'est pas simplement une hypothèse nécessitant des études supplémentaires. C'est une véritable manne offrant des possibilités illimitées de créations d'emplois, d'organisation de séminaires, de passages à la télévision. Un des scientifiques de renom qui travaille pour la « guerre des étoiles » au laboratoire national Lawrence Livermore, en Californie, s'exprime ouvertement à ce sujet : « *Franchement, le jeu de l'offensive, outre ses intentions quelque peu douteuses, est terriblement facile. On n'y prend guère de risques. Le succès consiste à enlever un centimètre par ci et un kilo par là ou à déplacer le centre de gravité d'un pouce. C'est un problème d'ingénierie. Les armes défensives ont, elles, à faire face à un défi réel : contre une attaque, elles doivent fonctionner efficacement, être robustes, et ce dans le meilleur rapport coût-efficacité* (9). »

La position de M. Weinberger est sans doute la plus intellectuellement cohérente chez les partisans de la « guerre des étoiles ». Il n'a pas l'intention de gaspiller des centaines de milliards de dollars à poursuivre le rêve impossible de rendre les missiles « *obsolètes et impuissants* » et il n'est pas davantage désireux d'engager une partie énorme de ses crédits limités pour s'attaquer au faux problème de la vulnérabilité des ICBM. M. Weinberger soutient l'IDS parce qu'il espère retrouver l'avantage dont disposaient les Etats-Unis lorsqu'ils avaient le monopole de la bombe et qu'ils pouvaient, en toute impunité, menacer de l'utiliser. C'est la seule et unique raison d'être de l'IDS.

En effet, un système défensif, même s'il n'est que partiellement efficace, protégerait un pays de manière tout à fait acceptable si les forces nucléaires de l'adversaire avaient déjà été décimées par une première frappe. En d'autres termes, un tel système n'a de sens que s'il est utilisé avec un armement offensif dans le cadre d'une agression. M. Reagan avait bien compris cela et, dans son discours du 23 mars, il avait rappelé que des systèmes défensifs, « *s'ils sont couplés avec des systèmes offensifs, peuvent être considérés comme des encouragements à une politique agressive* ». Il avait même ajouté « *...et personne ne souhaite cela* ». Personne peut-être, à l'exception – significative – du secrétaire américain à la défense. Devant la commission des forces armées du Sénat, en février 1984, M. Weinberger déclarait : « *Si nous pouvons nous doter d'un système efficace, dont nous savons qu'il rendra leurs armes impuissantes, nous nous retrouverons dans la situation où nous étions le seul pays détenteur de l'arme nucléaire, et nous ne nous en sommes pas servis pour menacer les autres* (10). » Et le même M. Weinberger reconnaissait que « *le déploiement par les Soviétiques d'une défense stratégique efficace est la plus effrayante perspective que je puisse imaginer* (11) ».

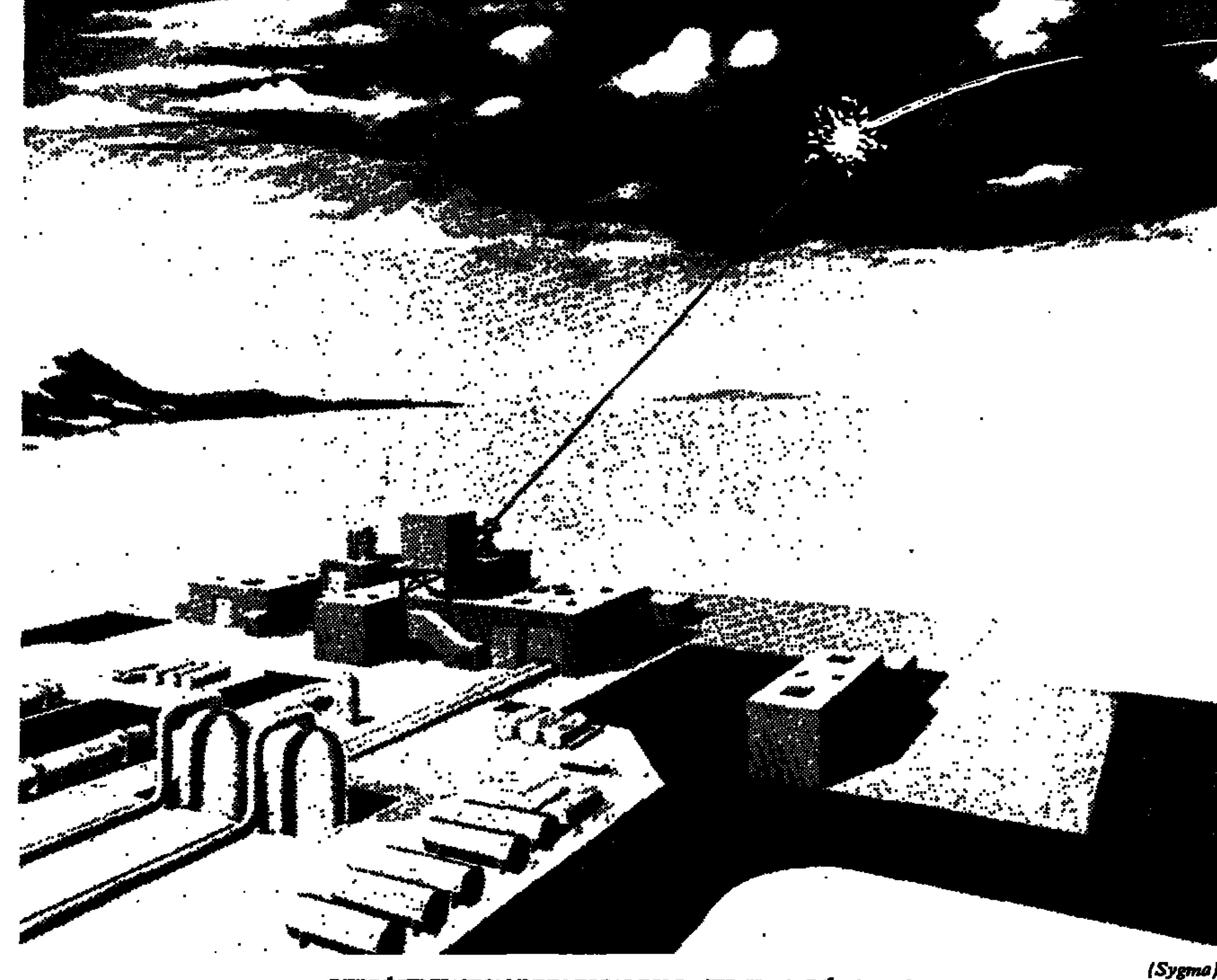
En d'autres termes, M. Weinberger est en train de faire sienne l'opinion que les Russes ont de l'IDS, et de répudier celle du président Reagan. Et s'il lui est si facile de commencer à trembler devant les « *perspectives effrayantes* » d'un système de défense soviétique, il n'en est que mieux placé pour comprendre la préoccupation des Russes à l'égard de l'orientation actuelle de la politique américaine.

Le rêve présidentiel d'« *un peuple libre, confiant que sa sécurité ne repose pas sur la menace de représailles américaines immédiates pour dissuader une attaque soviétique* » ne manque pas d'efficacité pour faire débourser des dollars au contribuable américain et s'assurer un certain soutien au Congrès. Mais ces fonds sont ensuite utilisés à d'autres fins, ce qui a conduit des membres de la communauté scientifique gouvernementale à se dissocier des proclamations de leurs supérieurs quant à de prétendus « succès » d'essais (12). Le Dr George H. Miller, qui dirige le programme de recherche sur la défense au laboratoire Lawrence Livermore, s'est déclaré « *alarmé par l'ampleur des exagérations et des promesses, et par le refus de prendre ce programme pour ce qu'il est réellement : un programme de recherche dans lequel des quantités de questions restent encore sans réponse* (13) ».

M. Reagan a promis au Congrès et au peuple américain un système qui mettrait fin à la dépendance des Etats-Unis envers la dissuasion nucléaire, qui les libérerait de la menace d'une guerre atomique et qui, de ce fait, créerait une atmosphère de confiance et de bonne volonté entre les Deux Grands. Une atmosphère que contredit chaque minute de chaque jour de l'histoire des relations entre Washington et Moscou...

Les successeurs de M. Reagan se demanderont sans doute un jour comment une démocratie disposant, pour la guider, d'une classe politique éduquée et expérimentée a pu être victime d'une aussi gigantesque supercherie.

ERIC R. ALTERMAN.



REPRÉSENTATION D'UN ESSAI DU LASER HAUTE-ÉNERGIE
La recherche, à tout prix, de la supériorité stratégique
(Sygma)

(9) Lowell Wood, cité dans William Broad, « The Scientists of Star Wars », GRANTA nº 16, hiver 1985-1986.

(10) Cité dans Union of Concerned Scientists, *op. cit.*

(11) Voir *The New York Times*, 8 mars 1985.

(12) On trouvera le récit d'expériences laser de 1985, indûment présentées par le général Abrahamson comme des « *succès majeurs* », ainsi que celui des limites de l'expérience HOE, de juin 1984, dans l'ouvrage de Carlos de Sa Rego et Fabrizio Tonello, *la Guerre des étoiles*, La Découverte, Paris, 1986.

(13) Voir *The New York Times*, 16 décembre 1985.

du défi technologique

On peut envisager le déploiement de quelques dizaines de satellites, armés de petits missiles autoguidés hyperrapides (10 km/seconde). Leur portée effective, un millier de kilomètres, ne saurait cependant assurer une couverture efficace face à un lancement massif de fusées soviétiques et exigerait, de surcroît, la mise en orbite d'un nombre très élevé de plates-formes spatiales.

Le tour de passe-passe auquel se livrent les responsables américains dans le débat avec les opposants à l'IDS se fonde sur la différence considérable qui existe entre une faisabilité scientifique, une capacité technique et un déploiement effectif. Le virage vers une nouvelle conception, beaucoup moins ambitieuse, du système antimissiles américain ne pourra qu'être accéléré par l'explosion de *Challenger*. La navette, en effet, joue un rôle capital dans l'IDS : d'un côté, elle permet de réaliser certains essais, vitaux pour la poursuite du programme, de l'autre elle serait chargée, le moment venu, de transporter dans l'espace les composants-clés du système.

Une mission dans le cadre de l'IDS avait ainsi été accomplie en juin 1985 par *Discovery* : un faisceau laser de faible puissance, émis à partir d'une base de l'armée de l'air américaine aux îles Hawaï, avait « illuminé » pendant deux minutes un petit miroir placé sur un hublot de la navette en orbite. La valeur scientifique de cette expérience est quelque peu douteuse, mais elle venait à point pour convaincre le Congrès de la nécessité de voter les crédits pour l'IDS.

Dès 1985, le général Abrahamson avait prévu d'utiliser les navettes au moins deux fois par an pour des missions liées à l'IDS, notamment celles du projet ATP d'acquisition de cibles, de repérage et de pointage *(Acquisition, Tracking and Pointing)* qui poursuit les travaux de l'ancien programme *Talon Gold*. L'expérience du même nom, qui aurait dû avoir lieu fin 1988 ou début 1989, avait été annulée pour faire place à des essais ponctuels de capteurs et autres équipements nécessaires pour repérer et suivre une cible en mouvement dans l'espace. D'autres essais de certaines technologies actuellement à l'étude exigent aussi l'utilisation de la navette, notamment les programmes BSTS, de système de repérage et de surveillance de la phase de propulsion d'un missile adverse *(Boost Surveillance and Tracking System)* et SSTS, de surveillance et de repérage dans l'espace *(Space Surveillance and Tracking System)*.

Les déboires de la navette

OR la destruction de *Challenger* prive les Etats-Unis d'un quart de leur flotte et, surtout, imposera des délais très longs avant que les vols puissent reprendre. Pour l'armée de l'air américaine, qui vient d'inaugurer sa première base spatiale (5) à Vandenberg, en Californie (coût : 3 milliards de dollars), le coup est très sérieux.

Cela d'autant plus que, en concentrant leurs efforts sur la navette comme véhicule à tout faire, les Etats-Unis ont mis « tous leurs œufs dans le même panier ». Aujourd'hui, l'idée d'utiliser un seul engin spatial pour mettre en orbite des satellites commerciaux, réaliser des expériences scientifiques (civiles et militaires), mettre en place un système antimissiles, est de plus en plus contestée.

Les militaires américains pourront compter, dans deux ans, sur un nouveau missile pour lancer leurs satellites (le programme CELV : *Complementary Expendable Launch Vehicle)*. Il ne saurait, cependant, remplacer la navette dans les multiples tâches qu'exige la mise en place d'un bouclier spatial.

Dès le début, la logistique avait été considérée comme un problème gigantesque pour l'IDS. Les navettes de première génération ne peuvent transporter qu'une charge utile de 30 tonnes sur une orbite à 200 km de la Terre, et des cargaisons plus réduites sur des orbites plus hautes. Elles ne sont donc pas en mesure de placer dans l'espace les milliers de tonnes d'appareillages indispensables à un véritable système défensif (6).

En 1983 déjà, la commission Fletcher s'était penchée sur ce problème et avait conclu à la nécessité d'importants progrès dans le domaine du transport spatial. Pour mettre en orbite les capteurs, les armes et leurs sources d'énergie, il serait nécessaire de développer un véhicule spatial capable d'emporter jusqu'à 100 tonnes de matériel. Cette super-navette devrait en outre être capable de se déplacer d'une orbite à une autre pour assurer la maintenance des plates-formes spatiales.

Ce véhicule, qui devrait être plus puissant, plus souple, plus fiable et... moins cher que la navette d'aujourd'hui, a d'étranges similitudes avec le projet d'avion spatial baptisé *Orient Express* par le président Reagan, qui en a vanté les mérites dans son discours sur l'état de l'Union en février dernier.

L'*Orient Express*, un avion qui devrait atteindre n'importe quel endroit de la planète en moins de trois heures, n'est, d'après plusieurs experts américains, qu'un prétexte pour financer la recherche sur la super-navette dont les militaires américains ont besoin (7).

Il est cependant douteux que l'*Orient Express* voie le jour avant 1995, et nul ne sait s'il aura vraiment la souplesse et la fiabilité nécessaires pour la mise en orbite de centaines, voire de milliers de plates-formes spatiales.

Les difficultés s'opposant à la mise au point rapide d'une nouvelle génération d'armes ne sont certainement pas moins importantes que celles de la logistique.

En septembre 1985 déjà, le rapport sur l'IDS du Bureau d'évaluation technologique du Congrès américain (OTA) affirmait : « *Ce type d'appareillage* [les lasers chimiques] *serait de plusieurs ordres de grandeur au-delà des capacités actuelles* (8). » Et encore : « *La faisabilité du développement d'une source d'énergie très fiable, d'une puissance de plusieurs mégawatts, à temps pour le déploiement dans l'espace d'armes antimissiles, doit encore être démontrée* (9). »

(Lire la suite page 6.)

(5) Les navettes dépendent de la NASA, qui est un organisme civil. Les militaires américains, bien entendu, cherchent depuis longtemps à se débarrasser de cette tutelle et à mettre en place des structures autonomes dans le domaine spatial.

(6) D'après les calculs de la *Strategic Defense Initiative Organization* (SDIO), le déploiement du bouclier spatial pourrait exiger 5 000 vols de la navette ou de vecteurs de même charge utile. Au rythme de 12 vols par an, il faudrait compter environ quatre siècles... En choisissant une architecture différente, plus simple, et en disposant de 24 vols annuels, on pourrait ramener le délai à cinquante-huit ans.

(7) Eliot Marshall, « NASA and Military Press for a Spaceplane », *Science*, 10 janvier 1986.

(8) U.S. Congress, Office of Technology Assessment, *Ballistic Missile Defense Technologies*, OTA-ISC-254, Washington DC, 1985, page 149.

(9) *Ibid*, page 170.

DE LA «GUERRE DES ÉTOILES»

Le «réalisme» d'une

(Suite de la première page.)

Il conviendrait alors de leur expliquer que le Congrès réduit le budget de l'IDS (5), et que, si Londres fut le premier gouvernement à conclure avec Washington un accord de participation, c'était sous une menace précise : à défaut d'une telle approbation, des « chasseurs de têtes » américains étaient prêts à débaucher les savants et ingénieurs britanniques dont les Etats-Unis ont besoin (6). Sollicités avec la même... insistance, les Allemands crurent pouvoir obtenir des Anglais qu'ils leur révèlent amicalement la substance de l'accord. Las ! le contenu en est tellement dérisoire que, invoquant un bien compréhensible devoir de discrétion, Londres refusa de communiquer un document qui l'eût ridiculisé. Pour ne pas déplaire au grand protecteur, Bonn finit quand même par s'engager. Puis Rome agit de même. M. Chirac paraît convaincu que de tels accords sont vides. Pourquoi ne le dit-il pas ?

De toute façon, le traité de 1972 prohibant les armes antibalistiques interdit aux Etats-Unis de livrer à une tierce puissance toute information relevant de ce domaine (7). La collaboration de certains pays à la recherche sur l'IDS sera bien, comme le craignaient les Allemands, une rue à sens unique. Priés d'apporter leur concours, les Européens, en retour, recevront des miettes inoffensives.

M. Chirac l'a fort bien dit, le 22 mai : il serait *« irresponsable de rester au bord de la route »*, de contempler passivement les efforts déployés par les Deux Grands pour maîtriser les techniques de l'espace. D'autant que, a-t-il rappelé, la France est *« la troisième puissance spatiale »*. Elle ne peut tenir tête à ses concurrents qu'avec le concours de ses partenaires européens. Tout cela est en germe dans Eurêka — non pas pour des objectifs martiaux, mais pour des fins pacifiques. C'est en accentuant le mouvement dans cette direction que M. Chirac se montrerait réaliste.

La première grande imposture de l'IDS est de se présenter comme un projet défensif. M. Chirac semble bien avoir gobé ce bobard : *« Il n'y a pas d'exemple*, a-t-il encore dit le 22 mai, *que le renforcement de l'épée n'ait pas comporté un renforcement du bouclier. »* Outre que le sophisme est aisément réversible, toutes les technologies du « bouclier spatial » peuvent être utilisées pour l'offensive. Ainsi les « satellites tueurs » auraient la faculté de frapper alors même que n'aurait été détecté aucun tir de fusée ennemie. De même, les grands ordinateurs de la « guerre des étoiles » seraient disponibles aussi bien pour l'attaque que pour la défense. Enfin, les physiciens de R et D Associates, organisation de recherche militaire basée à Los Angeles, ont éprouvé le besoin de détruire une rassurante illusion en précisant que, *« en quelques heures, un laser assez puissant pour faire face à la menace d'un missile balistique peut aussi détruire par le feu les principales villes de l'ennemi »*. C. L. Herzenberg, de l'Argonne National Laboratory, affirme que les lasers ainsi utilisés provoqueraient *« une catastrophe climatique semblable à la glaciation nucléaire »*. Fermes partisans d'un renforcement militaire des Etats-Unis, deux autres physiciens, MM. Ambert L. Latter et Ernest A. Martinelli, aboutissent à cette sobre conclusion :

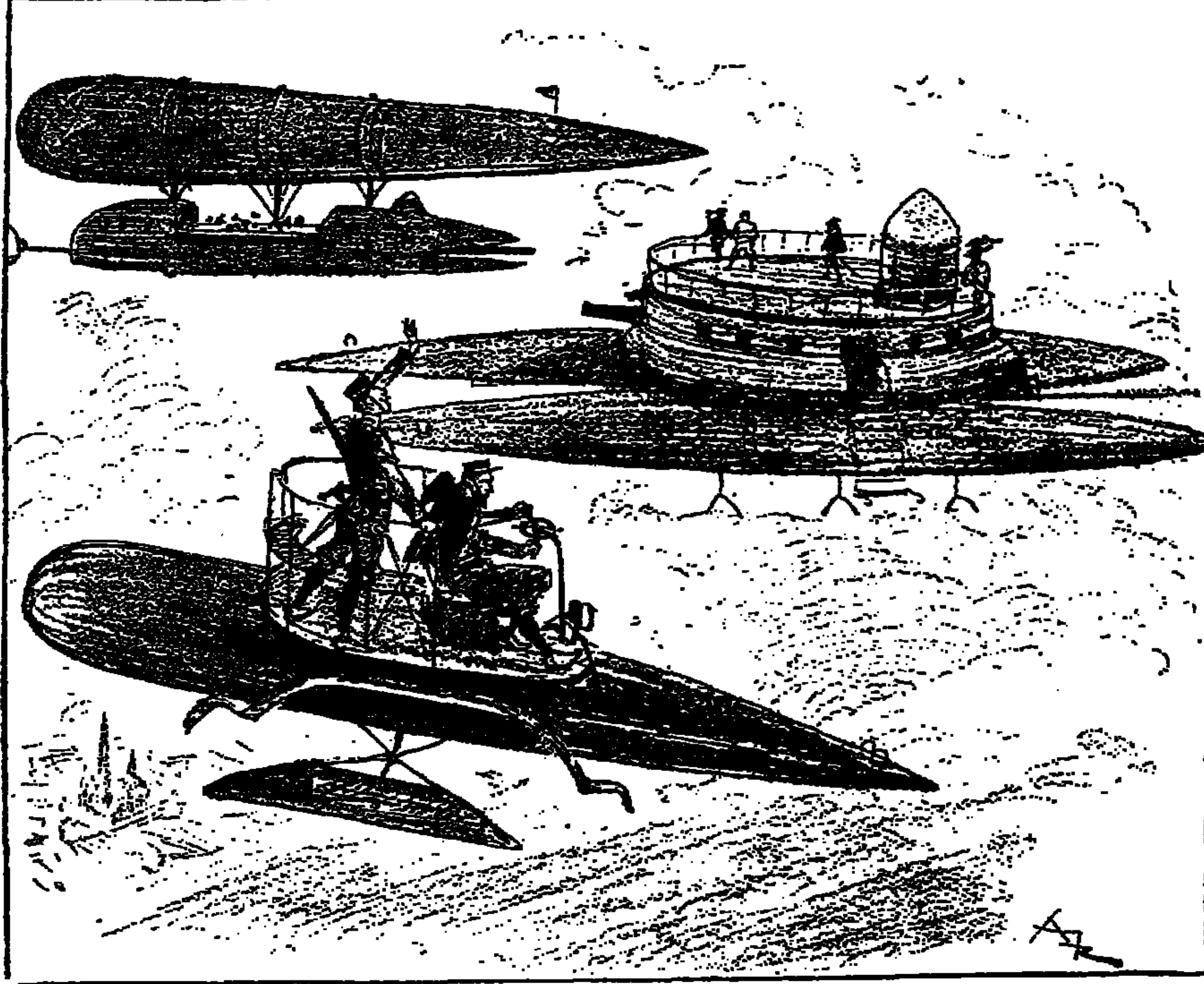
« Après avoir dépensé des centaines de milliards de dollars [pour l'IDS], *nous serions ramenés à notre point de départ : la dissuasion par les représailles. Nos villes seraient les otages non plus des armes nucléaires, mais des lasers* (8). »

Sous son habillage pacifique, l'IDS amplifie la menace. Chacune des composantes du « bouclier » conduit à une arme offensive plus puissante que les précédentes. La « guerre des étoiles » marque une étape nouvelle dans la course aux armements, mais avec deux caractéristiques propres : elle a besoin de centaines de milliards de dollars, de budgets sans commune mesure avec ceux que l'on a connus dans le passé ; elle ne garantit nullement un équilibre, mais porte les capacités de destruction à un niveau jamais vu dans l'histoire.

Deuxième imposture, son objectif proclamé — mettre les populations à l'abri des armes nucléaires — peut-il être atteint ? En un domaine d'une telle technicité, dont les données de base échappent à l'entendement du président Reagan, on fera moins confiance à l'opinion de M. Jacques Chirac qu'au jugement de ces six mille cinq cents scientifiques américains, parmi lesquels quinze lauréats du prix Nobel, qui se sont engagés à refuser pour leurs laboratoires tout crédit destiné à financer la recherche sur l'IDS, car ils estiment le projet *« mal conçu et dangereux »*. Ils engagent avec eux les départements de physique des vingt premières universités américaines. Dans l'autre camp, M. Fred Seitz, ancien président de l'université Rockefeller, à New-York, n'a pu recueillir la signature que de quatre-vingts scientifiques américains qui appuient l'IDS (9).

Pourquoi, sur un sujet aussi important, un débat d'une telle ampleur ne parvient-il pas aux oreilles des publics européen et français ? On serait tenté d'avancer un sinistre constat : que la télévision soit privatisée ou non, que le groupe Hersant domine ou non la presse écrite, que les « news magazines » se veuillent de gauche ou de droite, tout le monde s'accorde à considérer que le Mundial est plus important que la « guerre des étoiles », que le meurtre du petit Grégory, ou la mort de Coluche (cinq pages dans *le Matin*, douze dans *Libération*, le 20 juin dernier), pose des problèmes plus passionnants que la militarisation de l'espace, et que le public, saisissant difficilement ce qui s'exprime en milliards de dollars et en années-lumières, s'intéresse plus volontiers à la météo du prochain weekend.

Tenu sous le boisseau, ce débat ne manque pourtant pas de révéler ce qui grouille dans certaines cervelles. Un exemple entre autres. Après avoir travaillé à Los Alamos pendant la guerre et provoqué la chute de Robert Oppenheimer, père de la bombe A, après avoir ensuite dirigé les travaux qui conduisirent à la bombe H, l'étonnant personnage qu'est M. Edward Teller préside depuis des années aux destinées du laboratoire de Livermore (Californie). Il joua un rôle important pour rallier M. Reagan au projet de « guerre des étoiles ». Son principal disciple est le docteur Lowell Wood, qui, dans une conférence internationale, a déclaré que les scientifiques américains sceptiques sur les chances de l'IDS pouvaient se compter *« sur les doigts d'une main estropiée »* (10). Estropiée comment ? Par radiations nucléaires ou par laser ? Cette main, en tout cas, compte quelque six mille cinq cents doigts.



(Roger Viollet)

ILLUSTRATION D'A. ROBIDA EN 1883 POUR UN OUVRAGE D'ANTICIPATION
Au nom d'une paix illusoire, porter la guerre dans l'espace

(5) Voir l'article de Fabrizio Tonello, p. 4.

(6) Lord Zuckerman, ancien conseiller scientifique de plusieurs premiers ministres britanniques, « The Wonders of Star Wars », *The New York Review of Books*, 30 janvier 1986.

(7) Cette référence au traité de 1972 figure explicitement dans l'accord « secret » que Washington a conclu avec Bonn et qui a été rendu public par la presse allemande ; voir *le Monde*, 20-21 avril 1986.

(8) « Physicists Questioning Laser Defense », *International Herald Tribune*, 13 janvier 1986.

(9) *International Herald Tribune*, 15 mai 1986.

(10) *Cf.* l'article de Lord Zuckerman, déjà cité. Sur l'état d'esprit de l'équipe qui travaille à Livermore, voir le livre de William J. Broad, *Star Warriors : A Penetrating Look Into the Lives of the Young Scientists Behind Our Space Age Weaponry*, Simon and Schuster, New-York, 245 pages.

Les zones d'ombre du défi technologique

(Suite de la page 5.)

Les plus grands espoirs des reaganiens reposent sur le laser à rayons X, qui devrait concentrer l'énergie produite par une explosion thermonucléaire et la diriger sur des cibles, au lieu de la laisser se disperser dans toutes les directions.

Ce programme ultrasecret, pour lequel le département de l'énergie dépensera, en 1986, 100 millions de dollars et celui de la défense 20 millions, pourrait bien cependant s'avérer incapable d'aboutir à une arme efficace. Des scientifiques américains, au courant des travaux effectués au laboratoire national Lawrence Livermore, ont affirmé au magazine *Science* (10) que les instruments utilisés pour mesurer les résultats des essais n'étaient pas fiables, et que personne n'était donc en droit d'affirmer que des progrès avaient été accomplis.

Le scandale provoqué par ces révélations a été tel que, en décembre 1985, trente parlementaires américains ont adressé une lettre à M. Caspar Weinberger pour demander la suspension des essais et l'ouverture d'une enquête. Fin décembre, le Pentagone a néanmoins effectué un essai supplémentaire, dénommé *Goldstone*, qualifié également de « succès ».

Sur le terrain scientifique, la polémique va sans doute se poursuivre, mais là n'est pas le plus important : d'un côté, le laser à rayons X qui, pour son fonctionnement, nécessite une bombe de 500 kilotonnes à 1 megatonne, ne remplit pas la condition posée par le président Reagan (n'utiliser que des technologies non nucléaires pour la défense antimissile) ; de l'autre, il pourrait bien être une arme peu fiable et difficile à intégrer dans un système défensif complexe.

Dès le lancement de l'IDS, les scientifiques qui travaillent au programme ont cherché à imaginer des solutions pour pallier la vulnérabilité des capteurs et des armes déployés dans l'espace. Rien de plus simple, en effet, qu'une attaque directe contre des satellites ou des plates-formes spatiales dont les orbites sont parfaitement connues. Il en va de même pour des tentatives d'« aveuglement » du système par des explosions nucléaires ou par des « mines spatiales » qui en détruiraient certains composants-clés.

Tandis que, dans les bureaux de la Strategic Defense Initiative Organization (SDIO), il y a encore des gens pour envisager sérieusement les solutions les plus fantaisistes (dans la version secrète du rapport Fletcher, on proposait de « cuirasser » les plates-formes spatiales en utilisant des matériaux prélevés sur la Lune ou sur des astéroïdes), la grande majorité des scientifiques américains affichent ouvertement leur scepticisme. D'après un sondage conduit par l'*Union of Concerned Scientists*, 67 % des physiciens américains considèrent *« improbable ou très improbable »* qu'une défense antimissile basée dans l'espace puisse protéger la population américaine, et 62 % sont opposés au déploiement d'un tel système. Il y a quelques semaines, six mille cinq cents scientifiques américains, dont plusieurs prix Nobel, ont signé un appel contre l'IDS.

Ces difficultés ne découragent pas les partisans américains de l'IDS et leurs émules européens. L'idée qu'il suffit de mettre au travail beaucoup de gens intelligents et de leur donner beaucoup d'argent pour obtenir le résultat espéré reste dominante à Washington.

Renoncer à attaquer les fusées soviétiques dès leur phase de propulsion (tâche que seules les armes basées dans l'espace peuvent accomplir) équivaut, en fait, à se contenter d'un système défensif partiel qui ne changera rien à la vulnérabilité des villes américaines. La dissuasion fondée sur la menace de représailles, plusieurs fois qualifiée d'« immorale » par M. Ronald Reagan, restera donc la base de la stratégie américaine. Ce qui n'empêchera pas le Pentagone de trouver des utilisations « offensives » aux armes « défensives » conçues dans le cadre de l'IDS.

Les conservateurs les plus sérieux l'ont compris depuis fort longtemps, et ce n'est pas un hasard si l'objectif de *« rendre les armes nucléaires impuissantes et obsolètes »* a pratiquement disparu des déclarations officielles. Le but affiché aujourd'hui est bien plus modeste : *« augmenter les incertitudes »* chez l'adversaire (quant aux résultats d'une attaque nucléaire) et *« renforcer la dissuasion »* en y ajoutant une composante défensive. Au colloque organisé par le magazine *Time* le 3 juin dernier, M. Richard Perle a notamment affirmé : *« Le but de l'IDS est la défense des capacités de représailles des Etats-Unis* (11). »

Le rêve reaganien, désormais repoussé au vingt et unième siècle, ne peut cependant pas disparaître complètement. Il serait en effet difficile d'obtenir du Congrès des sommes fabuleuses pour la simple protection des bases des missiles intercontinentaux américains et de quelques centres de commandement. Surtout si, en même temps, les négociations de Genève sur les armes nucléaires continuent de piétiner.

FABRIZIO TONELLO.

(10) Jeffrey Smith, « Experts Cast Doubts on X-Ray Laser », *Science*, 8 novembre 1985.
(11) *Time*, 23 juin 1986.

Décorticages de l'IDS

L'INITIATIVE de défense stratégique de M. Reagan a suscité des flots de commentaires mais peu de travaux de synthèse. Dans une moindre mesure, il en est allé de même pour le projet Eurêka qui, lui, n'a qu'un an (1).

Pour ce qui est de l'IDS, bon nombre de commentateurs et d'hommes politiques continuent de prendre pour argent comptant le discours de M. Reagan du 23 mars 1983 et d'en rester là. Pourtant, deux ouvrages remarquables sont disponibles, qui proposent un décorticage complet de la « guerre des étoiles ».

Dans le premier (2), le grand historien britannique E. P. Thompson a réuni autour de lui trois spécialistes, dont John Pike, directeur associé pour la politique spatiale à la Fédération des scientifiques américains et qui a rédigé le chapitre sur le programme soviétique ABM. L'historique de la défense spatiale, le contenu de l'IDS et ses effets — à ce jour, désastreux sur le désarmement, — sont par ailleurs décrits avec minutie. Dans l'essai de conclusion — significativement intitulé « La comète de la folie », — E. P. Thompson souligne que le *« zèle eschatologique »* dont relève la présentation reaganienne de la « guerre des étoiles » fait partie de la tradition populiste américaine. En 1912, nous rappelle-t-il, Theodore Roosevelt faisait déjà campagne sur les paroles de la chanson : *« Nous sommes à Armageddon et nous livrons bataille pour le Seigneur. »* En 1986, la culture populaire américaine flirte avec la bombe (3)...

Le livre de Carlo de Sa Rego et de Fabrizio Tonello (4) est un modèle de clarté d'exposition et une mine d'informations sur la « guerre des étoiles », sa genèse et son environnement. Les deux auteurs expliquent en particulier, dans une langue accessible, quelles sont les différentes technologies sur lesquelles travaillent les chercheurs de l'IDS. Des encadrés historiques, un glossaire très utile et une bibliographie commentée complètent ce travail de vulgarisation de très haut niveau.

A noter également un dossier très bien conçu sur la « guerre de l'espace » dans la revue du ministère de la défense, *Armées aujourd'hui* (5).

B. C.

(1) Voir les dossiers « Les ambitions d'Eurêka », *le Monde diplomatique*, août 1985, et « Industrie : la vraie naissance d'Eurêka », *Sciences et techniques*, janvier 1986.

(2) *Star Wars*, publié sous la direction de E. P. Thompson, Pantheon Books, New-York, 1985, 165 pages, 5,95 dollars.

(3) Voir l'article de Konrad Ege dans *le Monde diplomatique*, juin 1985.

(4) *La Guerre des étoiles*, La Découverte, collection « Repères », Paris, 1986, 126 pages, 32,50 F.

(5) *Armées aujourd'hui*, nº 110, mai 1986, 11 F. — 19, boulevard de Latour-Maubourg, 75326 Paris Cedex 07.

AUX PLANS DE PRIVATISATION

droite libérale

Deux fois lauréat du prix Nobel, le docteur John Bardeen, conseiller scientifique de la Maison Blanche lorsque M. Reagan prononça son discours sur l'IDS, estime que, à l'intérieur comme à l'extérieur du gouvernement, seuls quelques scientifiques américains croient que le « bouclier spatial » peut être réalisé dans un avenir prévisible.

Mieux encore, M. Edward Teller lui-même déclare : *« Un grand nombre de scientifiques américains, peut-être la majorité d'entre eux »*, sont hostiles à l'IDS (11).

Vains espoirs et convoitises

DANS un rapport rédigé à la demande du Congrès, le docteur Ashton Carter, qui bénéficia pour la circonstance du concours des laboratoires de Los Alamos et de Livermore aussi bien que de la CIA, estimait que les chances d'aboutir à *« un système de défense parfait ou presque parfait sont tellement lointaines qu'elles ne devraient servir de base ni aux espoirs du public ni à une politique nationale de défense antimissile* (12) ».

Cette conclusion suscita un émoi tellement vif que le Congrès commanda, sur le même sujet, une enquête plus approfondie (13). Celle-ci produisit un effet catastrophique dans les rangs des partisans de l'IDS, car elle signalait que l'URSS *« développe avec vigueur les technologies avancées »* utilisables dans la défense antimissile, sans pour autant avoir la moindre avance sur les Etats-Unis *« dans l'une quelconque des vingt technologies de base »* qui peuvent améliorer les capacités militaires. Le même rapport rejoignait les conclusions du docteur Ashton Carter : il est impossible, comme le promet M. Reagan, d'assurer la survie de la population américaine si l'URSS est déterminée à l'anéantir (14). Le « bouclier spatial » est un beau rêve. Mais c'est un rêve.

Un rêve onéreux, donc très attrayant pour tous ceux qui, au pays de la libre entreprise, lorgnent avec avidité les financements publics. Chacune des technologies concernées par le projet sera perfectionnée grâce à des fonds d'Etat. Cela donnera-t-il un « bouclier » tant soit peu efficace ? Chacun de leur côté, le docteur David Parnass, du Bureau de recherche navale, et le docteur Herbert Lin, du Massachusetts Institute of Technology, sont arrivés à la même conclusion : avant longtemps, il sera impossible de construire le réseau d'ordinateurs et d'élaborer le logiciel (l'« intelligence artificielle ») capable d'effectuer des centaines de milliards d'opérations par seconde pour coordonner avec sûreté l'ensemble des systèmes impliqués (15). Le même scepticisme est exprimé par *Armées d'aujourd'hui*, revue publiée par le ministère français de la défense (16).

Si le gouvernement français n'a pas pris connaissance de ces divers travaux, il peut au moins se reporter au récent article de M. Harold Brown, ancien secrétaire à la défense, ancien président du California Institute of Technology, président de l'Institut de politique étrangère de l'université Johns Hopkins. Dans *Foreign Affairs* (17), il fait le point de l'état des recherches dans tous les secteurs concernés par l'IDS, marque l'écart entre ce qui est effectivement réalisable et ce qui pourrait déboucher sur un ensemble cohérent efficace, signale par exemple que *« tout système de laser serait vulnérable à d'autres lasers »*, de même que tout satellite serait à la merci des contre-mesures prises par l'ennemi.

Tous ces documents ramènent le rêve reaganien aux réalités du laboratoire et de l'ingénierie, détruisent l'illusion d'une fantastique « ligne Maginot » de l'espace, présentent l'IDS sous son véritable jour : d'une très douteuse efficacité pour la défense, elle démultiplie les capacités offensives dans des domaines où l'URSS ne reste pas inactive. Tel est le projet auquel le président de la République a refusé d'associer la France, mais que, sans entrer dans le détail, M. Chirac approuve, acceptant sans grand examen ce qui fait reculer les meilleurs savants américains.

Ainsi est-on amené à poser trois questions graves. Alors que la gauche serait la proie permanente de tentations idéologiques qui faussent sa vision des choses, la droite aurait le monopole du réalisme et, seule, serait apte à servir efficacement l'intérêt national, mais :

– M. Chirac est-il réaliste en approuvant l'IDS sans tenir compte des objections et réserves formulées par le Congrès des Etats-Unis, qui tient les cordons de la bourse, et par les plus éminents scientifiques américains ?

– Sert-il l'intérêt du pays en l'engageant dans un projet dont l'avenir est aussi incertain (car il ne peut aboutir que s'il est soutenu par les cinq présidents qui succéderont à M. Reagan) et qui, en tout cas, n'atteindra pas son objectif proclamé : l'élimination de l'équilibre de la terreur, jugé *« immoral »* par M. Reagan ?

– Le réalisme et le souci de l'intérêt national ne devraient-ils pas plutôt inciter le gouvernement à pousser à fond la coopération européenne pour la maîtrise des technologies de pointe ?

Les songe-creux de la prospérité et de la sécurité

LES réponses à ces trois questions paraissent assez claires. Elles surprennent d'autant moins que l'on peut tout autant douter du réalisme du gouvernement français en politique intérieure.

Si son objectif majeur est de développer et moderniser le potentiel industriel du pays, il n'est pas réaliste de drainer l'épargne individuelle et d'importants capitaux privés vers le simple rachat d'entreprises existantes, alors que ces mêmes dizaines de milliards seraient fort utiles pour créer des industries nouvelles dans les secteurs où la France est soit à peu près absente, soit obligée d'importer massivement : machines-outils, filière bois, électronique, chimie, etc. M. Chirac sait bien que la privatisation d'entreprises publiques n'est rien d'autre qu'un simple transfert de propriété et non pas un accroissement du potentiel installé. Les dénationalisations vont pourtant mobiliser de grosses ressources financières qui auraient trouvé un meilleur emploi dans un effort concentré sur les secteurs où le pays est dramatiquement en retard. Fort peu entreprenants, les investisseurs français préfèrent se porter acquéreurs des entreprises nationalisées par la gauche, ou des grandes banques et compagnies d'assurances nationalisées après la guerre. Ce faisant, ils savent ne courir aucun risque. Telle est la triste limite du libéralisme à la française que prônent la majorité et le patronat. Le gouvernement ne peut pas ne pas le savoir : la privatisation sert non pas l'intérêt économique du pays, mais celui de certains groupes ayant rarement manifesté cet esprit d'entreprise qui, depuis longtemps, aurait dû les porter à produire ce que le pays achète à l'étranger (18).

Si un autre objectif prioritaire est de créer des emplois, alors les syndicats de salariés, véritablement *« acculés à faire peau neuve »* (19), seront bien obligés de dépasser la défense de leurs intérêts traditionnels et de se lancer dans une tout autre stratégie, notamment pour intervenir dans les deux domaines où se joue l'avenir du chômage : définition de la politique industrielle et orientation des investissements. Les récentes grèves à la RATP, à la SNCF, à EDF, au motif de suppression de postes de travail, illustrent la permanence d'une conception de moins en moins adaptée aux problèmes de l'époque. Les syndicats peuvent-ils croire un seul instant que la privatisation, quelques faveurs fiscales pour les entreprises et de libérales facilités de licenciement stimuleront l'investissement et l'embauche ? Les ministres eux-mêmes ne semblent plus guère y compter... Les lois soumises au Parlement déterminent le futur niveau de l'emploi, et les syndicats ne bronchent pas, se condamnant ainsi à mener plus tard des barouds d'honneur, au cas par cas, lorsque seront annoncées des compressions d'effectifs. Il sera alors trop tard. Auraient-ils peur de s'aventurer sur un terrain réputé « politique » ? Mais les syndicats patronaux, non moins attachés à la défense de leurs intérêts catégoriels, n'hésitent jamais à intervenir pour infléchir à leur convenance la politique économique générale.

Si le gouvernement se croit réaliste en libérant les prix dans les services, alors il devrait écouter M. René Bernasconi, président de la Confédération générale des PME, qui estime que cette mesure entraînera une hausse des prix de 15 % à 20 %. Craignant que, dans ces conditions, la clientèle ne se raréfie, M. Bernasconi demande que la TVA soit réduite de 18,6 % à 7 % (20). Telle est bien la loi fondamentale du libéralisme : solliciter les largesses de l'Etat tout en le priant de s'abstenir de toute réglementation économique.

Si l'équipe au pouvoir se veut réaliste en matière de sécurité, alors elle aurait d'abord dû éviter de s'enfermer dans une insoutenable contradiction, comme elle le fit en promettant, d'une part, de concentrer la coopération sur l'Afrique noire francophone et le Maghreb, d'autre part, d'exiger des visas pour l'entrée des travailleurs immigrés venant de ces pays. Les premiers contacts avec le Maghreb l'ont vite convaincue de renoncer à cette dernière prétention, qui aurait ruiné la confiance indispensable à toute politique de coopération. Les autorités réserveront donc leurs soins diligents aux immigrés « illégaux », ce qui n'empêchera nullement les terroristes de se procurer des pièces d'identité à toute épreuve. Mieux encore, on rémunérera la délation. Pourquoi s'en indigner ? « *La police*, dit M. Albin Chalandon, *a depuis toujours ses informateurs* (21). »

Les citoyens honorables sont ainsi conviés à se transformer en indicateurs, comme de vulgaires malfrats. Emporté par sa fougue libérale, le garde des Sceaux s'obstine à vouloir *« chercher dans le secteur privé le moyen de construire et de financer les prisons »* et veut *« demander à l'initiative privée de fournir un produit qui s'appelle une prison clés en main. »* (22). Avec un irréalisme dont on pensait qu'il ne le caractérisait pas, le ministre de la justice établit même une audacieuse comparaison entre les prisons et les autoroutes privées, qui, elles, pouvaient séduire les investisseurs dans la mesure où elles sont financées par le péage. Merveille du libéralisme : pour les prisons, le « péage » sera acquitté par l'Etat. Ingénument, M. Chalandon avoue ne pas avoir eu le temps d'aller voir comment les *« prisons privées »* fonctionnent aux Etats-Unis, mais il a accepté de recevoir *« deux entreprises américaines* [qui] *nous ont proposé de venir ici nous montrer leurs réalisations »*. La déraison n'a plus de limites lorsque, au nom de l'idéologie libérale, le pouvoir veut prendre exemple sur le pays qui bat tous les records de délinquance.

« Je vous passe l'analyse technique »

LORSQU'ELLE rongeait son frein dans l'opposition, l'actuelle majorité se sentait vertueuse et réaliste en s'indignant, comme un seul homme, des propos tenus par M. Paul Quilès au Congrès de Valence. Comment, on osait parler de faire tomber des têtes ? Voyez comme nous sommes tolérants et respectueux de la diversité qui fait la France ! Il va de soi que les « repreneurs » privés garderont M. Hervé Bourges à la tête de TF 1, c'est de son plein gré que M. Claude Quin a quitté la direction de la RATP, il n'y a pas de chasse aux sorcières, M. Chirac n'a pas eu l'indignité de critiquer publiquement le représentant de la France aux Nations unies, et il n'a pas davantage, avec l'ambassadeur de Tunisie en France, ourdi une médiocre cabale contre l'ambassadeur de France à Tunis. Scrupuleux serviteur de l'intérêt national, le premier ministre ne pouvait atteindre ces deux diplomates dans leur personne, il les a atteints dans leur fonction, dans la République qu'ils représentent.

Tout cela n'est que broutilles. L'essentiel se joue sur un terrain beaucoup plus prosaïque : l'argent. On gèle les salaires dans la fonction publique et on libère les prix dans les services : réalisme. On se veut moderne et social, mais on vide de sa substance la concertation avec les syndicats comme avec les présidents d'université. On allège la pression fiscale, mais on n'acceptera pas de déficit budgétaire, car ce tour de prestidigitation que M. Reagan a raté, M. Chirac, lui, le réussira.

Pourquoi ? Mais parce que le dogme libéral est infaillible. Louis Pauwels le démontre brillamment en brossant le touchant portrait d'un imaginaire président de la République qui, dans sa sagesse, décide de *« diminuer de moitié au moins (et en supprimant la progressivité) l'impôt sur le revenu des personnes physiques »*. C'est ce qu'il appelle joliment une *« année sabbatique de la fiscalité »*. Et le miracle ne manque pas de se produire : on constate aussitôt *« un formidable accroissement de la demande, un développement de l'offre jamais atteint »*. Comment ? Ah ! ces matières sont décidément fort complexes... Heureusement, Louis Pauwels n'est pas à court de ressources. Un peu embarrassé, donc d'autant plus péremptoire, il se garde de s'aventurer sur ce terrain semé d'embûches, et, superbe, écrit : *« Je vous passe l'analyse technique* (23)... »

C'est, en effet, préférable. Une seule chose compte, qui, elle, se passe d'une trop grande technicité : le grand sabbat de la privatisation, les joyeuses bacchanales organisées pour fêter les faveurs accordées par l'Etat à ceux qui veulent moins d'Etat, les saturnales d'un capitalisme sauvage rendu à son irréfragable logique : *« Messieurs, enrichissez-vous. »* Voilà qui est réaliste, moderne, national.

CLAUDE JULIEN.

(11) Déclaration de M. Edward Teller à W.J. Broad, *op. cit.*

(12) Ashton Carter, *Directed Energy Missile Defense in Space*, Office of Technology Assessment, Congrès des Etats-Unis, avril 1984.

(13) Elle fut confiée à une équipe où figuraient des responsables des grands laboratoires travaillant pour le Pentagone, des dirigeants des principales industries produisant pour la défense, le général David Jones, ancien chef de l'état-major combiné, etc.

(14) *Ballistic Missile Defense Technologies*, Office of Technology Assessment, Congrès des Etats-Unis, 325 pages.

(15) *Cf.* leurs articles, respectivement dans l'*American Scientist*, nº 73, 1985, et dans le *Scientific American*, décembre 1985.

(16) *Armées d'aujourd'hui*, nº 110, mai 1986.

(17) Harold Brown, « Is SDI Technically Feasible ? », *Foreign Affairs*, nº 3, 1985.

(18) Voir page 2, l'article de Philippe Messine qui, s'appuyant sur le livre *Pilotes du 3e type*, peut, à juste titre, parler de la *« médiocrité du capitalisme français »*.

(19) Voir sous ce titre le dossier du *Monde diplomatique*, février 1986.

(20) Cf. Entretien avec M. Bernasconi, *Décider*, nº 10, mai 1986.

(21) Entretien accordé au *Figaro Magazine*, 31 mai 1986, page 108.

(22) *Idem*, page 110.

(23) Louis Pauwels, « Le président Dupetit-Legrand », le *Figaro Magazine*, 31 mai 1986, page 23.

La Chine au grand vent des réformes économiques

La fenêtre ouverte et les microbes

(Suite de la première page.)

Cette réunion de plus de 7 000 responsables avait pour objet de dresser le bilan de la situation économique, d'en tirer les conséquences pour l'avenir, et de contenir les critiques de l'opposition conservatrice, enhardie par les excès commis dans l'application des réformes. M. Tian s'est engagé dans une défense et illustration de la politique des *« quatre modernisations »* et d'*« ouverture vers le monde extérieur »* impulsée par M. Deng depuis 1979, qui mérite attention par sa franchise et sa précision. En faisant tout d'abord l'étalage des succès du sixième quinquennat, il a répondu point par point aux critiques de l'économiste conservateur Chen Yun, en particulier dans ses discours prononcés en septembre dernier lors de la conférence nationale du PCC : *« L'économie de notre pays est actuellement excellente,* a dit M. Tian. *C'est l'une des meilleures périodes que la Chine ait connues depuis sa fondation* (...). *Est-ce que notre réforme risque d'aboutir au capitalisme ? Voilà ce qui préoccupe nombre de gens en Chine et à l'étranger. Nous répondons : absolument pas... »*

C'est un fait que le rythme de croissance a été plus rapide entre 1980 et 1985 qu'entre 1953 et 1980 – 10 % par an contre 6 à 8 %, – sans connaître les brutales variations de la première période. La production agricole a augmenté de 10,8 % par an (contre 3,5 %), soit 67 % en cinq ans ; plus 27 % pour les céréales, qui représentent toujours l'alimentation de base de la population (4). La production industrielle a augmenté de 10,6 % par an (plus 65 % en cinq ans), tandis que s'effectuait un rééquilibrage entre les industries lourde et légère (50-50 au lieu de 57-43) et une progression considérable de l'industrialisation rurale (5). Le pouvoir d'achat s'est accru en moyenne de 15 % par an – chiffres officiels – contre 7,6 % auparavant. Le salaire urbain moyen est passé de 762 à 1 176 yuans par an (6), et le revenu des paysans de 191 à 400 yuans. Le commerce extérieur a connu un essor (plus 72 % en cinq ans) en grande partie dû à l'envolée des importations. Enfin, le gouvernement chinois a réussi à équilibrer un budget en déficit régulier grâce à une augmentation des recettes de près de 40 %.

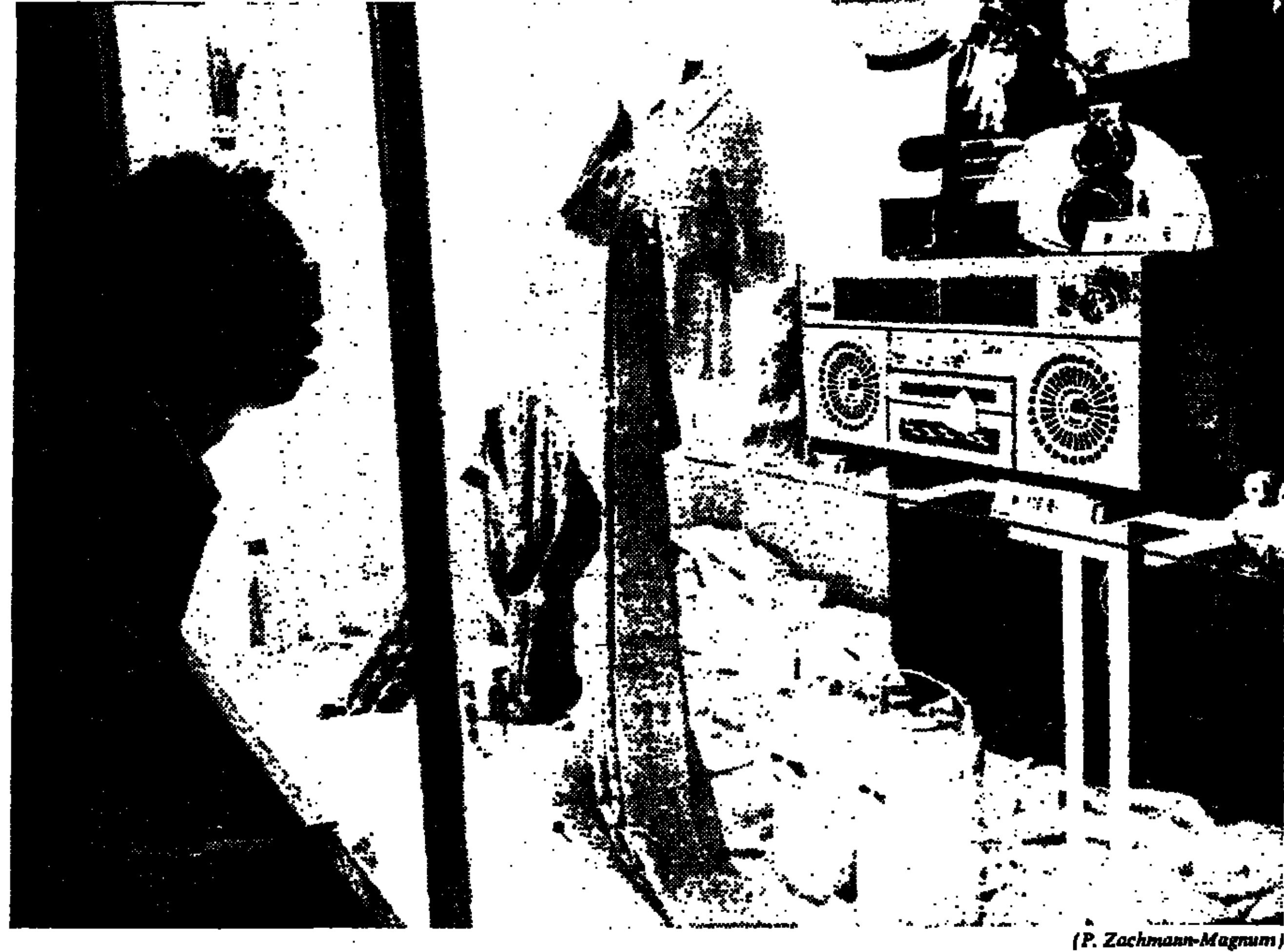
Mais M. Tian a reconnu que cette croissance, mal contrôlée, a créé *« de nouveaux facteurs d'instabilité »* s'ajoutant à des *« difficultés encore assez nombreuses » : « croissance industrielle trop rapide, augmentation trop brusque des investissements, émission excessive de monnaie et diminution des réserves de devises »*. Il a précisé toutefois que *« le comité central du parti et le conseil des affaires d'Etat* (gouvernement) *ont découvert à temps ces facteurs d'instabilité et ont pris les mesures nécessaires »*.

« Il faudra deux ans pour consolider la situation », reconnaissait en septembre, dans son discours de présentation du plan, le premier ministre Zhao Ziyang. A ces dérapages, M. Tian trouve trois raisons : l'absence d'une voie toute tracée – la Chine ayant rompu avec les modèles stalinien et maoïste, – le manque d'expérience et aussi, voire surtout, *« les nouvelles tendances malsaines* (en chinois « vents incorrects ») *qui se sont fait sentir au sein du parti et dans la société et ont exercé une influence néfaste sur le développement économique et la vie sociale »*.

Bavures et blocages

TANT que les réformes allaient de l'avant sans trop d'encombres, transformant jour après jour le paysage chinois, les critiques se faisaient discrètes. Les résultats étaient tellement probants après des décennies d'autarcie chaotique et de pénurie, du « grand bond en avant » au freinage des quatre fers qui accompagna la révolution culturelle. Aujourd'hui où les bavures qui accompagnent les réformes et qui sont, nous dit-on, *« inévitables »* – *« Quand on ouvre la fenêtre pour faire entrer l'air pur, on ne peut empêcher les microbes d'entrer eux aussi »*, a dit M. Deng – se font sentir dans l'économie, la vie sociale, culturelle et politique, l'opposition relève la tête. D'autant plus que les Chinois, après avoir bénéficié de la relance qui leur a donné le meilleur niveau de vie depuis des générations, et une plus grande liberté, s'inquiètent de la hausse des prix et de la généralisation de la corruption. Deux forces contradictoires se rejoignent ainsi objectivement : d'une part, une population sortie du marasme de la révolution culturelle grâce aux réformes, mais qui est mécontente des agissements illégaux de certains cadres et de l'inflation ; d'autre part, les économistes et politiciens conservateurs qui cherchent par tous les moyens à bloquer ou à freiner ces mêmes réformes.

Malgré ces difficultés, les changements sont frappants pour qui sait lire les chiffres ou a visité la Chine. Voilà sans doute le seul pays communiste à connaître actuellement un fort taux de croissance, y compris dans l'agriculture. La réforme rurale, avec la suppression des communes populaires et de la collectivisation, la mise au point du système des contrats, la réduction graduelle des livraisons obligatoires et l'instauration, certes partielle, des règles du marché, y a largement contribué ; le pays est pratiquement autosuffisant en produits alimentaires. L'approvisionnement des villes est mieux assuré, les queues et les pénuries d'aliments de première nécessité disparaissent, même si, comme à Pékin, il en résulte une forte hausse des prix et si une centaine de millions de paysans vivent toujours en dessous du seuil de pauvreté (300 yuans et 150 kg de céréales par personne et par an).



DANS LES VITRINES DE PÉKIN
Des produits jadis considérés comme de luxe
(P. Zachmann-Magnum)

La forte progression de l'industrie légère permet de fournir à une population dont le pouvoir d'achat s'est sensiblement élevé une plus grande variété de produits jadis considérés comme de luxe (téléviseurs couleur, machines à laver, réfrigérateurs, radio-cassettes....), ou des vêtements moins stéréotypés, mieux coupés et de couleurs moins ternes. Certes, la production demeure insuffisante quantitativement et qualitativement, mais la Chine se dit désormais le premier fabricant mondial de machines à laver...

En même temps, on a assisté à un profond renouveau du débat idéologique. Le *« socialisme aux couleurs de la Chine »*, qui emprunte au capitalisme ses « trucs » capables de servir au développement du socialisme, a publiquement rompu avec les modèles hérités du stalinisme, importés après 1949. Lénine lui-même n'échappe pas aux critiques, même si les références à sa « NEP » sont nombreuses. Marx aussi est remis en question. Certes, il ne s'agit pas d'abandonner le marxisme, comme certaines analyses superficielles l'avaient laissé croire en 1984. Mais il faut le moderniser, ne pas le considérer comme un dogme, ainsi que ce fut le cas pendant la révolution culturelle, quand *« le marxisme et la pensée de Mao Zedong étaient pris pour la Bible* (7) ».

Cette lutte contre le dogmatisme vise à la fois ceux qui se raccrochent aux théories anciennes pour contester les réformes et ceux qui se désintéressent de l'idéologie. Les Chinois qui ne croient qu'aux affaires, à l'argent et ne retiennent de la politique actuelle que l'« enrichissez-vous » ; l'accent mis sur la responsabilité, le profit, a fait oublier à certains que le régime était toujours fondé sur une idéologie, qui plus est, marxiste. Mais aussi les étudiants rebutés par un enseignement rébarbatif du marxisme. Le vice-président de l'université du peuple de Pékin reconnaît que beaucoup s'ennuient pendant les cours de politique et que *« quelques-uns expriment même une aversion ou leur opposition à ces cours* (8) ».

Intérêt pour les « petits tigres »

MAIS il n'est pas question d'abandonner le marxisme. Au contraire, sous la pression des conservateurs, tel M. Chen Yun, économiste membre du comité permanent du bureau politique, qui l'an dernier avait déploré le manque de connaissances théoriques de nombreux responsables, comme pour faire un rempart aux abus dont se rendent coupables certains cadres, une campagne pour le développement d'une *« civilisation matérielle et spirituelle socialiste »* a été lancée dans tout le pays. M. Deng, qui est membre du PCC depuis soixante-deux ans, l'a reprise à son compte.

Car il ne faut pas que *« l'occidentalisation conduise à la colonisation »*. Cette mise en garde lancée par le *Quotidien de Pékin* (9) précise que la Chine est menacée d'*« une colonisation sans colonisateurs »* si elle se lance dans l'occidentalisation. Les Chinois ne devraient pas confondre cette dernière avec la modernisation, qui doit être fondée *« sur nos propres traditions »*. Le débat se poursuit...

L'ouverture d'esprit de certains responsables se fonde à la fois sur la pragmatique nécessité d'utiliser les méthodes les plus rentables pour parvenir au communisme et sur le besoin de mieux connaître ses adversaires. De plus, le monde socialiste est divisé, et Pékin est souvent plus intéressé par les expériences occidentales de développement, voire par celles des « petits tigres », les nouveaux pays industrialisés d'Asie comme Singapour, Hongkong, la Corée du Sud et même Taiwan, que par les structures vieillies du modèle soviétique. Même si les dirigeants chinois regardent avec une certaine sympathie les expériences hongroise, yougoslave et polonaise, ou les efforts de M. Gorbatchev pour remettre de l'ordre dans son économie. Bien que le poids de l'influence soviétique des années 50 apparaisse encore très souvent dans bien des aspects de la Chine d'aujourd'hui – de la qualité des services à la couleur des avions de la compagnie nationale, de l'architecture aux structures de nombreuses entreprises... – l'équipe de M. Deng semble considérer cette expérience comme globalement négative, l'exemple dont il faut se détacher.

Centralisation ou décentralisation : le débat est au cœur des réformes actuelles. En fait, il faut combiner les deux, de même que le socialisme chinois entend combiner les trois types de propriété – étatique, collective et privée, avec leurs variantes (coopératives, sociétés mixtes, sociétés avec capitaux étrangers...) – et non plus se satisfaire d'un monopole du secteur public... A condition bien entendu que ce dernier reste maître des règles du jeu et pèse d'un poids déterminant dans l'économie du pays. L'un des objectifs de la « réforme urbaine » – en fait industrielle – était de donner une véritable autonomie aux entreprises, de les rendre responsables de leurs profits comme de leurs pertes, et de remplacer les directeurs « politiques » par des technocrates ou des gestionnaires. Il faut *« étendre les pouvoirs de décision*

(4) En dépit de la baisse brutale de la production en 1985, qui est passée de 407 millions de tonnes en 1984 à environ 380 millions en 1985, soit un peu moins que la production de 1983.

(5) Voir « Industrialisation rurale à la chinoise », *le Monde* daté 23-24 mai 1985.

(6) Un yuan valait environ 2,35 F en février 1986.

(7) « Etudier le marxisme avec de nouvelles exigences », *Quotidien du peuple*, 21 octobre 1985.

(8) *Quotidien du peuple*, 17 février 1986.

(9) *Beijing Information*, le 10 février 1986.

CORRESPONDANCE

Le Club de l'Horloge et le GRECE

M. Michel Leroy, secrétaire général du Club de l'Horloge, nous adresse la réponse suivante à l'article de Christian de Brie, « Les voies de la convergence », paru dans le numéro d'avril :

« Il est faux d'établir quelque filiation que ce soit entre le Club de l'Horloge et le groupe Europe-Action, qui existait dans les années 60 : aucun fondateur ni responsable du Club n'a exercé la moindre activité dans ce groupe. Ses orientations, à la lumière des phrases que vous citez, sont parfaitement étrangères à celles du Club de l'Horloge, fondé en 1974 par de jeunes élèves de l'ENA.

» Il est abusif d'affirmer que collaborent « presque toujours » à nos travaux, des auteurs venus de l'« extrême droite fascisante » : tous les participants sont attachés aux valeurs républicaines et il n'y a aucune compromission possible de notre part avec le courant du socialisme national qui s'est incarné dans le fascisme.

» Il est absurde de classer sous une même étiquette de nouvelle droite deux courants politique dont les idées sont aussi distinctes que le Club de l'Horloge et le GRECE. Faut-il rappeler en particulier que le libéralisme revendiqué par le Club de l'Horloge est condamné par le GRECE ?

» Enfin, la présentation des thèmes de nos ouvrages est pour le moins déformée : ainsi nous n'avons jamais légitimé un « statut d'ilote » (c'est-à-dire d'esclaves) pour les immigrés, ni dénoncé « l'égal accès de tous à l'éducation. »

[Que le Club de l'Horloge veuille désormais se démarquer du GRECE n'efface ni leur filiation commune ni leur longue fréquentation. Yvan Blot, fondateur et ancien président du Club de l'Horloge, énarque, a bien été un membre actif du GRECE et a écrit les phrases citées, sous le pseudonyme de Michel Norey. – C. de B.]





des entreprises d'Etat, mettre fin à la pratique de ces entreprises, de l'Etat, des responsables et du personnel de « manger à la grande marmite en fer » (c'est-à-dire de pratiquer l'égalitarisme ultra-gauchiste), *transformer nos entreprises en producteurs et opérateurs relativement indépendants et seuls responsables de leurs profits et de leurs pertes. Cette réforme comprend une réforme des systèmes de planification, des finances, des banques, du commerce, de la circulation des biens, des prix et des salaires. C'est pourquoi elle rencontre des difficultés relativement importantes »*, a rappelé l'économiste Xue Muqiao (10).

Le contrôle des entreprises a – théoriquement – été retiré des mains des autorités locales ou du parti pour être confié à des « managers » de plus en plus souvent sortis de cours de formation sanctionnés par des examens ; certes, ceux-ci sont plutôt sommaires, mais des directeurs d'entreprise qui avaient refusé de les suivre ont été publiquement blâmés. Le but de cette réforme est de revivifier l'économie urbaine, comme auparavant l'économie rurale, en la libérant des contrôles administratifs et en lui donnant la possibilité de prendre des initiatives tant dans le domaine de la production que dans celui de la commercialisation. En même temps, les secteurs collectif (dépendant des collectivités locales) et privé ont connu un développement sans précédent, profitant des insuffisances et de la lourdeur du secteur public, mais aussi de l'accroissement du pouvoir d'achat local pour la satisfaction duquel les entreprises soumises au plan d'Etat sont incapables de fournir des biens de consommation en quantité suffisante. Aujourd'hui, plus de dix-sept millions de personnes travaillent dans les 11,7 millions d'entreprises industrielles et commerciales privées.

Mais, comme le reconnaît M. Xue, cette autonomie a rencontré beaucoup d'obstacles. Dans un pays qui, historiquement, a toujours oscillé entre un pouvoir trop centralisé qui entravait les initiatives et un pouvoir trop faible qui laissait la bride sur le cou aux autorités locales, il est difficile de trouver un juste milieu. Beaucoup d'entreprises, de responsables provinciaux et de districts, ont utilisé cette autonomie toute nouvelle pour accroître illégalement leurs profits, frauder le fisc, importer en contrebande des biens de consommation. En même temps, de nombreux responsables ont profité de l'enrichissement d'entreprises ou de « familles spécialisées » (paysans qui se sont lancés dans le commerce ou l'industrie) pour leur soutirer sous n'importe quel prétexte le plus d'argent possible pour leurs « bonnes œuvres » ou tout simplement pour le mettre dans leur poche *(voir encadré ci-dessous)*. D'autres abusent de leurs relations pour créer des entreprises familiales qui servent d'intermédiaires obligés pour des contrats signés avec l'administration ; il est pourtant interdit aux cadres et à leur famille de faire des affaires, comme vient de le rappeler en février une circulaire du comité central du PCC. Jour après jour la presse dénonce de telles pratiques, annonce arrestations et condamnations de cadres ou de fils de cadres. Enfin, bien des dirigeants, à tous les échelons, refusent toujours d'admettre la nouvelle situation, qui les prive des prérogatives dont ils jouissaient depuis 1949, et continuent à vouloir régenter les entreprises. Pour reprendre le dicton populaire, les entreprises n'ont pas obtenu leur autonomie, *« elles ont seulement changé de belle-mère »*.

La réforme est donc tiraillée entre les entrepreneurs qui veulent toujours plus d'autonomie, souvent à juste titre, et une bureaucratie qui fait de l'obstruction dès qu'elle craint d'abandonner une parcelle de son pouvoir. C'est pourquoi, lors de la conférence nationale du PCC de septembre 1985, le premier ministre, un des plus chauds partisans des réformes, a proposé une combinaison d'autonomie au plan micro-économique et de contrôle macro-économique, ce qui permettrait à la fois de contrôler les excès des entreprises et d'assouplir la tutelle qui continue de peser sur elles. Cette combinaison est d'autant plus importante que le temps du plan impératif et des livraisons obligatoires des marchandises est en voie d'être révolu. Mais elle est aussi fort délicate à appliquer. Car, dans un régime communiste, où, par nature, le PC règne en maître et doit toujours avoir le dernier mot, il est difficile de garantir l'autonomie des gestionnaires par rapport au parti. Qui plus est, il arrive souvent que le PDG, ou le chef de la section syndicale, soit en même temps le responsable local du PC ; sans aller jusqu'à l'extrême de la « joint-venture » sino-japonaise Fujian-Hitachi, qui fabrique des téléviseurs couleur à Fuzhou : son directeur est en même temps secrétaire du parti et il contrôle la section syndicale. *« Ceux qui n'aiment pas travailler avec moi n'ont qu'à s'en aller »*, a-t-il tranquillement déclaré.

Hausse des prix et inégalités de revenus

DANS son discours du 6 janvier, M. Tian Jiyun a cité les quatre principaux problèmes qui *« préoccupent actuellement les cadres et les masses populaires »* : les prix, les salaires, les écarts de revenus et l'ouverture vers l'extérieur. Dans ces quatre domaines, on peut dire que les préoccupations proviennent des difficultés occasionnées par les réformes mais aussi de leurs succès. Ils remettent en effet en cause des structures économiques et mentales anciennes, des habitudes, un conformisme idéologique ; car le marxisme sur lequel se fondent les dirigeants chinois s'est beaucoup éloigné des modèles classiques. Prenons l'exemple de la réforme des prix, *« clé de la réforme de l'ensemble du système économique »*, selon M. Tian. *« Un système de prix rationnel est une condition importante pour assurer un développement harmonieux de l'économie nationale. Depuis longtemps, nous avons négligé la loi de la valeur et le rôle du marché dans l'économie, et cela, ajouté à d'autres raisons historiques, a fait que notre système des prix est irrationnel et comprend des prix sans relation avec la valeur des produits. »* Pour y remédier, le gouvernement a libéré les prix de la plupart des produits alimentaires et réajusté celui des céréales sur la base du système des contrats qui a remplacé les quotas de livraisons obligatoires. Le prix de vente des produits hors contrat et des « petites marchandises » est libre, celui de nombreuses matières premières industrielles est désormais « flottant » pour les entreprises non soumises au plan (collectives et individuelles). Le but est, par la libre circulation des marchandises, de stimuler les échanges, la concurrence et la production industrielle, de faire baisser les prix des produits alimentaires, réduisant ainsi le montant des subventions gouvernementales aux produits de première nécessité (estimées en 1984 à environ 20 % du budget).

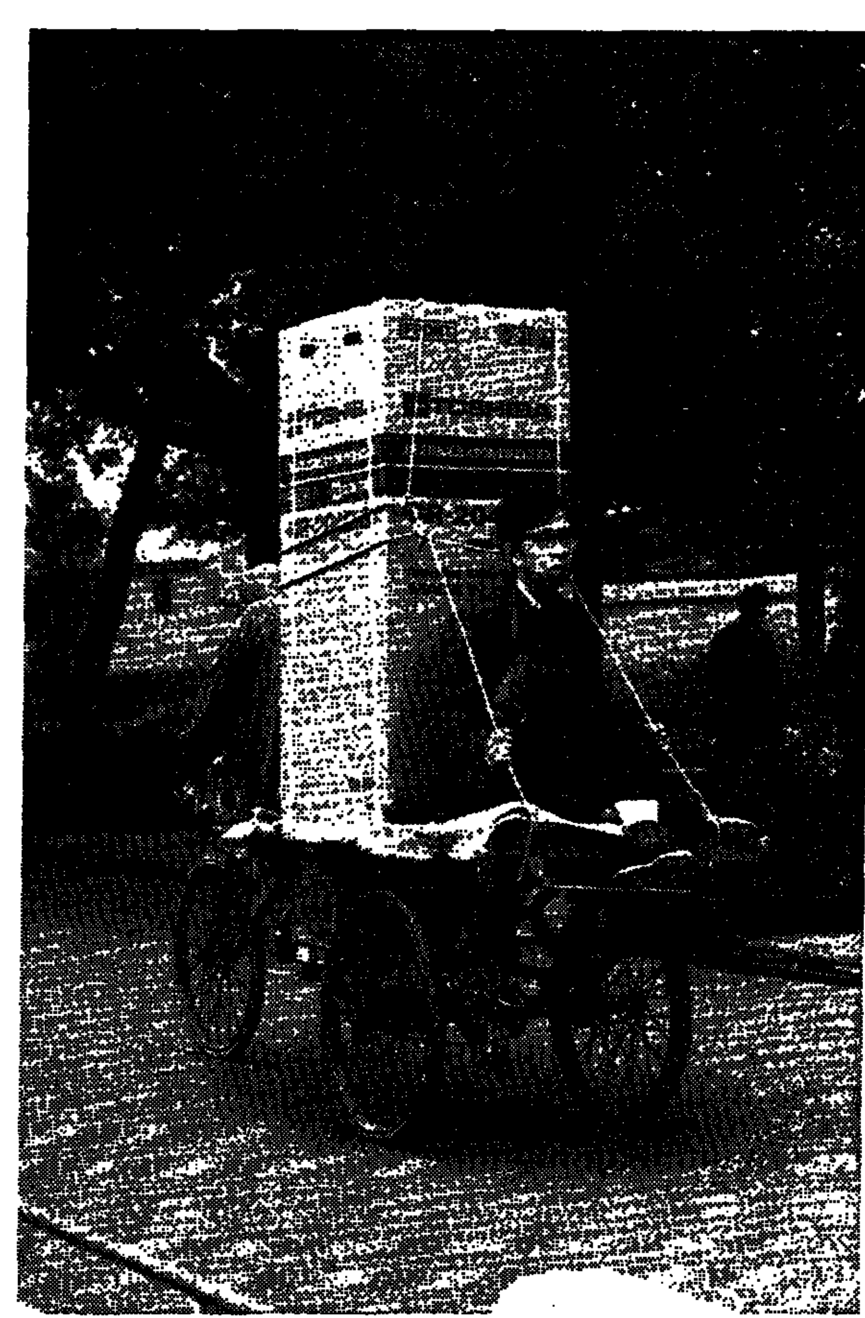
Mais, dans les villes, et en particulier à Pékin, on a assisté à un dérapage des prix qui annule en grande partie les hausses de salaires. Des « primes » de vie chère – 8 yuans environ par mois à Pékin – ont dû être distribuées à la population, qui ne cache pas son mécontentement. Dans la capitale, selon des officiels, les prix des produits alimentaires auraient augmenté de plus de 50 % en six mois (officiellement 11 % à 12 % pour l'année dans les villes). La pénurie de certains produits, comme les légumes en ville, des marges bénéficiaires parfois démesurées, jointes à la méconnaissance de nombreux gestionnaires du mécanisme des prix, l'absence d'un système efficace de contrôle, en sont responsables. Le problème est d'autant plus grave qu'il intervient après plus de trois décennies de stabilité du coût de la vie, dans un pays qui n'a pas oublié le traumatisme causé à la fin des années 40, pendant la guerre entre les communistes et le Kuomintang, par les dévaluations sauvages de Tchiang Kaï-chek. Les dirigeants ont beau expliquer, avec raison, que la libération des prix est source de progrès, que la hausse du niveau de vie est largement supérieure à celle des prix, la population est obnubilée par la valse des étiquettes ; qui plus est, largement dépolitisée, elle ne croit plus guère aux longues explications théoriques d'une presse officielle dont le tirage continue de baisser.

La libération des prix, la décentralisation économique, la volonté de briser la « grande marmite en fer », ont suscité par ailleurs des écarts de revenus inconnus depuis 1949, si l'on excepte bien entendu les privilèges dont bénéficient les cadres supérieurs. L'égalitarisme, assimilé un peu rapidement à la révolution culturelle alors qu'il s'inscrit dans une tradition marxiste plus ancienne *(« A chacun selon ses besoins »)*, est considéré par les réformistes comme la cause de bien des maux : faible productivité, absentéisme, manque d'esprit d'initiative, non seulement des travailleurs, mais également des entreprises. *« L'efficacité économique est souvent en contradiction avec l'égalité sociale »*, reconnaît M. Su. M. Deng est d'autre part de l'avis que l'on doit aider certains à s'enrichir par leurs efforts avant les autres, afin qu'ils aident à leur tour les moins favorisés à prospérer : il n'est plus question de *« supprimer les riches pour aider les pauvres »*. Le but à atteindre reste la prospérité de tous, mais tous ne peuvent devenir « riches » en même temps. Ainsi, par exemple, selon l'ancien vice-ministre de l'agriculture du Runsheng (11), la différence de revenu moyen entre une famille paysanne pauvre et une riche est passée, en moyenne, de 1,9 fois en 1978 à 2,6 fois en 1984. Il existe aussi des décalages entre les province riches, ou bien gérées, et les autres.

(Lire la suite page 10.)

(10) *Quotidien de l'économie*, 25 janvier 1986.

(11) Discours prononcé en décembre 1985 et publié dans le *Quotidien du peuple*, du 27 janvier 1986.



(J.-P. Laffont-Sygma)

LIVRAISON D'UN RÉFRIGÉRATEUR JAPONAIS
Une inquiétante diminution des réserves de devises

Les « familles spécialisées »

AGÉ de cinquante ans, ancien ouvrier, M. He Jin s'est installé à son compte en 1982 comme fabricant de biscuits dans la ville de Dingxi, chef-lieu d'une des préfectures les plus misérables de Chine, dans la province du Gansu. Nanti d'une petite expérience et d'un prêt des autorités locales de 12 000 yuans à faible taux d'intérêt (entre 3 % et 11 %), il emploie désormais six personnes, gagnant entre 40 et 70 yuans par mois, dans le bâtiment qu'il s'est construit lui-même et qui lui sert à la fois d'usine, d'entrepôt, de bureau et de résidence. Il représente le cas typique d'une de ces nouvelles *« familles spécialisées »* encouragées par les autorités depuis la réforme rurale de 1979. Le but de cette politique, qui a permis la création de millions de petites entreprises privées, familiales ou avec quelques employés (1), est de fournir de nouveaux emplois aux jeunes et à la main-d'œuvre qui abandonne chaque année l'agriculture par millions de personnes, mais aussi de suppléer aux carences du secteur étatisé, incapable de s'adapter à l'augmentation de la demande.

Ainsi, avant l'ouverture de la petite usine de M. He, il n'existait dans la ville et ses environs, qui comptent plusieurs centaines de milliers d'habitants, qu'une petite manufacture de biscuits relevant de l'Etat, notoirement insuffisante en qualité et en quantité. L'arrivée sur le marché de M. He, suivi de sept autres *« familles spécialisées »*, a permis d'établir une certaine concurrence. Les autorités comptent beaucoup sur ce nouveau type d'entreprises, les soutiennent, leur prêtent les fonds nécessaires pour démarrer, les aident à trouver des débouchés, à acquérir des connaissances techniques.

A quelques kilomètres de là, M. Xie Lisha a ouvert un atelier de soudure. Agé de trente-deux ans, il emploie huit membres de sa famille, tous assez jeunes. M. Xie a investi ses 200 yuans d'économies pour commencer, il y a cinq ans. Maintenant, il a 30 000 yuans en banque et désire en emprunter 100 000 autres à l'Etat pour ouvrir une petite fabrique de soude. Il compte acquérir une technologie à laquelle il ne connaît actuellement rien, en envoyant un ou deux de ses employés se former dans une usine de Lanzhou. Comme le travail se fait dehors, il n'y a pas de repos hebdomadaire ni d'horaires fixes ; on s'arrête quand il pleut ou quand il n'y a rien à faire et, se plaint M. Xie, *« il pleut trop souvent »* ; la région est pourtant semi-désertique ! Aucune législation du travail ne s'applique aux *« familles spécialisées »*. *« Leurs entreprises sont trop petites pour cela »*, explique le sous-préfet, qui ne voit là rien d'anormal.

Poussées comme des champignons après la pluie dans la plupart des zones rurales chinoises, puis dans beaucoup de villes, les entreprises individuelles remplissent une fonction importante ; mais, en même temps, elles continuent de vivre dans un quasi-vide juridique. Peu de textes régissent leurs activités, ce qui permet à des cadres indélicats de les soumettre à des pressions administratives, voire politiques, pour leur soutirer de l'argent. Mais les *« familles spécialisées »* constituent un des aspects les plus originaux de la réforme chinoise, et un moyen nouveau de faire pénétrer peu à peu dans les régions rurales l'économie moderne et un début d'industrialisation.

P. de B.

(1) Il existe aussi un certain nombre d'entreprises individuelles ayant plus de sept ou huit employés, chiffre considéré comme le maximum tolérable en régime communiste. Les journaux chinois ont fait état d'entreprises de ce type pouvant avoir jusqu'à deux cents ou trois cents employés. Il existe même quelques cas d'« entrepreneurs » qui possèdent plusieurs usines.

Le débat dans la presse

● Sur les idéologies étrangères et la science bourgeoise :

Il faut étudier les idéologies étrangères introduites en Chine ces dernières années et qui ont eu « un impact considérable sur la propagation du marxisme, en particulier chez les étudiants ».

*(*China Daily, *23 janvier 1986.)*

On est passé « du rejet et de la négation à l'analyse et à l'assimilation de la science économique occidentale (bourgeoise). (...) Les économistes chinois feraient bien d'accorder une sérieuse attention à Keynes (...), à l'école néo-cambridgienne (...), aux théories de l'école néoclassique. »

(Article de M. Ma Ding dans Beijing Information, *9 décembre 1985.)*

L'organe théorique du PCC, Drapeau rouge, *reconnaît que* « les marxistes chinois devraient étudier les philosophes occidentaux contemporains, bien qu'ils soient idéalistes et opposés au marxisme », *une fois* « reconnues leurs erreurs fondamentales ». *Car, s'ils vont dans le sens du développement de la civilisation scientifique et humaine,* « on ne doit pas ignorer leur rationalité partielle » *et il peut être utile de les adapter aux réalités propres de la Chine. Le journal cite, par exemple, l'école de Francfort.*

(Article de M. Zheng Hangsheng, quotidien Clarté, *1er février 1986.)*

● Sur le marxisme-léninisme et l'étude du socialisme scientifique :

« Marx, Engels et Lénine n'ont pas connu la réalité d'aujourd'hui, leurs œuvres ne peuvent résoudre tous les problèmes contemporains. C'est un fait. (...) Le dogmatisme stéréotypé a conduit le marxisme à une crise. Pour étudier à nouveau le marxisme, il faut le prendre comme une science, un produit de conditions historiques particulières (...). Le camarade Deng Xiaoping a dit : « Le marxisme demande aux » gens de chercher des réponses aux problèmes nouveaux selon ses » principes et moyens fondamentaux, tout en tenant compte de la » réalité. Ainsi le marxisme se développe lui aussi. »

(M. Su Shaozhi, directeur de l'Institut de marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Zedong de l'Académie des sciences sociales : « Etudier le marxisme avec de nouvelles exigences », Quotidien du peuple, *21 octobre 1985.)*

« Les sujets et les méthodes ne répondent plus aux temps d'aujourd'hui, aux nouvelles responsabilités et aux nouveaux problèmes. » *Il faut donc* « chercher la réalité dans les faits », *comme le veut le slogan à la mode.* « Il faut étudier la réalité nationale et étrangère, explorer les problèmes pressants, y compris réétudier les principes cardinaux du socialisme scientifique. (...) Il faut faire des enquêtes sociales en combinant la théorie marxiste avec la pratique. »

« Certains nient que le socialisme soit assuré de prospérer alors que le capitalisme est en déclin. (...) Certains estiment qu'une société informatique est en train de remplacer la société industrielle et non pas que la société socialiste remplacera le capitalisme. (...) Pour réfuter ces inepties (...), il faut étudier sérieusement le défi lancé au socialisme scientifique par les soi-disant spécialistes de la théorie marxiste. »

(Quotidien Clarté, *10 février 1986.)*

● Sur le fonctionnement du système socialiste et l'autonomie des entreprises :

« Les conditions historiques particulières ont fait qu'au début le pouvoir des pays socialistes était unique et extrêmement centralisé. Ce type de structures est positif pour un pays arriéré en transition vers le socialisme mais il engendre de plus en plus d'inconvénients. (...) Dans un pays socialiste, une trop forte centralisation des décisions conduit facilement au bureaucratisme, ce qui est contraire aux intérêts du peuple. Par contre, si les décisions sont prises de façon trop décentralisée, ce sera l'anarchie. (...) Dans un modèle traditionnel socialiste, la répartition des ressources est réalisée par un plan impératif central. »

(M. Su Shaozhi : « Les critères pour classifier les systèmes socialistes », quotidien Clarté, *21 octobre 1985.)*

En décembre dernier, peu de temps avant la conférence des cadres, le Quotidien des ouvriers *a publié un entretien avec deux directeurs d'usine qui désiraient garder l'anonymat. Ceux-ci demandaient :* « Combien de règlements *(du gouvernement pour renforcer l'autonomie des entreprises)* sont-ils appliqués ? » (...) « L'autonomie a en fait été interprétée par l'administration au nom du contrôle macro-économique, poursuivait-il. La réalité est que les entreprises n'ont de pouvoir ni sur les finances ni sur les matières premières et ne disposent que d'un demi-pouvoir sur le personnel, c'est-à-dire sur l'embauche et le licenciement des cadres. (...) Les départements administratifs intermédiaires ne veulent pas laisser le pouvoir aux entreprises. Auparavant, c'étaient des organes administratifs ; à présent, ils n'ont fait que changer de nom. (...) Ils ont le pouvoir sans assumer la responsabilité tandis que nous n'avons pas de pouvoir mais nous assumons la responsabilité. » *De plus,* « les charges qui pèsent sur les entreprises sont lourdes. Le nombre des prélèvements de toutes formes est sans précédent. Ce qui est surprenant, c'est que beaucoup de ceux-ci sont imposés par l'administration locale. (...) Et nous n'osons pas refuser. » *Quant aux systèmes de salaires* (« A chacun selon son travail ») *et de primes, ils se mettent en place très lentement. Et le journal de conclure que ces problèmes* « sont généralisés ».

*(*Quotidien des ouvriers, *17 décembre 1985.)*

(Suite de la page 9.)

L'an dernier, la presse a beaucoup parlé des « *familles de 10 000 yuans* » dans les campagnes. Aujourd'hui, pour éviter une « polarisation » – terme employé à la place de conflits sociaux, voire de classe, – la propagande a abandonné ce thème ; ces familles ne sont pas très nombreuses, alors que le nombre de paysans pauvres reste important (dix millions ont besoin d'une aide alimentaire, entre quatre-vingts et cent vingt millions vivent en deçà du seuil de pauvreté) ; bien des citadins se plaignent de voir leur niveau de vie augmenter moins vite que celui des ruraux.

Ce phénomène est normal. Même dans la situation de pauvreté dans laquelle se trouve l'ensemble de la population chinoise, il y a plus que des nuances entre les mieux pourvus et ceux qui ont moins bénéficié de trente-six ans de régime communiste. En 1985, le revenu annuel moyen paysan était de 397 yuans (134 en 1978), celui des citadins de 752 (316 en 1978). Un employé travaillant pour un étranger à Pékin peut gagner 200 yuans par mois ; dans les zones rurales pauvres, vivant encore largement en dehors de l'économie monétaire, certains paysans subsistent encore avec 50 yuans par personne et par an, compte non tenu bien entendu de leur revenu en nature (céréales, légumes...). En comparaison, des « intermédiaires », des « entrepreneurs privés » et même un certain nombre de « familles spécialisées » rurales peuvent, tout à fait légalement, gagner des centaines, voire des milliers de yuans par mois. Il en résulte parfois des conflits entre ceux qui ont des « signes extérieurs de richesse » et ceux qui n'ont pas les moyens, ou les relations, pour les obtenir. On appelle cela la « *maladie des yeux rouges* ». Il n'est pas étonnant non plus que, dans ces circonstances, le mécontentement se dirige vers les cadres, qui officiellement perçoivent un salaire modeste, mais qui bénéficient de privilèges et d'avantages matériels importants. Ils sont donc les premiers visés par la campagne de propreté et d'honnêteté qui caractérise la période actuelle.



(G. Le Querrec-Magnum)

CEUX QUI ONT DES SIGNES EXTÉRIEURS DE RICHESSE ET LES AUTRES
Une intense campagne de propreté et d'honnêteté

C'est aussi dans ce contexte qu'il faut observer la campagne en faveur d'une meilleure connaissance du droit et les efforts entrepris depuis plus d'un an pour élaborer un système législatif global, cohérent, adéquat à la situation chinoise et qui s'applique à tous. Sous l'influence d'abord du droit impérial – dépendant du bon vouloir d'un souverain omnipotent et divinisé, – puis de celui hérité de l'URSS, la légalité variait avec les circonstances et les « intérêts » de la société. Désormais, la Chine veut se doter d'un appareil, qui lui permette de moderniser son économie, de l'adapter à l'ouverture sur le monde extérieur et de garantir certains droits fondamentaux de la population. Des millions de cadres, de personne ordinaires, ont participé à des stages de vulgarisation juridique, le pouvoir ne cesse d'insister sur le fait que tous sont égaux devant la loi, même les cadres, que « *la loi n'a aucun sens si elle n'est pas appliquée* (12) ». « *La Chine a une longue histoire de féodalisme. Dans la société féodale, le monarque avait le pouvoir suprême. (...) Nous devons faire de grands efforts pour éradiquer l'idéologie féodale et instaurer l'idée selon laquelle le pays doit être gouverné par la loi et toutes les choses doivent être régies par la loi. Les cadres du gouvernement doivent être des modèles dans l'observation et l'application de la loi (...).* »

Ainsi, des lois ont été votées par l'Assemblée nationale populaire (ANP) régissant l'héritage, les investissements et les *joint-venture* avec l'étranger, le droit à avoir un passeport. Un code des impôts est entré en vigueur, un code civil est en préparation. Les dirigeants ne cessent de répéter l'importance de cette politique, dont le succès conditionne en grande partie les récentes réformes. Il n'y a en effet aucune garantie de pérennité de la politique actuelle si elle ne s'appuie pas sur un arsenal législatif cohérent, permanent, et généralisé. Mais ces grands principes sont plus faciles à énoncer qu'à mettre en œuvre. Beaucoup de responsables se considèrent toujours au-dessus des lois. Les textes continuent souvent de changer suivant des circonstances. Le système légal chinois demeure régi par des règlements provinciaux, locaux, de branche, voire d'entreprise ou d'unité de travail, parfois incompatibles entre eux, rarement diffusés et aisément modifiables. Ainsi, par exemple, telle ou telle unité de travail (ou *danwei*) peut-elle unilatéralement fixer la liste des documents nécessaires pour le mariage de ses employés. Cette anarchie juridique est source de difficultés, par exemple pour des entreprises étrangères qui ont signé un contrat général et qui se voient opposer des règlements obscurs dont personne ne leur avait auparavant parlé. C'est pourquoi des experts en investissements étrangers en Chine (13), insistent sur la nécessité d'un « système légal unique » qui permettrait de remédier à la confusion actuelle.

Car l'« *ouverture vers le monde extérieur* », le *duiwai kaifang* de M. Deng, est l'un des points fondamentaux de la politique de réformes. Le phénomène est relativement récente. Pendant des siècles, sous les deux dernières dynasties Ming et Qing, la Chine se ferma obstinément aux influences et ambitions extérieures. Ces dernières finirent par triompher, et la Chine fut ouverte de force et divisée en zones d'influence et en concessions. Après 1949, pour des raisons de politique intérieure, mais aussi à cause de la politique américaine de *containment* de la Chine communiste, le nouveau régime se replia graduellement sur lui-même jusqu'à la paranoïa idéologique de la révolution culturelle. Il fallait donc une volonté forte, un homme à poigne et possédant une vision à long terme, pour imposer une nouvelle politique qui dérangeait les habitudes frileuses de tout un peuple, et surtout de ses cadres, confrontés à un monde qu'ils ne connaissaient guère et sur lequel leur pouvoir quasi mandarinal n'avait aucune influence.

Marchés et capitaux extérieurs

EN dépit des difficultés économiques et politiques, le régime entend poursuivre obstinément dans cette direction, difficile, coûteuse, mais qu'il juge indispensable au développement du pays. Il sait que la Chine n'a ni les capitaux, ni la technologie, ni les techniciens, ni la capacité de formation rapide de nouvelles élites, ni l'expérience de gestion dont elle a un besoin pressant. Elle compte sur l'étranger pour se fournir dans les domaines où sa production est inexistante ou insuffisante, mais elle a aussi besoin du marché extérieur pour gagner les devises dont elle ne peut plus se passer. « *Il faut cependant être conscient*, soulignait M. Tian, *que les entreprises mixtes à capitaux chinois et étrangers, les entreprises de cogestion et les entreprises à capitaux exclusivement étrangers représentent un proportion très faible de l'économie nationale. Elles ne pourront par conséquent pas en affecter le développement* (13) » ni menacer l'indépendance de la Chine, tout en ayant sur son économie un effet d'entraînement.

Concrètement, cela signifie que les hommes d'affaires étrangers peuvent obtenir sans peine un visa, parfois même à l'aéroport ; que ministères, provinces et entreprises se disputent leurs capitaux. Selon M. Tian, jusqu'au mois de septembre 1985, la Chine avait utilisé 20 milliards de dollars de capitaux étrangers avec 1 800 entreprises mixtes, 3 308 entreprises en cogestion et 109 à capitaux exclusivement étrangers. Pékin a créé quatre zones économiques spéciales (ZES), sortes de zones franches comme à Taiwan ou Singapour, des « ports ouverts » comme Canton, Shanghai ou Tianjin,

(12) Article de M. Ding Zhengang dans le quotidien *Clarté*, du 29 septembre 1985.

(13) Voir l'article de l'avocat Roderick Macneil dans l'*Asian Wall Street Journal*, 25 novembre 1985.

La jeep Beijing Cherokee

LA jeep verte bâchée Beijing (Pékin) circule sur toutes les routes de Chine depuis plus de vingt ans. Construite sur un modèle inspiré des Soviétiques, elle n'avait guère évolué depuis la sortie du premier exemplaire en 1965. En 1979 fut arrêté le principe d'une coopération avec AMC (American Motors Corporation), filiale de Renault et fabricant de la célèbre Jeep. Il fallut plus de quatre années de négociations marathon, comme les qualifient les Chinois eux-mêmes, pour parvenir à un accord créant cette société mixte pour vingt ans avec 31 % de capitaux américains. Pour vaincre l'inertie de leur propre bureaucratie, les Chinois durent présenter trois cents rapports à dix organismes de supervision ; les Américains envoyer vingt équipes de négociateurs... Finalement, Pékin se résigna à monter sur place, avec des pièces détachées importées, la Cherokee XJ, sous le nom de BJ-213 Cherokee.

Par cette coopération, AMC a mis un pied sur le marché chinois et créé une base pour exporter ses produits en Asie ; les Chinois ont obtenu un transfert de technologie indispensable pour permettre de réduire à terme l'importation massive de véhicules étrangers, mais aussi une source de devises, une large partie de la production devant être exportée. Quatre cent cinquante véhicules ont été montés en 1985, deux fois plus sont prévus cette année, en plus de la production des anciennes Beijing (31 000 par an) ; la *joint venture* espère produire 40 000 BJ-213 Cherokee en 1990, avec 80 % de pièces locales. Le bas prix de la main-d'œuvre, pourtant bien payée pour la Chine, était en outre un argument intéressant pour l'investisseur : un ouvrier gagne en effet environ 210 yuans par mois. Mais la productivité de l'usine est extrêmement faible. Avant le début de la coopération, un ouvrier produisait en moyenne 1,7 véhicule par an ; en 1984, le chiffre était passé à 5,2 véhicules. Cette même année, la productivité s'est accrue de 30 %, alors que le personnel était réduit de 60 %.

Cela ne s'est pas fait sans mal. Au début, la partie chinoise considérait qu'il ne pouvait y avoir d'accroissement de la production sans augmentation des effectifs. La gestion de l'entreprise était divisée en trente sections, chaque chef de bureau étant flanqué d'adjoints au rôle non défini... Ces services ont été unifiés, les chefs n'ayant plus d'adjoint et se voyant confier des responsabilités précises.

En avril, au moment où l'on pensait que l'opération avait pris son rythme de croisière, on apprit qu'AMC avait décidé d'arrêter les chaînes de production pendant trois mois, la partie chinoise ne payant pas ses dettes et ne fournissant pas à la société mixte les devises nécessaires pour importer les pièces détachées. La crise était ouverte et risquait d'avoir un effet psychologique catastrophique. Elle montrait en effet aux partenaires étrangers potentiels que, en dépit de ses promesses et de sa politique d'ouverture, la Chine n'était pas capable – ou désireuse – de remplir ses obligations contractuelles.

Pékin ne pouvait laisser les choses en l'état, Washington non plus. Après la visite du secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, les deux parties sont parvenues à un accord pour la reprise de la production. La part de pièces détachés fabriquées en Chine sera augmentée, et un nouveau « plan de développement » de l'entreprise signé prochainement. Tout est bien qui finit bien... Du moins en apparence, car la leçon à tirer de cette affaire, et qui rejoint l'analyse plus générale d'un spécialiste de la Manchester Business School, c'est que les *joint-venture* doivent s'entourer de garanties extrêmement précises et contraignantes de la partie chinoise sur la fourniture et l'utilisation de devises étrangères, dans cette période de déficit commercial croissant. Plus encore, cette affaire montre que les engagements à long terme sont souvent illusoires et qu'il faut se tenir prêt à renégocier en permanence en fonction de l'évolution de la conjoncture chinoise. Ce qui n'est pas toujours facile.

P. de B.



(Chine nouvelle-Gamma)

CONSTRUITE SOUS LICENCE AMÉRICAINE
Cela ne s'est pas fait sans mal

DÉMOGRAPHIE ET

Un seul enfant

Par AIMÉ SAVARD

« UN homme sur quatre est chinois » : si approximative que soit cette assertion (1), elle a au moins le mérite de rendre sensible le poids démographique de la Chine. La République populaire a été le premier Etat dans l'histoire à atteindre et dépasser le milliard de citoyens. Ce fait est, naturellement, une préoccupation centrale pour les dirigeants de Pékin, qui se sont donnés pour objectif de moderniser leur pays et de faire bénéficier leur peuple d'un minimum de bien-être matériel lui permettant d'échapper à la faim, à la misère, à la hantise du lendemain.

« *Si, à la fin du siècle, nous ne parvenions pas à limiter notre population à 1 200 millions d'âmes, ce serait un bien lourd fardeau autant pour la Chine que pour le monde* », écrivait en juillet 1984 la revue officielle *Pékin-Information*. Pour atteindre ce but, les autorités chinoises ont mis en œuvre une politique extrêmement rigoureuse de limitation des naissances. C'est un fait nouveau : bien qu'une propagande en faveur du planning familial ait été faite par moments, à partir de 1950, et que Zhou Enlai se soit efforcé, sans grands résultats, de la relancer après 1970, le pouvoir maoïste a, pendant trente ans, négligé le problème de la démographie. Le réveil, depuis 1979, n'en a été que plus brutal.

La politique de l'enfant unique, lancée à ce moment-là et renforcée avec la création, en 1981, de la commission d'Etat du planning familial – qui a rang de ministère – est aujourd'hui l'une des politiques démographiques les plus volontaristes et les plus contraignantes du monde.

Les cadres d'Etat, les salariés et d'une manière générale les citadins ne sont pas autorisés à avoir plus d'un enfant, sauf exceptions approuvées par les autorités dans des cas bien précis (premier enfant handicapé, conception par un couple qui se croyait stérile et avait déjà adopté un enfant, etc.). Les paysans sont encouragés à faire de même. On admet pourtant généralement qu'ils donnent naissance à un deuxième enfant, mais « *en aucun cas* » à un troisième.

Pour atteindre ces objectifs, une grande latitude est laissée aux autorités régionales et locales, tant pour l'éducation des couples que pour définir les primes qui doivent encourager les familles n'ayant qu'un enfant et les sanctions à prendre contre les autres. On entend ainsi, en haut lieu, faciliter une meilleure adaptation de la politique de l'enfant unique aux réalités concrètes du terrain. Mais en pratique, ce souci de décentralisation livre le contrôle du planning familial aux pouvoirs locaux avec tous les abus que cela peut entraîner.

Les avantages dont bénéficient les familles titulaires de la « carte d'enfant unique » varient donc d'un endroit à l'autre. Ils incluent généralement une augmentation du congé payé de maternité, une allocation mensuelle, une priorité d'inscription dans les crèches, les jardins d'enfants, les écoles et même à l'Université, des tours de faveur pour l'obtention d'un logement, d'un emploi ou de certains biens de consommation (appareils ménagers, bicyclettes...).

Pressions et sanctions

EN revanche, le couple qui donne naissance à un deuxième enfant en ville, ou à un troisième à la campagne, perd tous ces avantages. Il doit parfois même rembourser les allocations perçues pour le premier enfant et subir une diminution de salaire. « *Ces mesures sont justes*, expliquent les responsables du planning familial, *car ces familles alourdissent les charges de la société.* »

A cela s'ajoute la pression morale extrêmement forte exercée par les comités de quartier et les responsables des unités de travail pour dissuader un couple qui attend un second enfant de laisser la grossesse atteindre son terme. De la même façon, lorsqu'une famille compte déjà deux enfants, l'un des deux parents peut être pratiquement contraint d'accepter la stérilisation. Chaque entreprise, chaque bureau, chaque atelier doit, en beaucoup d'endroits, respecter des normes fixant le nombre de naissances annuelles parmi son personnel. Quand ces normes risquent d'être dépassées, il arrive que l'unité de travail insiste auprès d'un jeune couple afin qu'il retarde la première naissance.

Le responsable du bureau du planning familial de Canton reconnaît bien volontiers le recours à ces méthodes, qu'il qualifie pudiquement de « *travail politico-idéologique auprès des couples* ».

C'est dans ce domaine des pressions et des sanctions que l'arbitraire des petits chefs locaux s'exprime le plus fortement. Officiellement, selon la commission nationale du planning familial, il est interdit de contraindre une femme à avorter ou un individu à se faire stériliser. « *Mais le pays est vaste et il peut arriver que des cadres locaux, dont le niveau de formation politique est insuffisant, le fassent*, concède M. Shen Guo Xiang, porte-parole de cette commission. *Nous nous efforçons de l'empêcher quand nous en avons connaissance. La réussite de la politique de l'enfant unique repose sur la combinaison entre la direction de l'Etat et le libre consentement des masses.* »

Manifestement, la commission nationale, à Pékin, ne se soucie pas trop de la

des zones ouvertes comme l'île de Hainan. Mais cette véritable « chasse aux devises » a parfois eu l'effet inverse à celui recherché. L'avidité de certains Chinois prêts à tirer sur toutes les ficelles pour soutirer de l'argent au partenaire étranger, considéré comme une « vache à lait » inépuisable, la baisse de la qualité pour maximiser le profit, les taxes indirectes ponctionnées sur les hommes d'affaires étrangers : loyers, prestations, charges démesurées, salaire du personnel local parfois aligné sur celui de son homologue occidental, mais empoché par l'administration... (14), s'ajoutant dans certains cas au non-respect des engagements signés, ont donné de la Chine une nouvelle image, plutôt négative.

Jusqu'au milieu de l'an dernier, les initiatives locales ont été encouragées. Mais elles étaient devenues incontrôlables, et certaines d'entre elles avaient dégénéré en contrebande de téléviseurs ou de voitures, ponctionnant des milliards de dollars sur les faibles réserves en devises du pays (14 milliards de dollars au début de 1985, la moitié environ un an plus tard). Depuis, les contrôles se sont resserrés. D'autant que certains conservateurs en ont profité pour établir un lien entre le développement des « tendances incorrectes » et l'ouverture.

Les zones économiques spéciales

LES zones économiques spéciales, et en particulier celle de Shenzhen, qui jouxte Hongkong, sont l'exemple typique de cette politique d'ouverture, de ses succès, mais aussi de ses difficultés, ainsi que des débats politiques et théoriques qu'elle suscite en Chine (15). Ouvertes depuis cinq ans pour recevoir investissements et technologies étrangers et pour servir de tremplin aux exportations chinoises, elles ont jusqu'à présent essentiellement servi de base d'importation de produits de consommation. Shenzhen connaît un déficit commercial considérable. Les entreprises créées, qui sont assez nombreuses, font appel à des technologies peu avancées et se livrent souvent à la sous-traitance ; beaucoup d'investissements sont venus de Chine même, de provinces ou de ministères faisant de la spéculation dans l'immobilier, le tourisme ou l'import-export.

Mais les textes qui régissent Shenzhen sont parfois contre-productifs. Les investisseurs étrangers qui s'y installent visent avant tout l'immense marché chinois ; or la Chine, désireuse de retrouver rapidement les devises dépensées et de protéger ses entreprises, veut avant tout exporter, dans un monde où la concurrence est acharnée et où elle est arrivée bien tard. Des restrictions sont mises à la vente de produits des ZES vers l'intérieur de la Chine. En même temps, les restrictions mises aux importations de Shenzhen gênent les achats de matériel moderne et de technologie indispensables pour se placer face à la concurrence. Les hésitations des responsables, faisant parfois un pas en avant, parfois un pas en arrière, déconcertent les industriels et les banquiers, qui, tout en restant persuadés de la volonté d'ouverture à long terme de Pékin, sont préoccupés par des mesures de circonstance qui risquent, en fait, de remettre en cause la crédibilité à long terme des réformes. Dans ce débat, les partisans de l'exportation à tout prix pour les ZES semblent l'avoir emporté, à un moment où l'énorme déficit commercial inquiète les dirigeants du pays, où les scandales choquent la population.

Un article du *Quotidien de l'économie* (16) est venu relancer le débat. L'auteur contestait le principe même de l'orientation exclusive vers l'exportation des ZES, car *« une économie de marché fonctionne toujours dans les deux sens et les exportations sont faites afin de permettre les importations »*. Il préconisait la *« politique des deux éventails »*, c'est-à-dire que les *ZES s'ouvrent à la fois vers l'extérieur* et vers le reste de la Chine. Si on coupe Shenzhen de son hinterland, *« c'est comme si on lui liait les mains derrière le dos »*. Shenzhen ne doit pas être privée de ses possibilités de développement, doit être autorisée à importer plus et à vendre dans le reste du pays, à servir d'entrepôt à Hongkong, à condition bien entendu de respecter des règles très strictes (interdiction d'importer certains produits, encouragements pour d'autres, règles de concurrence et taxation pour la vente en Chine...).

On voit combien est vivace le débat dans de nombreux domaines, même s'il se poursuit dans le cadre strict d'un régime de parti unique fondé sur le marxisme-léninisme, et si le libéralisme économique ne se traduit que modérément par une libéralisation politique. Des idées avancées se font jour, même si parfois leurs auteurs se font taper sur les doigts et si l'on entend toujours les sirènes du conservatisme. Mais cette nouvelle situation est fragile, surtout dans une Chine qui a connu tant de brusques changements de ligne.

M. Deng Xiaoping est âgé, et ses successeurs désignés n'ont pas encore fait seuls l'expérience du feu. Si les difficultés économiques et les déviances qui les accompagnent devaient se poursuivre, si l'ouverture devait rapporter moins que prévu, si M. Deng venait à disparaître avant ses rivaux et avant que la situation ne soit devenue irréversible, la tendance toujours latente à un repli sur soi reprendrait de l'importance. C'est pourquoi il a mis les bouchées doubles dans la réforme de l'économie depuis 1979, ainsi que dans la création d'une ébauche d'Etat de droit, au risque, parfois, d'être obligé de faire marche arrière ou de freiner de manière déconcertante.

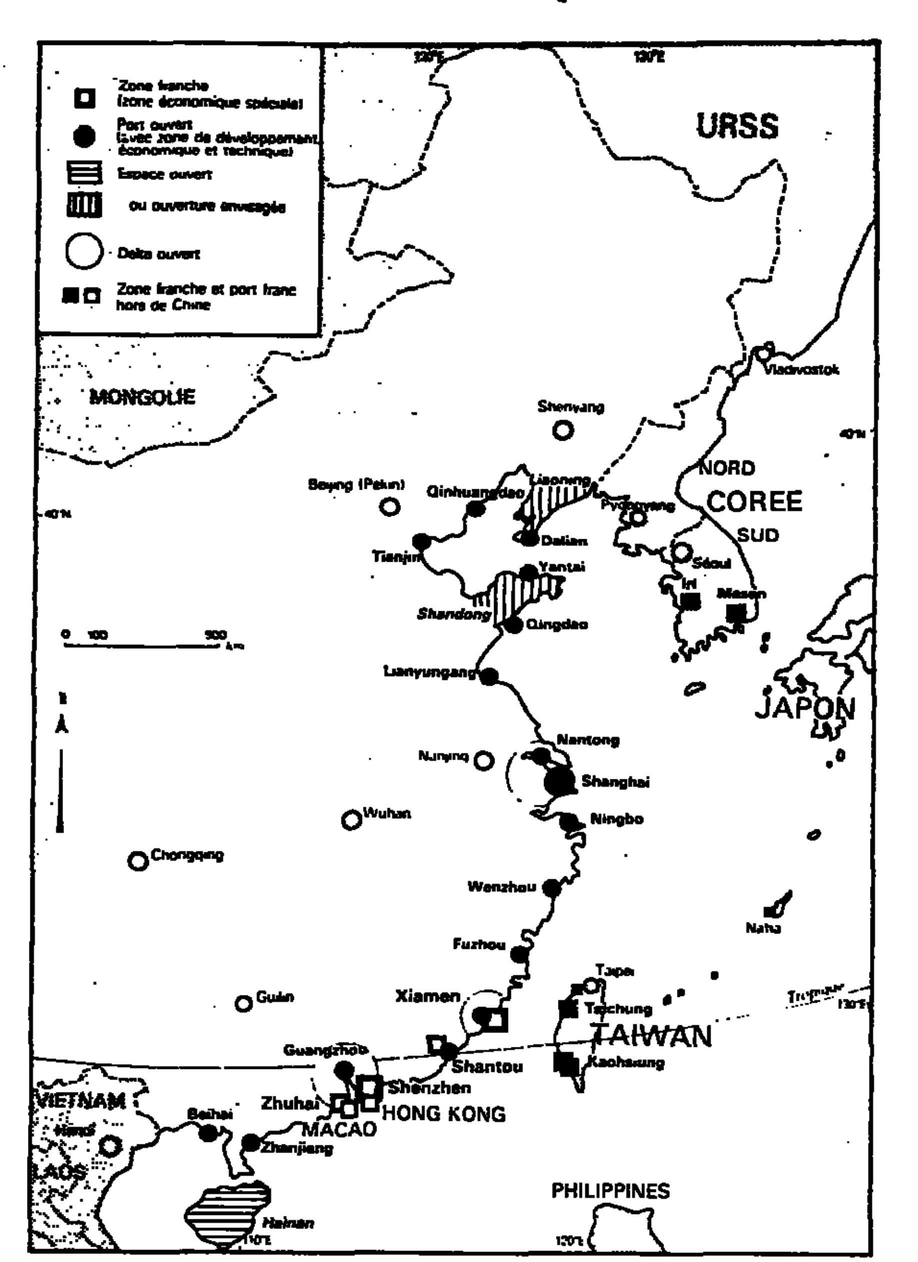
Ces progrès, ces changements, peuvent paraître limités, tardifs par rapport à ceux d'autres pays, les NPI d'Asie par exemple. Ils sont souvent plus quantitatifs que qualitatifs, et, dans certains domaines de haute technologie, la Chine prend chaque année du retard sur l'Inde voisine. Mais il faut aussi voir d'où vient la Chine, et les difficultés qu'elle a dû affronter pour surmonter le handicap causé par les excès du maoïsme (Grand Bond en avant, collectivisation...) et par la révolution culturelle. L'erreur serait de se montrer trop pressé ; M. Deng ne dit-il pas qu'il faudra attendre la moitié du XXIe siècle pour que la Chine parvienne à un niveau de développement avancé ? Mais peut-on faire des prévisions à si long terme ?

PATRICE DE BEER.

(14) Un appartement pour homme d'affaires étranger à Pékin coûtait au début de 1986 entre 6 000 et 7 000 dollars par mois, charges non comprises ; le contrat de « joint-venture » avec la firme Occidental Petroleum de l'Américain Armand Hammer, ami de M. Deng, pour l'exploitation de la plus grande mine de charbon à ciel ouvert, faillit capoter, les Chinois ayant demandé que les salaires des mineurs chinois soient alignés sur ceux des mineurs américains.

(15) Voir notre article dans *le Monde* daté 19-20 janvier 1986.

(16) Voir notre article dans *le Monde* du 25 janvier 1986 intitulé « Avoir une compréhension plus claire des SEZ à travers l'expérience de Shenzhen ». Cet article fut reproduit, puis « annulé » sans explication par China News Agency, ce qui semble indiquer qu'il aurait suscité des contestations.



(D'après l'Atlas mondial des zones franches et des paradis fiscaux, *Fayard-Reclus, Paris, 1986)*

L'OUVERTURE AU CAPITALISME OCCIDENTAL
Dans le Sud, les quatre zones économiques spéciales de Zhuhai, Shenzhen, Shantou et Xiamen s'inscrivent dans un dispositif complexe sur tout le littoral, où l'ouverture au capitalisme occidental devrait servir de tremplin à l'industrialisation du pays.

Chine-France : Accroître l'effort et la présence des entreprises

« ***N**OS angles de vue diffèrent, mais nos conceptions générales se rejoignent* » a déclaré M. François Mitterrand à l'issue de sa rencontre avec M. Hu Yaobang. La visite que le secrétaire général du PC Chinois a effectuée en France et dans plusieurs pays de la CEE témoigne en effet de l'intérêt que Pékin porte à l'Europe. Ce voyage, marqué par des égards protocolaires exceptionnels, a permis de dégager de réelles convergences politiques, d'affirmer une volonté commune de s'inscrire en dehors de la politique des blocs, et de discuter des difficultés qui se profilent à l'horizon des relations économiques.

Le commerce entre les deux pays a effectué un bond en avant au début des années 80. En 1985, il a culminé à 4,4 milliards de francs d'importations et 6,9 milliards d'exportations, dépassant de 40 % les résultats de l'année précédente. La Chine est ainsi devenue, derrière le Japon, notre deuxième marché dans la région Asie-Océan et les secteurs où la France a percé (énergie, transports, et communications) correspondent à des priorités de la partie chinoise. Plusieurs grands contrats ont été signés en 1985, et d'autres sont en voie de ratification cette année : centrale nucléaire à Daya-Bay, centrale thermique à Beidalang, cimenterie à Canton... A cela s'ajoutent la mise sur pied de nombreuses sociétés mixtes et des dizaines d'accords de coopération technologique.

Pourquoi alors ces inquiétudes que l'on sent poindre ? C'est que la balance commerciale de la Chine, équilibrée en 1984, a accusé un déficit de 7,6 milliards de dollars en 1985. Un certain nombre de réajustements sont donc en cours à Pékin pour réduire les importations. Dans le même temps, la Chine exige des conditions financières plus souples pour accompagner ses achats et un meilleur transfert de technologies. A ces obstacles, s'ajoutent les difficultés à pénétrer sur le marché chinois : après une période d'euphorie, les entreprises françaises les ont mesurées ; et comme cela arrive trop souvent, certaines adoptent un comportement timoré et manquent de suivi dans leurs efforts (1).

Les discussions avec MM. Chirac et Mitterrand ont permis de lever certains obstacles. La France a promis un effort dans les domaines financiers et technologiques ; et la commission économique mixte franco-chinoise, élevée au niveau ministériel, devait contribuer à une coopération qui s'étend aujourd'hui à de nombreux domaines (présence de 1 200 boursiers chinois en France, enseignement du français à la télévision chinoise, multiplication des jumelages...)

A. G.

(1) Voir *Chine Express*, lettre bimensuelle d'informations économiques et d'opportunités d'affaires, 28, quai d'Orléans, 75004 Paris.

DÉVELOPPEMENT

par couple

manière dont on interprète sur le terrain la notion de *« libre consentement des masses »*. Mais elle réaffirme fermement les principes. Ses responsables ont été irrités par des articles de la presse occidentale qui présentaient la politique de l'enfant unique comme une atteinte aux droits de l'homme. Ils sont gênés lorsqu'on évoque devant eux la résurgence, dans certaines régions, d'un phénomène vieux comme la Chine : l'infanticide des filles. Des parents y ont de nouveau recours pour que l'enfant unique soit un garçon — considéré *a priori* comme une meilleure garantie pour leurs vieux jours. *« Il s'agit de crimes qui sont poursuivis comme tels »*, affirment les autorités de Pékin, tout en reconnaissant qu'on a enregistré en 1982 un taux de naissances de 108,47 garçons pour 100 filles.

« Nous combattons ces effets pervers, déclare M. Shen Guo Xiang. *Mais nous ne pouvons pas pour autant renoncer à notre politique de l'enfant unique sous peine de compromettre définitivement toute possibilité de développement de la Chine. »*

A l'appui de son propos, M. Shen se livre à une éloquente démonstration : si chaque jeune couple n'avait désormais qu'un seul enfant, la population totale de la Chine atteindrait, selon les calculs des spécialistes, environ 1,2 milliard d'habitants en l'an 2000 puis s'élèverait jusque 1,4 à 1,5 milliard entre 2030 et 2040 avant d'atteindre un palier. Mais si chaque couple donnait naissance à deux enfants ces chiffres s'élèveraient respectivement à 1,3 milliard en l'an 2000 et 1,8 milliard trente ou quarante ans plus tard. Même avec des taux de croissance extraordinaires, l'économie ne pourrait suivre ce mouvement et les risques d'explosion sociale deviendraient énormes.

« Un Etat qui s'engagerait délibérément dans une telle voie adopterait un comportement suicidaire, conclut M. Shen. *Plus vite la politique de l'enfant unique réussira, plus vite nous pourrons l'assouplir. Ensuite, dans un demi-siècle ou plus, peut-être faudra-t-il, comme aujourd'hui en Europe, encourager les naissances pour éviter le vieillissement de la population... »*

Le lieu de résidence

DROIT des individus ? Droit de l'Etat de pratiquer une politique volontariste ? Les mêmes questions se posent à propos des mesures prises par les autorités chinoises pour empêcher les habitants des campagnes d'aller s'installer dans les grandes villes. Si les Chinois ont en principe, *désormais*, le droit de circuler librement dans leur pays, ils n'ont toujours pas celui de se fixer là où ils le désirent. Chaque famille possède un carnet indiquant la ville ou le district rural où elle habite. Il est extrêmement difficile d'obtenir l'autorisation de changer de localité de résidence.

Sur les chantiers qui se multiplient dans les grandes villes, la main-d'œuvre non qualifiée provient en général de campagnes lointaines. Ces « paysans » — comme on continue de les appeler bien qu'ils soient en fait devenus des ouvriers — sont logés, pour la durée du chantier, dans la ville où ils travaillent. Mais leurs familles ne peuvent demeurer avec eux et ils doivent retourner dans leurs districts d'origine lorsqu'on n'a plus besoin d'eux... à moins qu'ils ne soient embauchés ailleurs. Ainsi se constitue une importante population d'immigrés... de l'intérieur.

Si un jeune homme de Pékin et une jeune fille de Canton, qui se sont connus par exemple à l'Université, décident de se marier, ils devront accepter de vivre séparément pendant un temps plus ou moins long au début de leur mariage. L'épouse pourra plus facilement aller habiter à Pékin avec son mari si elle trouve un autre Pékinois qui souhaite vivre à Canton.

Depuis quelques années, cependant, les autorités paraissent plus attentives aux problèmes humains créés par ces situations. Il arrive moins souvent qu'un cadre soit affecté à quelques centaines, voire à quelques milliers de kilomètres du lieu de résidence de sa famille. 580 000 couples séparés à cause de leur travail ont pu être réunis au cours des cinq dernières années. Il en resterait au moins 285 000 dans seize des vingt-neuf provinces chinoises (2).

Malgré ces efforts récents, la réglementation chinoise, qui interdit aux citoyens de vivre où ils le souhaitent, peut apparaître comme une atteinte à la liberté individuelle. Faut-il cependant reprocher aux autorités du pays le plus peuplé du monde de chercher à maîtriser le développement urbain ? Doivent-elles laisser des villes déjà aussi gigantesques que Pékin et Shanghai s'accroître de manière anarchique avec d'immenses faubourgs bidonvilles, à l'image de tant de mégalopoles du tiers-monde ?

AIMÉ SAVARD.

(1) La population totale du globe s'élèverait actuellement à 4 800 millions d'habitants. Lors du dernier recensement, opéré en juillet 1982, la République populaire de Chine comptait officiellement 1 008 millions d'habitants. Avec Taiwan, Hongkong et Macao, la population chinoise atteignait environ 1 032 millions. Il faudrait ajouter à ce chiffre celui de l'importante diaspora chinoise répandue sur tous les continents pour atteindre, plus ou moins, le quart de la population mondiale.

(2) Ces couples ont au moins une consolation : dans un pays qui ignore encore presque complètement les congés payés, ils bénéficient d'un mois de vacances pour se retrouver.



(Christine Spengler-Sygma)

UNE FAMILLE AVEC SON ENFANT UNIQUE
Combiner la direction de l'Etat et le libre consentement des masses

ÉBAUCHE D'UNE PRISE DE CONSCIENCE

Les Nations unies au chevet de l'Afrique

CONSACRÉE à l'Afrique, la session spéciale des Nations unies s'est achevée le 1er juin à New-York par l'adoption, à l'unanimité, d'un *Programme d'action de l'ONU pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990.* Ce texte, qui a dû sacrifier à une tonalité obligatoirement *« consensuelle »*, reflète cependant plus qu'un unanimisme de façade. Reste à la communauté mondiale la rude tâche de le mettre en pratique.

Par CLAIRE BRISSET

Tout au long du printemps, entre New-York, les grandes capitales occidentales et l'Afrique, experts et diplomates ont peaufiné les documents préparatoires de cette conférence, la première du genre. Jusque-là, des décennies, des années, des journées avaient été proclamées à mainte reprise par les Nations unies, toujours sur des questions sectorielles (l'eau, les transports, l'énergie, les femmes, la paix...) ; jamais encore une approche intégrée pour tout un continent n'avait prévalu. C'est donc chose faite, malgré quelques réserves émanant du groupe des 77 : individualiser les problèmes de l'Afrique, c'était, craignaient-ils, entamer la solidarité des non-alignés, donc instaurer un fâcheux précédent.

Cela dit, le consensus ne s'en est pas moins établi, au fil des semaines et pendant la conférence elle-même, sur la spécificité des problèmes qui se posent à l'Afrique. Dans un document diffusé à New-York avant l'ouverture de la session (1), les instances exécutives des Nations unies soulignent que l'on peut prévoir en Afrique, pour 1995, *« un revenu par habitant inférieur à celui du début des années 70 »*, alors que les projections des experts permettent d'annoncer *« une croissance positive pour toutes les autres régions du monde »*. Continent le plus pauvre de la planète, l'Afrique est aussi le seul à s'appauvrir.

Dans de nombreux pays sub-sahariens, le produit intérieur par habitant est retombé à son niveau des années 60. A moins que la communauté internationale ne sache utiliser le relatif répit de l'année 1986, *« le déclin économique et social de l'Afrique se poursuivra durant toute la décennie, semant les germes de nouvelles catastrophes d'une plus grande ampleur que celles de 1984-1985 »*.

Pourquoi ? Pourquoi le continent noir s'est-il à ce point laissé distancer non seulement par l'Amérique latine mais aussi par la majorité des pays d'Asie ? Pour des raisons internes que l'ensemble des experts réunis à New-York, y compris ceux de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), ont lucidement analysées : erreurs de politique économique à la suite des indépendances, séquelles du colonialisme, insuffisance des stratégies de développement agricole, catastrophes climatiques répétées, emballement de la démographie... Mais les raisons externes ne manquent pas : chute des prix des produits de base — dont l'Afrique tire l'essentiel de ses ressources, — crise énergétique, pénurie de devises, alourdissement constant de la dette... Le tout sur un fond d'instabilité politique chronique et d'insécurité qui s'ajoute à une pénurie constante de biens d'équipements secondaires et à la faillite du système de transports et de communications.

Si les tendances des vingt dernières années se prolongeaient, estime l'Organisation pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), d'ici vingt-cinq ans l'autosuffisance alimentaire chuterait de 52 % à 34 % en Afrique du Nord, et de 85 % à 56 % dans l'Afrique sub-saharienne. Le déficit céréalier, actuellement de l'ordre de 25 millions de tonnes, atteindrait 100 millions de tonnes.

Chiffres vertigineux, qui ne sont que des projections, mais que la situation actuelle et l'évolution récente rendent dangereusement crédibles. Aujourd'hui, 150 millions de personnes vivent dans des zones frappées par la sécheresse et la désertification, 18 millions d'Africains sont dans une situation d'« urgence vitale ». L'Afrique compte la plus forte proportion de réfugiés de la planète : 4 millions, sur un total de 10 millions. Le continent noir est aussi la seule région du monde où, selon le Fonds international de secours à l'enfance (UNICEF), la mortalité infantile et juvénile a augmenté depuis vingt ans.

Les indicateurs économiques et financiers vont dans le même sens. L'encours total de la dette des pays sub-sahariens se montait en 1985, selon le Fonds monétaire international (FMI), à 100 milliards de dollars. Le chiffre atteint les 175 milliards de dollars, estime l'OUA, si l'on inclut l'endettement de l'Afrique du Nord. Dans certains pays, la totalité des recettes d'exportation, et même au-delà, s'engouffre dans le service de la dette (2).

Personne, à New-York, n'a contesté le tableau des experts, et donc qu'une démarche visant au redressement des économies africaines doive intégrer tous les aspects du développement, dépasser la notion de « remèdes d'urgence » et même celle de « crise » pour affronter les perspectives à long terme. Les divergences apparaissent pourtant sur le chiffrage de l'entreprise de redressement.

Selon la Banque mondiale, le redémarrage des économies africaines exigerait l'injection, au cours des cinq prochaines années, de 11 milliards de dollars par an d'aide financière extérieure à des conditions de faveur (3). Les engagements prévus ou escomptés devraient permettre d'en trouver 8,5. Restera à combler un déficit annuel de 2,5 milliards de dollars. Mais la Banque estime que nombre de pays d'Afrique ont mené des efforts courageux que les donateurs extérieurs *« devraient aider à consolider en accordant une assistance financière accrue »*.

Car, les flux de l'aide, malgré l'émotion suscitée par la famine de 1984, sont sur une pente déclinante. Comme le souligne M. Edouard Saouma, directeur général de la FAO, *« l'aide publique au développement a décliné en termes réels depuis 1982, et elle est de plus en plus liée à des activités extérieures au développement, comme la promotion des exportations »* des pays industrialisés.

L'OUA rejoint cette analyse. Selon l'organisation panafricaine (4), un redressement des économies du continent suppose la mise en œuvre d'un programme quinquennal qu'elle estime à 128,1 milliards de dollars. Les Etats africains, dont certains ne manquent pas de ressources, devraient pouvoir en mobiliser eux-mêmes 82,5. L'assistance extérieure devrait donc fournir 45,6 milliards de dollars sur cinq ans, soit 9,1 milliards par an.

Car le débat était bien là. S'agissait-il d'une conférence d'annonce de contributions où chacun serait venu nanti de sa promesse chiffrée, difficilement tenable ensuite ? Ou bien d'une conférence de programmation, de réorientation des politiques où chacun expliciterait sa position ?

Ce fut, en fait, malgré toutes les précautions de langage, les deux à la fois. Le texte final reprend dans ses grandes lignes l'analyse et les chiffres de l'OUA. Mais le document n'indique pas que les 46 milliards de dollars d'aide extérieure aient été annoncés. Il précise simplement : *« L'Afrique s'engage à fournir le cadre nécessaire au lancement de programmes à long terme de développement et de croissance socio-économiques autonomes. La communauté internationale s'engage à aider l'Afrique à atteindre cet objectif. »*

Il s'agit donc, selon le texte lui-même, d'un *« cadre d'entente »* à l'intérieur duquel les pays africains s'engageraient sur la voie de profondes réformes. En particulier, ils consacreront le quart de leurs investissements au développement agricole ; mettront en œuvre des mécanismes d'alerte rapide pour détecter précocement les famines ; lutteront systématiquement contre l'extension du désert. En outre, et l'on voit là l'influence du FMI et de la Banque mondiale, ils amélioreront la gestion de l'économie par des mesures d'ajustement des taux de change, d'allégement de la dette, de réduction des salaires, et en gelant les emplois dans le secteur public. Enfin, les pays africains s'engagent à *« modifier radicalement les systèmes d'éducation »* pour diminuer la dépendance à l'égard des experts extérieurs, et à freiner la fuite de devises. Le document mentionne aussi la nécessité de *« s'attaquer aux problèmes de la fécondité et de la mortalité excessives, de l'urbanisation accélérée, de l'exode rural »*, thèmes sur lesquels, jusqu'à présent, les Africains s'étaient refusés à se prononcer publiquement.

Pendant plusieurs jours, les discussions ont achoppé à deux points, d'abord à la dette. Les Africains, d'entrée de jeu, ont déclaré qu'ils ne demandaient pas son annulation. Mais ils auraient souhaité voir les créanciers leur promettre des conditions plus douces, ce qu'ont d'ailleurs fait les Canadiens, les Néerlandais et les Danois, dont les engagements financiers en Afrique ne sont pas, au demeurant, démesurés.

Tel n'est pas le cas de la France, premier créancier de l'Afrique sub-saharienne et deuxième bailleur d'aide au continent, après les Etats-Unis. Paris s'est déclaré fermement résolu à maintenir l'approche *« cas par cas »*. Si, disait-on dans la délégation française, l'on efface l'endettement de l'Afrique, celle-ci apparaîtra plus que jamais comme un *« risque majeur »* et sera davantage encore exclue des circuits de l'économie mondiale. Ce serait, a précisé M. Michel Aurillac, ministre français de la coopération, le type même de la *« fausse bonne solution »*. Ni la Grande-Bretagne ni les Etats-Unis ne se sont prononcés dans un autre sens.

Le document final adopte donc une formulation mesurée, à laquelle tous les partenaires ont pu se rallier : pour résoudre les problèmes considérables que pose cette dette, *« les mécanismes existants doivent être mis en œuvre avec souplesse et, le cas échéant, être améliorés »*.

Second point d'achoppement : le montant de l'aide. La pression des Occidentaux, notamment de Washington et de Londres, était forte pour qu'aucun engagement financier ne soit pris. Paris non plus ne tenait guère à en prendre, mais souhaitait que le texte final mentionne expressément la nécessité d'une aide supplémentaire par rapport au volume actuel. La formule de compromis a satisfait les uns et les autres, y compris les Africains. Elle indique : *« La communauté internationale reconnaît que les pays africains ont besoin de ressources extérieures additionnelles »* ; elle s'engage *« à n'épargner aucun effort pour fournir des ressources suffisantes »* destinées à *« appuyer et compléter les efforts de développement de l'Afrique »*.

Le recul des stéréotypes

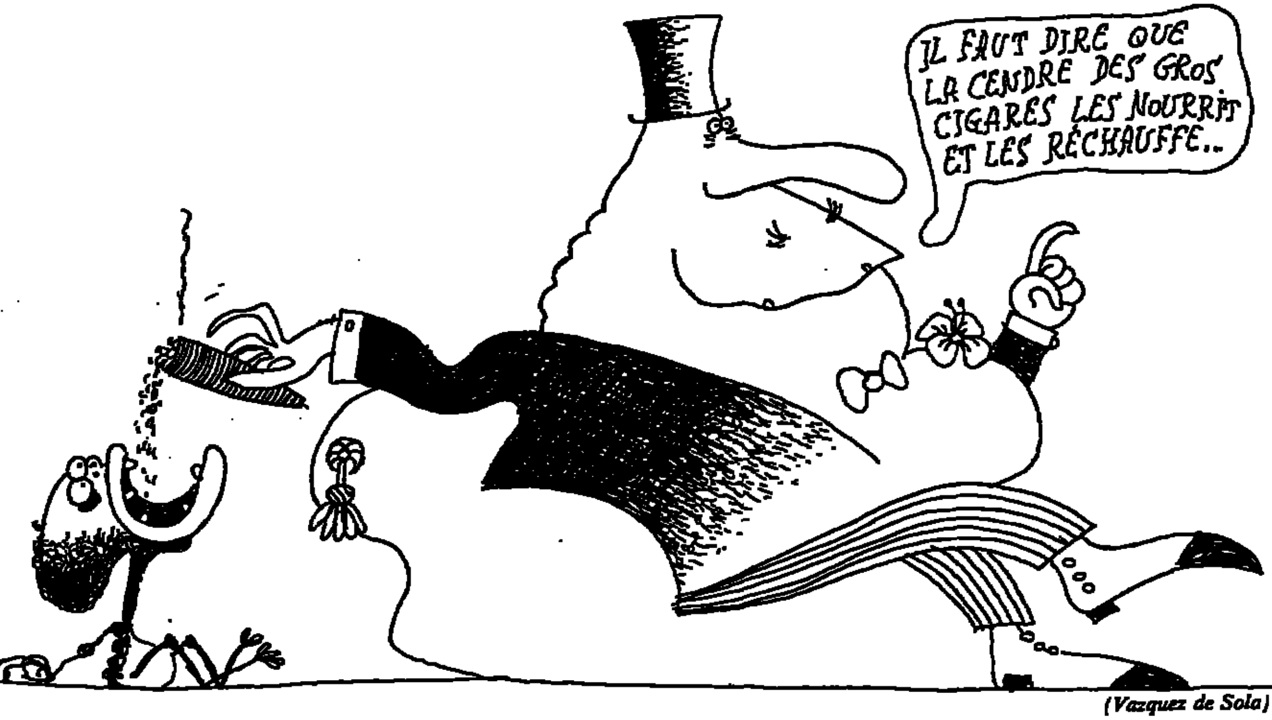
LA session de New-York aura aussi permis — fait paradoxal pour une conférence multilatérale — de renforcer considérablement les liens bilatéraux des pays d'Afrique avec leurs partenaires extérieurs. Les délégations africaines, d'ailleurs, ont vu là l'un des points les plus positifs de la réunion de New-York.

Pourtant, certaines positions stéréotypées n'auront pas manqué. Celle des Etats-Unis notamment, par la voix de M. George Shultz, disant : *« Nous croyons fermement que notre propre expérience du développement est un guide pour les politiques économiques. »* Seules l'économie de marché et l'initiative privée, ajoutait le secrétaire d'Etat, sont la voie de l'avenir, car *« le dirigisme gouvernemental peut endommager les économies aussi sûrement que les calamités naturelles »*.

A l'autre extrémité de l'échiquier, M. Youli Vorontsov, premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères, déclarait que l'Afrique payait aujourd'hui *« chèrement la prétendue aide de l'Occident, de ses monopoles et de ses banques »*, ainsi que les séquelles du colonialisme. A quoi les Africains répondaient, avec quelque irritation, que l'aide publique au développement en provenance de l'Est est la plus faible du monde.

Mais ces discours schématiques n'ont occupé que fort peu le devant de la scène. Comme l'a déclaré dès l'ouverture M. Abdou Diouf, président du Sénégal et président en exercice de l'OUA, *« la crise aura eu des effets bénéfiques. Elle aura projeté une lumière crue sur nos défaillances et nos erreurs d'orientation »*. Elle aura montré aussi au monde que *« la paix ne pourra être réelle et totale tant que tout un continent, l'Afrique, sera menacé par la famine, la maladie, l'ignorance et l'incertitude du lendemain »*. Répondant à cette exhortation liminaire, le document final apparaît comme la synthèse d'un lent travail, celui des Africains et celui d'un certain nombre d'experts du développement.

Parmi ceux-ci, M. Edgard Pisani, qui avait présidé le comité préparatoire de la session de New-York, et qui, fort de son expérience européenne, proposait la création de véritables *« marchés communs »* en Afrique (5) et rappelait qu'il était essentiel de *« fournir à l'opinion internationale une image objective de l'Afrique, avec ses sécheresses, ses désordres, ses famines et ses maladies, sans doute, mais surtout avec ses ressources, sa vitalité, sa détermination, sa jeunesse, son importance dans l'équilibre du monde »*.



(Vazquez de Sola)

---

(1) *Document de travail sur la situation économique critique en Afrique*, note du secrétariat de l'ONU.

(2) Voir « Le fardeau de la dette africaine », *le Monde diplomatique*, avril 1986.

(3) *Le Financement d'un ajustement dans la croissance en Afrique sub-saharienne 1986-1990*, Banque mondiale.

(4) *La Situation économique critique en Afrique*, document *ad hoc* préparé pour la session de New-York.

(5) M. Edgard Pisani avait préparé un document qui a servi à l'élaboration du texte final : *Contribution du président du comité préparatoire.*

Calendrier des fêtes nationales

1er-31 juillet

1er RWANDA	Fête de l'ind.
1er CANADA	Fête nationale
4 ÉTATS-UNIS	Fête de l'ind.
5 ALGÉRIE	Fête de l'ind.
5 VENEZUELA	Fête nationale
6 MALAWI	Fête nationale
11 MONGOLIE	Fête nationale
14 FRANCE	Fête nationale
14 IRAK	Anniv. procl. Rép.
19 NICARAGUA	Fête de la révol.
20 COLOMBIE	Fête nationale
21 BELGIQUE	Fête nationale
22 POLOGNE	Fête nationale
23 ÉGYPTE	Fête nationale
26 LIBÉRIA	Fête nationale
26 MALDIVES	Fête nationale
28 PÉROU	Fête de l'ind.
30 VANUATU	Fête de l'ind.

MOBILISER LE POTENTIEL SCIENTIFIQUE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

La Fondation Nord-Sud

La réussite du développement des pays du tiers-monde dépend largement des possibilités qu'ils ont de fonder leurs choix sur des connaissances et sur des expériences concernant les milieux (physique, biologique, humain), les technologies, les stratégies (techniques, économiques, sociales, culturelles). Face à cette attente, la France dispose, dans ses universités et ses organismes de recherche, d'un potentiel scientifique considérable dont une bonne partie (6,5 %) se consacre entièrement à la recherche pour le développement. Mais il ne suffit pas qu'une « demande » et une « offre » existent pour qu'elles se rencontrent. Il faut souvent, pour cela, des structures souples, non bureaucratiques.

C'est le souci qui a présidé à la création de la Fondation Nord-Sud (association pour la formation par la recherche et pour le développement), par trois grands organismes de recherche, le CNRS, l'INSERM, l'ORSTOM, ainsi que par trois organisations non gouvernementales, le CCFD, la CIMADE et le GRET, rejoints par une trentaine d'autres institutions. La fondation s'est fixée comme premier objectif d'offrir des bourses de formation à des acteurs effectifs du développement de leur pays. Ces bourses seront de six à douze mois, le stage devant se dérouler dans un laboratoire de recherche — public ou d'entreprise — avec, selon le président de la fondation, M. Alain Ruellan, l'ambition de *« leur transférer un peu de nos connaissances ; écouter leurs difficultés, leurs problèmes et essayer d'en tenir un peu compte dans nos priorités scientifiques »*.

La fondation veut susciter l'engagement actif des entreprises, des collectivités locales et des universités pour essayer d'accueillir annuellement une centaine de stagiaires des pays en voie de développement.

(Fondation Nord-Sud, 53, rue Monge, 75005 Paris — Tél. 46-77-23-31.)

APRÈS LE DÉPLACEMENT VERS LE SUD DE 600 000 PAYSANS

Une pause dans le transfert des populations en Ethiopie

ADDIS-ABEBA a récemment annoncé la suspension, jusqu'en 1987, du transfert vers le Sud fertile des populations victimes de la famine. Cet exode forcé a été dénoncé par de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) et a donné lieu, dans la presse internationale, à de violentes polémiques.

En déplaçant, depuis octobre 1984, six cent mille personnes, le gouvernement du colonel Mengistu prétendait sortir l'Ethiopie de la dépendance alimentaire ; un objectif qui demeure d'une dramatique actualité.

Par GIORDANO SIVINI *

Des méthodes dignes de Pol Pot ? C'est ce qu'ont affirmé, tout au long de l'année, des organisations comme Médecins sans frontières en France, Survival international au Royaume-Uni et Cultural Survival aux Etats-Unis. Cette dernière a même accusé le régime éthiopien d'affamer les populations des zones en dissidence afin de les contraindre à émigrer (1). Par leur radicalité, ces critiques cherchaient en fait à pousser Washington dans la voie des sanctions à l'égard de l'Ethiopie et à inverser la position officielle américaine (2), qui s'était traduite, en 1985, par une aide alimentaire de 190 millions de dollars, soit le quart du total reçu par Addis-Abeba (3).

Ce choix américain s'explique certes par l'importance stratégique de la corne de l'Afrique, mais aussi par des pressions internes. La Maison Blanche ne pouvait rester insensible à la forte mobilisation de l'opinion publique en faveur des victimes de la famine, alors que d'énormes excédents de céréales s'entassaient dans les silos. Mais, dès la fin de 1985, les autorités américaines et, en particulier, l'agence de coopérations US-AID, exprimaient des critiques très fermes contre les déplacements de populations multipliant les pressions pour que tous les donateurs se rallient à leurs vues. Principal argument utilisé : l'aide alimentaire renforcerait le régime révolutionnaire.

Le titre d'un article du *Wall Street Journal* du 27 janvier 1986, « Today Holocaust », donne une idée de la violence des attaques. A la fin de l'année dernière, le Parlement européen de Strasbourg adoptait, à l'initiative de différents groupes politiques, des positions similaires. Le résultat ne se fit pas attendre : les agences de coopération présentes en Ethiopie, y compris celles des Nations unies, s'abstinrent de collaborer au programme de déplacement. Pourtant, à la fin de 1984, un vote unanime de l'Assemblée générale de l'ONU avait approuvé explicitement une aide à la réalisation du transfèrement des populations. Pourtant l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Banque mondiale et la Communauté économique européenne avaient procédé à de multiples évaluations techniques du projet, et les résultats s'étaient révélés positifs. En outre, le chef de l'Etat éthiopien, M. Mengistu, avait personnellement contacté le représentant des Nations unies dans sa capitale et sollicité sa collaboration pour veiller au respect des droits de l'homme, bafoués selon les détracteurs des transferts.

Répondre à une situation endémique

EN Ethiopie, les famines ont un caractère endémique, non seulement à la suite de la sécheresse, mais aussi à cause des invasions de sauterelles et de chenilles et des épidémies, des épizooties et des épiphyties. La grande famine de 1889-1892 avait provoqué la mort d'un tiers de la population. Des tragédies plus circonscrites ont marqué, à plusieurs reprises, notre siècle. De 1958 à 1977, quatre-vingt-onze des cent deux districts du pays ont connu à différents moments une famine qui a affecté 25 millions de personnes, avec un taux de mortalité évalué entre 10 % et 20%. Deux famines, en particulier, ont atteint une ampleur nationale : en 1966 et en 1973-1975 (4). Les capacités de résistance des régions du Centre et du Nord ont progressivement diminué à la suite de l'appauvrissement des sols et de l'affaiblissement des forces productives paysannes. Un indice significatif de la gravité de la situation est l'absence de réserves alimentaires et la disette généralisée dans les périodes dites de soudure. Les rapports sociaux – d'exploitation et d'appropriation – qui ont caractérisé l'empire éthiopien sont à l'origine de cet état de choses. L'indifférence traditionnelle du Négus face aux conditions de vie rurales n'est cependant devenue manifeste que lors de la famine de 1973-1975, lorsque les forces de l'opposition, surtout des étudiants et des intellectuels, ont révélé l'immense détresse des paysans du Wollo : cette dénonciation a contribué à la chute du régime.

Le gouvernement révolutionnaire, quant à lui, a tenté dans un premier temps de rétablir l'écosystème – par le reboisement et la valorisation des ressources en eau – et d'alléger la pression démographique dans le Nord en déplaçant les populations. Les difficultés financières, le poids des dépenses militaires et la faiblesse des aides internationales jusqu'en 1983 n'ont pas permis de résultats décisifs, bien que l'administration éthiopienne puisse se prévaloir d'une plus grande efficience et de meilleures capacités techniques que la majorité des pays africains (5). De toute façon, il n'aurait été possible d'obtenir des résultats qu'à moyen et à long terme; c'est pourquoi de nombreux observateurs sont convenus qu'il était opportun de miser sur les déplacements de populations.

Dans la période impériale, de 1950 à 1974, l'exode spontané des hauts plateaux du Nord avait affecté plus d'un million de personnes (6). Quelques programmes de déplacement avaient déjà été lancés et avaient alors été encouragés par l'US-AID en une époque où, il est vrai, l'Ethiopie recevait la moitié de l'aide militaire accordée à l'Afrique par les Etats-Unis. A partir de 1976, Addis-Abeba prévoit d'organiser de façon systématique la colonisation, dont est chargée, en 1979, la Relief and Rehabilitation Commission (RRC), en vue d'inscrire cet effort dans l'ensemble des programmes d'aide et de reconstruction (7). Cependant, les déplacements effectués sont restés de portée modeste, et les évaluations ont fait ressortir des erreurs de conception, des coûts élevés et des résultats médiocres. Il apparut donc nécessaire de redéfinir typologies et méthodologies dans le cadre du plan décennal de développement qui, selon une hypothèse de la RRC, aurait dû concerner 200 000 familles en dix ans.

Mais, face à la situation d'urgence créée par la famine, le gouvernement a décidé en octobre 1984 de déplacer, avant 1985-1986, 370 000 familles – soit plus d'un million et demi de personnes – du Tigré, du Wollo et de Shoa vers le Sud, passant outre aux difficultés liées à l'occupation des terres vierges, à l'insalubrité du climat (paludisme et mouche tsé-tsé) et aux rapports avec les populations autochtones. Le parti unique, le Parti des travailleurs d'Ethiopie (PTE), a alors assumé directement la responsabilité de l'opération, la RRC et les différents organismes d'Etat se cantonnant dans un soutien logistique. Une commission présidée par le colonel Mengistu lui-même a choisi, après reconnaissance des lieux, les zones de colonisation.

Cette logique a entraîné une sous-évaluation des problèmes techniques et financiers que le PTE a tenté de pallier par des mobilisations de masse. Paradoxalement, les effets de cette mobilisation (contribution volontaire des salariés, participation des étudiants et des enseignants à la construction des villages dans les zones vierges, appui des populations autochtones aux opérations d'installation) ont suscité parmi de nombreux Ethiopiens des réactions hostiles.

La décision de grande envergure prise en octobre 1984 s'explique par des considérations politiques de fond : la prolongation de la famine impliquait, pour les populations sinistrées, une dépendance prolongée vis-à-vis de l'aide. Or l'option d'assistance, habituellement choisie par les gouvernements qui se sont trouvés dans des situations analogues (notamment les autres pays de la bande sahélienne affectés par la sécheresse), a eu des inconvénients que le régime a voulu éviter : affaiblissement des capacités de production internes et accroissement de la dépendance par rapport à l'étranger. Par contre, l'aide alimentaire apportée aux colons engagés dans la valorisation de nouvelles terres pouvait être utilisée de façon productive. Il s'agit là d'un choix pertinent, mais qui a été miné sur le plan opérationnel par de graves carences techniques, organisationnelles et financières ainsi que par un certain manque de souplesse politico-idéologique.

Le calendrier et les modalités d'exécution du programme de déplacement ont été imposés par l'ampleur de la famine, la situation d'urgence, l'insuffisance de moyens et le manque de préparation des structures et des effectifs. De plus, l'orientation autoritaire typique des actions d'urgence dans des situations de sous-développement a été renforcée par le système centralisé du pouvoir et par les tensions politiques internes. Certaines organisations humanitaires ont dénoncé les conditions de sélection des personnes à déplacer, la division des familles et le transport, à partir des témoignages divers et d'une enquête effectuée dans des camps de réfugiés du Soudan, auprès de personnes ayant fui les zones de colonisation. Toutefois, il faut replacer ces informations dans un cadre plus global.

Volonté individuelle et coercition

D'APRÈS un rapport de l'Organisation mondiale de la santé, la mortalité durant la famine a atteint au moins quatre ou cinq fois le taux normal (2,2 %). On a parlé de 300 000 morts en 1984. Dans les camps organisés par la RRC dans le Wollo (à l'exception du grand camp de Dessie Zuria et de deux autres camps pour lesquels on ne dispose d'aucune donnée), on a enregistré, de juillet 1984 à juin 1985, 41 111 morts, dont 49 % de moins de quinze ans. Organisées à partir de ces camps, les opérations de déplacement se sont faites dans des conditions peu propices au respect des droits individuels.

Les transferts ont concerné surtout ceux qui avaient dû recourir aux aides d'urgence. Les centres d'assistance sont devenus des lieux de transit. La première phase de l'opération, qui a duré en gros trois mois, visait surtout à alléger – grâce au déplacement des personnes adultes valides et des membres de leur famille – la pression sur les camps de réfugiés. 42 % du total des déplacements ont eu lieu durant ces trois mois, et 40 % dans les quatre mois suivants, avant la nouvelle saison des pluies. Cette deuxième phase a concerné les groupes qui n'étaient plus à même d'assurer leur subsistance avec le lopin de terre dont ils disposaient. Cette logique, qui ne prend pas en compte les choix individuels, se fondait sur l'incapacité de la collectivité à assumer les conséquences financières d'un maintien sur place. Le programme ne reposait donc pas sur des choix personnels (même si ce terme a été utilisé par les autorités éthiopiennes pour répondre aux critiques), mais sur des exigences économiques et sociales.

Au moment de la déclaration de l'état d'urgence, le 23 septembre 1984, les rapports familiaux et sociaux étaient déjà complètement déstructurés. Le phénomène n'était pas nouveau : lors de la famine de 1973, les groupes à la dérive qui cherchaient de l'aide étaient constitués de femmes et d'enfants, tandis que les hommes, au moins dans un premier temps, restaient pour veiller sur leurs biens. Le fait qu'« *un grand nombre de familles soient restées divisées de façon permanente à la suite d'une longue séparation* » (citation qui fait référence à 1973) rappelle que la rupture des liens familiaux fait partie de la déstructuration sociale globale et ne peut être considérée – sauf marginalement – comme une conséquence des modalités opérationnelles du programme de déplacements.

Par contre, les transferts de populations ont été effectués avec des moyens insuffisants (des autobus et dans certains cas des avions non pressurisés), ce qui a accru les souffrances et provoqué un nombre sans aucun doute élevé de décès. En outre, le manque d'organisation n'a pas permis de connaître les destinations finales – décidées dans les camps de transit en fonction des conditions d'accueil des zones de colonisation. Les colons ont été répartis dans les différents villages suivant leur ordre d'arrivée, sans qu'il soit tenu compte de facteurs sociaux et ethniques.

La moitié des familles déplacées ont fini dans des établissements de type « intégré », c'est-à-dire à l'intérieur d'associations paysannes existantes, surtout dans les zones de production du café. Les autres ont été orientées vers des établissements dits « traditionnels », c'est-à-dire dans des zones vierges, où leurs conditions de vie étaient d'autant plus difficiles qu'elles ne connaissaient pas l'écosystème local. De nombreux villages ont été érigés dans des zones qui se sont révélées marécageuses durant la saison des pluies et où il a été impossible de trouver de l'eau potable. Les taux de mortalité élevés, partout supérieurs à ceux des zones de provenance à l'époque de la famine, témoignent de la dureté des conditions sociales et de production (8). A Pawe (85 000 colons), sur la base des données collectées auprès du PTE, la mortalité a été extrêmement élevée : en quinze semaines (d'octobre 1985 à janvier 1986), près du quart des colons sont décédés, dont la moitié des enfants de moins de cinq ans.

Les populations des zones de colonisation vivent donc dans des conditions dramatiques. Cette situation a amené l'Italie à lancer un programme d'urgence du Fondo Aiuti Italiani pour la zone de Pawe, et à élargir ainsi la brèche dans le mur de la non-collaboration qui a dramatiquement limité la présence des organisations internationales dans les phases opérationnelles du programme. Celle-ci aurait pourtant pu influencer les modalités de sa mise en œuvre. C'est ce qu'écrit Oxfam, une organisation non gouvernementale qui a opté pour une approche participative : « *Quand nous avons la preuve que les déplacements comportent des actions coercitives (...), nous protestons auprès des autorités éthiopiennes. Sur la base de l'expérience de l'an passé, nous avons trouvé cette solution beaucoup plus efficace que les grandes dénonciations publiques* (9). » La suspension des transferts devrait maintenant faciliter la participation négociée des organisations de coopération qui prennent en compte la volonté éthiopienne d'orienter l'aide internationale vers des projets productifs.

* Professeur de sociologie politique à l'université de Calabre (Italie).

(1) J.-W. Clay, directeur de la recherche, Cultural Survival Inc., US House of Representatives, Washington DC, 16 octobre 1985.

(2) Exprimée dans la « President Determination n° 85-20 », qui affirme notamment : « *Les informations disponibles ne justifient pas l'affirmation suivant laquelle le gouvernement éthiopien pratique actuellement une politique visant délibérément à affamer les populations.* » Human Rights and Food Aid in Ethiopia, House of Representatives, US Government Printing Office, Washington DC, 1986, pp. 172-181.

(3) *Op. cit.*, p. 188.

(4) Mesfin Wolde-Mariam, « Vulnerability to Famine in Rural Ethiopia 1958-1977 », dans S. Rubenson, *Proceedings of the Seventh International Conference of Ethiopian Studies*, Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 1984.

(5) *Ethiopia, Recent Economic Developments and Future Prospects*, vol. 1, Banque mondiale, 1984, p. 1.

(6) A.-P. Wood, « Spontaneous Agricultural Resettlement in Ethiopia 1950-1974 », dans J.I. Clarke, L.A. Kosinski, *Redistribution of Population in Africa*, Heinemann, Londres, 1982, p. 161.

(7) RRC, *The Challenges of Drought. Ethiopia's Decade of Struggle in Relief and Rehabilitation*, Addis-Abeba, 1985.

(8) Pour les estimations et conditions de vie dans la zone de Pawe, cf. G. Sivini, « Famine and the Resettlement Program in Ethiopia », *Africa*, Rome, 1986, n° 2.

(9) « Oxfam Outlines its Approach in Ethiopia », *African Business*, n° 90, février 1986.

ALORS QUE LA FRANCE ACCROIT SA PRÉSENCE

Le consensus national s'effrite en Guinée

DEUX ANS après la mort de Sekou Touré, l'euphorie se dissipe en Guinée. La multiplicité des périls sur le plan interne, l'absence d'unité du Comité militaire de redressement national (CMRN) et la crise économique ont conduit le général-président Conté à s'appuyer largement sur la France. La présence au début de l'année à Conakry de trois cents parachutistes français, qui ont procédé à des missions de protection des points sensibles, illustre le retour du pays dans l'espace francophone.

Par AMADOU OURI BAH *

Formé le 23 décembre 1985, le troisième gouvernement du général Conté a enregistré la démission de M. Jean-Claude Diallo, ministre de l'information et de la culture. Symbole des Guinéens vivant à l'extérieur, M. Jean-Claude Diallo s'était heurté à l'ostracisme des autres membres du gouvernement et aux pesanteurs administratives héritées de la période dictatoriale. Les conflits d'intérêts qui se sont cristallisés autour de l'organisation de la fonction commerçante, les vastes prévarications au sommet de l'Etat et les rivalités pour le pouvoir ont eu raison de la patience de celui qui apparaissait comme proche du président.

Elle-même divisée, l'armée est secouée par les contradictions qui agitent la société. La solidarité ethnique y prend le pas sur la « fraternité des armes ». La présence des troupes françaises sur le sol national a été perçue comme une preuve de défiance à son égard. Depuis que l'essentiel du pouvoir lui a échappé au profit de M. Conté, le malaise s'est encore accru au sein du CMRN. Cette instance n'a plus qu'un rôle fictif et ses principaux membres sont disséminés dans le pays.

L'exécution sommaire des proches de M. Sekou Touré au lendemain de la tentative de coup d'Etat du colonel Diarra Traoré du 4 juillet 1985 a terni l'image du régime (1), alors que les présumés auteurs du putsch manqué croupissent dans les geôles (2). Les associations humanitaires et les familles des disparus de l'époque de la terreur ont le sentiment d'être flouées. Le régime a choisi d'étouffer la vérité pour éviter le retentissement d'un procès public des anciens tortionnaires des camps de la mort. Ainsi, en deux ans, les acteurs de ce feuilleton aux rebondissements multiples et imprévus sont parvenus à ébranler profondément la cohésion du tissu national (3).

C'est dans cette atmosphère que le général Conté a imprimé un tournant brutal à sa politique. La constitution de son troisième gouvernement est marquée par une entrée massive de civils, notamment de Guinéens venus de l'étranger. Le président a saisi cette occasion pour mettre à l'écart les principaux prétendants à sa succession : les capitaines Faciné Touré et Mamadou Baldet.

Dans la foulée, il a entériné les recommandations du FMI : désengagement de l'Etat de la gestion des principales entreprises industrielles et commerciales ; réduction des deux tiers de l'effectif de la fonction publique ; réforme du système bancaire et monétaire ; vérité des prix.

A l'exception de la Banque centrale, les banques guinéennes sont remplacées par trois filiales d'établissements français : la Banque internationale pour l'Afrique de l'Ouest (BIAO), la Banque nationale de Paris (BNP) et la Société générale. Désertées par les usagers du fait de la corruption et du détournement des deniers publics, les anciennes institutions financières du pays sont désormais remplacées par des banques françaises.

Les autorités ont procédé à la démonétisation du syli au profit du franc guinéen (50 FG = 1 FF), nouvelle monnaie nationale. Cette restructuration monétaire a été précédée par une très forte dévaluation, de l'ordre de 1 500 % : de 1 dollar pour 24 sylis, on est passé à 1 dollar pour 340 sylis (soit 340 FG). Maintenue à un taux de change flottant, la nouvelle monnaie est partiellement convertible sous forme d'enchères organisées périodiquement par la Banque centrale à l'intention des opérateurs économiques installés en Guinée. L'objectif est de faciliter à moyen terme l'entrée de la Guinée dans l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA) et sa réintégration dans la zone franc, ainsi que d'éradiquer le marché parallèle.

La Guinée a bénéficié du concours financier de la plupart des bailleurs de fonds occidentaux. La Caisse centrale de coopération économique française lui a accordé, au début de cette année, un prêt d'accompagnement de la restructuration monétaire, de l'ordre de 220 millions de francs. Avec 524 millions de francs en 1985, la Guinée est de loin le pays qui a obtenu de la Caisse les prêts les plus importants. Le réajustement monétaire a été également facilité par un viatique de 85 millions de dollars du FMI et de la Banque mondiale pour couvrir les besoins immédiats en devises étrangères. Le total cumulé au 30 juin 1985 des concours de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l'International Development Action (IDA) s'élevait à 390,6 millions de dollars. Dans le cadre de la réorganisation du pays, la Sodeteg, une filiale de Thomson, a signé un contrat de 5,5 millions de dollars d'assistance technique pour la gestion de l'économie nationale.



(Revelen-Sygma)

JOUR DE MARCHÉ A CONAKRY
Une pénurie dont témoigne la réapparition des cartes de ravitaillement

L'échec du commerce libre

LE recours boulimique aux crédits étrangers a été encouragé depuis que le Club de Paris a accordé, le 18 avril 1986, le rééchelonnement sur dix ans de la dette publique. D'après la Banque mondiale, avec un PNB de l'ordre de 300 dollars par habitant, la dette publique à long terme représente 196 dollars par habitant (4).

Mono-exportateur de bauxite, la Guinée a un souci supplémentaire du fait de la crise de l'aluminium dans le monde. Les multinationales – Alcan (Canada), Pechiney, Alcoa (Etats-Unis) – qui exploitent la bauxite tentent d'obtenir la baisse du prix du minerai (de 13 à 3 dollars la tonne) et la suppression de la taxe perçue par l'Etat. L'inquiétude à Conakry est d'autant plus grande que ce produit fournit à la Guinée 97 % de ses ressources en devises. Comme les pays pétroliers, la Guinée est victime de ses choix de développement mis en œuvre jusqu'à présent.

L'application des mesures drastiques du FMI a suscité, au sein de la société, des foyers de tensions. Dans un geste d'apaisement, le gouvernement a annoncé, à compter du 1er mai 1986, une augmentation de 80 % des salaires des fonctionnaires assortie cependant de mesures visant à réduire les effectifs de l'administration. Des mécanismes d'incitation au départ volontaire vont être institués : retraite anticipée, primes et crédits bancaires pour la reconversion dans le secteur privé, encore embryonnaire (5). L'Etat compte ainsi se débarrasser d'ici à 1987 de plus de cinquante mille de ses agents. Même l'augmentation des salaires ne doit pas faire illusion. Le salaire moyen du cadre supérieur s'élève à 20 000 FG (400 FF), soit la moitié du SMIG au Sénégal, alors que les prix des denrées de première nécessité dans ce pays sont deux fois inférieurs à ceux pratiqués en Guinée.

La fermeture des magasins d'Etat de distribution (ALIMAG et ALLIDI) de consommation courante et la restructuration monétaire ont réduit considérablement les marges de l'économie parallèle. Le ravitaillement subventionné et distribué aux agents de l'Etat était réintroduit dans le marché parallèle à un prix dix fois supérieur au prix officiel. Par ce biais, l'économie institutionnelle alimentait les circuits souterrains, favorisant ainsi une redistribution des revenus. Sa disparition accroît les disparités sociales et place la majorité de la population urbaine, notamment celle de Conakry, dans l'insécurité financière et alimentaire.

Elle avive la frustration des plus démunis devant le gaspillage ostentatoire des possédants. Conakry est l'une des villes de l'Ouest africain où le parc des Mercedes est le plus important.

Principaux bénéficiaires de ce secteur parapublic, les tenants de l'ancien pouvoir tentent de maintenir par tous les moyens leurs privilèges. Dans un champ social marqué par la fin d'un consensus artificiellement maintenu pendant un quart de siècle au prix de milliers de victimes, l'irruption du commerçant sur le devant de la scène a perturbé un fragile équilibre politique et social.

La suppression, le 15 février 1986, du « Programme libre commerce » (PLC), regroupement de commerçants locaux, malgré les professions de foi néolibérales du pouvoir, a marqué la défaite politique de M. Jean-Claude Diallo. Dans l'optique de ses initiateurs, le PLC devait se substituer aux circuits de distribution étatiques, pour contenir l'inflation galopante et assurer le ravitaillement de la population. La poursuite de l'expérience aurait sapé le fondement de la domination de la bureaucratie étatique et déplacé le centre du pouvoir réel vers les commerçants. Mais, peu préparé à faire face aux besoins pressants de la population – absence d'infrastructures et de méthodes de gestion efficaces, – le PLC commit des erreurs dans le choix de ses partenaires. Le circuit de distribution mis sur pied fut infiltré par les tenants de l'ancien système économique, qui parvinrent à créer la pénurie dans certains points de vente pour accroître de façon illicite leurs marges bénéficiaires et discréditer le PLC.

Depuis lors, l'appareil d'Etat a le monopole de la désignation des commerçants autorisés à vendre des denrées de base. Ils sont les seuls habilités à se ravitailler auprès de la Société guinéenne de commerce (SGC), organisme mixte où l'Etat détient 40 % du capital ; la Société commerciale pour l'Ouest africain (SCOA) et la Compagnie française de l'Afrique occidentale (CFAO), anciennes compagnies coloniales françaises, se partagent, à parts égales, les 60 % restants. Structure concurrente du PLC, la SGC a contribué activement à l'éviction de sa rivale. Mise sur pied sous la houlette de la France et de la Caisse centrale de coopération économique, cette société gère aussi les 220 millions du prêt d'accompagnement de la réforme monétaire. Elle assure l'approvisionnement de la Guinée en denrées de première nécessité (6). L'opposition entre la SGC et le PLC recoupe le classique affrontement entre le capital national et étranger. La maîtrise du circuit de commercialisation des produits agricoles et l'instauration d'un quasi-monopole dans les échanges extérieurs du pays ont aiguisé les convoitises. Enserré dans un faisceau de forces hostiles locales et étrangères, le PLC était condamné à disparaître ; les intérêts étrangers triomphaient. Ainsi la France occupe aujourd'hui une position dominante ; elle est devenue le premier fournisseur de la Guinée, en conquérant un tiers du marché local : un niveau comparable à celui qu'occupe l'ancienne métropole en Côte-d'Ivoire. Pour l'année 1985, le volume des exportations françaises s'est accru de 515 millions de francs. Ce qui n'a pas empêché les cartes de ravitaillement de refaire leur apparition.

Ce retour insidieux à des pratiques héritées de l'ancien régime a été illustré par la mise en place des conseils de quartier durant le mois d'avril 1986. Seuls les chefs de famille qui ont payé leurs impôts sont électeurs. Tout candidat doit savoir lire et écrire en arabe ou en français, et pouvoir concevoir par écrit un plan de développement de son quartier. Ces élections – à l'organisation desquelles des conseillers français ont apporté un concours actif – excluent de la consultation la grande majorité des habitants, dans le but « *d'empêcher la victoire d'une majorité négative composée essentiellement de sans-travail et de faux chômeurs* ». Le conseil comprend six membres élus, mais quatre autres sont nommés par l'imam du lieu. Cette ségrégation culturelle, économique et politique à l'égard de la majorité de la société marque la restauration des anciennes structures du pouvoir : conseil islamique et représentants du Pouvoir révolutionnaire local (PRL).

La continuation de l'ethno-stratégie

LES lignes de fracture dans la communauté nationale qui, au nom de l'« unité pour le redressement national », s'étaient estompées, s'approfondissent. Il est traditionnel d'imputer aux commerçants locaux les difficultés conjoncturelles. Dès 1964, M. Sekou Touré décapita le « parti d'inspiration bourgeoise ». En 1975, le régime attribua le nom collectif infâmant de « Sheytane » (Satan) aux commerçants. Les dernières victimes du dictateur, quelques semaines avant sa mort, furent des marchands. Pas plus que son prédécesseur, le général Conté n'a cherché à se concilier ce groupe social. Il a même explicitement accusé les « diamantaires » de la communauté malinké d'avoir trempé dans la tentative du colonel Diarra Traoré de le renverser.

L'origine de la fortune des commerçants guinéens est variée. Certains ont prospéré à l'ombre de la dictature, tandis que d'autres, les plus puissants, ont accumulé leurs richesses hors les frontières. Dynamiques, se recrutant essentiellement dans les communautés peul et malinké, héritiers de la culture des Dioulas du siècle dernier, ils font jeu égal avec la communauté libano-syrienne dans les pays limitrophes. Omniprésents dans le secteur informel, éparpillés à travers tout le continent – en particulier au Sénégal, – ils disposent d'une grande puissance financière qui inquiète un pouvoir d'Etat frileux.

La fragilité du gouvernement, la dilution des responsabilités, la crise dans l'armée, ont renforcé le recours à la solidarité ethnique et les tendances à l'éclatement. L'ethno-stratégie, inaugurée par Sekou Touré en 1976 dans sa déclaration de guerre aux Peuls, a fait des émules.

Les nominations dans les sphères gouvernementales et administratives, le partage effectif du pouvoir, la création d'un ministre-résident pour chaque région naturelle – qui correspond à la répartition géographique des principales ethnies : Soussou, Malinké, Peul, – l'affectation des préfets uniquement dans la ville dont ils sont originaires, ont approfondi les clivages.

Le poids excessif de Conakry par rapport au reste du pays aggrave le malaise. Uniquement préoccupées du ravitaillement de la capitale, les autorités délaissent les autres régions, accréditant la thèse selon laquelle on assiste à l'érection d'un « Etat soussou » en Basse-Guinée. Les Soussous, ethnie à laquelle appartient le général Conté, pâtissent le plus de la tentative de désengagement de l'Etat du circuit économique et commercial.

M. Sekou Touré, pour pérenniser son règne, avait réussi à transformer cette communauté ingénieuse en une population docile et assistée, obligée de vivre des miettes que le pouvoir voulait bien distribuer. « *Par le ravitaillement, le pouvoir tient le pays ; il ne se contente pas d'acheter les consciences, il achète aussi les ventres* », déclarait le général Conté. Cette réalité justifie les hésitations du gouvernement actuel et marque les limites de l'application des réformes libérales recommandées par le FMI.

Concentrée en Haute-Guinée, la communauté malinké adopte un profil bas depuis les événements du 4 juillet 1985. Bien que les tenants de l'ancien pouvoir se recrutent essentiellement en son sein, elle ne fut point épargnée par la dictature, et la déclaration du président qualifiant cette tentative de putsch de « *coup d'Etat ethnique* » avait suscité une indignation unanime. A l'heure actuelle elle est la principale victime du chassé-croisé ethnico-administratif.

Marginalisés par le régime de Sekou Touré, les Peuls constituent la majorité de la population. Lourdement pénalisés par les purges successives, qui ont décimé ses élites – dont M. Diallo Tello, premier secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), – ils sont le plus représentés parmi les exilés dont le nombre est estimé à 2 millions de personnes. La dislocation de la cellule familiale à la suite de l'exil, la dispersion et la démission de ses élites, le tribut très lourd qu'elle a dû payer à l'époque de la terreur, ont accentué la faiblesse politique de cette communauté qui dispose néanmoins d'un potentiel humain et intellectuel considérable.

Les rivalités interethniques, le vide politique, l'absence d'une alternative démocratique crédible, obscurcissent les perspectives. Le poids du passé et la survivance d'une mentalité féodale, la lutte pour le maintien des privilèges, les déséquilibres régionaux, le manque d'intérêt *vis-à-vis* du problème paysan et l'incapacité de l'Etat à prendre en charge les aspirations de la société civile ont fait le lit de l'idéologie ethnocentrique. La Guinée, par le passé terre d'asile et d'immigration pour des populations persécutées du fait de leurs croyances religieuses ou de la traite négrière, berceau d'empires pluriethniques, serait-elle aujourd'hui guettée par le syndrome tchadien ?

* Directeur de la revue *le Réveil africain*.

(1) Voir « Convalescence agitée en Guinée », *le Monde diplomatique*, août 1985.

(2) D'après certaines sources non confirmées, le colonel Diarra Traoré aurait succombé aux mauvais traitements. Pour protester contre la torture, l'équipe médicale du docteur Jaffe, président de l'association AVRE, a quitté la Guinée en septembre 1985 (association AVRE, 125, rue d'Avron 75010 Paris).

(3) *Le Monde diplomatique*, août 1985.

(4) *World Debt Tables*, Washington DC, 1986.

(5) *Le Monde*, samedi 31 mai 1986.

(6) *Horoya*, quotidien guinéen du 24 décembre 1985 et du 1er mars 1986.

(7) *Le Réveil africain*, Paris, numéros 1 à 6.

(8) *Situation économique et conjoncturelle au 30 juin 1985*, direction générale de la statistique, Conakry.

POUSSÉE DE CHAUVINISME AUX ANTIPODES

La force du sentiment antinucléaire en Nouvelle-Zélande

FAISANT passer avant toute autre considération le sort des deux agents secrets français condamnés à dix ans de prison pour leur participation au sabotage du *Rainbow-Warrior*, les gouvernements de MM. Fabius et Chirac ont multiplié les pressions commerciales sur la Nouvelle-Zélande, notamment au sein de la CEE. A Wellington, le premier ministre, M. David Lange, a été pris en *tenaille* entre cette offensive économique et une opinion publique en proie à une bouffée de patriotisme. A l'hostilité de la France s'est ajoutée, en effet, celle des Etats-Unis qui, considérant que la Nouvelle-Zélande s'est elle-même retirée du traité tripartite de l'ANZUS, l'ont exclue de leurs récentes manœuvres navales dans le Pacifique, avant de rompre avec elle. En se pliant par avance à l'arbitrage du secrétaire général de l'ONU pour solder l'affaire Greenpeace, M. Lange a trouvé une porte de sortie à son conflit avec Paris, mais au risque de prendre son électorat à rebrousse-poil.

Par MICHAEL PUGH *

Depuis le mois d'août 1985, les gouvernements français et néo-zélandais se sont livrés à un affrontement diplomatique : d'un côté, un Etat puissant doté de la *force* nucléaire, de l'autre, une ancienne colonie, hostile aux armes atomiques et ne pesant pas d'un grand poids dans les affaires du monde. Les Néo-Zélandais étaient d'ailleurs bien conscients du caractère inégal de cette lutte, dans la mesure où la France pouvait faire obstacle à leurs échanges avec la Communauté européenne. Ce déséquilibre alimente le chauvinisme de leur réaction. C'est, en fait, dans les deux pays que les essais nucléaires de Mururoa et l'affaire Greenpeace ont fait vibrer la corde nationaliste. Sans doute de très larges secteurs de l'opinion française ont-ils condamné le rôle de leurs services secrets, coupables d'un acte de terrorisme international, mais cela ne les empêche pas de soutenir la modernisation nucléaire. En Nouvelle-Zélande, la violence des réactions officielles françaises à l'égard du jugement, rendu dans des conditions régulières par un tribunal devant lequel les accusés avaient plaidé coupable, qui condamnait les faux époux Turenge à dix ans de prison a provoqué l'indignation. C'est une donnée dont Paris devra tenir compte pour l'avenir de ses relations avec Wellington.

Pour les observateurs politiques, l'hostilité aux armements nucléaires que l'on rencontre dans les communautés anglo-saxonnes relève généralement des idées libérales ou des idéologies de gauche. Hors des Etats-Unis, on l'associe fréquemment à l'antiaméricanisme. A première vue, le gouvernement travailliste néo-zélandais de M. David Lange semble se conformer à ce modèle : le 10 décembre 1985, il déposa devant le Parlement le projet de loi, attendu depuis longtemps, visant à ériger la Nouvelle-Zélande en zone dénucléarisée. Au cours de l'année précédente, il n'avait pu parvenir à un compromis avec les Etats-Unis sur la question du mouillage des bâtiments à propulsion ou à armement nucléaire. A Washington, la Nouvelle-Zélande est ouvertement accusée de mettre en danger la sécurité du Pacifique sud et de vider de son contenu le traité de l'ANZUS de 1951, aux termes duquel l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis associent leurs capacités de défense.

La destruction du *Rainbow-Warrior* et la série d'essais nucléaires de Mururoa se produisirent au milieu de cette phase difficile des relations entre les Etats-Unis et la Nouvelle-Zélande. En fait, lors du congrès du Parti travailliste néo-zélandais de septembre 1985, le conflit avec la France ne fit qu'accentuer les préventions antiaméricaines car il exacerba le sentiment que des grandes puissances tentaient, par la contrainte, de créer des problèmes de sécurité nucléaire aux petits pays (1).

Tout cela accrut les difficultés de M. Lange car son gouvernement était soucieux d'apaiser Washington afin de maintenir en vigueur le traité de l'ANZUS et d'éviter des sanctions économiques et militaires. Finalement, le premier ministre atténua considérablement les termes de son projet de loi pour tenter de le rendre acceptable à l'administration Reagan : ses clauses ne s'appliquent pas aux eaux territoriales au-delà des ports ; les bâtiments de guerre sont autorisés à mouiller si le premier ministre, et lui seul, tient pour assuré qu'ils ne transportent pas d'armes nucléaires. Les Etats-Unis ayant érigé en principe de ne pas communiquer d'informations dans ce domaine, il n'existe aucun moyen de vérification, et aucune procédure juridique n'est prévue pour veiller à ce que la loi soit appliquée. Les décisions en matière de droit de mouillage seront donc prises au terme d'un processus de révélation divine.

Il serait erroné de voir dans l'action de M. Lange la mise en œuvre d'impératifs idéologiques de gauche. Les étiquettes venues d'Europe ne sauraient convenir à la Nouvelle-Zélande où le terme « socialisme » est étranger au lexique politique. En pratique, le Parti travailliste applique une politique économique monétariste que Mme Thatcher pourrait lui envier. La Nouvelle-Zélande est une sorte de Middle-West rural américain : la conscience de classe y est très limitée et il n'existe pas de pôles extrêmes de pauvreté et de richesse.

L'hégémonie de la petite bourgeoisie

AU dix-neuvième siècle, la Nouvelle-Zélande s'est développée comme un appendice de la révolution industrielle capitaliste et même si, depuis cette époque, elle a acquis les caractéristiques d'une société post-industrielle, elle conserve nombre de traits pré-industriels avec ses petites unités de propriété, de production et de distribution. La moitié des exploitations agricoles ont une superficie se situant entre 20 et 80 hectares ; 90 % des entreprises industrielles emploient moins de cinquante personnes, et quelques villes ont un commerce pour cinquante habitants. Ce sont les hommes d'affaires, les membres des professions libérales, les petits fermiers et propriétaires, soucieux de promouvoir les intérêts de la petite bourgeoisie et le mythe du *self made man*, qui occupent le devant de la scène politique, les avocats étant leurs porte-parole au Parlement.

La Nouvelle-Zélande n'a pas eu besoin d'un parti poujadiste depuis la crise des années 30, et cette hégémonie de la petite bourgeoisie aurait bien mérité qu'Antonio Gramsci en fasse une analyse approfondie...

Le Parti travailliste est arrivé au pouvoir en 1972 en mettant en avant les valeurs de la classe moyenne plutôt que celles de la classe ouvrière. Puis, en 1975, le Parti nationaliste renaissant, sous la direction de M. Robert Muldoon, sut capter les « *instincts latents d'autoritarisme et d'intolérance* » des Néo-Zélandais, en « *faisant apparaître au grand jour leur hostilité aux syndicats, aux médias et aux minorités, y compris celle constituée par les immigrants polynésiens de couleur* » (2). Son slogan était « *la Nouvelle-Zélande comme vous voulez vraiment qu'elle soit* ». Décrire, comme on l'a parfois fait, les neuf années qui suivirent comme « le règne de la terreur poujadiste » serait très exagéré. La période Muldoon fut cependant marquée par des attaques hystériques contre les éléments politiques hétérodoxes, les syndicalistes, les étudiants et les socialistes. Bien que les effectifs des groupes communistes soient squelettiques, la « peur des rouges » fit l'objet de campagnes orchestrées qui contribuèrent fortement au conformisme politique des Néo-Zélandais (3).

M. Muldoon put jouer sur le nationalisme et la crainte des désordres importés de l'étranger car les changements économiques et sociaux amorcés dans les années d'après-guerre étaient parvenus à maturité. En partie à cause de l'expérience du conflit mondial, la révolte contre les sentiments traditionnels de loyauté à l'égard de la Grande-Bretagne provoqua une poussée de nationalisme culturel. De nouvelles institutions devinrent les symboles du sentiment national, et les intellectuels relevèrent le défi d'élaborer une sensibilité néo-zélandaise et d'identifier leur peuple à son environnement géographique et à son histoire.

A partir des années 60, les immigrants, y compris les Rhodésiens et les Sud-Africains, apportèrent probablement avec eux des valeurs associées à leur refus des Noirs et, dans le cas des Britanniques, à la crainte du syndicalisme et au désir d'échapper aux contraintes pesant sur la libre entreprise. Au début des années 70, la Nouvelle-Zélande commença à perdre les marchés protégés de ses produits agricoles et vit son confortable niveau de vie menacé. Le nationalisme se transforma en « nativisme » *(nativism)*, au sens américain de rejet des influences étrangères par les descendants d'immigrants et, pendant presque dix ans, M. Muldoon en fut le chantre. Il perdit le pouvoir en 1984, en partie pour avoir mis en œuvre – sans se soucier d'idéologie – un dirigisme économique caractérisé par des interventions à grande échelle de l'Etat dans l'industrie et le commerce. Le Parti travailliste lui reprocha de s'être mis de manière excessive sous la coupe du capital étranger, avec pour conséquence un endettement massif de la Nouvelle-Zélande, et d'avoir trahi les idéaux nationalistes. Depuis cette date, c'est le gouvernement travailliste qui a fait déboucher le « nativisme », moyen de contrôle social interne, sur un chauvinisme dirigé contre la « menace nucléaire extérieure », et cela afin de préserver sa popularité.

Le courant d'opinion antinucléaire eut d'abord des origines commerciales. Les gouvernements de Wellington craignaient que les retombées des essais atomiques dans le Pacifique ne contaminassent les pâturages de leur pays. La Nouvelle-Zélande fut au premier rang des Etats qui insistèrent auprès de la France pour qu'elle se trouve d'autres sites pour ses expériences nucléaires et, en 1973, elle dépêcha une frégate dans la zone des essais. Le Parti travailliste se prononça alors pour une politique de dénucléarisation, dans le cadre d'un réexamen des questions de sécurité, à la lumière de l'expérience du Vietnam.

Une nation adulte

APRÈS des décennies de soutien à la politique américaine d'endiguement *(containment)* fondée sur l'idée que la Nouvelle-Zélande était un maillon dans une chaîne, la crise vietnamienne fut l'occasion d'un tournant décisif. Elle convainquit finalement les Néo-Zélandais que le communisme n'était pas monolithique, ce qui conféra de la respectabilité au PC prochinois. La « théorie des dominos » se révéla captieuse, et le comportement des Etats-Unis, dans un conflit où des forces néo-zélandaises étaient engagées, suscita une vague d'indignation morale. L'absence de toute menace stratégique explicite contre la Nouvelle-Zélande semblait rendre les dispositions de l'ANZUS moins pertinentes que par le passé. Certains secteurs de l'opinion jugeaient même ce traité inutilement dangereux dans l'atmosphère de confrontation entre superpuissances dont l'administration Reagan était tenue pour partiellement responsable (4).

La volonté de se désengager du dispositif de dissuasion nucléaire et les protestations contre les essais atomiques français provoquèrent une bouffée de chauvinisme et d'orgueil national. Les délégués au congrès du Parti travailliste de septembre 1985 furent ainsi harangués : « *Grâce à notre politique, nos concitoyens ont de nouvelles raisons de se sentir fiers d'être néo-zélandais. Nous nous comportons comme doit le faire une nation adulte, indépendante et fidèle à ses principes* (5). » Les Néo-Zélandais ont ainsi l'impression de compter plus qu'auparavant. Lors du débat sur le projet de loi de zone dénucléarisée, le vice-premier ministre fit valoir que « *les yeux du monde entier sont aujourd'hui fixés sur la Nouvelle-Zélande* (6) ». C'est pourtant contre ses propres inclinations que le premier ministre avait proposé une législation antinucléaire, d'ailleurs modifiée le 12 juin dernier « *pour en améliorer les termes* ». En vain, puisqu'après s'être entretenu le 27 juin à Manille avec M. Lange, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, officialisa la rupture entre les deux pays sur la question des bâtiments à propulsion ou à armement nucléaire (7).

Conscient de son impuissance à influer sur la politique française, M. Lange souhaite dédramatiser les relations entre les deux pays, la Nouvelle-Zélande ayant beaucoup à perdre en matière de débouchés commerciaux dans la Communauté économique européenne. En octobre 1985, il évoqua une nouvelle tactique pour éviter un durcissement français, en suggérant que les gouvernements opposés aux essais nucléaires en parlent moins fréquemment (8).

La situation de la Nouvelle-Calédonie (9) impose de toute manière une normalisation des relations entre Paris et Wellington. Comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande soutient l'évolution du Pacifique sud vers une indépendance complète, mais elle n'est guère désireuse de voir couler le sang ou de se trouver impliquée, même de loin, dans un processus d'instabilité persistante. La découverte, en décembre 1985, d'un stock d'armes à bord de l'*Ile-de-lumière*, ancré dans le port d'Auckland, a confirmé le sentiment que la Nouvelle-Zélande n'est pas une simple spectatrice des « jeux » français dans le Pacifique.

Malgré ses enjeux hautement symboliques, aussi bien à Paris qu'à Wellington, l'affaire Greenpeace (10) ne pouvait indéfiniment empoisonner les relations entre les deux capitales. M. Lange, préoccupé par ses prochaines échéances électorales, a dû naviguer entre deux écueils : la susceptibilité de son opinion, sûre de son bon droit et donc massivement hostile à l'élargissement des « Turenge », et les conséquences négatives des pressions économiques françaises déjà sensibles dans les relations bilatérales *(voir encadré)*, et qui pouvaient faire encore « plus mal » dans le cadre de la CEE.

En acceptant, conjointement avec M. Chirac, que M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, élabore un règlement « équitable » – et contraignant pour les deux parties – à l'affaire, M. Lange s'est provisoirement tiré d'une situation délicate. Quel sera le prix politique interne qu'il aura à payer ? Nul doute que le Parti nationaliste, qui l'accuse déjà de s'être « *lâchement aplati* » devant la France (11), n'exploite à fond le sentiment de frustration patriotique qu'engendrera fatalement le sentiment d'avoir reculé peu ou prou devant Paris.

Le caractère non idéologique des clivages politiques locaux fait que le chauvinisme demeurera, quoi qu'il arrive, une force avec laquelle il faudra compter en Nouvelle-Zélande (12). C'est une des ironies de l'histoire que deux concepts politiques nés en France, le poujadisme et le chauvinisme, trouvent une traduction aussi forte dans un pays opposé aux manifestations de la politique de sécurité des gouvernements français.

* Actuellement professeur à l'université de Southampton (Royaume-Uni), l'auteur a auparavant enseigné en Nouvelle-Zélande dans les universités d'Auckland et de Massey.

(1) Voir, de Peter Van Ness et Carolyn M. Stephenson, « La campagne antinucléaire dans le Pacifique sud place les Etats-Unis devant un choix critique », *le Monde diplomatique*, novembre 1985.

(2) *Guardian Weekly*, 8 janvier 1977.

(3) Michael Pugh, « New Zealand : the battle for the middle ground », *The World Today*, vol. 40, nº 7, p. 311.

(4) Congrès du Parti travailliste néo-zélandais, 10 septembre 1984 ; discours de M. Lange devant l'Oxford Union, 1er mars 1985.

(5) *New Zealand Herald*, Auckland, 2 septembre 1985.

(6) Geoffrey Palmer, *Parliamentary Debates*, Wellington, 10 septembre 1985.

(7) Voir *le Monde* 29-30 juin 1986.

(8) *Guardian*, Londres, 1er octobre 1985.

(9) Voir le dossier « Nouvelle-Calédonie, tardive et difficile transition », *le Monde diplomatique*, octobre 1985.

(10) A ce jour, la version la plus exhaustive et la plus documentée est celle de l'ouvrage récent de Xavier Luccioni, qui se lit comme un roman policier : *l'Affaire Greenpeace. Une guerre des médias*, Payot, Paris, 1986, 303 pages, 99 F.

(11) *Le Monde*, 21 juin 1986.

(12) Voir, de Joël Bonnemaison, « Là-bas, à l'ouest de l'Occident : l'Australie et la Nouvelle-Zélande », *Hérodote*, nº 40, 1er trimestre 1986.

Paris et Wellington : des « amis » qui s'ignorent

Des pays politiquement « amis », au sein du monde occidental, mais qui s'ignorent largement : il aura fallu attendre 1983 pour qu'un ministre français, M. Claude Cheysson, se rende pour la première fois en Nouvelle-Zélande. Pourtant, dans la mesure où la France se veut une puissance du Pacifique, elle devra compter avec la Nouvelle-Zélande, bien au-delà des échanges économiques. A cet égard, le commerce extérieur français avec Wellington est très déséquilibré, puisque, en 1985, Paris a importé 1 350 millions de francs de produits néo-zélandais et n'en a exporté que 634. Les séquelles du conflit né du sabotage du *Rainbow-Warrior* se sont fait immédiatement sentir puisque, pendant les quatre premiers mois de 1986, Paris n'a acheté que 369 millions de francs de produits (contre 577 pendant la période correspondante de 1985), mais en a néanmoins exporté 216, soit 23 millions de plus que l'année précédente. En tout, la part de la France dans les importations de la Nouvelle-Zélande atteignait seulement 1,3 % en 1985.

La persistance d'un solde négatif du commerce extérieur français (indépendamment des moyens dont Paris dispose dans les mécanismes de décision de la CEE) a favorisé les pressions sur Wellington. Cette partie de bras de fer économico-politique n'est cependant pas de nature à réduire une incompréhension réciproque dans laquelle les facteurs culturels et l'éloignement géographique sont déterminants, et dont l'affaire Greenpeace n'a peut-être été qu'un symptôme plus voyant que d'autres.

B. C.

CORRESPONDANCE

Les aborigènes d'Australie

Dans le Monde diplomatique *de décembre 1985, une note de lecture consacrée à un ouvrage allemand sur la situation des aborigènes d'Australie nous a valu, de la part de l'ambassade d'Australie à Paris, la lettre suivante :*

S'ils ont été, par le passé, l'objet de mauvais traitements, les aborigènes sont, depuis ces dernières années, considérés par les autorités australiennes avec tout le respect qui leur est dû, et ne sont nullement menacés d'extinction. A l'heure actuelle, ils sont environ cent soixante mille, soit 1 % de la population de l'Australie, mais possèdent, de plein droit, pas moins de 10 % de la superficie du pays, soit environ une fois et demie la France métropolitaine.

En ce qui concerne l'exploitation du sous-sol, les aborigènes perçoivent des royalties de la part des sociétés minières. De plus, toute exploitation ne peut être commencée qu'à l'issue d'une consultation avec les aborigènes propriétaires du terrain.

D'autre part, si les problèmes d'« intégration » existent, les autorités fédérales en sont pleinement conscientes, et tentent d'y remédier au mieux par l'intermédiaire d'organismes où les aborigènes sont largement représentés.

AU LENDEMAIN D'ÉLECTIONS CHÈREMENT DISPUTÉES

République dominicaine : la porte à droite

Par notre envoyée spéciale FRANÇOISE BARTHÉLÉMY



(Associated Press)

LE LABORIEUX ACCORD ENTRE MM. BALAGUER ET MAJLUTA
Un succès des pressions de l'ambassade américaine à Saint-Domingue

NOSTALGIE du temps passé où la vie dans la République dominicaine semblait moins rude. *« Avec Balaguer, le peuple aura à manger »* : le slogan a fini par faire mouche. Voici de retour l'ancien président Joaquin Balaguer (1966-1978), cet octogénaire cultivé qui occupa jadis d'éminentes fonctions sous la dictature de Rafael Leonidas Trujillo. Il est aveugle, malade et ne s'en cache point : *« Vu mon grand âge et mes infirmités, vous vous doutez que, si je me représente, c'est uniquement par sens du devoir national »,* nous avait-il confié avec un mince filet de voix, assis au centre d'une bibliothèque où portraits et photos (Francisco Franco, Richard Nixon, Jean-Claude Duvalier, Tchiang Kaï-chek, entre autres) attirent l'œil. Sans s'inquiéter de son état physique, 41,56 % des Dominicains ont mis leur confiance en lui, l'éternel candidat du Parti réformiste social-chrétien, le PRSC, conservateur, membre de l'Internationale démocrate-chrétienne. Dans un but bien précis : redresser la barre en cette heure de crise économique et sociale aiguë. N'est-il pas resté dans bien des mémoires comme le « grand bâtisseur », celui qui fit construire par tout le pays barrages, autoroutes, « multifamiliares » (sortes d'HLM), immeubles cossus pour la classe moyenne, ponts, écoles, hôpitaux, jardins publics ; celui qui fit de la capitale, Saint-Domingue, un centre urbain moderne, et qui lança aussi, pour les paysans de l'intérieur, sa plus grosse clientèle, une timide réforme agraire ?

Oui, disent ses adversaires, mais il bénéficiait alors d'une bonne conjoncture extérieure, le sucre se vendait bien, et, la croissance, il l'a obtenue en violant les droits de l'homme, en violant la Constitution de la République, en accordant des privilèges exorbitants au haut commandement militaire, en laissant s'enrichir indûment quelques centaines d'arrivistes.

Discorde au sein du « Parti de l'espoir »

C'EST vrai. C'est tellement vrai que l'aspiration à la vie démocratique, aux libertés d'expression, de réunion, de protestation, à plus d'égalité, fut la cause première de la victoire du Parti révolutionnaire dominicain (PRD, social-démocrate), d'abord en 1978, puis en 1982 (1). Seulement il vient de perdre, d'un cheveu d'ailleurs, les élections du 16 mai 1986, au cours desquelles 3 millions de citoyens devaient élire un président et un vice-président, 30 sénateurs, 120 députés, 98 maires et conseillers municipaux. Avec quel dépit, quelle rage, le candidat du PRD, M. Jacobo Majluta (cinquante et un ans), battu par une marge très étroite (il a recueilli 39,46 % des suffrages) a-t-il dû finalement, après avoir provoqué pendant quelques jours une véritable crise électorale en réclamant un nouveau décompte des voix, s'incliner devant le patriarche aveugle !

Certes, celui-ci s'est montré habile en choisissant comme coéquipier à la présidence M. Carlos Morales Troncoso, quarante-cinq ans, ingénieur de son métier et patron (*« aimé et respecté »,* affirment les responsables du syndicat maison) de la Central Romana Corporation, l'ancien Gulf and Western (2), immense entreprise sucrière, hôtelière, agro-industrielle, qui emploie quelque cinquante mille personnes. Pourquoi habile ? D'abord parce que ce digne descendant des familles les plus huppées de l'oligarchie traditionnelle, qui était aussi vice-président du Conseil interaméricain du commerce et de la production (CICYP), a tout pour tranquilliser les Etats-Unis, dont on connaît le soin jaloux qu'ils mettent – aujourd'hui comme en 1965 – à assurer la *« stabilité démocratique »* dans cette île à qui la géographie donne une position stratégique singulière.

Ensuite parce que ce technocrate, jusqu'ici non ouvertement mêlé aux jeux politiciens, donne une image de compétence, d'efficacité et, surtout, d'intégrité. Milliardaire, mais réputé honnête, ce qui n'est pas le cas de M. Majluta. Aussi bien, les réformistes ont-ils axé leur campagne sur la corruption qui gangrène, selon eux, l'appareil d'Etat depuis que le PRD est aux affaires.

Mais suffit-il de chercher dans l'habileté du rusé Balaguer l'explication de la défaite subie par le parti au pouvoir, et déjà bien usé, alors que certains lui prédisaient l'avenir hégémonique du PRI mexicain ? Non, évidemment. Le PRD paye avant tout les fruits de sa gestion droitière – le désenchantement populaire est immense – et de ses divisions internes.

Le *« licenciado »* Majluta – le titre, assez vague, ne recouvre en fait qu'un modeste diplôme de comptable – n'est apparu à aucun moment, lors de la campagne présidentielle, comme un défenseur d'idées, un porteur de programme. N'ayant à la bouche que l'appel à la production et à la productivité, formule magique, se définissant lui-même comme un « bolide sans frein », *(un carro sin freno),* il roulait pour satisfaire ses ambitions personnelles, démesurées. Trait révélateur : les immenses panneaux publicitaires où s'étalait son visage ne portaient pratiquement jamais le sigle du PRD. Et pour cause. Cette candidature a fait l'objet de disputes acharnées, mettant aux prises les trois tendances qui ont déchiré pendant les dernières années le « Parti de l'espoir », dont le symbole est une torche blanche éclairant la route à suivre : la « Tendance » du président sortant, M. Salvador Jorge Blanco, juriste de renom qui avait mis naguère son talent au service de la défense des prisonniers politiques ; le « Bloc institutionnel », aile gauche animée par M. José Francisco Peña Gomez, leader jouissant non seulement d'une réelle assise populaire dans son propre pays, mais aussi d'un rang sur la scène internationale, en sa qualité de vice-président de l'Internationale socialiste, où il soutient des thèses progressistes, par exemple à propos du Nicaragua sandiniste ; enfin la « Structure », une machine montée en 1983 par les partisans de M. Majluta en vue de le propulser au pouvoir, et qui s'est convertie en parti légal, affilié à l'Internationale libérale.

« Cela ne vous gêne-t-il pas d'être appuyé à la fois par deux formations – le PRD et la Structure – qui se réclament de pensées fort différentes ? », demandions-nous à M. Jacobo Majluta tandis que, dans son confortable *mobil-home,* il parcourait les routes de l'Est – Hato Mayor, El Sibao, Higüey –, au retour d'une tournée aux Etats-Unis, où il s'était notamment montré avec la communauté des exilés cubains de Floride. *« Absolument pas,* avait-il répondu, un sourire aux lèvres ; *des gens aux opinions diverses se rassemblent derrière moi, je n'y suis pour rien. »* Le caractère pragmatique du personnage éclate là.

En fait, tous les moyens lui ont été bons pour évincer de la course le chef « naturel » du PRD, M. Peña Gomez, dès lors que ce dernier, après avoir consacré vingt ans de sa vie aux tâches militantes et s'être attelé depuis 1982 à remplir la charge ingrate de maire de Saint-Domingue, avait annoncé à la fin de l'année 1984 ses intentions de briguer la présidence. D'origine haïtienne, ce qui constitue un handicap dans cette nation où les mulâtres sont en majorité, il aurait rompu la tradition selon laquelle le pays est régulièrement gouverné par des Blancs, bien que ceux-ci ne représentent que 15 % de la population. Dans son entreprise, il était à moitié épaulé par le président Blanco, avec la gestion duquel il s'était solidarisé, mettant fin ainsi au rituel du « démarquage » entre le parti et l'Etat (3).

Cette décision soulevait malaise et inquiétude à Washington. C'est l'une des raisons pour lesquelles fut dépêché sur place un ambassadeur « musclé », M. Lowell Kilday. Lorsqu'en novembre 1985 se tient la convention nationale du PRD, à l'hôtel Concorde, un des plus beaux de la capitale, des gangs font irruption parmi les délégués et, par leurs tirs de revolver, empêchent un décompte serein des votes. Etranges élections primaires, à l'issue desquelles les deux rivaux s'abreuvèrent d'insultes, et prétendirent tous deux avoir gagné... Rien n'a pu cicatriser les effets désastreux du *concordazo,* même si, en février 1986, un « pacte de l'union » tenta de rétablir une unité de façade. M. Majluta fut choisi pour briguer la présidence, et on décida que les dirigeants des trois courants désigneraient chacun leurs candidats sur les listes à pourvoir, en proportion de leur influence respective. Ce compromis a entraîné un désarroi sensible à la base du PRD : quelque 350 000 adhérents regroupés dans 15 000 comités populaires.

Désarroi doublé de colère face à la pratique non de la démocratie, mais de la *dedocracia* (art de désigner du doigt), dont un exemple nous fut donné lors de la convention extrêmement houleuse qui se déroula, le 26 mars 1986, à Santiago-de-los-Caballeros. Les entrepreneurs, commerçants et gros propriétaires terriens constituent dans cette ville un groupe de pression très influent sur la vie politique à l'échelle nationale. Que se passa-t-il alors ? Les militants, surexcités par l'attente, scandaient avec ferveur le nom du maire de leur choix, M. Victor Méndez, homme simple, apprécié parce qu'il avait déjà fait ses preuves. Or tout s'était déjà joué dans leur dos. M. Majluta, sous l'emprise du clan des Guzman (4), avait résolu de à proposer pour ce poste un industriel, M. Miguel Tallaj. Résultat de cette « cuisine » : le PRD est aujourd'hui en chute libre dans toutes ses forteresses : district national, la Romana, San-Pedro-de-Macoris, Barahona.

Révolte contre le FMI

AU dégoût ressenti à la vue des luttes fratricides, s'est ajoutée la montée d'un formidable mécontentement parmi l'électorat des sociaux-démocrates, composé surtout des habitants des villes. Où était le progrès dans les conditions de vie, tant promis après la phase de « consolidation de la

(1) Le 16 mai 1982, le PRD obtint pour la première fois le contrôle conjoint des trois pouvoirs avec M. Blanco comme chef de l'exécutif, 17 des 27 sénateurs, 62 des 120 députés du pouvoir législatif (qui désigne les juges).

(2) Après qu'elle eut réalisé depuis 1967 d'excellents bénéfices en République dominicaine – où elle possédait dans la région Est un empire de près de 200 000 hectares – la transnationale Gulf and Western décida, en juillet 1984, de vendre ses propriétés. Une grande partie du capital passa aux mains d'une famille de Cubains exilés en Floride, les frères Fanjul, tandis qu'une autre était rachetée par des Dominicains fortunés, dont M. Carlos Morales Troncoso.

(3) Cf. Bernard Cassen, « la République dominicaine à la recherche d'un pacte social », *le Monde diplomatique,* mai 1983.

(4) Antonio Guzman, grand propriétaire foncier qui avait accédé à la présidence de la République en 1978, se suicida le 3 juillet 1982 d'une balle dans la tête. Il aurait été conduit à ce geste par le comportement scandaleux de certains de ses proches, ainsi que par celui de hauts fonctionnaires (douanes, loterie nationale, Institut dominicain de l'assurance sociale, travaux publics, Institut de stabilisation des prix, etc.) qui expatriaient vers des banques étrangères des millions de dollars dérobés au Trésor public. Aujourd'hui, son épouse, et plus encore sa fille Sonia Guzman, cherchent à peser d'une certaine manière sur la vie politique.

Chronologie

1492 : Découverte par Christophe Colomb de la « Hispaniola », puis arrivée d'une expédition qui marque le début de la colonisation espagnole en Amérique. Fondation de Santo-Domingo quelques années plus tard, sur la rive du fleuve Ozama. La population indigène est exterminée et remplacée par les esclaves noirs transportés d'Afrique.

1515 : La production du sucre se développe, tandis que se constituent d'immenses troupeaux, parfois sur des terres totalement inhabitées.

1630 : Une centaine de Français accostent sur la côte ouest. Ils formeront diverses « sociétés » : boucaniers, flibustiers, « habitants » ou cultivateurs. Ces derniers se multiplient et construisent des villes importantes, parmi lesquelles Cap-Français, actuellement Cap-Haïtien.

1697 : Traité de Ryswick qui met fin à la guerre entre l'Espagne et la France ; celle-ci se voit reconnaître le droit de se maintenir dans sa colonie de Haïti.

1795 : Par le traité de Bâle, l'Espagne cède à la France la partie orientale de l'île.

1804 : Proclamation de la République de Haïti, née de la grande insurrection des esclaves conduits par Toussaint Louverture deux années plus tôt.

1822 : Début de l'occupation haïtienne dans la partie espagnole de l'île.

1844 : Etablissement de la République dominicaine, fruit de l'activité politique menée secrètement par des jeunes gens de la petite bourgeoisie, sous la direction de Juan Pablo Duarte. Les Dominicains feront face, par la suite, à plusieurs invasions haïtiennes.

1916 : Les guerres civiles engendrées par l'assassinat, en 1899, du dictateur Ulises Heureaux, amènent l'intervention de l'infanterie de marine des Etats-Unis. Cette occupation a pour principal but l'achat de terres destinées à la culture de la canne à sucre.

1924 : Les premières élections démocratiques portent à la tête de l'Etat Horacio Vasquez.

1930 : Coup d'Etat du chef de l'armée, le général Rafael Leonidas Trujillo. Mis en coupe réglée, le pays va vivre trente ans de terreur.

1961 : Exécution de Trujillo par des opposants. Son vice-président, M. Joaquin Balaguer, lui succède.

1962 : M. Juan Bosch, président du Parti révolutionnaire dominicain (PRD), est élu président de la République après vingt-quatre années d'exil.

1963 : Renversement du président Juan Bosch par un coup d'Etat militaire.

1965 : Une fraction de l'armée, soutenue par les secteurs populaires de la capitale, exige que soit rétabli l'ordre constitutionnel. La « Révolution d'avril » sera le prétexte d'une intervention américaine ordonnée par le président Lyndon Johnson au nom du « danger » communiste.

1966-1978 : Régime autoritaire du président élu, M. Joaquin Balaguer.

1978 : Victoire aux élections présidentielles d'Antonio Guzman, candidat du PRD, parti que M. Juan Bosch avait quitté en 1973 pour fonder le Parti de la libération dominicaine (PLD).

1982 : Suicide d'Antonio Guzman. Après s'être démarqué de la gestion de son prédécesseur, le candidat du PRD, M. Salvador Jorge Blanco, est élu à la présidence.

Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André FONTAINE, directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS

Imprimerie du « Monde » 7, rue des Italiens 75009 PARIS
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 438
ISSN : 0026 - 9395.
A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.

démocratie politique » ? Le chômage a atteint des proportions dramatiques. La baisse du pouvoir d'achat, mal compensée par une augmentation en 1985 du salaire minimum (250 pesos, soit environ 80 dollars), frappe les travailleurs et les pauvres sans travail, principales victimes des mesures d'austérité imposées par le Fonds monétaire international. Dans le même temps, les riches, phénomène bien connu en Amérique latine et ailleurs, continuent de placer leurs capitaux à l'abri. Hors du circuit légal des banques, se développe un réseau de spéculateurs qui prêtent l'argent au prix fort. L'activité locale, dit-on, la plus florissante.

Quand le président Blanco prit ses fonctions, le 16 août 1982, il mit sur pied un « gouvernement de concentration nationale » destiné, en principe, à s'attaquer aux maux du plus grand nombre. Il héritait cependant d'une situation économique mauvaise, marquée par le déclin des cours du sucre et la stagnation du secteur minier. Les dépenses de l'Etat, premier propriétaire terrien et premier employeur du pays depuis que le patrimoine du dictateur Trujillo a été transféré à la collectivité, s'étaient exagérément gonflées par le jeu du clientélisme et de la corruption généralisée. Réduire les dépenses publiques fut l'une des premières conditions posées par le FMI pour que la République dominicaine obtienne les crédits qui lui permettraient de rembourser aux banques étrangères les dettes en retard (la dette extérieure totale était alors de 2,4 milliards de dollars).

Désormais les experts du Fonds participent étroitement à l'élaboration d'une politique économique (5) dont l'aspect le plus spectaculaire sera, pendant la semaine de Pâques, en avril 1984, l'augmentation de 200 à 300 % des prix des aliments de première nécessité tels que le pain. Du 23 au 26 avril, les sanglantes émeutes de la faim se soldent par une centaine de morts, des centaines de blessés, plus de quatre mille arrestations. *« La situation devenait dangereuse,* dit à ce sujet M. Blanco. *La police était impuissante à contenir des débordements spontanés qui constituent une atteinte à l'ordre public et à la propriété privée. Les dirigeants du PRD m'ont eux-mêmes demandé de faire intervenir l'armée, bien que, parmi les victimes, beaucoup de nos militants tombèrent. Un triste épisode. Aujourd'hui, grâce à une politique fiscale et monétaire rigoureuse, nos objectifs d'assainissement sont remplis : une inflation ralentie, un taux de change peso-dollar plus avantageux, une balance des paiements en nette amélioration pour 1985, une mise à jour dans le paiement de la dette externe. La croissance va pouvoir reprendre. »*



(P. Durand-Sipa)

APRÈS LES ÉMEUTES DE LA FAIM D'AVRIL 1984
Un profond mécontentement populaire qui a coûté la victoire au PRD

Des facteurs extérieurs favorisent la reprise : chute des prix du pétrole, baisse des taux d'intérêt, tendance à la hausse pour certains produits d'exportation, perspectives ouvertes pour l'agro-industrie, l'électronique, les industries d'assemblage, essor des zones franches (6). La République dominicaine est depuis deux ans la cible privilégiée de l'Initiative pour le bassin des Caraïbes, lancée par le président Ronald Reagan, plan aux effets par ailleurs très discutés (7). Cela dit, ce n'est sûrement pas l'afflux des capitaux étrangers — déjà largement présents — qui va résoudre les problèmes de fond causés par le sous-développement et la dépendance. Or ni le PRSC ni le PRD n'ont envisagé de réformes structurelles, dans ce pays agricole où deux cents propriétaires occupent un tiers des terres et où les petits paysans — dont deux cent mille se contentent de 12,5 % de la surface cultivée — alimentent l'exode vers des villes saturées. Comment le prochain gouvernement compte-t-il résoudre la très épineuse question du sucre (33 % des recettes en devises à l'heure actuelle), produit frappé non seulement par l'effondrement des cours mais aussi par la réduction des quotas décidée par les Etats-Unis — le « marché préférentiel », — laquelle entraînera, pour la période 1985-1986, un manque à gagner de 100 millions de dollars ?

De plus, cette année, la *zafra* (récolte de la canne, de novembre à mai) risque d'être catastrophique. Avant de partir vers son exil doré en France, le dictateur Jean-Claude Duvalier a empoché les 2 300 000 dollars que lui a versés le Conseil d'Etat du sucre — une entreprise déficitaire — pour les frais d'embauche des vingt mille *braceros* haïtiens qui venaient traditionnellement vendre leurs bras d'esclaves dans les *bateyes*, les usines-plantations (8). La « marchandise » s'est rebellée. *« Cé dominiken ki pou koupé kanne »,* lit-on sur les murs de Port-au-Prince. Le gouvernement de M. Blanco, devant la difficulté de trouver de la main-d'oeuvre locale volontaire, a envoyé aux champs soldats, policiers, fonctionnaires, tout en réquisitionnant de force une partie de la minorité haïtienne vivant sur place (plus de quatre cent mille personnes, souvent sans papiers d'identité), ainsi que des chômeurs dominicains. L'Eglise, par la voix de l'archevêque de Saint-Domingue, Mgr Nicolas-de-Jesus Lopez Rodriguez, des groupes de prêtres, les milieux syndicaux, les partis de gauche, ont dénoncé les rafles, les traitements inhumains, les salaires dérisoires. Un sujet tabou pour les porte-parole des milieux d'affaires, alarmés par l'effervescence populaire qui règne aujourd'hui en Haïti et qui pourrait devenir contagieuse.

« Je m'appelle Miguel, j'ai vingt ans. Mon métier ? « Chiripero », *c'est-à-dire que je fais des petits boulots de dépannage, par-ci par-là. Le quartier est en grève parce qu'on en a assez de voir qu'à l'épicerie les prix augmentent, que la rue n'est pas asphaltée — quand il pleut à verse, on a bien du mal à revenir dans la baraque, — que l'eau et l'électricité sont coupées sans arrêt. J'avais voté la dernière fois pour le PRD — le maire nous a tout de même construit un terrain de sport — mais ce coup-ci je change, je choisis le Parti de la libération dominicaine, le PLD. Peut-être qu'il améliorera les choses. »* Propos recueillis lors d'une rencontre de hasard, sur un pas de porte, dans le faubourg des Guandules, qui, cependant, n'est pas le plus mal loti parmi la vaste « ceinture de misère » de la capitale. A une demi-heure en voiture du centre historique colonial où se dresse, comme un cri, la figure révoltée, levée vers le ciel, la noire statue de Bartolomé de Las Casas.

M. Juan Bosch, dont le nom est indissolublement attaché à la résistance populaire que souleva dans l'île, en avril 1965, l'invasion de plus de vingt mille *marines,* fut l'un des principaux fondateurs du PRD ; il l'abandonna pour fonder, en 1973, le Parti de la libération dominicaine (9). Ami de M. Fidel Castro, remarquable écrivain et essayiste, il donne encore à soixante-seize ans une vive impression d'énergie et de droiture. *« Il n'a pas tué, il n'a pas volé »,* proclamaient fièrement les affiches où il apparaissait la tête haute.

C'est en grande partie à cause de son charisme que le PLD est en constante et spectaculaire progression : de 1,1 % des suffrages en 1978, il passe à 9,8 % en 1982, et en arrache aujourd'hui près de 19 %, rappelant d'une certaine manière la percée du Front élargi en Uruguay, celle de la Gauche unie au Pérou ou des forces de gauche en Equateur. D'une part, il brise le jugement fataliste - martelé par ses adversaires — en vertu duquel un tel parti ne constituerait jamais une alternative sérieuse, son succès attirant immédiatement les foudres du grand voisin. D'autre part, il casse le schéma bipartiste qui caractérisait, il y a huit ans seulement, le paysage politique *(voir le tableau ci-dessous).* On s'explique dès lors pourquoi de brillantes personnalités de gauche, comme M. Rafael (Fafa) Taveras, chef du Bloc socialiste, ont conseillé de voter pour lui.

« Les raisons de notre renforcement », nous expliquait M. Juan Bosch entre deux meetings à l'intérieur du pays, *« tiennent naturellement aux calamités que le PRD a signifiées pour le peuple. Rien qu'en éliminant le vol et la concussion, on obtiendrait ici des prodiges, par exemple en mettant en valeur nos ressources énergétiques. Mais la force de notre mouvement repose aussi sur l'éthique, l'organisation, la discipline de ses membres, conscients qu'il leur faut mériter le titre d'avant-garde. »*

Un gouvernement de cohabitation

EN tout cas, le PLD, dont les représentants à la Chambre feront la balance entre les deux grands partis, bénéficiera sans doute à l'avenir des luttes de tendances qui vont resurgir violemment à l'intérieur d'un PRD affaibli par sa défaite, et où l'engagement passé entre M. Balaguer et M. Majluta d'établir un « gouvernement d'unité nationale » — la cohabitation, en quelque sorte, — risque de susciter d'importants remous, voire une division.

Quelles répercussions auront les retrouvailles entre M. Juan Bosch et M. Paña Gomez, qui eurent lieu le 6 mars 1986, après treize années de brouille et de dures polémiques ? S'il est difficile de prévoir quoi que ce soit à ce sujet, on s'attend en revanche que l'élection du « docteur » Balaguer réveille les milieux syndicaux et les pousse à l'action concertée, de même que les petites formations d'extrême gauche, à la fois unies et désunies (10). Car l'austérité reste à l'ordre du jour, maintenant que s'est tari le flot des promesses offertes à bon marché au cours d'une campagne particulièrement pauvre en idées, mais où, selon la tradition, le sang a coulé (une dizaine de morts). *« Les représentants de l'oligarchie montent directement au créneau en vue d'influer sur la scène politique »,* estime M. Narciso Isa Conde, candidat présidentiel du Parti communiste dominicain (PCD, 0,023 % lors du dernier scrutin). *« On a assisté à une véritable concurrence entre le PRD et le PRSC pour s'attirer les bonnes grâces des groupes ultra-conservateurs, soutenus par l'exil cubain de Miami, lequel trempe dans un gigantesque trafic de drogue où notre pays se trouve impliqué. »*

La drogue (trafic, mais aussi consommation locale) préoccupe en effet les autorités. Le ministre des affaires étrangères, M. José Augusto Vega Imbert, a signé le 2 avril 1986 avec son homologue colombien un accord d'extradition des mafiosi. D'autres points de convergence sont apparus entre les pays de la région, notamment l'appui de la République dominicaine au groupe de Contadora et à son travail en faveur de la paix en Amérique centrale. Certes les relations avec Cuba ne sont pas renouées, la mer des Antilles restant plus que jamais sous haute surveillance, comme en témoignent les récentes manœuvres militaires « Ocean Venture 86 », au cours desquelles dix mille soldats nord-américains, ainsi qu'une centaine d'hommes de troupe venus des îles caraïbes et du Royaume-Uni, ont simulé l'écrasement d'une tentative de putsch à La Grenade.

FRANÇOISE BARTHÉLÉMY.

Points de repère

POPULATION : 6 416 000 habitants. Nombreuse colonie aux Etats-Unis et à Porto-Rico.
SURFACE : 48 400 km².
CAPITALE : Saint-Domingue. 30 % de l'électorat se concentre dans le district national.
LANGUE : espagnol.
PRINCIPALES RESSOURCES : agriculture (sucre, café, cacao, tabac), mines (ferro-nickel, or, argent), tourisme.
PRODUIT NATIONAL BRUT : 7,9 milliards de dollars (1983).
TAUX DE CROISSANCE DU PNB : – 0,6 % en 1984, – 2 % en 1985.
CHOMAGE : 29,8 % de la population active (chiffres officiels).
SALAIRE MINIMUM : 250 pesos (1 dollar = 3,02 pesos depuis octobre 1985).
DETTE EXTÉRIEURE TOTALE : 3,6 milliards de dollars. Le service de la dette absorbait 39,8 % de la valeur des exportations fin 1984.

TROIS SCRUTINS, OU LA RUPTURE DU BIPARTISME

	1978		1982		1986	
	Voix	%	Voix	%	Voix	%
Parti de la révolution dominicaine (PRD)	856 000	51,6	854 000	46	815 000	39,46
Parti réformiste social-chrétien (PRSC)	698 000	42,1	669 000	36,5	858 000	41,56
Parti de la libération dominicaine (PLD)	18 000	1,1	179 000	9,6	381 000	18,37
Inscrits	2 200 000		2 600 000		3 040 000	
Abstentions		24		29,6		27,8

(5) Cf. Daniel Van Eeuwen, « République dominicaine : premier bilan du mandat présidentiel de Salvador Jorge Blanco », *Problèmes d'Amérique latine,* nº 71, 1er trimestre 1984, la Documentation française, Paris.

(6) Cf. Jean-Marie Burgaud, « The New Caribbean Deal, a 5 Years Perspective », *Special Report,* Economist Intelligence Unit, Londres, avril 1986.

(7) Lire, dans *la Tribune de l'économie,* « les Caraïbes sont déçues par les Etats-Unis », 1er mars 1986, et « le Plan Reagan pour la Caraïbe », 16 avril 1986.

(8) Maurice Lemoine, *Sucre amer : esclaves d'aujourd'hui dans les Caraïbes,* éditions Encre, Paris, 1981 ; Leslie Péan, « A l'ombre de la République dominicaine, l'alliance hégémonique insulaire », *le Monde diplomatique,* août 1982.

(9) Dans un de ses derniers ouvrages, *Capitalismo, democracia y liberacion nacional,* Alfa y Omega, Saint-Domingue, 1984, M. Juan Bosch donne des clefs pour comprendre la stratégie du PLD, en répondant notamment aux accusations du Parti communiste dominicain.

(10) Le syndicalisme se fractionne en sept ou huit centrales, dont deux importantes, et ne rassemble guère plus de 15 % de la classe ouvrière. Quant aux deux piliers du Front de la gauche dominicaine (FID, créé en 1983), le Parti communiste dominicain et le Bloc socialiste, ils n'ont pu dégager une plate-forme commune avant l'échéance électorale.

ÉVITER LA CONTAGION DU « MAUVAIS EXEMPLE » BRÉSILIEN

L'offensive des Etats-Unis contre l'informatique latino-américaine

(Suite de la première page.)

Cinq accords sont alors signés. Cinq sociétés, spécialisées sur un segment du marché, voient donc le jour avec l'aide, au départ, de partenaires étrangers (1) qui apportent les licences et le savoir-faire, et surtout participent à la construction d'usines sur place. La même démarche sera adoptée dans le domaine des périphériques, où cinq sociétés locales travaillent sur licence étrangère. Cette politique volontariste est coordonnée, depuis 1979, par un organisme, le *Secretaria Especial de Informatica* (SEI), rattaché en 1984 au ministère de la science et de la technologie.

Aujourd'hui, la marché brésilien de l'informatique est divisé en deux secteurs : du micro au moyen ordinateur, en passant par les périphériques ; les grands et très grands ordinateurs. Le premier est strictement réservé aux compagnies brésiliennes nées des « joint ventures ». Les importations y sont pratiquement exclues. Le second, dit « ouvert », est surtout pris en charge par IBM, Burroughs et ABC-Bull. Les importations y sont contrôlées et doivent faire l'objet d'un accord des autorités brésiliennes.

Une industrie qui exporte

QUELQUES jours avant l'élection de Tancredo Neves, le 3 octobre 1984, le Parlement brésilien vote, à l'unanimité, une loi sur l'informatique qui renforce les pratiques protectionnistes en vigueur depuis 1975. Jusqu'alors, on considérait comme brésilienne une société dont le capital était, pour plus de 50 %, brésilien. Aux termes de la loi de 1984, il faut désormais que la totalité du capital votant soit brésilienne. Si les sociétés locales qui fabriquent les micro et mini-ordinateurs ont gardé des liens technologiques avec leurs bailleurs de licence, elles n'ont plus avec eux aucune liaison financière. Pour développer une informatisation qui bénéficie à son industrie nationale naissante, le SEI a favorisé l'implantation de réseaux d'informatique distribuée dans les administrations et les grandes sociétés, de préférence à une informatique centralisée à base de grand ordinateurs. Pour ses réseaux informatiques, le Congrès brésilien a adopté, il y a six mois, la norme internationale OSI, au grand dam d'IBM qui défendait sa norme SNA.

En 1984, IBM contrôle 70 % du marché ouvert, Burroughs 18 %. Ces deux fabricants ont des filiales et des usines locales : depuis trente-cinq ans pour IBM et vingt-deux ans pour Burroughs. Un troisième groupe tente de s'insérer entre les deux : ABC-Bull. La société française, installée depuis très longtemps au Brésil, n'y occupait qu'une place marginale. En 1983, elle a signé un accord avec le groupe brésilien privé ABC, vaste conglomérat (210 millions de dollars de chiffre d'affaires) qui a des activités dans l'électronique, les transports, l'agriculture. Bull a d'abord cédé la licence de ses mini-ordinateurs, qui sont maintenant montés sur place par une filiale à 100 % d'ABC. Une filiale commune a ensuite été créée sur les grands ordinateurs, qu'elle commence à assembler. La majorité du capital votant est dans les mains d'ABC, mais le management est sous le contrôle de Bull. En un an, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 25 millions de dollars et fait passer sa part sur le marché ouvert de 5,3 % à 6,3 % (2).

C'est encore peu par rapport à IBM, mais la firme américaine a réagi d'autant plus vivement que la coopération entre ABC et Bull peut donner des idées à d'autres entreprises. Ainsi, une des sociétés brésiliennes de mini-informatique négocie avec Fujitsu pour examiner les conditions de fabrication de grands ordinateurs compatibles IBM. La multinationale peut également craindre que le gouvernement ne lui demande de transférer certaines de ses technologies, voire d'accueillir du capital local dans sa filiale. Bref, elle ne voudrait pas que le nationalisme brésilien en matière de micro et mini-ordinateurs gagne la grande informatique.

Cette politique nationale brésilienne a eu d'incontestables résultats. En 1980, sur un parc installé de 1,6 milliard de dollars, la production locale n'entrait que pour 7 %. En 1984, pour un parc de 4,3 milliards de dollars, la part des constructeurs nationaux est passée à 25 % *(voir tableau ci-dessous)*. La balance commerciale du secteur informatique est certes déficitaire de 100 millions de dollars, mais le Brésil est devenu exportateur de micro et mini-ordinateurs. En 1984, il en a vendu à l'étranger pour 250 millions de dollars. A l'image de ses industries d'armement et d'aéronautique *(voir l'encadré en bas de page)*, l'informatique brésilienne va devenir peu à peu un concurrent avec lequel les Occidentaux devront compter sur les marchés tiers.

Cette stratégie volontariste et nationaliste présente cependant des inconvénients. Le contrôle très strict des importations (qui répond aussi à la nécessité de dégager des soldes commerciaux pour rembourser la dette extérieure) bloque le développement de certains secteurs économiques, en ne leur permettant pas de bénéficier à temps des technologies les plus modernes.

Les responsables brésiliens de la politique informatique semblent avoir pris conscience du phénomène. Ils ont ainsi modifié un projet de loi sur les logiciels. Ce texte, qui devrait être adopté prochainement, autorisera la création de sociétés à capital mixte, brésilien et étranger. Cette disposition pourrait être étendue par la suite – après les élections de 1987 – à d'autres créneaux du marché de l'informatique, notamment à toutes les applications liées aux télécommunications.

Les pressions des Etats-Unis et d'IBM se sont ouvertement exercées, le 26 mai dernier, lors du voyage-éclair à Brasilia du sous-secrétaire d'Etat américain, M. John Whitehead. Elles se sont poursuivies dans le cadre de la Banque mondiale où Washington, qui avait vainement tenté de bloquer un prêt de 500 millions de dollars pour le développement hydroélectrique du Brésil, a néanmoins réussi à retarder le vote sur un autre prêt, de 450 millions de dollars celui-là, destiné à des projets agricoles (3). Ces pressions, visant à amener le Brésil à remettre en cause sa politique, sont d'autant plus fortes qu'un autre pays d'Amérique latine, l'Argentine, est tenté de suivre la même voie. Certes, le marché de l'informatique y est huit fois moins important qu'au Brésil. La valeur du parc installé est de 1 milliard de dollars et les livraisons, en 1985, atteignaient 120 millions de dollars. IBM contrôle la moitié de ce marché et dispose d'une usine locale qui fabrique des imprimantes exportées dans le monde entier.

En 1983, après le départ des généraux, le nouveau gouvernement de M. Raul Alfonsin décide de mettre en place une politique informatique similaire à celle du Brésil : restriction des importations d'ordinateurs ; création d'une Commission nationale de l'informatique ; lancement, en 1985, d'un plan industriel connu sous le terme de Résolution 44. L'objectif est d'inciter, dans certains domaines, des industriels étrangers à transférer peu à peu leur technologie à des sociétés locales.

Quatre segments du marché ont été retenus : les micro-ordinateurs, les périphériques, les réseaux et les systèmes d'ingénierie bancaire. Pour répondre à l'appel d'offres lancé par le gouvernement, les candidats devaient avoir un capital majoritairement argentin et proposer un plan de développement des fabrications locales. En contrepartie, les lauréats bénéficieraient d'une protection douanière pendant cinq ans ainsi que de divers avantages fiscaux.

En octobre dernier, les résultats de la préadjudication ont été connus : deux sociétés locales pour les ordinateurs personnels, avec des technologies d'Olivetti et de Wang, et trois sociétés pour les micro-ordinateurs. Il s'agit d'une entreprise argentine, de Burroughs, associé à une société locale, et de Bull qui a, pour la circonstance, « argentinisé » le capital de sa filiale. Bull et Burroughs étaient également retenus pour les réseaux bancaires.

IBM contre-attaque

LA machine IBM s'est alors mise en marche. C'est de propos délibéré que le géant de l'informatique ne s'était pas présenté aux appels d'offres. La Résolution 44 est contraire à la philosophie et à la politique que la firme américaine a toujours suivie de par le monde : pas de transfert de technologie à des tiers ; développement des fabrications locales, mais à travers des filiales contrôlées.

Dans un premier temps, IBM a laissé planer la menace d'une fermeture de son usine d'imprimantes. Outre le problème social, c'étaient 100 millions de dollars de moins pour les exportations argentines. Second temps, le *lobbying* IBM s'est déployé sur un vaste front. Une bonne partie de la presse et des milieux d'affaires (notamment les utilisateurs de matériels IBM) ont contesté la Résolution 44 qui, selon eux, ne mettrait pas suffisamment l'accent sur les exportations et donnerait trop de protections aux firmes retenues.

Apparemment, l'offensive commence à porter ses fruits, car des divisions sont apparues à l'intérieur de l'équipe de M. Alfonsin. La Commission nationale de l'informatique prônait, à l'instar du Brésil, le développement d'une informatique distribuée avec des produits fabriqués par une industrie nationale. Une partie du gouvernement et de la technostructure conteste cette orientation et milite pour une informatisation du pays à partir de grands centres d'ordinateurs. Position qui a toujours été celle d'IBM.

Un décret vient de paraître qui demande aux entreprises retenues par la préadjudication de reformuler leurs offres en intégrant deux nouveaux éléments : leurs investissements locaux en recherche et leurs perspectives d'exportations. Enfin, la rumeur d'un geste d'IBM s'amplifie. La multinationale accepterait de céder à une société au capital argentin certaines de ses technologies sur les petits systèmes informatiques. La démarche est habile. Dans un pays où le chauvinisme détourne souvent l'opinion des vrais enjeux nationaux, elle permet à une partie de la presse de crier victoire : *« L'Argentine a fait plier le géant. »* Elle permettra surtout, si IBM réussit à vider de sa substance la Résolution 44, au géant de « bétonner » un marché qui risquait de lui échapper peu à peu.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

PARTS DE MARCHÉ DES CONSTRUCTEURS DE MATÉRIEL INFORMATIQUE
(estimations)

AMÉRIQUE LATINE		BRÉSIL	
IBM	52 %	IBM	56 %
BURROUGHS	13 %	BURROUGHS	15 %
NRC	8 %		
Autres sociétés américaines	10 %	Autres sociétés américaines	1 %
BULL	2,5 %	BULL	3 %
Sociétés brésiliennes	14,5 %	Sociétés brésiliennes	25 %
TOTAL	100 %	TOTAL	100 %

(1) Il s'agit de Data General, Fujitsu, Nixdorf et de la société française Logabax, depuis lors reprise par Olivetti.

(2) ABC-Bull vient d'obtenir un contrat d'une valeur totale de 12 millions de dollars pour la livraison de sept grands ordinateurs aux chemins de fer brésiliens. En 1985, la société a dégagé un bénéfice de 0,6 million de dollars.

(3) *International Herald Tribune*, 24 juin 1986.

Le projet France-Brésil

Pour s'inscrire dans la durée, les grands projets de coopération entre Etats ont tout à gagner à s'appuyer sur une curiosité active pour le partenaire et, si possible, sur une sympathie réciproque des opinions. Si le volume des échanges entre la France et le Brésil est assez important et d'ailleurs largement déficitaire pour la France (3,56 milliards de francs d'exportations, surtout composées de produits manufacturés, contre 10,08 milliards d'importations, principalement de tourteaux, de soja, de café, d'huiles et de minerais), chacune des deux nations – au-delà des mythes – est finalement assez peu connue de l'autre.

C'est pour rendre les deux pays mutuellement familiers qu'a été lancé le projet France-Brésil qui, débutant en 1986 pour s'achever en 1988, constituera une « première » du genre. S'appuyant sur les administrations des deux pays – mais faisant une très large place aux collectivités territoriales, aux associations et aux acteurs privés, – il se concrétisera par des manifestations décentralisées de tous ordres : culturelles, éditoriales, audiovisuelles, scientifiques, industrielles, économiques, touristiques, sportives, universitaires, etc.

Pour tout renseignement sur la manière de participer à cette initiative franco-brésilienne, écrire à : Association du projet France-Brésil, 99, rue de Courcelles, 75017 Paris.

● M. Philippe Dechartre vient d'être élu président de l'association France-Tunisie, où il succède à Louis Périllier, ancien résident général de France à Tunis, récemment décédé. Colonel des Forces françaises de l'intérieur (FFI) pendant la Résistance, M. Philippe Dechartre a été ministre du général de Gaulle et de Georges Pompidou. Il est actuellement président du mouvement Solidarité-Participation (gaullistes de gauche).

Armement : l'autre défi

Par DANIEL SOLANO *

L'EMERGENCE d'une industrie de l'armement au Brésil n'est pas un phénomène surprenant. Au cours des trente dernières années, ce pays s'est doté d'une base industrielle solide et diversifiée. Le développement de la sidérurgie, de l'automobile, de l'aéronautique et de biens d'équipement a rendu possible l'existence d'un vaste secteur fabriquant du matériel militaire.

Ce secteur rassemble environ trois cent cinquante entreprises employant cent mille personnes. La gamme des produits est relativement large puisqu'elle va des fusils aux missiles en passant par les bombes, les engins blindés et les avions d'entraînement. Un étude récente (1) classe le Brésil au rang de quatrième producteur d'armes (compte non tenu des grands pays industrialisés exportateurs) pendant la période 1980-1984, après l'Inde, Israël et l'Afrique du Sud. Il est aujourd'hui le premier vendeur d'armes parmi les pays en voie de développement et le cinquième dans le monde. L'étude estime que 80 % de la production d'armements est exportée.

Cette percée s'explique surtout par le fait que les industriels ont visé juste en offrant des matériels moins avancés du point de vue technologique, mais tout aussi robustes et, surtout, moins coûteux que ceux des pays industriels. C'est le cas par exemple des engins blindés Cascavel et Urutu construits par la société Engesa.

Au total, le Brésil a livré du matériel militaire dans trente-trois pays du monde, les Etats du Proche-Orient étant ses clients privilégiés. La société Embraer a vendu cent vingt avions Tucano à l'Egypte, et Avibras des missiles à l'Irak. Des discussions se poursuivent avec l'Arabie saoudite pour l'assemblage dans ce pays d'un nouveau blindé d'Engesa, l'Osorio, spécialement adapté aux conditions du désert. La Libye, de son côté, vient de signer un contrat d'achat d'armes (notamment de véhicules blindés sur roues EE-11 Urutu, EE-9 Cascavel et EE-8 Jararaca) d'un montant de 1 milliard de dollars (2).

Une originalité : la plupart des produits ont été conçus par les Brésiliens eux-mêmes. Certains matériels complexes (sous-marins, par exemple) sont fabriqués sous licence, ou grâce à des accords de coopération industrielle avec des firmes étrangères (comme l'avion de combat AMX, avec deux sociétés italiennes).

Dans le secteur de l'aéronautique, un effort de recherche et de formation des personnels a été engagé dès les années 40 par l'Etat (création de l'Institut technologique de l'aéronautique en particulier), les pouvoirs publics et le secteur privé collaborant étroitement : la société Embraer a été créée à l'initiative du gouvernement, qui a ensuite ouvert le capital au secteur privé tout en conservant la direction de l'entreprise. Le développement des blindés résulte avant tout de l'initiative d'entreprises privées (Engesa, Bernardini, etc.) qui se sont diversifiées dans le domaine militaire.

Les difficultés financières du tiers-monde limitent aujourd'hui les possibilités de vente. La chute du prix du pétrole réduit les capacités d'achat des Etats du Proche-Orient et rend difficiles les opérations de compensation (troc d'armements contre livraisons de pétrole). A cela s'ajoutent des problèmes politiques. Ainsi, l'interception, en 1983, d'un avion libyen transportant des armes vers le Nicaragua a gelé les contrats avec la Libye...

Actuellement, les exportateurs tentent de se réorienter vers les pays industriels. En mars 1985, l'armée de l'air britannique a décidé d'acheter cent trente avions Tucano. Pour arracher le contrat, face à la concurrence du Suisse Pilatus, Embraer s'est associée avec une entreprise de Belfast, Short Brothers, chargée d'assembler les avions sur place. Un contrat plus important (portant sur six cent cinquante exemplaires) pourrait être signé prochainement avec l'armée de l'air américaine.

Le rapprochement avec les pays industriels n'est pas seulement commercial : il est aussi technologique. Le pays aspire à fabriquer des produits plus sophistiqués et recherche des associations avec des industriels occidentaux ; la construction de l'avion AMX en est un exemple. Embraer a eu, au cours des derniers mois, des contacts avec des sociétés étrangères (dont Dassault) en vue de construire en commun un avion de combat pour les années 90. Mais la situation difficile des finances publiques a conduit, semble-t-il, les autorités de Brasilia à différer un projet trop coûteux...

* Journaliste.

(1) Michael Brzoska et Thomas Ohlson, *Arms Production in the Third World*, Stockholm International Peace Research Institute, SIPRI, 1986.

(2) Voir *le Monde*, 17 juin 1986.

Dans les revues...

Dans FOREIGN POLICY, un article fort documenté de Richard J. Kessler sur « Marcos et les Américains » est immédiatement suivi d'un article de Pamela Constable et Arturo Valenzuela intitulé « Is Chile Next ? ». Dans le même numéro, Eric Willenz explique aux Américains pourquoi l'Europe a besoin de l'État-providence, le « Welfare State » tant décrié par les néolibéraux. (Nº 63, été 1986, trimestriel, 5,25 dollars. - P.O. Box 984, Farmingdale, NY 11737-9684.)

En vingt-cinq pages d'une grande clarté, Dominique Pignon présente dans STRATÉGIQUE une excellente synthèse des problèmes que l'initiative de défense stratégique du président Reagan pose à l'Europe. (Nº 2, trimestriel, 57 F. - 49, rue Héricart, 75015 Paris.)

Les CAHIERS D'ÉTUDES STRATÉGIQUES présentent un dossier très complet sur les problèmes posés aux États-Unis par le missile intercontinental MX, baptisé « Peace Keeper ». En 180 pages, *Alain Joxe* aborde les considérations technologiques, financières, stratégiques et politiques qui alimentent le débat. (Nº 10, 2ᵉ trimestre 1986, trimestriel. - 54, bd Raspail, 75006 Paris.)

Dans LE DÉBAT, un entretien de Simone Veil avec Alain Minc sur « la France vue d'Europe » et un article de Yves Stourdzé sur le projet Eurêka. (Nº 40, mai-septembre, 66 F. - 5, rue Sébastien-Bottin, 75431 Paris Cedex 07.)

Sous le titre « Questions à l'Allemagne », la REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE publie un article de François Lagrange, directeur du Crédit national, sur les relations entre Bonn et Paris. C'est une mission confiée par M. Laurent Fabius à François Lagrange qui avait jeté les bases du projet Eurêka. (Nº 922, mars-avril, bimestriel, 60 F. - 17 avenue Gourgaud, 75017 Paris.)

Les ANNALES rendent hommage à Fernand Braudel, qui fut leur directeur actif jusqu'en 1969, puis prit ses distances tout en restant attaché à la revue, non moins que les disciples à leur maître. D'un mot : il reprochait aux Annales « d'éparpiller les intérêts, et de mal distinguer l'accessoire de l'important ». Bref, de substituer l'histoire microscopique à l'histoire globale. (Nº 1-1986, trimestriel, 60 F. - 54, bd Raspail, 75007 Paris.)

Sous le titre « La Chine à la recherche de la technologie », PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX présente les aspects actuels de la recherche chinoise : orientation vers la recherche appliquée, ouverture vers l'extérieur, conditions du chercheur chinois. (Nº 537, 30 mai, bimensuel, 16 F. – La Documentation française, Paris.)

POUVOIRS fait le point sur la Grande-Bretagne à l'heure du « thatchérisme ». Quoi de changé, qui n'est pas du neuf ? « Aucun pouvoir récent ne s'est aliéné à ce point les classes pensantes » (Michael Lee). – Les collaborateurs de ce numéro sont naturellement en majorité anglais ; un tableau objectif et critique peint de l'intérieur. (Nº 37, 2ᵉ trimestre, trimestriel. 76 F. – PUF, Paris.)

Editée en français, L'AUTRICHE PRÉSENTE offre une série de courts articles, très documentés, sur l'actualité économique, politique, sociale, culturelle et scientifique autrichienne. Au centre du dernier numéro, un dossier « Etre femme en Autriche ». (Nº 1, 1986, biannuel, 100 schillings. – Neue Hofburg, Postfach 47, A-1014 Vienne.)

L'AUTRE EUROPE prend pour thème « Vivre à l'intérieur ». Entretien avec l'écrivain tchécoslovaque Jan Pelc, sur son livre ...« Et ça ira de mal en pis. » – Des témoignages : comment, en Tchécoslovaquie, le « socialisme réel » découvre soudain que le jazz et le rock sont subversifs ; la passion de l'automobile en URSS ; la société soviétique face aux adolescents. (Nº 9, trimestriel 50 F. – L'Age d'homme, 5, rue Férou, 75006 Paris.)

SOLIDARITÉ GUATEMALA se propose, dans un numéro spécial, de « briser le mur du silence » avec une série d'articles sur l'ambiguïté de l'alternance démocrate-chrétienne et sur les rapports entre le président Cerezo et l'armée après les élections. (Nº 32-33, bimestriel, novembre 1985 – février 1986, abonnement un an : 150 F. – *Collectif Guatemala*, 67, rue du Théâtre, 75015 Paris.)

Face à la dictature du général Pinochet, MENSAJE se prononce pour une modification de la Constitution chilienne et analyse la répression du 1ᵉʳ mai à Santiago. (Nº 349, mensuel, juin, abonnement un an : 28 dollars. – Almirante Barroso 24, Cas. 10445/F 6960653, Santiago, Chili.)

NICARAGUA AUJOURD'HUI rappelle que le gouvernement français vient de bloquer l'envoi de 10 000 tonnes de blé au Nicaragua et publie une série d'articles sur la situation des femmes et le problème de la dette. (Nº 25-26, mensuel, juin-juillet, 13 F. – Comité de solidarité avec le Nicaragua, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.)

« Nicaragua, l'espérance persécutée », constitue le thème du dernier numéro d'ECHANGES ; on trouvera plusieurs articles sur les rapports Eglise-Etat. (Nº 204, mensuel, juin-juillet, 18 F. – 72, rue de Sèvres, 75007 Paris.)

LE BULLETIN ECONOMIQUE ET SOCIAL DU MAROC publie un numéro double en hommage au sociologue marocain Paul Pascon, mort accidentellement il y a un an, sous le titre « 30 ans de sociologie du Maroc ». Des textes anciens et inédits témoignent de l'ampleur et de la rigueur de l'œuvre de celui qui sut tout à la fois faire connaître la société de son pays et travailler à la transformer. (Nº 155-156, janvier, trimestriel, 30 DH. – BP 535, Rabat-Chellah.)

La corruption comme mécanisme essentiel du transfert des surplus en Afrique, tel est le thème qu'aborde la REVIEW OF AFRICAN POLITICAL ECONOMY, avec des études détaillées sur le Nigéria et le Swaziland. (Nº 35, trois numéros par an, 2,95 livres. – ROAPE, 341, Glossop Road, Sheffield S10 2HP, Royaume-Uni.)

Un imposant dossier intitulé « Afrique du Sud : demain le feu » est publié par la revue LES TEMPS MODERNES. Divisé en quatre parties (le système sud-africain, répression et résistance, l'engagement des intellectuels, l'Afrique du Sud et l'étranger), cet ensemble offre une vision globale et engagée du drame de l'apartheid. (Juin-juillet-août, trimestriel, 125 F. – 22, rue de Condé, 75006 Paris.)

L'Afrique des grands lacs reste largement et injustement méconnue. Pour combler cette lacune la revue TIERS MONDE consacre un plein numéro à ces pays et régions, qui s'organisent autour des lacs Victoria et Tanganyika. (Nº 106, avril-juin, trimestriel, abonnement un an : 260 F. – PUF, 12, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris.)

La revue POLITIQUE AFRICAINE publie un excellent numéro spécial sur « Le réveil du Cameroun » ; notons un texte de Jean-François Bayart sur la société politique entre 1982 et 1986, et une étude de J.-A. Mbembe sur la mémoire nationaliste. (Nº 22, juin, mensuel, 65 F. – CEAN, domaine universitaire, BP 101, 33405 Talence.)

HERODOTE consacre sa livraison au « Jeu des frontières en Afrique ». A noter particulièrement un article très documenté sur « L'archipel des bantoustans » et une analyse sur l'exercice de géopolitique que constitua le Congrès de Berlin de 1884. (Nº 41, deuxième trimestre, 60 F. – La Découverte, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris.)

NOTRE LIBRAIRIE, la revue du livre, publie un numéro sur les écrivains de langue française dans quatre régions du monde : Afrique noire, Maghreb, Caraïbes et océan Indien. Une excellente introduction à cette littérature, à son histoire et à son contenu. (Nº 82, janvier-mars, trimestriel, 45 F. – CLEF, 34, rue La Pérouse, 75016 Paris.)

Apparition des CAHIERS ARMÉNIENS. Pas d'équivoque : rien d'un brûlot terroriste. « Revue du Centre de recherches sur la diaspora arménienne », c'est une belle publication en grand format : histoire, littérature, théâtre, arts, archives nationales... Des monographies de communautés : lointaines, à Kaboul ; plus que proches à Issy-les-Moulineaux, « une langue, une identité » y vivent. Bien entendu, le drame qu'est toute diaspora reste en filigrane. Ou en pleine page. (Nº 1, semestriel, 70 F. – CRDA, 36, rue de Trévise, 75009 Paris.)

Dans ÉTUDES, un article sur l'occidentalisation de la Turquie et une analyse des relations entre l'Eglise et le mouvement populaire aux Philippines. (Tome 364, nº 6, juin, mensuel, 33 F. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

Des aspects parfois mal connus de la société américaine sont abordés dans la numéro spécial que L'HISTOIRE publie sous le titre général : « l'Aventure américaine, de La Fayette à Reagan ». (Nº 91, mensuel, 31 F. – 57, rue de Seine, 75280 Paris Cedex 06.)

Le mensuel APRÈS DEMAIN consacre un dossier aux problèmes posés par les échanges internationaux : enjeux, spécialisations, rôle des monnaies et des changes, évolution des échanges et des termes de l'échange, cas japonais et situation de la France. (Nºˢ 284-285, mai-juin 1986, 33 F. – 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.)

Au sommaire de SCIENCES ET TECHNIQUES, une étude sur « agriculture et informatique », un article montrant qu'un produit sur trois est condamné à incorporer de l'électronique ou à disparaître et, surtout, un remarquable dossier : « De l'atelier flexible à l'usine intégrée ». (Nº 27, mensuel, juin, 29 F. – 2, rue Béranger, 75003 Paris.)

Au sommaire de CPE BULLETIN, une note sur l'enseignement des sciences et des mathématiques aux Etats-Unis, et l'analyse des stratégies de capital-risque dans le domaine des biotechnologies en Suède. (Nº 27, mai, dix numéros par an, abonnement annuel : 780 F. – ADITECH, 41-43, rue des Martyrs, 75009 Paris.)

« La science et la guerre » est le titre du dossier que le GROUPEMENT DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX consacre à la militarisation de la recherche scientifique. (Nºˢ 97-98-99, bimensuel, 69 F. – 33, rue Van Hoorde, B-1030 Bruxelles.)

ÉCONOMIE ET HUMANISME consacre son dossier à l'analyse expérimentale des nouveaux modes d'activité et d'implantation des petites entreprises industrielles, en réponse à la crise économique. (Nº 289, mai-juin, bimestriel, 50 F. – 14, rue Antoine-Dumont, 69372 Lyon Cedex 08.)

Dans FUTURIBLES, deux « avenirs » : celui de l'automobile, celui de la cohabitation. La première, vouée par César Marchetti à « la mort lente » (mais ses raisons et ses extrapolations laissent sceptique). Quant à la seconde, présente dans le sommaire, elle semble absente du contenu : se serait-elle révélée imprévisible ? C'est une simple malice. Il s'agit d'autre chose, et même de fort contraire : l'union, le couple libre. (Nº 99, mensuel, mai, 43 F. – 55, rue de Varenne, 75007 Paris.)

Le CREMMAP annonce la sortie d'un bulletin mensuel de conjoncture sur les marchés des matières premières. (Nº 0, juin, sur demande. – CNAM, 292, rue Saint-Martin, 75141 Paris Cedex 03.)

En anglais et en français, le bulletin INFORMATION, publié par l'Association mondiale de prospective sociale, dont le secrétaire général est M. Albert Tevoedjre, annonce sa première conférence internationale qui se tiendra au Gabon en janvier 1987, et présente des articles sur l'explosion urbaine, la faim dans le tiers-monde, les technologies du futur, etc. (Nº 4, 1986, mensuel, sans indication de prix. – AMPS Case postale, 6, Genève, Suisse.)

INTERVENTIONS ÉCONOMIQUES, présente une analyse critique des réalisations théoriques et des expériences pratiques des modèles de développement. (Nº 16, hiver 85-86, 24 dollars. – CP 206, Succ. C, Montréal (Québec), H2L 4K1.)

ÉCONOMIES ET SOCIÉTÉS consacre sa dernière livraison à une série d'articles sur le thème « contrainte extérieure, politique de l'emploi et politique sociale ». La scientificité du concept « contrainte extérieure » est mise en question par la plupart des collaborateurs. (Tome XX, nº 1, janvier 1986, mensuel, abonnement un an : 1 014 F. – Presses universitaires de Grenoble, BP 47X, 38040 Grenoble Cedex.)

Dans CULTURES ET FOI : une critique du néolibéralisme par François Fournier. (Avril-mai, bimestriel, 20 F. – 5, rue Saint-Hélène, 69002 Lyon.)

« Quelle église... Pour quel homme... Dans quelle société ? », s'interroge FOI ET DÉVELOPPEMENT dans sa dernière livraison. (Nº 139, mai, mensuel, abonnement annuel : 45 F. – Centre Lebret, 39, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris.)

Des Etats-Unis au Lesotho, des Philippines au Venezuela, le problème des migrants se pose. MIGRATIONS, journal publié par le Conseil œcuménique des Eglises, aborde ce « phénomène mondial » pour tenter d'abattre « les murs et les barrières ». (Nº 36, gratuit. – 150, route de Ferney, 1211 Genève 20.)

PROJET consacre un ensemble à l'immigration, sous un titre significatif : « La France avec les immigrés ». Ceux-ci, Maghrébins surtout, « sujets politiques » et qui « interrogent notre identité nationale ». Au quotidien : habitat, école, vie culturelle et associative. (Mai-juin, bimestriel, 48 F. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

Le bulletin COORDINATION INFORMATIONS TIERS-MONDE consacre son numéro au droit d'asile et à l'action des associations au service des réfugiés. (Nº 64, mai, mensuel, 10 F. – 3, rue Singer, 14000 Caen.)

CHRONIQUE, la revue de la section française d'Amnesty International, fête les vingt-cinq ans de l'association en rappelant l'évolution et les principaux moments de son action pour la défense des prisonniers d'opinion, contre la torture et la peine de mort. (Nº 123, mai, mensuel, 11 F. – 18, rue Théodore-Deck, 75015 Paris.)

La revue M, dirigée par Henri Lefebvre, propose un dossier sur l'autogestion et une enquête sur la condition ouvrière à Renault-Douai. (Nº 2, juin, mensuel, 30 F. – 28, boulevard Jean-Jacques Rousseau, 92230 Gennevilliers.)

QUATRIÈME INTERNATIONALE consacre un dossier aux conséquences, pour le mouvement ouvrier international, du développement des nouvelles technologies. (Nº 20, mai, trimestriel, 40 F. – 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.)

La dernière livraison de la REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES est consacrée à « temps et sociétés ». On lira, en particulier, les textes de Nicole Samuel « Histoire et sociologie du temps libre en France » et de V.D. Patrouchev « Evolution du budget-temps des travailleurs soviétiques ». (Nº 107, mars, trimestriel, 95 F. – Erès, 19, rue Gustave-Courbet, 31400 Toulouse.)

Peut-on remplacer le contrôle actuel, bien inefficace, qu'exerce l'Etat sur la « politique des drogues » ? C'est la question que pose DÉVIANCE ET SOCIÉTÉ et sur laquelle planchent divers juristes. (Nº 2, juin, trimestriel, 22 F suisses. – Faculté de droit, 5, rue Saint-Ours, Université de Genève, CH-1211 Genève 4.)

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

Banque européenne d'investissement

- RAPPORT ANNUEL 1985 : le bilan des financements accordés par la banque ainsi que de la gestion de celle-ci. *(BEI, Luxembourg, 1986, 128 pages.)*

Banque des règlements internationaux

- CINQUANTE-SIXIÈME RAPPORT ANNUEL (1ᵉʳ avril 1985-31 mars 1986) : consacré, pour l'essentiel, à une analyse de la conjoncture économique dans le monde, qui *« paraît dans l'ensemble plus saine actuellement qu'il y a un an »*, et à l'état du marché des capitaux et du système monétaire international. *(BRI, Bâle, 1986, 214 pages.)*

Organisation de coopération et de développement économiques

- PORTUGAL : le redressement des comptes extérieurs, la diminution de l'inflation et la pression que subira l'économie à la suite de l'entrée du pays dans la CEE. (OCDE, Paris, 1986, 82 pages.)

Organisation mondiale de la santé

- ACTION INTERSECTORIELLE EN FAVEUR DE LA SANTÉ : les différents facteurs qui doivent concourir à une « égalité devant la santé » : alimentation, éducation et modes de vie, eau et assainissement, habitat et industrie. *(OMS, Genève, 1986, 138 pages.)*

CORRESPONDANCE

Sacrifier le dogme ou l'économie ?

Le docteur Franck Mistiaen, de Maubeuge, nous adresse la lettre suivante à propos des effets de la baisse du cours du dollar :

Depuis que le dollar a amorcé sa descente, d'abord spontanée, puis « concertée », il est communément admis que ce mouvement réduira sensiblement le déficit commercial américain... à plus ou moins long terme. Je ne suis pas du même avis. Il est vrai que, dans un premier temps, les produits américains deviendront plus compétitifs sur nos marchés. Cependant, le dollar étant la monnaie internationale, dans laquelle sont libellés les prix des matières premières, il s'ensuit que leur coût diminuera pour nos économies alors qu'il restera inchangé pour les producteurs d'outre-Atlantique.

Le prix de nos produits baissera dans la mesure où celui-ci est déterminé par la valeur des matières premières, exprimée en dollars. L'autre partie de ce prix est constituée par le montant des salaires entrant dans la fabrication. Comme, d'autre part, la baisse du prix des matières brutes permet à son tour une baisse du prix au consommateur, une baisse des salaires peut intervenir sans affecter le pouvoir d'achat. Tout cela, en proportion directe de l'amplitude de la baisse du dollar. Par contre, aucune de ces évolutions n'aura lieu en Amérique, ce qui permet de penser qu'à moyen terme la compétitivité de nos industries exportatrices sera préservée.

L'inconvénient de la mise en œuvre d'une telle politique serait, bien entendu, de déclencher une baisse générale des prix et des salaires. Et, bien que cette déflation ne doive pas entamer le pouvoir d'achat global, il aurait un effet dévastateur sur le système du crédit : le remboursement des emprunts contractés à des taux élevés serait compromis par la baisse du niveau des revenus et des profits. Par conséquent, on pourrait se demander si les gouvernements s'engageraient dans cette voie pour sauvegarder la compétitivité de leurs entreprises.

Toutefois est-il que, ce choix, ils l'ont fait depuis plusieurs années déjà, depuis que le dollar s'est mis à remonter la pente. Car, en vertu du raisonnement que je viens d'exposer, on aurait pu s'attendre que la hausse du dollar entraînât celle des prix. Or, grâce aux politiques restrictives mises en place et qui, par différents moyens, ont abouti à la baisse du pouvoir d'achat, c'est l'inverse qui s'est produit. Cette baisse aurait à coup sûr affecté durement l'activité économique des pays européens et autres si les liquidités ainsi accumulées n'avaient été drainées par les Etats-Unis qui, à peu près à la même époque, inauguraient une politique dépensière que, par une confusion d'idées savamment entretenue, on a identifiée à la politique restrictive en vigueur en Europe et ailleurs.

Le déficit budgétaire, et son corollaire, le déficit commercial, américain a ainsi pris le relais de la consommation intérieure défaillante, ce qui a permis aux champions du libéralisme de clamer tout haut le succès de leurs remèdes. Ce succès n'est cependant obtenu qu'au prix du reniement, dans la plus grande économie occidentale, du précepte cardinal de toute politique libérale : l'équilibre des comptes intérieurs et extérieurs. Le déficit commercial des Etats-Unis est tout simplement le nœud principal par lequel tient (encore) le système des échanges internationaux et l'ensemble des politiques économiques appliquées à ce jour.

Ce nœud maintenant s'effiloche, soumis comme il est à la tension d'un endettement que l'Amérique ne veut ni sans doute ne peut plus supporter maintenant que l'économie nationale commence à s'en ressentir.

La volonté américaine de réduire le déficit ne saurait pourtant s'accommoder de la poursuite de la politique néolibérale proprement dite, car celle-ci est nécessairement orientée vers l'extérieur, vers des marchés qui ne subissent pas le contre coup de la baisse du pouvoir d'achat. L'Amérique, jusqu'à présent, a joué à elle seule ce rôle. Par conséquent, tant que la doctrine « libérale » domine, la chute du dollar et celle, plus récente, du prix du pétrole entraîneront dans leur sillage, inévitablement, la déflation et mettront en péril le système financier international.

Un dilemme se profile progressivement : ou bien on sauve le dogme et l'on perd l'économie, ou bien on sauve l'économie mais alors il faudra abandonner cette politique restrictive. Il faudra, en termes clairs, relancer la création monétaire afin de peser sur les taux d'intérêt et d'alléger dans une inflation montante, le poids de l'endettement international.

En dernière analyse, cet endettement n'est que la concrétisation des contradictions internes d'une politique menée depuis cinq ans, qui, avec un seul dollar dépensé, pense pouvoir faire deux profits en même temps : une première fois en le prêtant à un taux réel très élevé, une deuxième fois en le récupérant par l'exportation de produits manufacturés. C'est une situation dont tout homme sensé se rendra compte qu'elle ne peut durer et qui, si l'on n'y met un terme, finira par se supprimer elle-même, mais alors, bien entendu, de la pire façon : par la déflation mondiale.

DE LA LOGIQUE D'AFFIRMATION

L'OLP prise aux

UN point final est mis *« à trente années de très proche coopération »* entre la Jordanie et les Etats-Unis. Cette déclaration du roi Hussein montre bien à quel point l'image de Washington s'est détériorée parmi les Arabes « modérés ». Plusieurs signes ont récemment témoigné des sentiments unilatéralement pro-israéliens de la Maison Blanche et du Congrès : refus de livrer certains types d'armements à l'Arabie saoudite, passivité face aux efforts de règlement prônés par le souverain hachémite, sous-estimation du drame palestinien. Pourtant, n'est-ce pas Mme Thatcher, un proche allié, qui reconnaissait que la sécurité d'Israël serait assurée seulement par *« la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien »* ? De plus, tous les interlocuteurs du premier ministre britannique en Cisjordanie lui ont confirmé qu'ils considéraient l'OLP comme leur seul représentant. Le retour des combattants palestiniens au Liban démontre que, malgré de nombreux revers, l'organisation de M. Yasser Arafat reste un interlocuteur obligé. Pour l'avoir trop souvent oublié, l'Occident a, au cours de ces vingt dernières années, entretenu le désespoir d'un peuple et encouragé le terrorisme. – A. G.

Par JEAN-PAUL CHAGNOLLAUD *

Avec la création de l'Etat d'Israël, en 1948, la Palestine disparaît de la carte du monde. Les Palestiniens, privés de patrie, se retrouvent hors-la-loi, tenus en marge du système international. Pour faire valoir leurs droits, il ne leur reste que le choix de la lutte armée. L'action terroriste, sans être exclue, est reléguée au second plan et mise au service d'une stratégie visant à faire reconnaître une identité nationale.

Mais, en septembre 1970 – « Septembre noir » pour les Palestiniens, – l'armée jordanienne écrase les *fedayin* sous les bombes; l'OLP est contrainte de quitter la Jordanie où elle disposait de l'essentiel de ses forces. Durant l'été 1982, l'armée israélienne envahit le Liban et assiège Beyrouth pendant près de trois mois; l'OLP part à nouveau en exil, perdant sa dernière base relativement sûre aux frontières de l'Etat d'Israël. Ces deux dates marquent un regain de l'action terroriste; non seulement en Israël et dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, mais aussi sur le théâtre international. Dans ce dernier cas, et surtout depuis 1982, les mobiles des opérations sont difficiles à discerner et l'identité de leurs auteurs reste mystérieuse. Tandis que M. Yasser Arafat est engagé dans la recherche bien aléatoire d'un règlement politique, la plupart des attentats commis ces dernières années dans le monde lui ont compliqué la tâche et ont porté atteinte à la crédibilité de l'OLP. En ce sens, on peut parler aujourd'hui d'un « terrorisme de déstabilisation » qui s'est substitué au « terrorisme d'affirmation » des années 70.

La ligne politique de la direction est en effet contestée par des éléments dissidents de l'organisation et par des groupes qui n'en font pas partie. Les uns et les autres, à des niveaux divers, bénéficient de l'aide de pays arabes. On retrouve ainsi toutes les contraintes et contradictions qui pèsent sur la stratégie de l'OLP – depuis sa création en 1964, – *et sur la cause palestinienne*, enjeu de surenchères politiques entre les régimes arabes, surtout après la défaite de 1948.

Le Fath de M. Yasser Arafat, fondé en 1959, s'efforça précisément de briser cette aliénation et d'affirmer un nationalisme palestinien indépendant de l'arabisme. Sa démarche, lente et difficile, s'appuyait sur trois principes. Une identité : le nationalisme palestinien; un objectif : la libération totale de la Palestine; un moyen : la lutte armée.

C'est dans cette structure qu'il convient, d'emblée, d'appréhender la notion de lutte armée. Les dirigeants du Fath reprennent à leur compte la formule classique des mouvements de libération nationale : un peuple n'existe que parce qu'il se bat et pour autant qu'il se bat. La lutte armée apparaît aussi comme le moyen d'affirmer l'identité palestinienne dans une région où la question du nationalisme s'est toujours posée en termes très complexes; elle doit alors permettre de transcender de multiples allégeances contradictoires (arabe, palestinienne, religieuse...).

Le passage à l'action s'effectue le 1er janvier 1965. Les opérations menées sont de faible importance et le Fath demeure une organisation assez isolée. Tout bascule avec la débâcle arabe de juin 1967. Les thèses du Fath s'imposent aussitôt, et de nombreux Palestiniens rejoignent ses rangs. Le projet de lutte armée exerce alors pleinement sa fonction mobilisatrice, surtout auprès des jeunes qui forment la première génération née en dehors de la Palestine.

Lorsque, au mois de juillet 1968, s'ouvre la quatrième session du Conseil national palestinien (CNP), la position du Fath est donc particulièrement forte, d'autant qu'il est auréolé du prestige de sa récente victoire dans la bataille de Karameh (en mars). Les principaux amendements à la charte de 1964 sont adoptés à son initiative et reflètent ses analyses. Ainsi l'article 9 du nouveau texte stipule que *« la lutte armée est la seule voie menant à la libération de la Palestine. Il s'agit donc d'une stratégie d'ensemble et non d'une simple phase tactique. Le peuple arabe palestinien... affirme également son droit à avoir une vie normale en Palestine, ainsi que son droit à l'autodétermination et à la souveraineté sur ce pays »*. Quant à la nation arabe, son rôle est clairement fixé : *« Elle doit notamment... offrir et fournir au peuple palestinien toute l'aide et tout le soutien matériel et humain possibles* (article 15). » Enfin, *« le peuple palestinien rejette toute solution de remplacement à la libération totale de la Palestine et toute proposition visant à la liquidation du problème palestinien ou à son internationalisation* (article 21) ».

Que recouvre une telle position stratégique dans la pratique ? A l'origine : un projet de guérilla tel qu'il a été théorisé et mis en œuvre par les différents mouvements de libération nationale mais, surtout au Vietnam et plus encore en Algérie, où les hommes du Fath ont été accueillis et entraînés aussitôt après l'indépendance.

Dès cette époque, les responsables du Fath ont conçu dans le détail une véritable stratégie de guérilla; voici, par exemple, un extrait d'un de leurs documents fondamentaux publié en 1960 : *« La préparation matérielle de la révolution* (c'est) *de l'argent, des armes, des bases militaires de départ et de repli des commandos, des opérations de reconnaissance dans les régions usurpées par l'ennemi...* (C'est) *étudier ses installations stratégiques, militaires et économiques ainsi que les autres points vitaux pour lui en vue de leur destruction selon les plans tracés...* (C'est) *l'étude de la tactique antiguérilla de l'ennemi.* (1) ».

Le déroulement de cette lutte devait comporter quatre étapes : 1. frapper et fuir ; 2. confrontation limitée ; 3. occupation temporaire ; enfin 4. occupation permanente.

Dans un tel projet d'ensemble, l'action terroriste n'est pas exclue; mais elle n'est qu'un élément d'un système opérationnel multiforme impliquant un ensemble d'initiatives organisées, structurées et planifiées au service d'une stratégie. La question du théâtre des hostilités n'est même pas posée : ce ne peut être que le territoire national puisque c'est, par définition, l'enjeu fondamental : il faut libérer la Palestine.

Pendant quelque temps, ce schéma recevra un début d'application concrète : du printemps 1968 à l'automne 1970. Le nombre des opérations connaît une spectaculaire progression : 114 de juin à décembre 1967 ; 789 en 1968 ; 2 390 en 1969 et 2 176 de janvier à fin août 1970 (2). Elles sont réalisées surtout à Eilat, dans le Néguev, en Haute-Galilée, en Cisjordanie et à Gaza. Leur nature correspond à l'enclenchement d'un processus de guérilla marqué par de nombreux sabotages d'objectifs économiques et militaires : installations hydrauliques, voies ferrées, raffinerie, câbles téléphoniques, fabrique de mitrailleuses... Egalement de nombreux accrochages avec l'armée israélienne, le plus souvent tout près d'une frontière : dans le secteur de Jéricho, le long du Jourdain, dans le Golan, dans la région de Kiryat-Shmoneh... Et même l'occupation – très éphémère – d'un village (El-Hemmé, le 2 mai 1969). Mais, dès cette époque, les opérations menées consistent aussi en des actions terroristes, notamment par des explosions de mines et des attentats à la grenade ou à la bombe.

Les contradictions de la lutte armée

BEAUCOUP de Palestiniens ont alors le sentiment que ces formes d'action conduiront à des transformations rapides de la situation. Mais l'élan vient se briser dans la guerre... contre les forces armées jordaniennes. Installés depuis la fin de la guerre de juin 1967 dans le royaume hachémite, les organisations palestiniennes ont conquis une large autonomie. Elles attirent sur la Jordanie les représailles israéliennes et menacent même le pouvoir du roi Hussein. Après une série d'affrontements, celui-ci décide de se débarrasser de l'OLP. Ce sera chose faite en juillet 1971. Désormais, sa frontière avec Israël est interdite aux fedayin.

Les opérations en Israël et dans les territoires occupés enregistrent alors une régression d'autant plus forte que les mesures de sécurité adoptées par Israël sont devenues très efficaces : renforcement du dispositif le long du Jourdain et du Golan, « pacification » de Gaza au moyen de méthodes particulièrement brutales et expéditives. On compte 359 opérations en 1972, 637 en 1973 (surtout pendant la guerre), 390 en 1974. Par la suite, leur nombre descend au-dessous de 200 par an. Et, en 1980, elles retombent au niveau de 1965.

Après 1971, ce type d'opérations change de manière : pratiquement plus de sabotages économiques et beaucoup moins d'accrochages avec l'armée israélienne (3). Apparaissent certaines formes d'actions terroristes dont les effets militaires sont absolument nuls alors que leurs effets psychologiques sont énormes, mais désastreux pour les Palestiniens. Ainsi, par exemple, cette fusillade aveugle à l'aéroport de Lod en 1972, qui fait plusieurs dizaines de tués et de blessés. Puis, à partir de 1974, de retentissantes prises d'otages qui vont se dérouler à peu près selon le même scénario : un commando-suicide s'empare de civils israéliens et les séquestre ; l'armée attaque de manière frontale, le bilan est très lourd. La première affaire de ce genre est menée en avril 1974 par le Front populaire pour la libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG) à Kiryat-Shmoneh, pour exiger la libération de fedayin détenus en Israël. Une autre – identique – a lieu quelques semaines plus tard à l'initiative du Front démocratique populaire pour la libération de la Palestine (FDPLP) : occupation d'une école à Maalot, pour le même but.

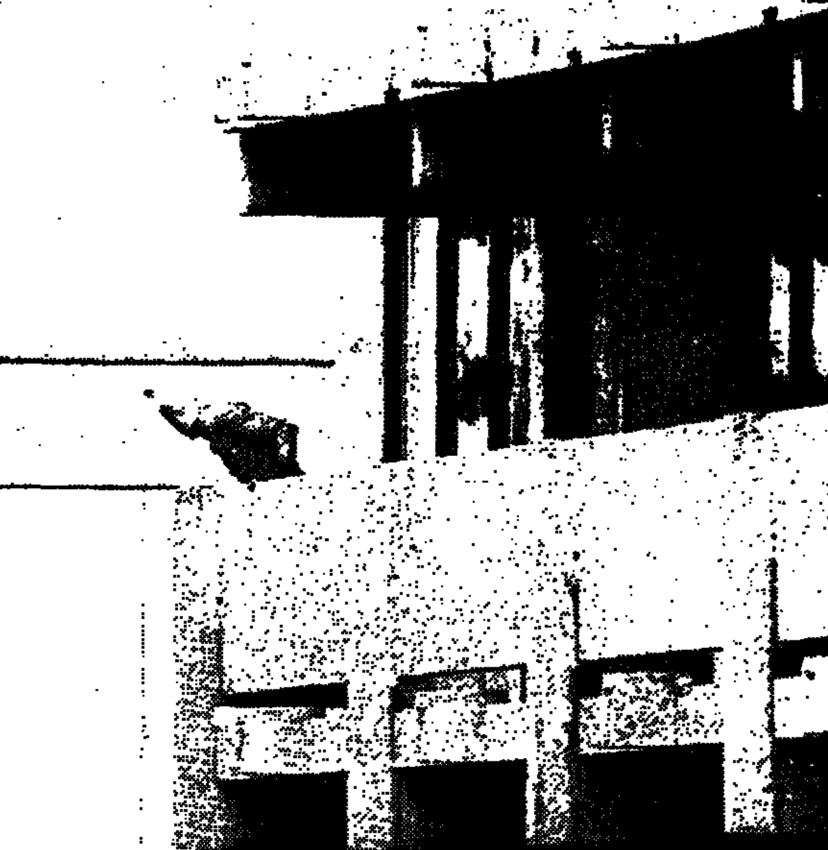
A en juger par ce qui s'est passé sur le terrain depuis une vingtaine d'années, le projet initial de lutte armée, fortement inspiré de l'exemple des luttes de libération nationale, n'a guère été appliqué pour des raisons tenant à la nature du conflit et à la structure de l'OLP. Plusieurs atouts essentiels pour mener une guérilla faisaient défaut aux combattants palestiniens, et d'abord le nombre et le terrain. Sans doute cet énorme handicap eût-il été surmontable si les commandos avaient pu disposer de sanctuaires sûrs. Or, non seulement il n'en existait aucun, mais encore les territoires des Etats arabes limitrophes représentèrent souvent des dangers encore plus menaçants que le territoire israélien.

En face, au contraire, les Israéliens disposaient d'abondantes ressources (humaines, militaires, technologiques...), à commencer par la formidable cohésion nationale de leur armée.

De plus, l'OLP n'est, en aucune façon, une organisation fortement centralisée ou hiérarchisée, mais un cadre institutionnel où se rassemblent toutes les tendances du peuple palestinien. Dans cette structure fédéraliste, chaque groupe participe à la décision tout en gardant son autonomie et sa personnalité. Certes, cette constitution singulière lui confère une incontestable représentativité, qui fonde pleinement sa capacité à parler au nom de tous ; mais, en même temps, elle affecte – parfois gravement – son aptitude à prendre une décision (4).

La lutte armée, tout en gardant sa place centrale dans la structuration de l'identité palestinienne, a été lourdement freinée par ces contraintes internes. D'où la difficulté à comprendre que, au moins pour les modalités concrètes de sa mise en œuvre, les Palestiniens n'aient procédé à aucune évaluation politique et stratégique d'ensemble. Tout se passe comme si l'action au jour le jour, au gré de la conjoncture, s'était substituée à la réflexion sur les difficultés et les spécificités du combat sur le terrain.

En pratique, chaque groupe constitutif de l'OLP fait ce qui lui paraît opportun, même si cela peut heurter de plein fouet la ligne officielle de la centrale palestinienne à un moment donné ; et même quelquefois pour heurter cette ligne officielle... Ainsi, quand le FPLP-CG décide l'opération de Kiryat-Shmoneh, c'est bien pour faire échec aux velléités de recherche d'un règlement politique qui apparaissent alors au sein de l'OLP. Et quand le FDPLP entreprend une action analogue à Maalot, ce n'est pas pour s'opposer à un règlement politique en faveur duquel il s'est prononcé, mais sans doute pour rétablir ses positions alors affaiblies au sein même de l'organisation palestinienne...



(R. Depardon-Magnum)

JEUX OLYMPIQUES DE MUNICH, EN SEPTEMBRE 1972
Un massacre qui a contribué à ternir l'image des Palestiniens

Quoi qu'il advienne, à de rarissimes exceptions près, l'OLP couvrira officiellement l'opération entreprise, même si celle-ci a des conséquences négatives.

Sur le théâtre international, le problème se pose en termes beaucoup plus complexes. Les acteurs sont plus nombreux, et l'écheveau de leurs intérêts apparaît plus difficile à démêler ; ceux-ci peuvent être opposés, mais aussi, parfois, convergents : ainsi lorsque deux acteurs antagonistes se rencontrent « objectivement » dans l'exploitation et le bénéfice politiques d'un événement particulier.

C'est par rapport à cette luxuriante complexité qu'il convient de situer la question du terrorisme et de distinguer deux logiques visant, l'une à affirmer l'identité palestinienne, l'autre à déstabiliser l'OLP (5).

Le sens de cette affirmation est clair : nous sommes Palestiniens, nous existons ; le monde n'a pas le droit d'oublier l'injustice qui a été commise contre notre peuple ; il a, au contraire, le devoir de reconnaître la légitimité de notre cause et donc la réalité politique de nos droits nationaux.

Les auteurs des attentats sont aisément identifiables, à plusieurs niveaux. Sur le terrain, d'abord, ils ne cherchent pas nécessairement à rester anonymes. Il est même arrivé que, non seulement leurs noms soient aussitôt communiqués à la presse, mais aussi que leurs photos soient largement diffusées par l'organisation à laquelle ils appartiennent. Quoi de plus normal, puisqu'ils se considèrent comme les combattants d'une juste cause ; pourquoi se cacher puisqu'il s'agit de se faire connaître et donc reconnaître. Certains d'entre eux, telle Mme Leila Khaled il y a une quinzaine d'années, sont devenus de véritables héros.

Au-delà des acteurs *directement* impliqués, l'organisation qui est à l'origine de l'opération terroriste la revendique aussitôt ; sauf exceptions, les principaux coups sont le fait d'organisations très structurées et dotées de solides capacités opérationnelles. Ainsi, pendant toute cette période (jusqu'en 1972), le FPLP de M. Georges Habache s'est « spécialisé » dans les détournements d'avions. Mais c'est toute la résistance palestinienne qui approuve, et l'OLP finit, d'une manière ou d'une autre, par assumer l'acte, qu'il s'agisse d'opérations entreprises par le FPLP ou par Septembre noir. L'OLP s'est toujours prononcée contre le principe des détournements d'avion ; mais il ne pouvait être question de condamner définitivement une organisation comme le FPLP, importante et représentative. Tous les efforts de M. Yasser Arafat à cette époque consistaient à transformer l'ancienne OLP en une organisation réunissant toutes les sensibilités palestiniennes, et l'exigence d'unification l'emportait sur toute autre considération.

Pour Septembre noir, qui surgit sur la scène du Proche-Orient en novembre 1971, après les affrontements avec les Jordaniens, le problème est différent. Son émergence correspond à une phase très particulière de l'histoire du mouvement palestinien, et peut-être les hauts responsables du Fath *ont-ils choisi* ce moyen pour canaliser d'éventuels débordements de leur propre base. Ils ont conduit, dirigé et organisé eux-mêmes des opérations qui auraient très probablement éclaté ici ou là de manière incontrôlée, tant le désespoir était profond chez beaucoup de Palestiniens. Comme l'a écrit Xavier Baron : *« Septembre noir en 1972-1973 illustre l'état d'âme de la résistance et surtout du Fath* (6). » Voici ce que déclarait M. Yasser Arafat à ce sujet en janvier 1972 : *« Les jeunes qui ont exécuté Wasfi Tall* [le premier ministre jordanien] *ne sont que l'expression légitime d'une nation menant une lutte vitale sur des fronts différents. Je ne suis pas le chef d'un parti, mais un militant chargé par ses frères d'assumer des responsabilités. Pour cette raison, je réponds de la défense du mouvement et de ses militants qui portent à travers les pays arabes le flambeau de la Palestine et de la libération. Ce qui s'est produit est la conséquence natu-*

* Maître de conférences en science politique à l'université de Nancy-II.

(1) Ce document nous a été communiqué par un chercheur palestinien qui termine actuellement à Paris une thèse sur le Fath.

(2) *Fiches du monde arabe*, n° 1851.

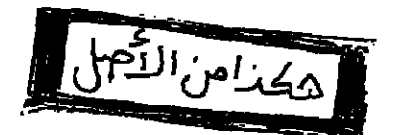
(3) Nadia Benjelloun-Ollivier, *la Palestine, un enjeu, des stratégies, un destin*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1984, pages 71 et suivantes. Voir aussi Gérard Chaliand, *Terrorismes et guérillas*, Flammarion, Paris, 1985

(4) Alain Gresh, *OLP, histoire et stratégies*, SPAG-Papyrus, Paris, 1983, p. 33.

(5) C'est aussi la distinction proposée, à quelques nuances près, par Percy Kemp dans le numéro spécial d'*Esprit* consacré aux terrorismes (septembre-octobre 1984).

(6) Xavier Baron, *les Palestiniens, un peuple*, Le Sycomore, Paris, 1977, p. 213.





AUX ACTIONS DE DÉSTABILISATION

pièges du terrorisme

relle des persécutions... C'est l'expression de la volonté de toute une nation... (7). » Une telle remarque ne relève pas seulement de l'idéologie, c'est le constat d'une réalité : le terrorisme d'affirmation dispose d'un soutien populaire ; ces opérations ont pour but de mettre en avant l'identité palestinienne, et les Palestiniens s'y reconnaissent aussitôt. Autre caractéristique à l'époque : l'importance considérable accordée aux médias. La presse mondiale est utilisée comme le vecteur porteur d'une identité ; l'auteur de l'opération cherche à se mettre en scène pour bien montrer les intentions qui l'animent et les objectifs qu'il poursuit. Il occupe l'espace médiatique pour tenir un discours politique. Ici, le terroriste ne parle ni de lui-même ni pour lui-même : mais au nom des siens, sachant que, à défaut d'être entendu, il sera au moins écouté. Et il déploie alors une thématique invariable centrée sur l'idée de la légitimité de son combat.

Ces actions, quelles que soient les appréciations morales ou politiques qu'on puisse porter sur elles, ont produit des effets historiques : c'est en partie grâce à elles que les Palestiniens sont sortis de l'anonymat. Mais, dans le même temps, cette forme de terrorisme portait en elle sa propre négation. Elle ne peut guère résister à la répétition ni à la durée. Tout est fondé sur l'espoir de l'obtention d'un gain politique majeur : tant pour rassembler et mobiliser le peuple au nom duquel il est mis en œuvre que pour exiger la reconnaissance d'une existence nationale et de droits fondamentaux. Dès l'instant où organisations est élu. Mais, très rapidement, une vive controverse surgit entre les organisations palestiniennes sur une question centrale : la possibilité de s'engager ou non dans une recherche de règlement politique. Pour certaines d'entre elles, accepter de participer à une telle démarche reviendrait purement et simplement à capituler ; un front du refus se forme alors regroupant le FPLP, le FPLP-CG, le Front de libération arabe (FLA) et le Front de lutte populaire palestinien (FLPP). Dans un communiqué, le FPLP de M. Georges Habache explique qu'il faut *« continuer le combat parmi les masses pour redresser cette déviation historique* [dans laquelle l'OLP s'est engagée] *et imposer une ligne politique révolutionnaire ferme* (8) ».

C'est dans ce contexte très tendu que se pose désormais la question du terrorisme, et de manière plus compliquée encore que dans la période précédente.

Car si l'OLP rejette le recours au terrorisme sur le théâtre international, de profondes divisions politiques la secouent et elle n'est pas en mesure d'imposer le respect de cette décision. D'où un constant décalage entre sa position de principe et la pratique sur le terrain, qu'elle ne peut maîtriser et à propos de laquelle elle ne prend pas toujours clairement position. *« Je suis contre le terrorisme où qu'il soit,* déclarait en septembre 1974 M. Yasser Arafat, ... *mais des individus isolés sont d'un avis contraire* (9). » En d'autres termes, je suis opposé à ces méthodes, mais je ne pourrai empêcher que certains les utilisent...

De surcroît, dans cette situation déjà confuse surviennent une série d'opérations qui lui sont étrangères mais que l'opinion publique tend naturellement à lui imputer – comme si, soudain, l'OLP avait acquis le redoutable privilège d'avoir le monopole du terrorisme...

En 1974, le comité exécutif comprend des membres du Fath, de la Saïka (prosyrienne), du FPLP, du FDPLP, du FLA et du FPLP-CG, plus des personnalités indépendantes. Chacune de ces organisations défend ses propres positions sur la question essentielle du terrorisme sur le théâtre international ; chacune a les moyens opérationnels de passer à l'action ; chacune est confrontée en son sein à des minorités capables d'agir de manière indépendante, voire de faire scission, et chacune, enfin, dispose de structures spécialisées, nécessairement clandestines... Le président de l'OLP n'est pas en mesure d'exercer un contrôle sur ces multiples articulations autonomes, cloisonnées et secrètes, surtout dans un domaine où la transparence équivaut à un danger mortel. Sans compter, naturellement, que lui-même peut le cas échéant en utiliser certaines pour faire ce qu'il a dit qu'il ne ferait pas... Enfin, tout cet agencement de circuits multiples et enchevêtrés fonctionne en étroit contact (et quelquefois en étroite allégeance) avec des Etats qui entendent à tout prix faire prévaloir leurs propres intérêts stratégiques. Toutes les conditions sont réunies pour favoriser l'émergence d'une autre logique : celle de la déstabilisation.

Cette fois, les auteurs des opérations appartiennent, par le relais de leurs organisations, à l'OLP même s'ils agissent sous le couvert d'un groupe créé pour la circonstance (de fait, dès 1973, on peut recenser un assez grand nombre de sigles souvent éphémères) (10). Ainsi, derrière les Aigles de la révolution palestinienne – qui s'en prend en 1979 à des objectifs égyptiens, – on trouve la Saïka, dont le chef, Zouheir Mohsen, était un membre influent du comité exécutif de l'OLP et, surtout, un fidèle partisan du pouvoir en place à Damas.

Le Fath ne prend plus d'initiatives de ce genre, même sous le couvert d'un autre groupe comme ce fut le cas avec Septembre noir ; mais des membres dissidents réalisent quelques opérations sans qu'on puisse savoir au juste quels étaient leurs liens avec cette organisation au moment de l'acte. Ainsi, après le détournement d'un avion de British Airways, en novembre 1974, une trentaine de membres du Fath sont arrêtés par l'OLP (11). En juillet 1977, des fedayin s'emparent d'un avion de Koweït Airways ; leur chef appartient au Fath.

Cependant, c'est surtout le FPLP – ou du moins l'une ou l'autre de ses fractions – qui semble le plus actif, alors même qu'il avait décidé en 1972 de renoncer à ces méthodes. Ainsi, le détournement d'un avion d'Air France sur Entebbé, en juin 1976, est organisé par M. Fayez Jaber, proche collaborateur de Wadih Haddad, qui dirige une fraction dure et dissidente du FPLP (12).

Autre exemple d'embarras causés à la direction de l'OLP de l'intérieur même de l'organisation : les déclarations contradictoires. En septembre 1976, à la suite du détournement d'un avion néerlandais qui venait de décoller de Nice, l'OLP avait condamné *« tous les actes de terrorisme commis hors des territoires occupés par Israël »* ; mais le FPLP publia un communiqué ambivalent où, tout en condamnant les détournements d'avions, il affirmait qu'il continuerait à attaquer *« les bases militaires et économiques d'Israël dans le monde entier* (13) ».

De telles interventions visent en réalité à déstabiliser l'OLP en mettant en question la ligne politique qu'elle a – majoritairement – choisi d'adopter et d'appliquer. Des éléments minoritaires en son sein utilisent cette méthode pour empêcher la réalisation d'une stratégie essentiellement fondée sur l'idée d'une « solution politique ». A cet égard, la répétition de certains enchaînements, à onze ans d'intervalle, est révélatrice : en novembre 1974, alors que l'OLP vient de remporter d'importants succès aux Nations unies, un commando attaque à Dubaï un avion de British Airways ; il menace d'exécuter un passager toutes les cinquante minutes s'il n'obtient pas la libération de prisonniers palestiniens et si la Grande-Bretagne ne dénonce pas la déclaration Balfour. L'image de l'OLP en est gravement affectée. En octobre 1985, M. Yasser Arafat, engagé dans de subtiles approches diplomatiques, est attendu aux Nations unies à l'occasion du quarantième anniversaire de cette institution ; et voici qu'il se trouve soudain confronté, avec le détournement de l'*Achille-Lauro*, à une affaire extraordinairement confuse qui tourne, pour le chef de l'OLP à la catastrophe politique.

On ne saurait exclure que nombre de tels coups aient été commis avec le soutien ou l'approbation de certains Etats arabes, au terme d'une succession de relais occultes et de cloisonnements étanches.

Mais cette collusion est encore plus patente lorsque les actes de terrorisme sont le fait de groupes extérieurs à l'OLP. Alors, l'objectif n'est plus seulement d'entraver la réalisation d'un choix politique, mais aussi de porter atteinte à l'identité même de l'organisation. Deux séries de cibles spécifiques sont désignées :

1° Les dirigeants de l'OLP s'employant à nouer des contacts internationaux en vue d'une éventuelle négociation politique. Ainsi ont été assassinés de nombreux responsables qui partageaient la même volonté de privilégier la tentative de débat politique ; en particulier, en Europe occidentale, Saïd Hammami, Ezzedine Kalak, Naïm Khader, Issam Sartaoui, et bien d'autres ;

2° Des juifs en tant que tels. Des lieux habituellement fréquentés par la communauté israélite font ainsi l'objet d'attentats antisémites extrêmement meurtriers : à Anvers, en juillet 1980 ; dans un restaurant de la rue des Rosiers à Paris, en août 1982 ; et dans des synagogues à Paris (octobre 1980), à Vienne (en août 1981), à Bruxelles (en septembre 1981), à Rome (en octobre 1982).



(R. Depardon-Magnum)

SOLDATS ISRAÉLIENS DANS UNE VILLE DE CISJORDANIE
Une occupation étrangère qui alimente le nationalisme d'un peuple

les effets négatifs l'emportent, en raison de l'intensité de la réprobation suscitée, le gain est nul, voire se transforme même rapidement en lourde perte : les Palestiniens voulaient se faire entendre, ils se sont fait condamner.

Consciente du danger, l'OLP a cherché à changer de cap à partir de 1974, année de la reconnaissance internationale. Après avoir été consacrée au sommet arabe d'Alger en novembre 1973 comme seul et unique représentant du peuple palestinien, l'organisation est admise à titre d'observateur aux Nations unies tandis que son président y est reçu en chef d'Etat en novembre 1974.

Cette nouvelle orientation est liée à un infléchissement stratégique plus global ; la douzième session du CNP qui se tient au Caire, au début de juin 1974, adopte un programme politique transitoire en dix points. Après avoir réaffirmé le rejet de la résolution 242 du Conseil de sécurité et la décision d'utiliser tous les moyens – notamment la lutte armée – pour libérer le territoire palestinien, ce texte préconise l'établissement d'un *« pouvoir national sur toute parcelle de territoire palestinien libéré »*. Ainsi, pour la première fois, l'éventualité de la création d'un Etat palestinien (bien que le mot ne figure pas) sur une partie de la Palestine paraît implicitement admise. La lutte armée perd le caractère prioritaire qu'elle revêtait jusque-là, elle n'apparaît plus comme le seul moyen de combat.

Un nouveau comité exécutif comprenant des représentants de toutes les

Un amalgame efficace

CETTE logique s'avère très efficace car il y a parfaite adéquation entre l'intention poursuivie et l'effet obtenu. Les instigateurs veulent une condamnation de leurs actes : immanquablement ils l'obtiennent ; ils veulent provoquer la répulsion du monde occidental : ils la récoltent aussitôt. Cette fois encore, les médias jouent un rôle primordial : il ne s'agit plus d'en faire les relais d'une logique d'affirmation nationale, mais bien plutôt de les utiliser comme instrument de l'unanime réprobation. Tout ce qui peut être dit, rapporté ou commenté au lendemain de l'attentat terroriste ne peut, en effet, qu'amplifier et prolonger l'irrépressible indignation suscitée par le massacre. Et cela provoque aussitôt un formidable raidissement de l'opinion publique occidentale, et plus précisément européenne. Est-ce une simple coïncidence ? Les attentats antisémites perpétrés en Europe se sont tous produits après la déclaration des Etats européens à Venise, le 13 juin 1980, qui recommandait notamment la mise en œuvre du droit des Palestiniens à l'autodétermination et l'association de l'OLP au règlement du conflit.

De tels actes – sans aucune exception – ont été fermement condamnés par l'OLP. Mais cela ne suffit pas pour qu'elle sorte intacte des accusations qui lui sont aussitôt adressées par ses adversaires. Comme elle n'a pas toujours adopté d'attitudes claires en d'autres circonstances, la confusion s'installe dans les esprits.

Dans ce type d'attentat, les auteurs restent invisibles et ne cherchent jamais à se mettre en scène. Jamais ils ne s'expriment, serait-ce sous la forme d'un bref communiqué. Aussitôt le coup exécuté, ils disparaissent. Lorsque, par exemple, des bombes explosent devant la synagogue de la rue Copernic, à Paris, quand des individus tirent sauvagement dans un restaurant juif à Paris, ou encore lorsque des engins explosent simultanément dans les aéroports de Vienne et de Rome (janvier 1986), on ne sait rien de l'identité des auteurs. L'opération étant rarement revendiquée, les pistes permettant de remonter jusqu'aux instigateurs sont très difficiles à suivre. Encore plus lorsqu'il s'agit de retrouver les commanditaires. Cela dit, les indices cumulés retrouvés dans cette série d'attentats et d'assassinats, les intérêts convergents, les logiques politiques sous-jacentes et parfois aussi certaines revendications ont conduit à attribuer la plupart de ces opérations (sinon toutes) à l'organisation d'Abou Nidal.

La question se pose alors de savoir dans quelle mesure cet homme, condamné à mort par l'OLP, est utilisé, voire manipulé, par les services spéciaux de certains Etats. Tout au plus peut-on avancer quelques hypothèses. Installé successivement à Bagdad, à Damas, à Tripoli, il a servi tour à tour – et parfois en même temps – les intérêts de ces Etats. Compte tenu de son itinéraire, de sa nature, de son mode de fonctionnement, son groupe dispose probablement d'une assez grande autonomie tant sur le plan politique que financier. Le réduire au rôle de simple instrument aux ordres d'un Etat serait certainement sous-estimer à la fois sa capacité à jouer des contradictions du Proche-Orient et l'attirance qu'il peut exercer auprès de certaines franges du peuple palestinien, surtout après les tragédies de la guerre du Liban. Dans une conjoncture donnée, une initiative du groupe peut servir « objectivement » les intérêts tactiques ou stratégiques d'un Etat, quels que soient d'autre part les liens qu'ils peuvent entretenir. Enfin, il faut noter que certains Etats du Proche-Orient ont montré dans un passé récent qu'ils n'hésiteraient pas à organiser directement, avec leurs propres services spéciaux, des actions terroristes.

Finalement, tout acte terroriste d'origine palestinienne renforce la position du gouvernement israélien qui a toujours refusé – que ce soit le Likoud ou le Parti travailliste – le principe même d'un dialogue avec l'OLP. A l'exception de certaines formations de gauche, la classe politique israélienne, s'appuyant sur un large consensus, développe un syllogisme très simple : on ne discute pas avec une organisation terroriste ; l'OLP a toujours eu recours à des actions terroristes, donc on ne discute pas avec l'OLP. Ainsi, chaque épisode terroriste est immédiatement exploité par Israël pour écarter l'OLP de tout règlement politique et éviter ainsi d'aborder de manière frontale la question essentielle : celle de la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien. L'initiative diplomatique de M. Shimon Pérès en direction de la Jordanie s'inscrit dans ce schéma, l'objectif étant de marginaliser complètement les dirigeants de l'OLP pour conclure avec Amman une sorte de « Camp David travailliste ».

Pour l'OLP, il y va de son avenir. Dans cette période particulièrement difficile où, à la suite des graves revers subis au Liban, sa marge de manœuvre paraît bien réduite, toute action terroriste perpétrée sur la scène internationale risque de l'exclure davantage encore du jeu politique. Pour ceux dont les droits sont niés, on n'existe que parce qu'on se bat et pour autant qu'on se batte. Mais la remise en cause de certaines formes de lutte armée peut devenir une nécessité si la recherche d'un règlement politique devient prioritaire. Avec ses initiatives de 1985, en particulier la déclaration du Caire dans laquelle M. Yasser Arafat a condamné tous les actes terroristes commis sur la scène internationale, l'OLP semble décidée à s'engager dans cette voie, comme d'ailleurs elle avait déjà tenté de le faire à plusieurs reprises dans le passé. Face aux éléments qui la contestent de l'intérieur, ce choix est d'autant plus délicat à assumer qu'il implique un certain nombre de concessions capitales qui ne peuvent avoir de sens que si de réelles perspectives diplomatiques sont ouvertes. Sinon, naturellement, il ne s'agirait que d'un marché de dupes.

On voit à quel point une telle stratégie est vulnérable aux attaques de tous bords. La rupture intervenue au début de 1986 entre le roi Hussein et l'OLP montre que les multiples blocages ont déjà produit leurs effets.

En décembre 1985, les Etats de la Communauté européenne estimaient que seule une solution juste, durable et globale pouvait *« mettre fin au climat de tension dans la région qui est à l'origine des actes de violence et du terrorisme »*. A l'inverse, si rien de positif ne survient sur le plan politique et si le « climat de tension » persiste, il faut s'attendre à de nouvelles violences que ni les condamnations de la communauté internationale ni les mesures de répression qui se mettent en place pour lutter contre le terrorisme international ne pourront éviter.

JEAN-PAUL CHAGNOLLAUD.

(7) Déclarations à la revue égyptienne *Rose el-Youssef*, 1er janvier 1972. Texte reproduit dans Gilbert Mury, *Septembre noir*, Sindbad, Paris, 1972, pages 107 et 108.
(8) Cf. Alain Gresh, *op. cit*, p. 203.
(9) *Le Monde*, 19 septembre 1974.
(10) Les victimes de l'occupation sioniste ; Organisation de la jeunesse nationaliste arabe ; Organisation des fils des territoires occupés ; Le châtiment ; 7e groupe suicide Abou-Youssef ; Groupe Abdel Ghaffour ; Juin noir ; Aigles de la révolution palestinienne ; Commando Mohamed Boudia...
(11) *Fiches du monde arabe*, n° 359. L'OLP fait assumer la responsabilité de cette opération à son ancien représentant à Bagdad, Sabri Al Banna, plus connu sous le nom d'Abou Nidal.
(12) *Le Monde*, 4 juillet 1976.
(13) *Le Monde*, 6 septembre 1976.

● AIDE AUX ENFANTS PALESTINIENS. – L'association France-Palestine invite cinquante enfants du Liban et de Cisjordanie à passer un mois de vacances en France durant l'été. *(Pour tous renseignements s'adresser à AFP, BP 184-04, 75160 Paris Cedex 04. Téléphone 45-70-80-70.)*

A LA RECHERCHE D'UNE

Esquisse d'un compromis entre

DRAMATIQUE pour les pays producteurs, l'effondrement des prix du pétrole n'a pas que des effets bénéfiques pour les pays consommateurs. Ceux-ci, comme les grandes compagnies, redécouvrent les vertus d'une organisation des pays producteurs garante de la régulation du marché et des prix d'un produit stratégique.

Par DENIS CLERC *

Début décembre 1985, le baril (1) de pétrole brut de la mer du Nord valait 30 dollars, soit 1 730 F la tonne. Le 1er avril 1986, il était coté 9,85 dollars, soit 520 F la tonne. Une division par plus de trois en quatre mois : parler d'effondrement des prix n'est sans doute pas excessif ! Durant ces quelques mois, la délicate construction mise en place par l'OPEP depuis 1973 – organisation du marché, répartition des parts entre pays membres et système de fixation des prix – s'est effondrée. Le prix du pétrole, désormais, fluctue quotidiennement sur une série *de marchés comme une vulgaire* matière première. Revanche de l'histoire (et des lois du marché, qu'on ne viole pas impunément, ajoutent les libéraux) ? De fait, pour nombre de commentateurs, le retournement brutal des prix fait un peu figure de conclusion de bande dessinée... ou de western de série B : les bons sont récompensés, les méchants sont punis.

Comme souvent, l'histoire réelle est assez éloignée de cette caricature. D'abord parce que la forte hausse des prix imposée par les pays de l'OPEP en 1973-1974, puis en 1979-1980, n'a pas eu que des inconvénients : elle a, certes, contribué au ralentissement de la croissance économique des pays importateurs, mais elle nous a aussi rendus plus économes d'une ressource non renouvelable que nous avions tendance à gaspiller en raison de son faible coût (8 centimes le litre de brut en 1972 !). Mais aussi parce que la baisse actuelle n'a pas que des conséquences bénéfiques, il s'en faut de beaucoup.

Il est assez facile de comprendre les raisons de l'effondrement des prix du brut : depuis 1979, l'offre de pétrole n'a guère cessé de progresser, tandis que la demande avait tendance à diminuer. Ecart croissant qui, comme toujours en économie de marché, a fini par provoquer une baisse des prix d'autant plus soudaine et forte qu'elle a été longtemps contenue par l'OPEP.

Côté demande, l'évolution est nette : la consommation mondiale de pétrole a diminué de 235 millions de tonnes (– 9 %) entre 1979 et 1985. Elle est ainsi revenue à son niveau de 1974 (2 700 millions de tonnes). Les pays capitalistes industrialisés, à eux seuls, ont réduit leur consommation de 300 millions de tonnes. D'abord, en raison des efforts de maîtrise de l'énergie qu'ils ont consentis pour améliorer l'efficacité de leurs systèmes énergétiques : ainsi, une maison neuve de 110 mètres carrés, construite aujourd'hui en région parisienne, avec les meilleures normes d'isolation, n'a plus besoin que de 1 120 litres de fioul pour son chauffage, contre 4 660 litres en 1974. Même s'ils sont moins spectaculaires, des gains importants d'efficacité énergétique ont été enregistrés dans les transports (l'Airbus-300 consomme quatre fois moins que le Concorde par siège offert) et dans l'industrie. Ensuite, le pétrole, énergie coûteuse, a souvent été remplacé par d'autres énergies : au Japon, une bonne partie de l'eau chaude sanitaire est fournie par quatre millions de capteurs solaires. En France, l'électricité d'origine nucléaire a été la principale bénéficiaire de ces substitutions, surtout dans le chauffage domestique. Cimenteries et sucreries se sont presque toutes reconverties au charbon.

Enfin, troisième raison de la réduction de la demande de pétrole, le ralentissement de la croissance économique : la crise a été sensible dans les industries grosses consommatrices d'énergie (sidérurgie, cimenterie, pétrochimie...). Le système productif change de nature, et celui qui se met en place se révèle moins gourmand en énergie : les « puces » de l'informatique consomment moins d'énergie que les technologies anciennes auxquelles elles se substituent, et la croissance de l'activité concerne désormais presque exclusivement le secteur tertiaire.

Tensions entre pays producteurs

COTÉ offre, en revanche, la production des pays non membres de l'OPEP (2) a beaucoup augmenté depuis 1979. Le Mexique est passé de 80 millions de tonnes en 1979 à 150 millions en 1985 ; la mer du Nord fournit aujourd'hui 171 millions de tonnes (dont 140 pour la seule Grande-Bretagne, devenue un des grands exportateurs mondiaux, avec 50 millions de tonnes), contre 100 millions en 1979. Des pays comme l'Inde, la Chine, l'Australie, la Colombie, l'Argentine sont devenus autosuffisants grâce à leur production. Au total, la production non OPEP (pays socialistes exclus) est passée de 960 millions de tonnes en 1979 à 1 200 millions en 1985.

Entre une consommation qui recule et une production non OPEP en pleine croissance *(voir le graphique ci-dessous)*, l'OPEP a tenté de faire l'ajustement en réduisant progressivement sa part, passée de 1 500 millions de tonnes en 1979 à 831 millions en 1985. Cette politique était nécessaire pour sauvegarder la maîtrise des prix, objectif principal de l'OPEP : le propre du monopole ou du quasi-monopole est de fixer les quantités produites au niveau qui maximise le profit. Les réunions pluriannuelles des représentants des pays membres avaient pour but essentiel d'apprécier l'évolution de la demande mondiale et de l'offre non OPEP, puis de déterminer la production OPEP nécessaire pour éviter la baisse des prix, ainsi que de répartir cette production sur la base de quotas entre les différents pays membres. Ce rôle de *swing producer* (producteur d'équilibre), l'OPEP l'a joué de plus en plus difficilement jusqu'en novembre 1985.

En effet, tant que les quotas étaient croissants ou stables (de 1974 à 1979), tout allait bien. En revanche, à partir de 1980, il a fallu se répartir des quotas en baisse. D'où des tensions de plus en plus fortes entre les pays membres. Certains, en effet, avaient impérativement besoin d'un niveau stable d'exportations pétrolières pour équilibrer une balance commerciale alourdie par d'importants efforts de développement industriel (Algérie) ou tout simplement pour soutenir une économie totalement assistée et en pleine crise (Nigéria, Venezuela) (3). Sans compter l'Iran et l'Irak, entretenant à coups de pétrodollars un conflit meurtrier.

Mais ces tensions auraient été gérables si la réussite même de l'OPEP – à savoir le maintien de prix élevés et stables – n'avait accru l'intérêt, pour les pays non OPEP, d'accentuer encore leurs efforts de prospection et de production. Ils tiraient en effet partie de la discipline que les membres de l'OPEP s'imposaient, sans avoir quoi que ce soit à fournir en échange. Contradiction sans issue d'une politique de prix imposée par un cartel qui ne contrôle pas l'ensemble de la production : plus les pays membres accentuaient leurs efforts, plus ils renforçaient leurs concurrents. Il est clair que l'on ne pouvait longtemps exiger de l'Algérie ou du Venezuela qu'ils acceptent de voir leur développement handicapé ou leurs problèmes internes accrus, simplement pour permettre à la Grande-Bretagne ou à la Norvège de réaliser de confortables profits pétroliers, assurant à ces derniers une rente fort rémunératrice, sans parvenir à leur imposer en échange la moindre compensation ou la moindre discipline. Exemple peu connu de transfert de richesses du Sud vers le Nord : la Grande-Bretagne et les compagnies exploitant le pétrole de la mer du Nord ont dû leur prospérité à l'OPEP.

Pour éviter que cette contradiction ne fasse exploser l'OPEP, l'Arabie saoudite – qui, du fait de ses énormes capacités de production (500 millions de tonnes) et de ses immenses réserves (plus du quart des réserves mondiales), joue un rôle décisif au sein de l'Organisation – a donc réduit sa propre production en deçà de son quota officiel. Ainsi, elle pouvait maintenir une politique de prix empêchant la surproduction. Réduction drastique puisque, de 1979 à août 1985, sa production est passée d'un rythme de 10 millions de barils par jour *(500 millions de tonnes par an)* à 2,2 millions (110 millions de tonnes). D'un système où un groupe de producteurs assurait collectivement l'équilibre du marché, on est passé progressivement à un système où un seul pays (jusqu'à présent deuxième ou troisième producteur mondial, derrière l'URSS et, certaines années, les Etats-Unis) assurait cette tâche, au prix d'une diminution considérable de sa production et de ses recettes.

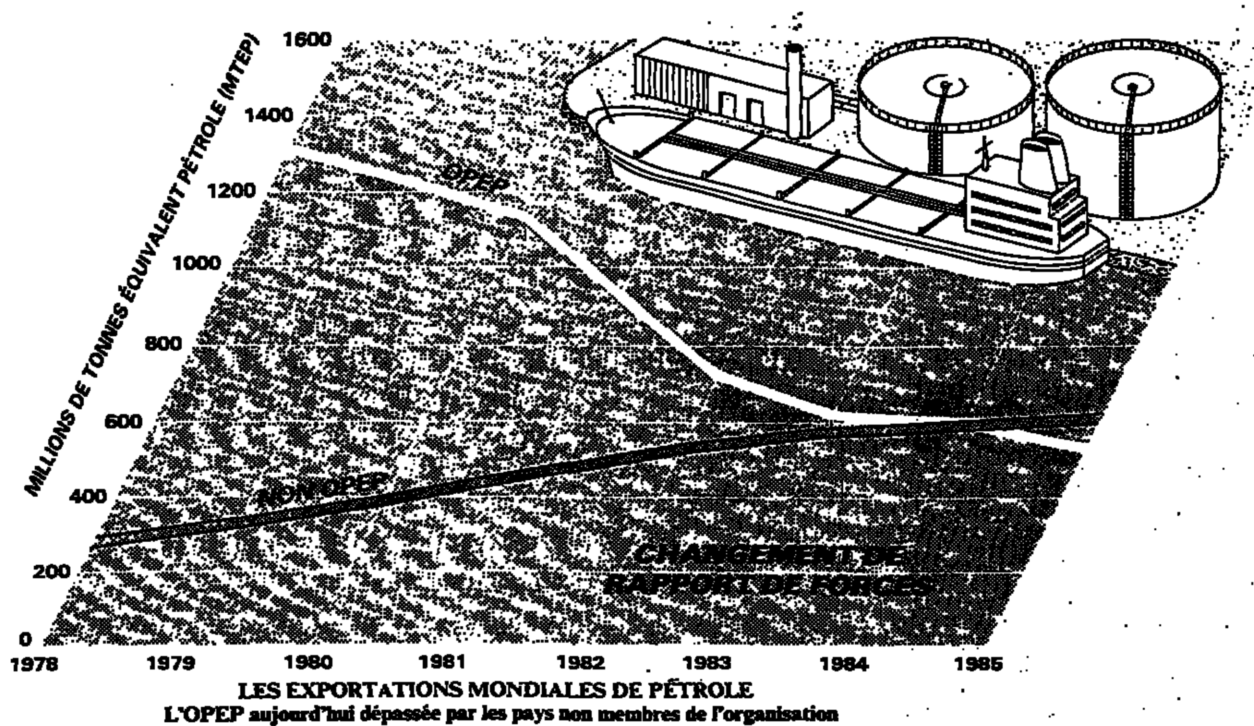
Que ce pays se soit refusé à porter plus longtemps cette responsabilité, rien de plus logique. Et c'est pourquoi, en août 1985, l'Arabie saoudite annonçait son intention de retrouver une part du marché acceptable. Position avalisée, non sans difficulté, par l'OPEP en décembre 1985 : régulé jusqu'ici par une politique de prix, le marché pétrolier est désormais dépendant d'une politique de niveau de production. L'objectif officiel de l'OPEP est de retrouver sa part de 1984 (soit 900 millions de tonnes, au lieu des 831 millions de tonnes atteintes en 1985).

L'Arabie saoudite est passée aux actes et a quasiment doublé son rythme quotidien de production depuis novembre dernier. Et, pour assurer l'écoulement de cette production supplémentaire sur un marché pléthorique, le royaume wahabite a proposé aux acheteurs intéressés des prix indexés sur les prix de vente des produits raffinés tirés du brut acheté après défalcation de la marge. Ce type de contrat *(net back)* revient, *en fait, à garantir une marge* aux raffineurs : c'est le producteur qui supporte intégralement l'incertitude sur les variations de prix éventuelles entre la signature du contrat d'approvisionnement et la vente des produits finis qui en résultent. Ce type de contrat a, bien sûr, obtenu un succès extraordinaire : ainsi, l'Arabie saoudite, en six mois, est passée de la quinzième place parmi les fournisseurs de pétrole aux Etats-Unis (avec 26 000 barils par jour, soit un rythme de 1,3 million de tonnes par an) à la deuxième (avec 664 000 barils par jour : 33 millions de tonnes par an).

L'effondrement des prix qui a résulté de cette politique agressive d'offre *(voir le graphique ci-dessus)* n'a pas eu, jusqu'ici, l'effet escompté, à savoir la réduction des livraisons de pétrole non OPEP. Car une partie importante de ce pétrole a un coût d'extraction élevé. En mer du Nord, le coût d'extraction s'étage, selon les gisements, de 18 à 46 centimes le litre (4 à 10 dollars le baril) en zone britannique et de 36 à 72 centimes le litre (8 à 16 dollars le baril) en zone norvégienne. Compte tenu des impôts (80 % de la marge bénéficiaire en moyenne), les compagnies, en dessous de 17 dollars le baril, auraient dû avoir intérêt à

UN DÉRÈGLEMENT DRAMATIQUE

LA CHUTE DES PRIX DU BRUT DE LA MER DU NORD (BRENT)
Au-dessous de 10 dollars le baril, l'exploitation ne serait plus rentable



LES EXPORTATIONS MONDIALES DE PÉTROLE
L'OPEP aujourd'hui dépassée par les pays non membres de l'organisation

* Directeur d'*Alternatives économiques*.

Quand les

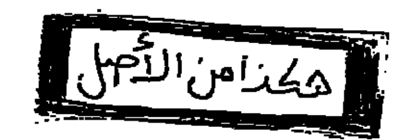
COMBIEN coûte le pétrole brut ? Si l'on en croit les cotations d'avril 1986 sur le marché de Londres, pour la qualité Brent (pétrole de la mer du Nord), les prix ont oscillé de 10 à 13 dollars le baril pour livraison le mois suivant. Or, le même mois, le prix moyen du pétrole livré en France a été de 918 francs par tonne, ce qui correspond à 17,4 dollars par baril. Même si l'on tient compte du coût du transport (de l'ordre de 0,5 dollar par baril pour le pétrole de la mer du Nord, de 2,5 dollars par baril pour le pétrole d'Arabie saoudite, qui représente désormais un quart de l'approvisionnement français (contre un vingtième il y a un an), la différence entre les cotations et les coûts réels d'approvisionnement est très importante : environ 3 à 4 dollars par baril. Comment l'expliquer ?

La première raison est que l'approvisionnement sur les marchés pétroliers ne concerne qu'une faible fraction de l'approvisionnement total des raffineries. Celles-ci appartiennent à des groupes intégrés qui extraient eux-mêmes le brut *dans des champs qui leur appartiennent* (mer du Nord, par exemple) ou sur lesquels ils sont opérateurs, rémunérés par une fraction de la production. Certes, les prix de cession internes ne sont pas totalement indépendants des prix du marché : une société pétrolière peut avoir intérêt à réduire ses enlèvements directs ou son rythme d'extraction pour se porter acheteuse sur le marché lorsque les prix pratiqués sur ce dernier sont particulièrement attractifs. Mais la nécessité d'amortir des installations coûteuses, quel que soit le rythme d'extraction, limite la flexibilité d'approvisionnement. Même si le Brent du marché tombe à 10 dollars, une société peut préférer continuer à extraire son brut à 16 dollars, sur lesquels 8 dollars sont des coûts fixes d'amortissement : les 6 dollars qu'elle gagnerait ne suffiraient pas à couvrir ces 8 dollars d'amortissement.

Vendre des promesses

AU total, le marché pétrolier n'est *donc alimenté que par le pétrole* extrait par des sociétés ne disposant pas de réseau propre de commercialisation, ou d'un réseau insuffisant. La formule des contrats *net-back* limite d'ailleurs encore davantage les quantités qui transitent par le marché. En effet, ce type de contrat revient à vendre directement du pétrole dont le prix d'achat est fixé *a posteriori*, en fonction du prix de vente des produits raffinés et en tenant compte d'une marge pour le raffinage. Le vendeur prend donc en charge le risque de variation des prix, alors qu'en cas d'achat sur le marché le risque est à la charge de l'acheteur de brut. Le marché du brut se révèle donc *être un marché marginal* et, comme tel, très sensible aux moindres variations de l'offre et de la demande. Il s'y traite environ 5 % du commerce mondial : que se produise une légère variation de la demande – 1 % – et que l'intégralité de cette demande supplémentaire transite par le marché, les cours explosent. C'est pourquoi le marché du brut est très sensible aux moindres variations de stocks.

Mais une autre raison, plus fondamentale, joue pour expliquer la divergence entre cotations du marché et prix réels d'approvisionnement. Car le marché de Londres (IPE) ou celui de New-York



NOUVELLE STABILITÉ

l'OPEP et les compagnies pétrolières

acheter à l'Arabie saoudite en *net back*, puisque la marge garantie grâce à ce système est de l'ordre de 2 dollars le baril.

Or ce n'est pas ce qui s'est passé : une bonne partie (près de la moitié) du coût d'extraction correspond à des amortissements de dépenses de prospection et d'équipement qui ont déjà été effectuées. Si bien que le coût direct est moindre, et que les compagnies préfèrent poursuivre l'exploitation de leurs gisements. La stratégie de baisse des prix ne les aurait amené à renoncer que si ces derniers étaient devenus inférieurs à 10 dollars le baril. L'Arabie saoudite aurait pu se le permettre : ses coûts d'extraction sont les plus bas du monde (1 à 2 centimes par litre), et ses réserves les plus importantes, de telle sorte qu'elle aurait pu aller très loin dans la guerre des prix.

Le problème est que les autres membres de l'OPEP ne peuvent, eux, aller très loin. L'effrondrement des prix se traduit en ce qui les concerne par une double pénalisation : ils vendent moins cher et ils vendent moins (4). En moyenne, les recettes (en devises) tirées du pétrole ont été réduites de moitié : ainsi, en Indonésie, le manque à gagner, pour 1986, est estimé à 4,6 milliards de dollars, soit un tiers des recettes en devises du pays ; pour la Banque mondiale, « *une réduction de la demande est inévitable pour assurer une amélioration de l'économie* ». En Algérie, un premier plan d'austérité, en avril dernier, a réduit les dépenses publiques de 18 %.

Une réduction des investissements

POUR tous ces pays, la baisse des prix est dramatique, car l'inévitable réduction des importations porte souvent sur des produits de première nécessité. Il font donc fortement pression sur l'Arabie saoudite pour en revenir à une politique fondée sur les prix. Un accord en ce sens a failli être conclu lors de la réunion ministérielle d'avril 1986, sur un plafond de 700 millions de tonnes. Il a finalement achoppé sur le problème de la répartition de la réduction des quotas : le Nigéria (80 millions d'habitants) ou l'Indonésie (150 millions) ne pouvaient accepter un pourcentage de baisse identique à celui de l'Arabie saoudite (15 millions d'habitants). De même, l'Irak, arguant de ce que son quota antérieur de 1,2 million de barils par jour avait été attribué à un moment où ses capacités d'évacuation étaient limitées, souhaitait obtenir 2,1 millions, ce que voyant, l'Irak, au nom du maintien du rapport de forces, exigeait lui aussi un accroissement similaire.

Trois mois après cet échec, toutefois, la situation a évolué : la plupart des pays exportateurs non membres de l'OPEP (y compris la Norvège, mais à l'exception du Royaume-Uni), ont déclaré être prêts à négocier une répartition des parts de marché avec l'OPEP, sous condition toutefois que les pays membres de l'Organisation parviennent à un accord entre eux, et s'engagent à le respecter. Certes, le fait que le Royaume-Uni refuse toujours de s'associer à un tel partage du marché – qui consacrerait le rôle régulateur de l'OPEP – réduit les chances de voir les prix du pétrole stabilisés (au niveau de 20 à 22 dollars le baril, ce qui est, semble-t-il, le niveau acceptable par l'ensemble des partenaires). Mais Londres ne dispose plus aujourd'hui que de six ans de production en réserves prouvées, et les compagnies n'ont pas intérêt à ce que la guerre des prix se poursuive : les raffineurs, certes, y gagnent, mais les investissements de prospection et d'exploitation sont devenus trop lourds en regard des gains espérés.

Chevron a d'ores et déjà annoncé une réduction de 30 % de ses investissements d'exploitation et de prospection en 1986, Arco (Atlantic Richfield) de 33 %, Tenneco, Occidental Petroleum, Exxon, de 25 %, Shell, de 15 %... Ce faisant, les compagnies savent qu'elles vivent sur leur capital et que cela n'a qu'un temps : autant dire que, si cette réduction de l'investissement se révélait durable, on se dirigerait inéluctablement vers une évolution chaotique des prix où, à la période de forte baisse, succéderait une période d'emballement, lorsque la production des puits en cours d'exploitation commencerait à fléchir. Pour empêcher l'Arabie saoudite de devenir totalement maîtresse du jeu, grâce à ses énormes réserves, les compagnies sont prêtes au compromis, c'est-à-dire au partage du marché par accord avec l'OPEP.

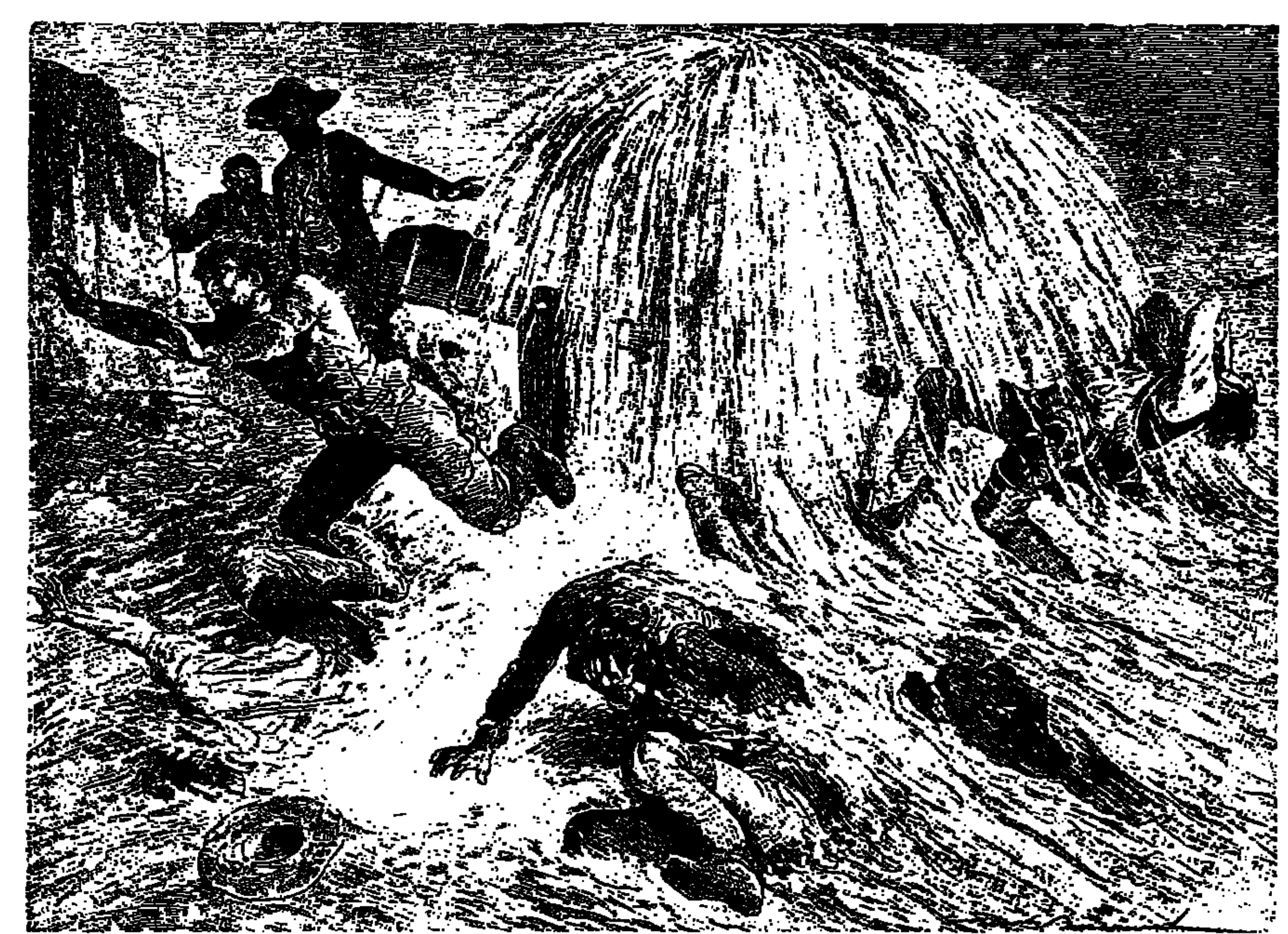
Ainsi, tous les éléments d'un « nouveau compromis historique » sont en place. D'autant que la solution alternative à l'OPEP a échoué. On n'a pas suffisamment souligné que le pétrole a longtemps été une matière première sans marché : jusqu'en 1974, il n'existait pratiquement pas de cotation du pétrole, comme pour le coton ou le cuivre. Depuis 1980, au contraire, une part croissante de la production est écoulée sur le marché « spot » de Rotterdam ou sur les marchés à terme de Londres et de New-York (5).

Théoriquement, les marchés à terme *(voir article ci-dessous)* sont en effet un substitut : l'acheteur d'une cargaison de pétrole revend à terme les produits raffinés qu'il en tirera, ce qui lui permet de connaître à la fois ses prix d'achat et ses prix de vente. Il élimine donc tout risque. Mais cela n'est possible que parce que des acheteurs à terme ont fait la contrepartie : spéculateurs en petite dimension (« les dentistes ») ou en grande dimension (« les traders ») ont pris sur eux le risque. Ils achètent à terme, dans l'espoir de revendre plus cher.

Le marché à terme est regardé avec méfiance par les compagnies : elles estiment que l'intervention de nombreux spéculateurs accentue la fébrilité des cours et amplifie exagérément la moindre rumeur. Bref, les compagnies regrettent le bon temps du cartel des « sept sœurs », où le pétrole ne faisait l'objet d'aucune transaction sur le marché, parce que les filiales de production vendaient aux filiales de transport qui livraient aux filiales de raffinage : tout se passait en famille, grâce à l'intégration des activités au sein de la même société mère. Elles sont donc prêtes à soutenir l'OPEP, si cette dernière se charge de stabiliser les prix « *à un niveau raisonnable* ». C'est-à-dire de 20 à 22 dollars, chiffre qui permet d'assurer la rentabilité des puits en exploitation et de rentabiliser les investissements.

Encore une ruse de l'histoire : presque quinze ans après le premier coup de force de l'OPEP, après une série de crises où l'Organisation, à plusieurs reprises, a failli éclater, après une série d'échecs, l'OPEP retrouve une certaine vigueur, et reçoit le soutien (non officiel) des grandes compagnies pétrolières. Parce que ces dernières ne peuvent accepter de voir la ressource dont elles vivent jouer au yoyo. Mais aussi parce que la collectivité mondiale ne peut se permettre d'enregistrer de telles variations de prix sur un produit qui représentait un sixième du commerce mondial en 1984 : il y va de la stabilité financière du monde entier. L'OPEP s'avère le seul contre-feu possible à une instabilité qui serait dramatique pour de nombreux pays. Faut-il donc des crises pour découvrir que l'Organisation des pays producteurs n'a pas que des inconvénients ?

DENIS CLERC.



(Roger Viollet)

PREMIÈRE DÉCOUVERTE PAR DRAKE, AUX ÉTATS-UNIS, D'UNE SOURCE D'OR NOIR JAILLISSANT (1858)
Cent quarante ans plus tard, la surproduction menace de submerger producteurs et consommateurs.

---

(1) Le baril est une unité américaine qui mesure un volume (159 litres) et non un poids. Ce dernier dépend de la densité du brut, laquelle varie selon les qualités : moindre pour les pétroles légers (Afrique du Nord, Nigéria) plus élevé pour les bruts du Venezuela ou de l'Arabie saoudite. La densité moyenne s'élève à 137 kilos pour 159 litres, soit 7,3 barils par tonne.

(2) L'OPEP comprend l'Equateur, le Venezuela, l'Indonésie, le Nigéria, le Gabon, l'Iran, l'Irak, le Koweït, le Qatar, les Emirats arabes unis, l'Algérie, la Libye, l'Arabie saoudite, soit au total treize pays membres.

(3) On constate en effet que la rente pétrolière, dès lors qu'elle atteint un niveau important, exerce des effets délétères sur les économies concernées : des phénomènes redistributifs de type clientéliste se font jour, tandis que les secteurs non liés au pétrole (agriculture) sont délaissés, faute d'offrir suffisamment d'avantages pécuniaires. On trouvera une description et une analyse de ces phénomènes dans le numéro 26 (janvier-mars 1986) de *Peuples méditerranéens* (voir en particulier l'article de Nirou Eftekhari sur l'Algérie).

(4) Pas toujours : le Koweït a suivi l'Arabie saoudite dans sa politique d'augmentation des quantités vendues, car son problème majeur est de maintenir un niveau élevé d'équipement militaire. En revanche, le Nigéria et l'Algérie vendent moins que leur quota officiel de 1984.

(5) Pour une analyse plus détaillée du fonctionnement de ces marchés, voir *Alternatives économiques*, nº 37, mai 1986, 20, rue d'Assas, 21000 Dijon, 15 F.

Quand les marchés deviennent fébriles

(NYMEX) sont des marchés à terme, et non des marchés physiques. On n'y vend pas des cargaisons mais des promesses de cargaisons, livrables à une date ultérieure (le terme), à un prix convenu dès le jour de la transaction. *Dans la réalité, quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent* ces livraisons ne s'effectuent pas.

Voici, par exemple, un négociant qui vend à terme un lot de deux mille barils (unité de base sur le NYMEX ; à Londres, le lot est de mille barils) à 13 dollars, échéance fin octobre. Ces barils, il ne les a pas. Mais il espère que, d'ici à l'échéance, les prix baisseront, ce qui lui permettra d'acheter au comptant à 12 dollars – par exemple – pour honorer son contrat. Vendre à terme, c'est donc parier à la baisse des prix.

Sur les marchés à terme, on trouve deux catégories d'opérateurs. D'abord, les professionnels du pétrole (producteurs, raffineurs, distributeurs). Pour ceux-ci, le marché à terme est d'abord une assurance. Par exemple, un raffineur achète 50 000 tonnes de brut sur le marché spot, ou par contrat direct avec une société publique d'un des pays de l'OPEP. Il sait qu'il en tirera 48 000 tonnes de produits raffinés dans deux mois, produits qu'il vend aussitôt à terme. Grâce à cette double opération (dite de conversion sur actif ou *hedge*), il connaît à la fois ses prix de revient et ses prix de vente : il a éliminé les risques, il s'est assuré contre une éventuelle baisse des cours des produits raffinés.

Les spéculations des « dentistes »

MAIS, pour qu'il puisse trouver un acheteur à terme qui fasse la contrepartie, une autre catégorie d'opérateurs doit exister : les spéculateurs (les « dentistes »), qui parient à la hausse et achètent les lots à terme. Quel est l'intérêt pour eux ? Essentiellement qu'ils n'immobilisent, dans cet achat de papier, que 5 % à 10 % du prix convenu (cette fraction s'appelle le deposit), soit, pour une transaction à 13 dollars, de 1 300 dollars à 2 600 dollars par lot de deux mille barils. Si la hausse attendue ne se réalise pas, le « dentiste » paiera le déport (différence entre le cours spot et le prix à terme), diminué du montant du deposit. Cette faculté lui est d'ailleurs offerte à tout moment, si bien que le « dentiste » n'a pas besoin d'attendre fin décembre pour dénouer son contrat. Pour limiter sa perte, il peut le revendre d'occasion, en quelque sorte. Dans les deux cas, le « dentiste » peut être aussi « arbitragiste » : si le cours à terme fin décembre est de 13 dollars et fin janvier de 13,4 dollars, notre spéculateur peut acheter à échéance décembre et vendre à échéance janvier pour encaisser la différence de cours (ou arbitrer).

Du fait de ces achats et ventes incessants, les transactions « papier » dépassent largement les transactions physiques (cent contre une environ). Du coup, il suffit d'une petite variation sur ces cours du physique (marché spot) pour que le marché du papier (à terme) s'emballe et accentue considérablement les mouvements : loin de régulariser les cours, le marché à terme a tendance à les déstabiliser davantage lorsqu'ils varient sur le comptant. C'est que le jeu en vaut la chandelle : lorsque les cours varient de 1 dollar, le gain par lot atteint 2 000 dollars pour un deposit du même ordre. Rendement : 100 % en quelques mois. Et la faculté de dénouer le contrat avant terme permet de limiter la perte si l'évolution va à l'inverse de ce qui était espéré. Le marché du pétrole, livré aux spéculateurs, devient vite fébrile, comme tous les marchés financiers non stabilisés par une intervention publique : la hausse appelle la hausse, la baisse provoque la baisse, dans des mouvements cumulatifs qui suscitent effondrement ou explosion des cours à la suite d'un léger déséquilibre sur le marché physique.

Au total, le marché à terme est à la fois une garantie, une forme d'assurance pour les sociétés productrices ou transformatrices, et une source d'instabilité, de fébrilité pour les opérateurs dans leur ensemble. Phénomène classique de l'opposition entre le micro-économique (à l'échelle de l'entreprise) et le macro-économique (à l'échelle de la collectivité). Car comment décider d'une politique énergétique cohérente lorsque, d'un mois à l'autre, voire d'un jour à l'autre, les cours du pétrole sont susceptibles de varier de 10 %, 20 % ou même 30 % ? La multiplication des procédures d'assurance individuelle produit ainsi une instabilité collective que nous payons tous. Au moins, lorsque l'OPEP fixait elle-même les prix, avions-nous la quasi-certitude de ne pas les voir fluctuer de façon aléatoire. Il n'en est plus ainsi : dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, le marché s'est substitué à la régulation publique. Et ce n'est pas forcément mieux.

D. C.

● RECTIFICATIF. – M. François Joseph, de Strasbourg, nous signale que dans l'article « L'électronucléaire coûte que coûte ? » (paru dans *le Monde diplomatique* de juin 1986, page 28) le texte cité de l'Organisation mondiale de la santé doit se lire : « *Du point de vue de la santé* mentale *la situation la plus satisfaisante pour l'avenir des utilisations pacifiques de l'énergie atomique...* » et non « *du point de vue de la santé* mondiale... »

IL Y A CINQUANTE ANS LA GUERRE D'ESPAGNE

[illegible] des socialistes espagnols aux élections législa[illegible] Espagne. Dix ans après la [illegible] le pays semble avoir retrouvé son profil poli[illegible] juillet 1936 aussi la gauche était majo[illegible] autonome – le Pays basque et la Galice à la veille [illegible] un gouvernement de Front populaire s'apprêtait à [illegible] répondant à l'attente séculaire [illegible] les deux tiers de la population.

[illegible] 18 juillet 1936, éclate la rébellion des officiers [illegible] alliés aux extrêmes droites euro[illegible] l'Allemagne nazie. L'échec du coup d'Etat [illegible] sans quartier, de part et [illegible] des exécutions sommaires. Et cette guerre [illegible] politique majeur où vont s'affronter [illegible] siècle. L'Espagne devient un sinistre [illegible] aussi bien les plus meurtrières tech[illegible] la première ville au monde détruite par [illegible] de masse.

[illegible] l'engagement passionné (voir [illegible] les plus célèbres écrivains de l'époque, et [illegible] indifférent. Cette guerre divisa le [illegible] de la République, de la démocratie, et adeptes [illegible] L'Eglise s'y trouva fortement impliquée. [illegible] L'évocation des débats [illegible] apparaître par contraste, et en [illegible] le profond mutisme des [illegible]

IGNACIO RAMONET.



POUR TOURNER « TERRE D'ESPAGNE », JORIS IVENS ET HEMINGWAY UNISSENT LEURS TALENTS
Le président Roosevelt félicita le cinéaste

Quand les intellectuels

« Hommes d'Espagne, le passé n'est pas mort »
Antonio Machado

Par RENÉ BAYSSIÈRE *

LE 18 juillet 1936, un pronunciamento militaire éclate contre le gouvernement de Front populaire de la République espagnole. Il part du nord du Maroc et marque le début d'une guerre civile, longue de près de trente mois, meurtrière au point de faire transformer en *« charnier »*, selon le mot de Georges Bernanos, une Espagne sur laquelle va « régner » trente-six ans le vainqueur, le général Franco.

Si cette guerre civile s'inscrit encore si vivement dans les mémoires, cinquante ans après son déclenchement, c'est parce qu'au-delà de son caractère spécifiquement espagnol, elle fut le terrain d'un conflit international, idéologique et militaire, qui constitua une répétition de la seconde guerre mondiale. D'emblée, l'aide que les rebelles obtiennent de Mussolini et de Hitler fait de ce combat celui de la démocratie contre le fascisme. Ainsi le situe cet appel lancé de l'Espagne républicaine aux *« travailleurs et antifascistes de tous les pays »* : *« (...) Notre lutte est votre lutte. Notre victoire est la victoire de la liberté. Nous sommes l'avant-garde du prolétariat international dans la lutte contre le fascisme. Hommes et femmes de tous les pays, venez à notre aide ! Des armes pour l'Espagne !* (1). »

Malgré l'accent déchirant de cet appel, certaines démocraties hésitent et se dérobent. En particulier, la France, gouvernée pourtant, elle aussi, par un cabinet de Front populaire. Léon Blum, alors président du conseil, décide, le 8 août 1936, la « non-intervention » : *« La France en a pris l'initiative, c'est exact*, expliquera-t-il quelques mois plus tard. *Mais pourquoi ? Parce que nous voulions empêcher l'Allemagne et l'Italie d'envoyer à Franco des armes et des hommes. Et pour l'interdire à l'Allemagne et à l'Italie, nous nous l'interdisions à nous-mêmes* (2). » Cette décision, on le sait, n'empêchera nullement l'aide des nazis et des fascistes de parvenir aux rebelles : elle laisse la République et, au-delà, le peuple d'Espagne désemparés face à la brutalité militaire.

Celle-ci se manifeste d'emblée contre quelques-uns des meilleurs esprits : le plus grand poète, le plus populaire, Federico Garcia Lorca, est fusillé à Grenade. Ce crime va bouleverser les consciences au-delà des frontières. La fragilité de la démocratie va conduire en masse les intellectuels – écrivains, poètes, peintres, artistes, cinéastes – du monde entier à se passionner pour la guerre d'Espagne, à choisir l'un des camps en lutte (majoritairement en faveur de la République) et à le défendre par la plume ou le pinceau (comme le fera Picasso avec son tableau *Guernica*) avant d'en venir, pour nombre d'entre eux – et notamment André Malraux – à le faire les armes à la main. De cette guerre datent les « intellectuels engagés ».

« Vous vaincrez, mais vous ne convaincrez pas »

C'EST un philosophe espagnol, Miguel de Unamuno, auteur du *Sentiment tragique de la vie*, qui, le premier, s'insurge intellectuellement contre la bêtise galonnée ; au général Millan Astray, compagnon de Franco, qui venait de crier devant lui : *« Vive la mort ! »*, il réplique : *« Je viens d'entendre un cri morbide et dénué de sens :* « Vive la mort ! » *Ce paradoxe barbare est pour moi répugnant. Vous vaincrez parce que vous possédez plus de force brutale qu'il n'en faut. Mais vous ne convaincrez pas, car, pour convaincre, il faudrait que vous persuadiez. Or, pour persuader, il vous faudrait avoir ce qui vous manque : la raison et le droit dans la lutte. »*

Les communistre prennent sans hésiter fait et cause pour les républicains : *« Il faut les aider !* (3) », tel est le mot d'ordre lancé par Maurice Thorez, secrétaire général du PCF. Et Trosiski lui-même encourage ceux qui se réclament de ses idées à s'engager dans la lutte de ce peuple qui souffre d'une *« exploitation semi-féodale »* et dont il décrit ainsi la condition rurale : *« Manque de terres, manque d'eau, fermages élevés, outillage primitif, lourds impôts, dîmes prélevées par l'Eglise, cherté des produits industriels, surpopulation des campagnes, multiplication des vagabonds, des mendiants et des moines, sont les éléments du tableau que l'on peut faire de la vie rurale en Espagne* (4). »

De partout, d'Amérique et d'Europe surtout, mais aussi d'Afrique et d'Asie, des volontaires viennent s'engager dans les brigades internationales aux côtés des républicains, ou dans la Légion étrangère aux côtés des nationalistes.

Des écrivains accourent voir la « tragédie espagnole » et porter témoignage des choses vues dans les journaux du monde entier. Choses souvent terribles, comme l'écrira Antoine de Saint-Exupéry : *« Une guerre civile, ce n'est pas une guerre, mais une maladie. En guerre civile, l'ennemi est intérieur, on se bat presque contre soi-même. Et c'est pourquoi, sans doute, cette guerre prend une forme si terrible : on fusille plus qu'on combat : la mort ici, c'est le lazaret d'isolement. On se purge des porteurs de germe... On fusille ici comme on déboise* (5). »

Chaque camp a ses héros, que les hérauts militants chantent et glorifient. Paul Clandel, dans un poème enflammé, dénonce l'exécution de prêtres et l'incendie des églises commises par les anarchistes, tandis que, catholique lui aussi, Georges Bernanos, dans *les Grands Cimetières sous la lune*, s'insurge contre la participation de l'Eglise à la répression et aux fusillades *(voir page 25)*.

Tout comme François Mauriac qui crie son indignation : *« Combien d'années, de siècles faudra-t-il à l'Eglise d'Espagne pour se dégager de l'effroyable équivoque et pour que les fils des femmes assassinées à Guernica, à Durango, à Barcelone et dans toute l'Espagne apprennent à ne plus confondre la cause de leur Dieu crucifié avec celle du général Franco. »* Il se révolte, dans *le Figaro* du 2 février 1938, contre l'apathie de ses concitoyens, insensibles aux souffrances provoquées par ce conflit : *« Ces cadavres, nous les voyons tous les jours au cinéma, entre un match de football et une exhibition de patinage sur glace. Pas un cri, pas un soupir ne monte de la foule engourdie. Si nous ne sommes capables de nous émouvoir que lorsque notre sort est en jeu, voilà le moment de frémir, bonnes gens. »*

Certains s'émeuvent certes, mais d'autres applaudissent aux exploits guerriers des troupes nationalistes ; ainsi, Robert Brasillach s'enthousiasme pour le courage des assiégés franquistes de l'Alcazar de Tolède : *« On revient d'Espagne avec un tel émerveillement, avec une conscience si claire et si évidente que nous avons eu le privilège d'assister à la résurrection d'une grande nation..* (6) » André Malraux, en revanche, vilipende l'armée espagnole : *« C'est une armée de guerre civile, elle a un officier pour dix hommes : on n'a jamais entendu parler d'elle qu'en cas de défaites ou de concussions. Et de répressions. »*

D'Arthur Koestler à Ernest Hemingway, de Georges Orwell à Alejo Carpentier, de Pablo Neruda à Cesar Vallejo, les écrivains témoignent des souffrances de la population et des calamités de la guerre : ils portent loin l'écho de la cause républicaine, facilitant les collectes de fonds et stimulant le mouvement des combattants volontaires.

Le soutien des brigades internationales (30 000 hommes environ, venus de cinquante-trois pays) se révélera déterminant pour la défense de Madrid et symbolise aujourd'hui encore la solidarité antifasciste, celle qu'entraîne l'« illusion lyrique » sur laquelle s'ouvre *l'Espoir*, le roman d'André Malraux.

Illusion, d'abord, que la guerre serait courte, que l'échec de la rébellion face à la résistance populaire serait immédiat et que les fascistes, en somme, ne passeraient pas (*« No pasaran ! »*). Illusion, ensuite, que l'antifascisme constituerait un ciment suffisant pour surmonter les divergences politiques au sein des républicains.

Et pourtant ces failles dans le front apparemment uni des antifascistes se trouvent au cœur de la défaite républicaine, comme elles ont délité le Front populaire en France. Alors que la guerre fait rage, réformistes et révolutionnaires, partisans de la révolution dans un seul pays et défenseurs de la révolution permanente, s'affrontent – parfois les armes à la main – dans le camp républicain. La guerre civile se disloque en une série de sous-guerres de religion qui voient s'opposer communistes et anarchistes, trotskistes et socialistes. La Babel marxiste s'enlise dans ses querelles, alors que tonne à ses portes le canon du fascisme...

La constitution de milices ouvrières armées, de comités politiques locaux animés le plus souvent par les anarcho-syndicalistes de la Confédération nationale du travail (CNT) ou par les militants du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) est fièrement qualifiée de « conquête de la classe

(1) Hugh Thomas, *la Guerre d'Espagne*, coll. Bouquins, Robert Laffont, Paris, 1985 (première édition française 1961).
(2) *Le Populaire*, Paris, 15 octobre 1936.
(3) *L'Humanité*, 5 février 1938.
(4) Léon Trotski, *la Révolution permanente*. Editions de minuit, Paris.
(5) *L'Intransigeant*, Paris, 19 août 1936.
(6) *Je suis partout*, Paris, 15 juillet 1938.

* Historien.

LA CAMÉRA DE JORIS IVENS SUR LE FRONT RÉPUBLICAIN.

Mourir pour des images

UNE *image symbolise la guerre d'Espagne* : celle de ce soldat républicain frappé de plein fouet par une balle et qui, lachant son fusil, se dresse au soleil, les bras en croix, dans un dernier élan de courage avant la mort. Elle est, on le sait, de Robert Capa et, aux yeux du monde, elle a représenté cette République espagnole assassinée en plein parcours par la félonie de quelques officiers.

Des scènes comme celle-là, dès le début de la guerre, des réalisateurs arrivés des horizons les plus lointains viennent en filmer pour servir une cause. Marcel Oms, dans son livre *la Guerre d'Espagne au cinéma, Mythes et Réalités* (1), dresse, avec une grande rigueur, l'inventaire de ces films et, au-delà, porte sur la représentation du conflit un jugement extrêmement original.

Il consigne d'abord – et ce travail est inaugural – ces films réalisés par des cinéastes militants appartenant à des organisations politiques impliquées dans la guerre, comme Mateo Santos, de la Confédération anarchiste (CNT), qui enregistre à chaud, dans *Reportage du mouvement révolutionnaire*, l'explosion d'anticléricalisme survenue à Barcelone après l'échec du soulèvement militaire, les 19 et 20 juillet 1936. Ces images aussi firent le tour du monde – exploitées par la contre-propagande franquiste, – images de cercueils ouverts et de squelettes de religieux exposés au seuil d'églises mises à sac, éventrées, incendiées.

Celles de Manuel Beranguer, *Expédition antifasciste aux Baléares*, montrant l'exploit du colonel républicain Alberto Baya (qui deviendra dans les années 50, au Mexique, l'instructeur militaire de Fidel Castro et de « Che » Guevara avant l'expédition à bord du *Granma*...), connurent également un franc succès (2).

Marcel Oms nous apprend que dans le camp franquiste il y eut également de grands opérateurs comme Alfredo Fraile, qui *« a fourni des témoignages sur tous les grands combats, suivant pas à pas les différents fers de lance guerriers, se portant aux premières lignes des différents fronts »*.

Des réalisateurs internationaux accourent tourner des films devant servir à mobiliser les esprits en faveur de la République, parmi eux : le Français Jean-Paul Le Chanois, qui réalise, avec la collaboration de Luis Buñuel *España leal en armas*. Le Soviétique Roman Karmen, auteur de *Madrid en flammes*, le Canadien Norman Mac Laren, qui filme *The Defense of Madrid*, et enfin le Hollandais Joris Ivens, qui entreprend, sur un commentaire d'Ernest Hemingway, le célèbre *Terre d'Espagne*.

« *Ivens* – nous dit Marcel Oms – *comprend l'urgence d'expliquer au monde entier le double aspect de la guerre d'Espagne : le problème agraire et le problème militaire, inséparables l'un de l'autre.* » Le président Roosevelt, à qui le film fut présenté en privé, félicita Joris Ivens.

L'autre film célèbre tourné au cours de ce conflit est, indiscutablement, *Sierra de Teruel (Espoir)*, d'André Malraux, réalisé en 1939 à partir de quelques épisodes de son roman *l'Espoir*. Selon Marcel Oms, ce film *« synthétise les rapports entre la réalité vécue et la narration romanesque »*, et il souligne bien l'originalité de ce film inclassable.

Comme, d'une certaine manière, l'est également *Raza* (1941), dont le scénariste n'est autre que le général Franco lui-même, lequel prétendait révéler *« l'essence de la race espagnole, les vertus de l'hispanité profonde, la revanche exemplaire sur tous les revers passés de l'histoire »*.

Marcel Oms recense tous les longs métrages ayant la guerre d'Espagne pour sujet ; il tire du visionnement de cette masse formidable de films, souvent tournés en exil, une constatation : *« Il y eut quelque souffrance à s'éprouver espagnol dans le déracinement ; comme il y en eut dans l'impossibilité de se vivre authentiquement espagnol dans un pays où tout interdisait de l'être. »*

C'est cette déchirure, cette brisure, dont la guerre d'Espagne n'est aujourd'hui que la cicatrice, qu'expriment les meilleurs cinéastes espagnols comme Carlos Saura, Manuel Gutierrez Aragon et Victor Erice.

I. R.

(1) Editions du Cerf, coll. « 7e Art », Paris, 1986, 392 pages, 157 F.
(2) Cf. Emmanuel Larraz, *le Cinéma espagnol des origines à nos jours*, préface de Luis Garcia Berlanga. Ed. du Cerf, coll. « 7e Art », Paris, 1986, 344 pages, 177 F.

s'enflammaient pour une cause...

ouvrière » alors que ces organisations souffrent d'une faiblesse majeure : *« Leur improvisation, leur caractère inachevé. Car la révolution, à peine née, doit se défendre. C'est la guerre qui réduira en miettes les conquêtes révolutionnaires avant qu'elles n'aient eu le temps de mûrir...* (7). »

La progression des nationalistes vers le nord, l'âpre durée du conflit, la nécessité de l'aide de l'URSS pour résister à l'aviation italienne et allemande, l'influence, en conséquence, grandissante des communistes dans le camp républicain et les difficultés économiques vont conduire le gouvernement légal à un renforcement de l'Etat contre les autonomies centrifuges des régions, des partis et des syndicats. Cette évolution provoquera des réactions violentes : des combats opposent, ainsi, à Barcelone, le Parti communiste à la CNT et au POUM faisant 500 morts et 1 000 blessés. Elle se poursuivra néanmoins jusqu'à la dissolution du POUM, accusé de vouloir *« la suppression de la République et de son gouvernement démocratique par la violence et l'instauration d'une dictature du prolétariat* (7) ». Pour le Parti communiste, soutenu par l'URSS de Staline, la révolution doit attendre la fin de la guerre et l'ordre – même sanglant – doit être préféré à l'anarchie ; plutôt « faire » qu'« être », considère André Malraux, qui, lui-même engagé dans l'aviation républicaine, est un partisan de la discipline.

Face à une puissante armée nationaliste qui consolide son avance par la pratique d'une terreur que l'Eglise bénit (raids aériens sanglants de la division allemande Condor détruisant Guernica, exécutions massives d'opposants, massacres de Malaga, de Badajoz et d'Oviedo), l'armée républicaine s'organise à l'image du célèbre 5e régiment (*« Marcher sans eau, à pied. Gravir des montagnes et traverser des champs. Cris de gloire et de triomphe, je suis au cinquième régiment »*, chantera Rafael Alberti) constitué par les communistes, avec un commissaire politique et des officiers professionnels. Elle use aussi de la répression systématique pour éliminer, notamment lors de la résistance de Madrid, tout risque d'être affaiblie par une « cinquième colonne » (8), expression que va immortaliser Ernest Hemingway en intitulant ainsi une pièce de théâtre consacrée au conflit espagnol.

Les milices ouvrières se fondent peu à peu dans une armée populaire plus régulière. Quant aux brigades internationales, dont le recrutement est très vite assuré par des responsables communistes (l'Italien Luigi Longo ou le Yougoslave Josip Broz, futur maréchal Tito), elles forment, mieux encadrées, des troupes d'élite presque toujours engagées dans les secteurs les plus meurtriers. On y trouve certes des socialistes comme l'Italien Pietro Nenni, ou l'Autrichien Julius Deutsch, mais les communistes y sont majoritaires et nombre de futurs dirigeants, résistants ou hommes d'Etat y auront fait leur classes : notamment les Français André Marty et Auguste Lecœur, tous deux exclus plus tard du PCF, le colonel Rol-Tanguy, l'Italien Togliatti, le maréchal Malinoski, qui sera ministre de la défense de l'Union soviétique sous Khrouchtchev, le « père du peuple » albanais Enver Hodja, le Tchèque Josef Pavel, ministre de M. Dubcek en 1968.

Beaucoup de ces vétérans rentrés dans leur pays, en Europe de l'Est, seront victimes de purges sous Staline, pour avoir précisément participé à ces combats, comme le Tchèque Artur London ou le Hongrois Lazlo Rajk, qui sera exécuté puis réhabilité. A l'opposé, aux Etats-Unis, le soupçon pèsera sur ceux qui – comme les membres de la brigade Lincoln – se rangèrent du côté républicain ; plus particulièrement pendant le maccarthysme et la guerre froide, ils seront victimes de la chasse aux sorcières.





(Magnum)

LA PROFONDEUR DU DRAME SAISIE PAR LE PHOTOGRAPHE DAVID SEYMOUR ET PAR PICASSO DANS « GUERNICA »

La fin de « l'espoir »

EN dépit des efforts accomplis par les derniers gouvernements républicains pour ne donner qu'un sens aux accents et aux actions de la fraternité, malgré l'unité politique ainsi obtenue par l'élimination de toutes les oppositions, la situation militaire se dégrade.

A Munich, en 1938, le sort de l'Espagne est joué comme celui de la Tchécoslovaquie. La politique de non-intervention se durcit tandis que montent les tensions en Europe : le gouvernement Negrin attendait le salut de l'éclatement éventuel d'un conflit mondial, alors que la France d'Edouard Daladier ne souhaitait déjà que la neutralité des nationalistes, s'ils devaient être vainqueurs.

Dès lors l'agonie s'accélère. Les brigades internationales se retirent en 1938, saluées à leur départ par un fort émouvant discours d'adieu de Mme Dolores Ibarruri, la Pasionaria : *« Mères, femmes ! Lorsque les années auront passé et que les blessures de la guerre seront cicatrisées, lorsque le souvenir des jours de détresse et de sang se sera estompé dans un présent de liberté, d'amour de de bien-être ; lorsque les rancœurs seront mortes et que tous les Espagnols sans distinction connaîtront la fierté de vivre dans un pays libre, alors parlez à vos enfants. Parlez-leur des brigades internationales. Dites-leur comment, traversant les océans et les montagnes, passant les frontières hérissées de baïonnettes, épiés par des chiens dévorants avides de dévorer leurs chairs, ces hommes sont arrivés dans notre pays comme des croisés de la liberté. Ils abandonnèrent tout, leur patrie, leur village, leur maison, leurs biens, père, mère, épouse, frères, sœurs, enfants et vinrent à nous et dirent : « Nous voici ! Votre cause, la cause de l'Espagne, est la nôtre. C'est la cause de toute l'humanité éprise de progrès. » Aujourd'hui ils s'en vont. Beaucoup d'entre eux, des milliers d'entre eux restent ici, avec comme linceul la terre espagnole... »*

La résistance s'effrondre. Le 1er avril 1939, la victoire franquiste est totale, et l'exil commence pour près de 300 000 Espagnols, qui passent les Pyrénées. Pour beaucoup d'entre eux s'ouvre le chemin des premiers camps de réfugiés.

Sur l'Espagne, la chape de plomb de la dictature s'abat alors pour plusieurs décennies. Cette Espagne où les exécutions vont se poursuivre parce que, comme l'a proclamé l'archevêque de Tolède, c'est *« l'amour du Dieu de nos pères qui a armé la moitié de l'Espagne »* contre le *« monstre moderne, le marxisme et le communisme, hydre à sept têtes, symbole de toutes les hérésies* (7) ». Ce pays, après les déchirements fratricides, est méconnaissable, et le poète Miguel Hernandez, à la veille de sa mort, en 1942, dans une prison d'Alicante, s'exclame : *« L'Espagne n'est plus l'Espagne, c'est une fosse commune, un cimetière immense, tout rouge et bombardé. C'est ainsi que l'ont voulue les barbares. »*

Pourtant, dans cette Espagne dont les exilés ont retrouvé le chemin depuis la mort de Franco, le souffle de la démocratie ne s'est jamais tout à fait éteint. Peut-on penser que c'est parce que le souvenir de ce combat si désespéré, mais jamais vain, pour la liberté, malgré les efforts pour l'effacer de la mémoire de tous les Espagnols survivant sur son sol, avait réussi, néanmoins, à persister ? Au vrai, en 1986, si la guerre d'Espagne est sans doute si brûlante dans la mémoire de la gauche dans le monde et en France, davantage peut-être que le Front populaire – Léon Blum ne disait-il pas, au moment de son procès, en 1940, qu'il la portait au cœur – c'est que l'abandon de l'Espagne républicaine pèse toujours quelque peu sur la conscience des socialistes français. Cette culpabilité d'hier, déplacée vers d'autres lieux, on n'a que l'embarras du choix – en Amérique latine, en Afrique, en Asie, – n'alimente-t-elle pas toujours nos débats d'aujourd'hui ?

RENE BAYSSIÈRE.

(7) Pierre Broué et Emile Témime, *la Révolution et la Guerre d'Espagne*, Editions de Minuit, Paris, 1979 (première édition 1961).

(8) L'auteur de cette expression est le général Mola, l'un des chefs de l'insurrection militaire du 18 juillet 1936 ; comme on lui demandait laquelle des quatre colonnes qui avançaient vers Madrid libérerait la première la capitale, il répondit, faisant allusion aux militants d'extrême droite qui se trouvaient à l'intérieur de la ville : « *la cinquième* ».

MOTS CROISÉS

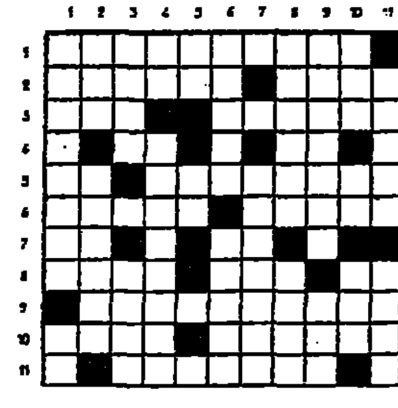
Les téléspectateurs français n'ont sans doute pas oublié la silhouette de Max Favalelli qui, avec sa bonhomie souriante, incarna durant de longues années le rôle de juge lexicologue impartial dans la populaire émission « Les chiffres et les lettres ».

Ce que l'on sait moins, c'est que ce même Max Favalelli, avant la guerre, collaborait à un journal fort peu affable : *Je suis partout*, hebdomadaire de l'extrême droite française, pro-fasciste et antisémite. Il y tenait régulièrement la rubrique – pas moins politique que les autres – des mots croisés.

Le 15 juillet 1938, dans un numéro spécial de *Je suis partout*, consacré « à la gloire de l'Espagne, deux ans de guerre et de grandeur », il proposait le problème que nous reproduisons ci-dessous :

ESPAGNE

par MAX FAVALELLI



HORIZONTALEMENT

1. Porta un Espagnol qui eût trouvé en Hollande de nombreuses occasions de se battre. – 2. Opposa au général Franco une résistance farouche. – Celles du Guadalaviar ont été rougies à Teruel. – 3. Quand il s'agit de guerre, il en est toujours une encore plus ultime. – Se reflète dans les eaux de l'Adriatique. – 4. *En chasse.* – *Le nerf de la guerre* pour Franco comme pour ses adversaires. – 5. Ornera la tombe des victimes de la guerre d'Espagne. – A vu s'illustrer fâcheusement en Espagne un député français (ou qui se dit tel). – 6. Fit des toiles en Espagne. – Ils bavardent dans les arbres. – 7. Dans Huesca. – Phonétiquement : fournirait suivant l'*Huma* ses meilleurs arguments à Franco. – 8. Inversé : c'est d'elle en somme qu'est sortie la guerre d'Espagne. – Alliée à moitié. – Début d'une ville où réside souvent Franco. – 9. Exhumées par les rouges en Espagne. – 10. Unique objet du ressentiment d'Alvarez del Vayo. – Entre Barcelone et Perpignan. – 11. Très proche des Maures.

VERTICALEMENT

1. Espagnol qui décupla ses effectifs au cours d'une marche vers la mer. – Phonétiquement : ce que furent les cadets de l'Alcazar. – 2. Ornement d'un chapiteau. – Blanc d'Espagne. – 3. De bas en haut : poussés dans la joie ou la frayeur. – Vingt mains. – 4. Sur la boussole. – Utilisées par le stratège en chambre pour indiquer le pays conquis. – 5. Dans Oviedo. – Saint de la Manche. – 6. Inversé : d'un rang supérieur à celui du chevalier. – Soutenu par les Madrilènes devant Franco. – 7. Mettre bas en parlant du troupeau de Panurge. – 8. Existe de façon plus ou moins déguisée entre Perpignan et Barcelone. – Inversé : se termine chez l'oncle Sam par une chute retentissante. – 9. Voit rouge même chez Franco. – De bas en haut : plus important pour le joueur espagnol qui a un terne. – 10. Les rouges l'ont été par Franco à Irun comme à Bilbao. – En train. – Fils pour certains soldats qui combattent chez Franco. – 11. Coulera le jour de la victoire définitive de Franco. – Ce qu'est de plus en plus la force de résistance des adversaires de Franco.

SOLUTION

HORIZONTALEMENT. – *1. Rossinante. – 2. Oviedo. Eaux. – 3. Der. Raguse. – 4. Ch. Or. – 5. If. Albacete. – 6. Greco. Geais. – 7. Ua. S.N. – 8. Ernu. Ile. Bu. – 9. Carmélites. – 10. Rome. Gerone. – 11. Esterel.*

VERTICALEMENT. – *1. Rodrigue. Ro. – 2. Ove. Franco. – 3. Sirc. Rame. – 4. SE. Hachures. – 5. Id. Lo. – 6. Norab. Siège. – 7. Agneler. – 8. Négoce. Eire. – 9. Taureau. Tol. – 10. Eus. Tl. Bec. – 11. Xeres. Lisse.*

FRANÇOIS MAURIAC

Ce peuple fidèle que nous ne sommes pas libres de tromper

Dans *le Figaro* du 30 juin 1938, poursuivant, indirectement, sa réponse à l'ode franquiste de Paul Claudel, François Mauriac, écrivain de droite, membre de l'Académie française, martèle cette *« Mise au point »* :

En ce qui me concerne, aux premières nouvelles du soulèvement militaire et des massacres de Barcelone, j'ai d'abord réagi en homme de droite ; et de Vichy, où je me trouvais alors, je dictai en hâte, par téléphone, cet article sur *« L'Internationale de la haine »* dont quelques lecteurs du *Figaro* se souviennent peut-être. La présence des Maures, l'intervention massive des escadrilles et des troupes italiennes et allemandes, les méthodes atroces de la guerre totale appliquées par des chefs militaires à un pauvre peuple qui est leur peuple, les souffrances des Basques coupables du crime de non-rébellion, posèrent aux catholiques français un cas de conscience douloureux. Ils n'ignoraient pas, en effet, que, de l'autre côté de la barricade, le gouvernement légal était soutenu par les forces conjuguées du marxisme et de l'anarchie.

Ce qui fixa notre attitude, ce fut la prétention des généraux espagnols de mener une guerre sainte, une croisade, d'être les soldats du Christ. Ici, je voudrais qu'on nous comprît enfin. (...) Parlons sérieusement : les sacrilèges et les crimes commis par une foule armée et furieuse, au lendemain d'une rébellion militaire réprimée, sont d'une horreur insoutenable. Nous disons seulement que les meurtres commis par les Maures qui ont un Sacré-Cœur épinglé à leur burnous, que les épurations systématiques, les cadavres de femmes et d'enfants laissés derrière eux par des aviateurs allemands et italiens au service d'un chef catholique et qui se dit soldat du Christ, nous disons que c'est là « une autre sorte d'horreur » dont vous avez le droit d'être moins frappés que nous ne sommes ; mais il ne dépend d'aucun de nous que les conséquences n'en soient redoutables pour la cause qui devrait nous importer par-dessus toutes les autres, et qui est le règne de Dieu sur la Terre. (...) Que l'affreuse loi de la guerre vous ait entraînés à ces épurations dont Bernanos nous écrit l'horreur dans un livre impérissable, à ces bombardements de villes ouvertes, qu'elle vous ait obligés de subir cette alliance monstrueuse avec le racisme, ennemi de l'Eglise, aussi redoutable, aussi virulent que ce communisme, encore une fois nous n'avons pas à vous juger ni à vous condamner sur ce point, parce que vos intentions peuvent être droites. Mais nous nous sentons responsables à l'égard de ce peuple fidèle que nous ne sommes pas libres de tromper. (...) Nous ne nous croyons pas infaillibles, mais nous ne cesserons pas d'affirmer ce qui nous semble être vrai, à l'heure où la guerre civile touche peut-être à sa fin ; car c'est lorsque tout paraîtra fini que le règne sans partage de la force commencera. Et la force qui se sert de l'Eglise, c'est le plus grand malheur qui puisse fondre sur le peuple chrétien. C'est aussi le plus grand crime, si la parole reste éternellement vraie que répétait au déclin de sa vie le vieil apôtre (celui dont la tête avait reposé sur la poitrine du Seigneur) : *« Mes bien-aimés, Dieu est amour. »*

GEORGES BERNANOS

L'évêque aux côtés des tueurs

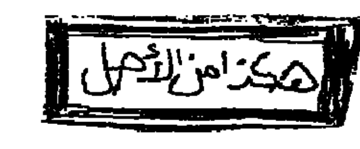
Monarchiste, chrétien, ses sympathies politiques l'inclinaient à droite. Ecrivain (prix Femina pour *la Joie*, en 1929), journaliste pamphlétaire, il rompt des lances en 1932 avec ses anciens maîtres de *l'Action française*.

Installé avec sa famille, de 1934 à 1937, à Palma-de-Majorque, pour y poursuivre son œuvre littéraire, il assiste au déclenchement de la guerre civile. D'abord favorable aux insurgés franquistes, il est bouleversé par la répression féroce que ceux-ci organisent avec la collaboration de l'Eglise. Rentré en France, pour réveiller la conscience des catholiques, il publie *les Grands Cimetières sous la lune* (Plon, 1938), dont l'influence fut très grande.

La tragédie espagnole est un charnier. Toutes les erreurs dont l'Europe achève de mourir et qu'elle essaie de dégorger dans d'effroyables convulsions viennent y pourrir ensemble...

Pendant des mois, à Majorque, les équipes de tueurs, transportées rapidement de village en village par des camions réquisitionnés à cet effet, ont froidement abattu, au su de tous, des milliers d'individus jugés suspects, mais contre lesquels le tribunal militaire lui-même eût dû renoncer à invoquer le moindre prétexte légal. Mgr l'évêque de Palma était informé de ce fait, comme tout le monde. Il ne s'en est pas moins montré, chaque fois qu'il a pu, aux côtés de ces exécuteurs dont quelques-uns avaient notoirement sur les mains la brève agonie d'une centaine d'hommes. Cette attitude sera-t-elle demain celle de l'Eglise ?...

J'ignore ce que firent ou ne firent pas les croisés de la Péninsule. Je sais seulement que les croisés de Majorque exécutèrent en une nuit tous les prisonniers ramassés dans les tranchées catalanes. On conduisit le bétail jusqu'à la plage, où on le fusilla sans se presser, bête par bête. Mais non, Excellence, je ne mets nullement en cause votre vénéré frère, l'évêque-archevêque de Palma ! Il se fit représenter, comme d'habitude, à la cérémonie par un certain nombre de ses prêtres qui, sous la surveillance des militaires, offrirent leurs services à ces malheureux... Le travail achevé, les croisés mirent les bestiaux par tas – bétail absous et non absous, – puis les arrosèrent d'essence, que l'on appelle là-bas gazoline. Il est bien possible que cette purification par le feu ait revêtu alors, en raison de la présence des prêtres de service, une signification liturgique...



les livres

PARADOXE DE L'AMOUR ET DE LA VIOLENCE

L'âme des Maoris

THE BONE PEOPLE, de Keri Hulme, Spiral et Hodder and Stoughton, Londres, 450 pages, 9,95 livres.

DANS les musées de Nouvelle-Zélande ou du reste du monde, ainsi que chez certains collectionneurs, il existe de « petits dieux » en bois, aux mânes poussiéreuses, tout ce qui subsiste, ou presque, des ancêtres maoris, les *bone people*, car leur langue a été interdite dans les écoles et leur identité estompée par une assimilation quasi totale (1). Qui, aujourd'hui, connaît les Maoris ou leurs descendants perdus, *métissés, colonisés par les Britanniques depuis plus de cent* cinquante ans ? *Aue*, comment attraper des âmes en fuite, comment mesurer la valeur « incalculable », « inhabituelle », surtout, de « l'âme de ce pays » ?

E hoa, whatantua mai tenei patai aku : réponds à cette question que je te pose, *e hoa*, ami.

Keri Hulme est partie à la chasse aux âmes, aux âmes vivantes. Pour les libérer. Elle les libère si bien de leur oubli que ces âmes — par le biais de la langue maorie, pétrie dans la glèbe luxueuse et poétique de l'anglais du roman — reviennent obséder l'imaginaire ; le lecteur assiste à la merveille d'un monde qui, petit à petit, se découvre et s'installe pour toujours, en une revanche inattendue.

Ce n'est pas par goût de l'exotisme que l'on répète en soi, pour soi, les phrases maories prononcées ou pensées par les personnages, Kerawin Holmes (*alter ego* de Keri Hulme), Joe Gillayley et surtout Simon Haimona, cet enfant trouvé, rendu muet par un choc trop horrible ; c'est comme pour les aider à accoucher d'un univers tenu clos, enfin libéré par la dimension concrète de ces mots : *« Je pense que la forme des mots, infime, inconsciente, non reconnue, mais déterminante, appelle une réaction du lecteur »*, dit Keri Hulme. Ainsi l'âme maorie, la *maoritanga*, se manifeste-t-elle d'abord par ce pouvoir des mots.

Mais est-ce bien l'« âme » maorie ou le génie créateur de Keri Hulme ou les deux mêlés, que l'on découvre ? La Nouvelle-Zélande est un vide mal comblé par Katherine Mansfield. Comment savoir ? L'auteur est discrète, et c'est son premier roman. Elle ne joue pas aux ethnologues découvreurs de races endormies. Mais elle a cet avantage, bien que d'origine écossaise et anglaise, d'être également Maori. Elle a aussi celui d'être la première à prendre, en toute simplicité, une sorte de relève mystique des *bone people* auxquels le livre s'adresse.

Il passe, dans ce long récit incantatoire, une ferveur où l'on reconnaît en écho d'anciennes terreurs sacrées, oubliées depuis l'enfance, mais qui se manifestent encore lorsqu'une lune rousse nous suit dans un chemin creux... Les frissons quasi charnels que provoquent la magie indigène ou la description d'océans, de plages, de forêts suffiraient à apporter la preuve du réveil d'une conscience ethnique maorie.

A travers des motifs simples et compliqués, comme le bouillonnement de la mer contre les rochers, Keri Hulme raconte cette histoire d'enfant trouvé après un naufrage, adopté par deux rescapés « bousillés » par l'alcool et la solitude. Histoire de menues horreurs d'un martyre (celui de Simon), de mort et de renaissance. Il est puissant, ce livre qui sait, sans tomber dans le cliché, restituer la souffrance d'un enfant que l'on bat, que l'on aime, que l'on bat, parce que l'instinct de carnage, la volonté de mort sont au cœur de la *maoritanga*. Elle a du talent, cette Keri Hulme *qui arrive à faire comprendre, grâce à son étrange ardeur*, le *paradoxe de l'amour et* de la violence physique, de l'amour et de l'acceptation de cette violence.

Ces traits qui, aux yeux d'Occidentaux, paraissent négatifs ne sont certes pas l'apanage de ces anciens cannibales, les Maoris. Mais ce qui, en revanche, semble leur être acquis, face à une civilisation vide de dieux et qui se perd dans l'ennui de sa décadence (triste et morne Nouvelle-Zélande), c'est la faculté de renaître encore et encore, par l'extrême don de soi, l'extrême oubli de soi et, surtout, un sens retrouvé de la tribu : *« Tous ensemble, ils sont devenus le cœur et les muscles de l'esprit de quelque chose d'étrange, de grand, et qui grandit. Ensemble, tous ensemble, ils sont les instruments du changement. »*

MARIE-FRANÇOISE ALLAIN.

(1) *The Bone People* a obtenu le Booker Prize (équivalent du prix Goncourt), en 1985, à Londres.

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

DICTIONNAIRE DES INDUSTRIES. — Conseil international de la langue française (CILF)

★ **CILF, Paris, 1986, 1.100 pages, 1.200 F.**

Le Conseil international de la langue française, premier éditeur français de dictionnaires techniques, s'est attelé à une tâche gigantesque : publier un dictionnaire des termes industriels, avec leur définition (assurée avec le concours des organismes scientifiques et industriels ainsi que de l'Association française de normalisation) et leurs traductions en anglais, reprises dans un index.

Avec ses 36 000 entrées qui couvrent bien l'ensemble des domaines, c'est là, en un format maniable, une contribution notable aux performances de la langue française en milieu industriel. Ce dictionnaire comble ainsi une lacune majeure dans les travaux de terminologie et de lexicographie spécialisées, et devrait rendre les plus grands services aux industriels, aux ingénieurs et aux traducteurs.

AFRIQUE 85/86. — GRANDS PROJETS AFRICAINS

★ **International Affair'Edition (18, square de La Motte-Picquet, 75015 Paris), 1985, 567 pages, 990 francs.**

Ce livre est divisé en quatre parties. Une analyse sectorielle (BTP, énergie, mines...) ; une étude économique de chacun des pays africains (Maghreb compris) ; la troisième section traite de l'aide publique et des échanges commerciaux avec une vingtaine de pays (de la France au Brésil, en passant par la Chine). Enfin l'ouvrage se termine sur la présentation des organismes panafricains.

DICTIONNAIRE DU CINÉMA. — Sous la direction de Jean-Loup Passek

★ **Larousse, Paris, 1986, 808 pages, 349 F.**

Tous les paramètres du cinéma décrits en près de cinq mille articles : les structures économiques, l'histoire, l'apport des grands cinéastes (ceux du tiers-monde ne sont point oubliés), l'inventaire des techniques, les films-phares... Le dernier-né des Larousse témoigne bien de la tendance actuelle de la critique cinématographique : tenir moins compte de l'idéologie et du politique et valoriser davantage les genres et l'esthétique. Il n'en demeure pas moins un remarquable ouvrage de consultation, le plus complet en langue française, richement illustré et fort agréablement mis en page.

STRATÉGIES

FLOTTES DE COMBAT 1986. — Jean Labayle-Couhat

★ **Editions maritimes et d'outre-mer, Paris, 1985, 880 pages, 490 F.**

Tous les deux ans, depuis une dizaine d'années, avec une ponctualité et une régularité exemplaires, le commandant Jean Labayle-Couhat livre au public *Flottes de combat*, outil de travail indispensable, à ce point complet qu'il concurrence à son avantage le célèbre *Jane's Fighting Ships* et sert de référence à l'US Naval Institute qui le traduit en anglais.

Sont passées en revue ici toutes les marines du monde, leurs acquisitions récentes et significatives, leur évolution prévisible. Notamment, la marine américaine, la mieux équilibrée et la mieux équipée (intérêt soutenu pour les porte-avions, les sous-marins nucléaires d'attaque, les croiseurs et destroyers de gros tonnage, la flotte amphibie, auxiliaire et de soutien logistique, le missile de croisière). Donc la seule capable d'être opérationnelle sur tous les océans du monde. La marine soviétique se renforce aussi en présence effective sur tous les théâtres d'opération (en particulier Méditerranée et Pacifique) et en matériel (quatre nouveaux sous-marins nucléaires, amélioration de l'armement des bâtiments de surface, intérêt pour les missiles aérodynamiques). La tâche de la flotte soviétique *(sea denial)* consistant à limiter l'action des marines occidentales et à soutenir les pays amis ou clients n'est pas la même que celle dévolue à la marine américaine *(sea control)*. D'où un renforcement plus en qualité qu'en quantité, sans que cette dernière soit négligée pour autant.

La marine nationale veut se renforcer et se moderniser (construction d'un septième sous-marin nucléaire, amélioration des missiles stratégiques M4, construction d'un porte-avions nucléaire). La marine chinoise essaie d'acquérir, elle aussi, la dimension océanique. Sans compter le Japon, figurant parmi les sept plus grandes marines mondiales. Partout dans le monde, toutes les marines se préoccupent d'être présentes et puissantes sur l'eau. A l'horizon 2000, satellites d'observation et de télécommunication et missiles de croisière vont bouleverser stratégie et tactique navales.

Flottes de combat 1986 est la dernière à paraître sous la signature de Jean Labayle-Couhat qui, en dix ans, l'a amenée à un degré de fiabilité sans pareille. Son successeur, le lieutenant de vaisseau Prezelin, doit avoir à cœur de maintenir l'héritage. Un bréviaire ne s'égare pas.

BUI XUAN QUANG.

LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES

Adapter la technique à la société et non l'inverse...

ENTREPRENDRE de dresser un état de la recherche en sciences sociales en France constituait un exercice périlleux : problèmes de délimitation du périmètre à traiter, controverses sur les lignes de partage entre territoires disciplinaires, querelles d'école (qui évalue qui ?), etc. Marc Guillaume, professeur à l'Ecole polytechnique, entouré de plus d'une centaine de spécialistes, a pris et tenu le pari avec brio (1).

Le budget des sciences sociales (dont ne font pas partie les « humanités » et les recherches proprement littéraires) représente moins de 1 % de l'ensemble du budget national de recherche-développement et va être gravement affecté par les suppressions de crédits récemment décidées par M. Chirac au moment où, comme le note Marc Guillaume, « il faut consentir à un détour et à un approfondissement pour démasquer, derrière les idées reçues, les conflits et les finalités véritables, pour adapter la technique à la société et non l'inverse ».

C'est en se libérant de toute culpabilisation face aux « sciences dures », qui a parfois amené certains chercheurs à privilégier la fonction utilitaire de leurs enquêtes (fonction parfaitement respectable par ailleurs), que les sciences sociales, « garant essentiel de l'intensité et peut-être de l'existence même d'un débat démocratique » *(Marcel Fraisse), trouveront leur place.* L'Etat des sciences sociales en France, *même en 588 pages serrées, ne prétend pas épuiser le sujet. Mais ce qu'il dit, il le dit très bien, avec plus de 140 articles de synthèse (genre malheureusement encore beaucoup trop rare dans l'édition scientifique française), un répertoire de 253 chercheurs et enseignants qui* « font bouger les savoirs » *(et où chacun pourra bien sûr trouver des lacunes ou des présences à ses yeux illégitimes !) et, enfin, une liste de 180 revues couvrant le champ traité. C'est dire que cet ouvrage, outil de valorisation et de diffusion de la recherche, est aussi un outil de travail précieux pour les étudiants, les enseignants, les chercheurs eux-mêmes et, au-delà, pour le public averti.*

Un public qui ne trouve pas son compte dans certaines enquêtes-express auprès de personnalités sommées de tout dire, en 20 lignes ou en une minute trente, sur Dieu, la Femme, le marxisme, Freud, etc. Face à cette « grande lessive » (2) où la rigueur intellectuelle disparaît dans les eaux usées médiatiques, l'ouvrage coordonné par Marc Guillaume apporte un souffle de salubrité et de sérieux.

BERNARD CASSEN.

(1) *L'Etat des sciences sociales en France*, sous la direction de Marc Guillaume, la Découverte, Paris, 1986, 588 pages, 150 F.

(2) « Où en sont nos intellectuels ? La grande lessive », *le Nouvel Observateur*, 13-19 juin 1986.

HISTOIRE

LES TRIBULATIONS D'UN IDÉOLOGUE. — Victor Leduc, préface de Pierre Vidal-Naquet

★ **Editions Syros, Paris, 1986, 364 pages, 120 F.**

Au-delà du circonstanciel, l'ouvrage de Victor Leduc, fondateur et actuel directeur de *Raison présente*, apparaît comme une contribution majeure à la compréhension du mouvement communiste.

Homme d'appareil, idéologue polyvalent, responsable plusieurs années des cercles d'intellectuels communistes, Victor Leduc est, ce qu'il définit lui-même avec justesse, un *« travailleur politique »*, c'est-à-dire celui *« qui ne produit pas mais qui, partout où il est placé, incarne la force motrice de la société »*. C'est ainsi qu'il supervise les travaux des psychanalystes, des médecins, des philosophes, des historiens, des chimistes, des peintres, etc.

Cette activité nous vaut des pages intéressantes sur *l'idéologie nationale soviétique* (et ses avatars, réalisme socialiste, lissenkisme, etc.), et sur la manière dont ses principaux protagonistes (Aragon, Casanova, Billoux) l'incarnent dans *« cette atmosphère raréfiée, où l'on ne respire que l'encens »*.

L'aller-retour permanent entre son militantisme de révolutionnaire professionnel et le contexte politique permet à Victor Leduc de faire ressortir le caractère déterminant et aliénant des effets de structure sur lesquels les vagues successives de contestation se sont tour à tour brisées.

Dans sa restitution de nombreux événements (Résistance, Hongrie, guerre d'Algérie, mai 1968, etc.) qu'il a vécus avec un engagement constant, outre la mine d'informations de première main, est remarquable l'exigence de comprendre rationnellement *« ce que les hommes font de ce qu'on a fait d'eux »*, comme le disait Jean-Paul Sartre dont, par ailleurs, Leduc a refusé, autocensure oblige, qu'il préface son livre sur la coexistence pacifique.

FRANÇOIS VITRANI.

HISTOIRE ÉCONOMIQUE DE LA GUADELOUPE ET DE LA MARTINIQUE DU XVII[e] SIÈCLE A NOS JOURS. — Alain-Philippe Blerald

★ **Karthala, Paris, 1986, 336 pages, 120 F.**

Cet ouvrage développe une analyse cohérente, peut-être trop, de l'histoire économique récente des Antilles. L'auteur démontre, chiffres et tableaux à l'appui, combien ces « *sociétés de plantation* » restent inscrites dans une situation de dépendance coloniale, puis néo-coloniale. Intégrées progressivement, après la seconde guerre mondiale, à l'économie mondiale capitaliste, elles subissent les contraintes de la concurrence internationale, tandis que les courants d'importation et d'exportation demeurent orientés à l'avantage de la métropole.

Les contradictions d'un développement exogène entraînent une distorsion entre les réformes sociales qui accompagnent l'attribution du statut départemental et le maintien de structures productives extraverties. La régénérescence de cet appareil de production, entreprise de manière différente à la Guadeloupe — où subsistent les grandes plantations sucrières — et à la Martinique — où la banane a remplacé la canne et où la grande propriété s'est partiellement effritée — se heurte néanmoins à des obstacles structurels qui tiennent à la prépondérance du sociologique. Le chômage persistant, auquel l'émigration massive de travailleurs en France apporte de moins en moins de remèdes, est un élément de blocage supplémentaire.

RENÉ BAYSSIÈRE.

MUNICH 1938. — Jacques Bouillon, Geneviève Vallette

★ **Armand Colin, coll. « L'histoire par la presse », Paris, 1986, 230 pages, 120 F.**

Réédition d'un livre paru pour la première fois en 1961 et dont la bibliographie a été mise à jour, qui montre à travers une presse déchaînée par la montée des tensions internationales, comment l'opinion française, plutôt pacifiste en 1938, s'est laissé maintenir dans la « grande illusion » d'une entente cordiale entre les dictatures fascistes et les démocraties.

Les munichois, partisans de la paix à tout prix, par conviction, par myopie politique, par anticommunisme ou par admiration pour l'Allemagne nazie dominaient dans une presse très largement acquise à la droite. Les antimunichois étaient moins nombreux : une minorité d'extrême droite, une poignée socialiste et l'ensemble des communistes. Ce qui fait mieux comprendre l'accueil enthousiaste réservé, à son retour de Munich, à un Edouard Daladier cumulant les abandons : d'abord l'Espagne et maintenant la Tchécoslovaquie. Mais qui, lucide et cynique, savait déjà sans doute que la guerre était inévitable.

R. B.

EUROPE

IL GIORNO CHE CHRUSCEV PARLO - DAL XX CONGRESSO ALLA RIVOLTA UNGHERESE. — Adriano Guerra

★ **Editori Riuniti, Rome, 198 pages, 25 000 lires.**

Un livre qui affine la compréhension d'un moment capital de l'histoire du siècle, et un événement politique, puisque ce sont les éditions du PC italien qui publient cette analyse du vingtième congrès du PCUS et de ses conséquences en Pologne et en Hongrie — dans une optique qui s'écarte des positions antérieures de Togliatti et des communistes italiens.

L'auteur, Adriano Guerra, fait le point des connaissances disponibles sur le déroulement du congrès de la « déstalinisation », à l'aide de documents et de témoignages peu ou pas connus.

Il confirme que les principaux dirigeants des partis communistes étrangers — certains déjà mis « au parfum » en 1954 et 1955 — ont eu en main le fameux « rapport secret ». (Selon des informations rapportées récemment par l'historienne Lily Marcou, les dirigeants des pays de l'Est avaient même assisté à la séance à huis clos au cours de laquelle fut divulgué ce rapport (1).)

Publié le 4 juin 1956 par le *New York Times* (grâce à une fuite probablement polonaise), le rapport avait déjà connu une large diffusion publique — orale — dans la population soviétique. Il fut édité à Moscou, mais son tirage détruit (2). Contrairement à l'opinion généralement répandue, son existence a été mentionnée en URSS, dans le compte rendu sténographique du congrès et dans l'*Histoire du PCUS* (cinquième volume) publiée à Moscou en 1980.

Le livre de Guerra est accompagné (autre événement pour un parti communiste) du texte intégral du rapport secret, traduit en italien à partir de la version originale.

JEAN-MARIE CHAUVIER.

(1) Dans une émission de la Radio-Télévision belge d'expression française, le 26 février 1986.

(2) Voir également, sur le sujet, les témoignages de G. Boffa et R. Lewin dans l'émission précitée et les ouvrages consacrés à Khrouchtchev par les Medvedev (Ed. Maspero, Paris) et Hélène Carrère d'Encausse (Ed. Complexe, Bruxelles).

L'ÉQUATEUR DÉCHIRÉ

Indiens soumis et révolutionnaires en panne

ENTRE MARX ET UNE FEMME NUE, de *Jorge-Enrique Adoum, F. Editions, Paris, 1986,* 318 pages, 98 francs.

BELLE traduction d'un très beau livre : voilà ce que l'on pense en refermant *Entre Marx et une femme nue*, de l'Equatorien Jorge-Enrique Adoum. Il n'était nullement facile pour Françoise Campo-Timal de traduire en français un livre qui s'impose, d'emblée, à l'attention du lecteur par l'extrême hardiesse de ses trouvailles formelles et poétiques. Publié pour la première fois au Mexique en 1976, *Entre Marx et une femme nue* a déjà fait l'objet, en Amérique latine, de quatre éditions ; la dernière, en Equateur, a atteint un tirage de dix mille exemplaires, ce qui est tout à fait exceptionnel et correspond fort bien à la place de premier rang qui est celle d'Adoum dans l'univers culturel hispano-américain.

Le livre une fois refermé, on pense aussi aux temps heureux (mais le furent-ils vraiment ?) où l'écrivain pouvait encore se servir des mots pour représenter un pays, un paysage, une rue, ou exprimer ses angoisses, ses amours, ses espoirs, ses idées. Or Joyce est passé par là. Et Proust, bien entendu, et Musil, et Raymond Roussel, et Borges, et Cortazar, et Robbe-Grillet, et... tant d'autres ! Et voici que le mot posé sur la page blanche n'exprime rien, ne représente rien : il *est*. Comme l'écrit Adoum : *« Cette surface nue est le lieu où les mots vont te braver : la page est ton arène, et tu ne connais pas encore le taureau qui t'est destiné. »* A la fin de ce roman (ou de ce *« texte avec personnages »*, selon la formule de l'auteur), on trouve les noms d'une trentaine d'écrivains, d'Euripide à Issac Asimov, en passant par Quevedo, Georges Darien, Max Frisch, Ricardo Güiraldes et Hermann Broch. A eux tous, qu'il cite par *« ordre d'entrée en texte »*, Adoum exprime sa reconnaissance car, sans leur collaboration, *« ce livre aurait été autre ou n'aurait pas été »*. Le premier nom de cette liste est celui de Samuel Beckett : bel hommage à l'un de ceux qui, de notre temps, ont le plus courageusement bâti une œuvre littéraire en répondant au défi posé par la cassure entre le mot-instrument et le mot-objet.

Le romancier, ce lecteur qui écrit, est donc présent ici, à l'intérieur de son texte, le bouleversant, le faisant avancer, le mettant en cause aussi, nous donnant, en somme, une magnifique *« réflexion sur le métier d'écrivain »*, comme l'écrit Eduardo Galeano dans un prière d'insérer qu'il a rédigé à l'occasion de cette édition française d'*Entre Marx et une femme nue*.

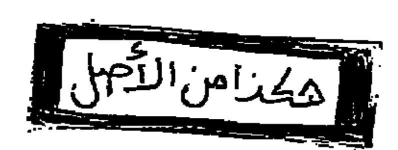
Ne nous trompons point, cependant, car ce n'est pas seulement du difficile travail de l'écrivain qu'il s'agit dans ce livre, mais aussi d'un pays, l'Equateur, et plus loin encore, de l'Amérique latine, avec son histoire déchirée, ses coups d'Etat, ses Indiens soumis à l'exploitation la plus inhumaine et ses forces révolutionnaires qui ont tant de mal à trouver la porte qui ouvrira, enfin, sur une nouvelle histoire.

Ainsi, par petites touches, Adoum nous rappelle : *« J'ai cinq ans à l'époque car les Etats-Unis viennent d'imposer le dictateur José Ubico au Guatemala »* ou *« déjà les Etats-Unis ont imposé le dictateur Rafael Leonidas Trujillo à la République dominicaine »* ; ou bien encore que *« si dans le Sud la cruauté de la terre est occasionnelle, celle du propriétaire est constante »*.

MAIS il ne manque pas, non plus, de se lancer dans une longue, amère critique de certaines forces de gauche et de ceux qui, sous prétexte d'une urgence politique, voudraient réduire la littérature à une pure valeur instrumentale : Adoum y voit, précisément, non pas une ouverture sur l'avenir mais un irrémédiable retour au passé. Au « jeune poète » qui se prend pour un commissaire politique et demande à l'écrivain Galvez ce qu'il fait pour la « révolution », celui-ci rétorque ironiquement : *« C'est précisément la question que m'a posée la CIA ; tu comprendras bien que je ne peux pas y répondre en public. »*

Exemple de rigueur dans la pratique de cet angoissant métier qu'est l'écriture, témoignage d'une grande honnêteté intellectuelle, *Entre Marx et une femme nue* est aussi un livre d'un humour féroce, voire, par moments, d'une très grande amertume.

GABRIEL SAAD.





du mois

AFRIQUE

LE NIGÉRIA CONTEMPORAIN. – Daniel Bach

★ **Editions du CNRS, Paris, 1986, 340 pages, 150 F.**

Voici un ouvrage indispensable pour la connaissance du Nigéria, ce « géant de l'Afrique ». Souci de précision, richesse d'informations, cartes, tableaux, répertoire bibliographique contribuent à en faire un document de référence. Les auteurs scrutent en profondeur les périodes précoloniale et coloniale, et montrent leurs traces dans la construction d'un Etat moderne. Même si l'analyse sur l'évolution récente peut sembler trop rapide, elle apporte un éclairage précieux sur les crises qui secouent aujourd'hui le Nigéria. Le parti pris d'une approche chronologique permet de mettre en évidence toutes les ruptures que le pays a connues depuis l'indépendance.

MICHEL LOBÉ EWANÉ.

RENCONTRES AVEC LE MAROC. – Claude Ariam

★ **La Découverte, Cahiers libres, Paris, 1986, 202 pages, 80 F.**

Ce petit livre se présente comme un guide de voyage et nous entraîne derrière le miroir que le Maroc offre traditionnellement au touriste. Les itinéraires de Claude Ariam nous conduisent par les chemins de l'histoire, de la société et de la politique marocaines à comprendre que sous les plages il y a parfois des pavés.

En somme, ces pages nous apprennent à regarder un pays au-delà de ses apparences ; nous y découvrons que le Maroc ne se limite pas à une carte postale et que son peuple si jeune et si vivant, dans une *« société implosive »*, vaut la peine, derrière les lignes, que l'on aille à sa rencontre.

R. B.

LES CONTRAINTES D'UNE RIVALITÉ : LES SUPERPUISSANCES ET L'AFRIQUE (1960-1985). – Zaki Laïdi

★ **La Découverte, Paris, 1986, 299 pages, 130 F.**

L'Afrique est trop souvent perçue comme simple lieu d'affrontement entre l'Est et l'Ouest, alors qu'elle devrait être pensée comme *« acteur à part entière »* de la politique internationale. En cernant la stratégie de l'Union soviétique et celle des Etats-Unis sur le continent noir, Zaki Laïdi cherche à mesurer le degré de cette « autonomie » des pays subsahariens. Après deux chapitres consacrés aux indépendances et à la marginalisation relative du continent (1965-1974), le livre aborde la *« césure angolaise »*, dont les conséquences n'ont pas fini de se faire sentir. Enfin, après un examen détaillé des stratégies actuelles – en particulier en Afrique australe – de Moscou et de Washington, Laïdi conclut sur leur incapacité à obtenir des pays africains un alignement total conforme à leur vision du monde.

ALAIN GRESH.

DANS LES BAGNES DE L'APARTHEID. – Indres Naidoo

★ **Messidor, Paris, 1986, 252 pages, 95 F.**

Indres Naidoo fut l'un des premiers volontaires à s'engager dans la branche armée de l'ANC. Arrêté en 1963, il est torturé puis condamné pour tentative de sabotage. Les autorités sud-africaines le déportent alors à Robben-Island, l'« île de la mort » où il séjournera dix ans, aux côtés de Nelson Mandela. Ce livre est un bouleversant témoignage sur la résistance des prisonniers confrontés à cette machine à soumettre et à briser les hommes.

A. G.

ECONOMIE

LE SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL. – Kenneth W. Dam

★ **PUF, Paris, 1985, 433 pages, 250 F.**

Restaurer la complexité et les nuances qu'impose un examen détaillé du système monétaire international (SMI) est l'un des objectifs de l'auteur, juriste de l'université de Chicago, dans cette véritable somme. Si son travail suscite l'intérêt par l'érudition dont il fait preuve, son point de vue doit être restitué dans la mouvance du libéralisme attaché au principe des changes flottants.

On retiendra particulièrement les deux chapitres traitant de l'« avant-Bretton-Woods », qui cherchent à montrer comment les fondateurs du SMI d'après-guerre ont délibérément inscrit leur travail dans l'oubli de quelques leçons issues de l'entre-deux-guerres : danger des balances sterling extérieures ou de dévaluations forcées pour accroître la compétitivité extérieure, inefficacité des crédits gouvernementaux pour soutenir une monnaie défaillante (livre sterling en 1931). L'auteur dénonce aussi les aversions unanimes de l'époque comme celle touchant les changes flottants, aversion non fondée selon lui...

Au-delà de la partialité de son propos, l'analyse de Kenneth Dam reste toujours stimulante. Dans la négociation de Bretton-Woods, il relie précisément les deux projets en présence (anglais et américain) aux enjeux de l'époque. De même, un long chapitre sur les perspectives de réforme et d'évolution montre comment le Fonds monétaire international est devenu, en raison de la multiplication des déficits extérieurs, une institution bancaire, prêtant bien au-delà des quotes-parts de ses membres et violant ainsi son statut d'organisme d'assistance mutuelle. Ce qui pose, entre autres, le problème de l'accès du Fonds aux ressources financières (en concurrence avec les banques commerciales), garantie de son pouvoir de prêter et de l'exercice effectif de sa tutelle.

PHILIPPE NOREL.

SILICON VALLEY, UN MARCHÉ AUX PUCES. – Alain Azouaou et Robert Magnaval

★ **Ramsay, Paris, 1986, 238 pages, 92 F.**

Le titre de cet ouvrage passionnant est modeste au regard de son contenu. Par-delà la genèse et la radioscopie de cette fameuse « Vallée » – à peine plus étendue que la ville de Paris, mais qui fournit la moitié de la production américaine en électronique, – c'est une analyse en profondeur des mécanismes de l'innovation technologique américaine et de son financement qui nous est proposée.

Les facteurs historiques et culturels (l'absence de traditions, sauf celle de l'individualisme), la présence de grands centres universitaires, la disponibilité de l'espace (propice aux implantations militaires), le climat et, surtout, l'invention du transistor en 1947 ont favorisé la transformation du comté de Santa-Clara en premier sanctuaire mondial de la micro-électronique. Ces facteurs auraient toutefois été insuffisants sans le coup d'accélérateur des procédures de capital-risque et, surtout, sans l'appui – encore plus important en volume – des crédits fédéraux, notamment ceux du Pentagone, sur lesquels – idéologie néolibérale oblige – les médias conservent un discret silence...

Depuis 1984 – date de la crise du marché du semi-conducteur, – la « Vallée » s'est cependant mise à douter et se rend compte que, face aux Japonais, la fuite en avant technologique, énormément coûteuse mais peu rentable en termes de marchés de masse, et finalement la recherche du profit ultrarapide – essence même du système du *venture capital* – constituent des handicaps plus que des avantages.

PIERRE DOMMERGUES.

MULTINATIONALES ET PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. – Gilles Bertin et Sally Wyatt.

★ **Collection de l'Institut de recherche et d'information sur les multinationales, Presses universitaires de France, Paris, 1986, 192 pages, 120 F.**

Les multinationales sont de grandes utilisatrices des lois sur les brevets (900 000 dépôts par an), marques, dessins et modèles. Ce phénomène n'a cependant jusqu'à présent guère fait l'objet d'études systématiques. C'est là la tâche à laquelle se sont attaqués Gilles Bertin, directeur de recherches au CNRS, et Sally Wyatt, de l'université du Sussex, en menant une enquête auprès d'une centaine de multinationales d'Europe, des Etats-Unis et du Japon.

L'ouvrage confirme que les brevets font de plus en plus partie de l'arsenal juridico-économique des grosses multinationales, mais qu'il existe de grandes disparités selon les branches : le secteur le plus friand de brevets est la chimie-pharmacie, alors que l'automobile penche davantage vers le secret de fabrique. Une constatation inquiétante : le relatif désintérêt des PME pour le brevet, aussi bien en RFA qu'en France.

En résumé, un travail utile, où économistes, ingénieurs, industriels et juristes trouveront maints éléments de réflexion.

YVES PLASSERAUD.

LES OLÉAGINEUX DANS LE MONDE. – Yves Pehaut

★ **Economica, Paris 1986, 258 pages, 148 F.**

Depuis quelques décennies à peine, les oléagineux ont pris une place croissante dans notre alimentation, devenant une « denrée stratégique ». Si, du point de vue commercial, l'Europe reste le principal bénéficiaire des grands courants commerciaux, l'origine des importations s'est étendue au continent américain, qui fournit également l'Asie, et à certains pays du tiers-monde. Pourtant, la grande majorité des pays du Sud restent à l'écart du commerce international dans ce domaine.

L'absence de réglementation des cours est le principal handicap du commerce des oléagineux. La grande diversité entre les différents produits entrave l'organisation des marchés et les fluctuations interdisent tout développement du commerce à long terme, conclut l'auteur. Parce qu'il touche à notre alimentation quotidienne, ce marché est révélateur du système économique actuel mais aussi des carences de la situation alimentaire mondiale.

M. R.

LES EMPIRES DU CIEL. – Anthony Sampson

★ **Calmann-Lévy, Paris, 1986, 332 pages, 89 F.**

Excellent analyste de la politique des firmes multinationales, Anthony Sampson enquête sur *« l'un des cartels les plus hauts de la planète »* : les grandes compagnies internationales de transport aérien.

A l'ère du « jet », aventuriers et conquérants du ciel ont cédé la place aux manageurs *« vendeurs de sièges »*, l'œil fixé sur le coefficient de remplissage de leurs avions gros porteurs. Dans le partage d'un marché de plusieurs centaines de milliards de dollars, tout le monde triche et tous les coups sont permis : liquidation des concurrents nouveaux venus, ententes illicites, contrôle des prix et rabais en sous-main. Solidement protégées par leurs Etats nationaux pour l'attribution des meilleures lignes et la négociation des droits d'atterrissage et de survol, les grandes compagnies, qui mettent le marché en coupe réglée, ont une conception bien à elles de la déréglementation, où le « laisser-faire » signifie « laissez-nous faire ». Lors d'une réunion du cartel, l'un de ses dirigeants résume la morale de la profession *« J'étends mes ailes dans un monde d'escrocs naviguant dans les airs. »*

CHRISTIAN DE BRIE.

Un livre d'Etiemble

Racismes

par YVES FLORENNE

C'EST plus et mieux qu'un exposé systématique : de brefs essais où, à travers hommes, peuples, faits, idées, celui qui écrit va ci et là, saisit, pince, mord à belles dents, se montre comme il est : le maître d'Etiemble est Montaigne. Un chapitre lui est d'ailleurs consacré : ne connaissant le racisme que pour ne pas le concevoir et pour le déplorer, tout comme le fanatisme religieux ou politique, ce contemporain des faits qu'il peint et réprouve – il naît au milieu de la décennie où s'accomplit aux Amériques la plus honteuse des conquêtes – est aussi le nôtre à quatre siècles de distance. Non conforme jusqu'au scandale, il s'avise de célébrer des peuples qui *« ne nous devaient rien en clarté d'esprit et pertinence »* ; qui furent *« surpris sous couleur d'amitié et de bonne foi »* ; ne furent réduits et exterminés que parce qu'ils étaient supérieurs en *« observance des lois, bonté, liberté, loyauté, franchise »*, ce qui n'empêchait qu'ils ne fussent égaux aux *« plus fameux exemples anciens, quant à la hardiesse et courage, quant à la fermeté, constance, résolution contre les douleurs et la faim et la mort »*. Il ne se console pas que l'occasion ne fût pas saisie, ayant découvert les Indiens, de créer *« entre eux et nous une fraternelle société et intelligence* (entente) ». C'était bien là le souci des rapaces qui leur tombaient dessus !

Il n'est pas mauvais de s'arrêter à ces propos qui ont gardé de l'actualité. D'autant que, pour réparer sans doute un oubli, Montaigne ajoutera tardivement une page sur la persécution des juifs. Il s'agit curieusement des cruautés infligées au Portugal par la même race de conquérants ; et de comparer, à la même force d'âme antique et à la même résolution désespérée, celles montrées par les persécutés.

ET justement, ses propres essais, Etiemble les encadre de deux témoignages. Le premier, sur les « racismes vécus » de Jeannine Etiemble-Kohn. Elle constate que si les autres lui collaient une identité, elle *« n'en eut jamais »* pour elle-même : à la fois partagée et exclue dans sa propre famille. Destin qu'Etiemble exprime lapidairement : *« Sortie d'un ventre chrétien, selon la loi d'Israël elle n'est qu'une goy ; élevée catholiquement, devenue agnostique, elle ne se sent juive qu'en ceci qu'elle souffre pour Israël. »* Plus tard, elle souffrira aussi des réactions détestables que provoque l'adoption, par leur couple, d'une petite fille vietnamienne. Aussi comprend-on que, dans le plus proche de ses témoins, Etiemble trouve non seulement la justification de son livre, mais son « *essence* », et comme une *« preuve expérimentale »*. Du reste, l'autre témoignage, très bref, vers la fin, c'est le sien propre : une excommunication dérisoire, vécue dans son enfance également catholique, par le *« tonton curé »* contre son neveu, ce petit Angevin né chrétien qu'on vient d'envoyer à l'école laïque ! Il est vrai que, de là, il s'enfoncera tout seul dans la voie de la perdition.

Certes, le livre entend montrer que Hitler a *« gagné la guerre »*. Mais pour le nazisme, ancien ou nouveau, l'antisémitisme n'est qu'un racisme entre les autres. Nous passons à l'Afrique avec le chapitre « Médiateurs et médiums ». Trois médiateurs essentiels : *« Moïse, Mahomet, Jésus-Christ »*, qui peuvent susciter de modestes disciples. Quant aux *« médiums »*, ils pullulent. Si, répudiant les premiers, *« nos politiciens se confient aux médiums, je ne donne pas cher du Maghreb, ni de la France »*. Car Etiemble milita pour un Maghreb uni, appelé à *« jouer le rôle qui fut celui du monde hispano-mauresque »*. Aujourd'hui, il craint de ne plus voir, dans la rive africaine de notre commune Méditerranée, que *« la future Libye d'un futur Kadhafi »*. Un bond encore vers l'Orient. *« Après l'Amérique précolombienne, faudra-t-il que l'homme blanc s'en prenne à l'Asie ? On ne me fera jamais dire qu'elle prendra forme enfin, lorsque, bien oubliés les vieux métiers et tous les rituels anciens, elle s'abîmera dans l'efficacité, les normes, les statistiques. »*

Et nous voilà ramenés à l'Amérique détruite : cette soixantaine de pages centrales sont riches, généreuses, vibrantes, entre toutes celles du livre. L'Amérique que saluait et pleurait Montaigne en condamnant ses conquérants ; mais aussi celle qui survit, que nous pouvons encore voir et toucher, peut-être aider à se sauver ; *« adorable culture »* pour André Breton, infiniment précieuse pour Lévi-Strauss, pour tous ceux dont Etiemble se conforte. Mais attention ! Ce n'est pas l'auteur de *Tristes Tropiques* qui se complairait dans le masochisme où tant d'Européens cherchent on ne sait quelle lâche et amère revanche. Etiemble aime le voir célébrer *« cette grande civilisation occidentale, créatrice de merveilles dont nous jouissons »*. A condition de ne pas les détruire chez elle, comme elle a détruit ailleurs. Etiemble rêve que, des *« humbles »* mais *« adorables »* Nambikwara, nous puissions réapprendre qu'*« un rien de tendresse, un vrai sourire fraternel changerait la face des hommes »*.

SE contredit-il en parlant du racisme comme étant *« issu du péché originel »*, – auquel il ne doit pas croire ? Il aurait tort. Ce péché-là est dans nos gènes. Le racisme, ce n'est ni plus ni moins que la peur, le mépris et l'envie de l'*autre*. Plus rarement la haine, mais elle est au bout. Cela peut s'ignorer en soi, et dès que conscience en est prise, se détester, se combattre, se vaincre, jusqu'à aimer l'autre, et, à l'extrême, le préférer. Cela cesse rarement d'exister : *« Je ne suis pas raciste, mais... »* Et si cela a pu ne pas exister, c'est simplement parce que l'autre était ignoré, ou lointain. Pour Etiemble, le racisme n'a qu'un nom : celui de *« la seule faute que je ne sache pas commettre : le péché »*. Alors, que celui qui n'a jamais péché...

Le défi optimiste de cette parole judéo-chrétienne est presque toujours relevé : les pierres partent toutes ensemble. Aujourd'hui, avec la même pieuse ardeur, on lapide encore la femme adultère. On excise aussi, on infibule, on mutile, – rituellement ou judiciairement. Mais il semble que le dire expose au soupçon de racisme. Tant pis. De toute façon, les pierres meurtrières pleuvent de tous côtés, partout dans le monde, lancées par toutes les mains.

Le voyageur Etiemble se souvient de sa *« surprise horrifiée »* devant de simples écriteaux. Sans doute venait-il de voir surgir Hitler où il ne l'attendait pas, et de revoir d'autres écriteaux : *Juden Eintritt verboten*. C'était au Texas. Province arrachée, soit dit en passant, à la jeune République mexicaine, par sa grande sœur voisine, modèle de la démocratie, de la liberté, du libéralisme intégral, bref de la civilisation moderne et future. Mais que disaient donc ces écriteaux, au seuil de ces jardins *publics*, seules oasis dans un désert d'hommes ? Ceci : *« Interdit aux chiens et aux Mexicains. »* Civilisation ?

Racismes. Arlea, Paris, 1986, 222 pages, 85 F (8, rue de l'Odéon, Paris-6e).

SOCIÉTÉ

PRISONS, LA VÉRITÉ. – Daniel Bilalian

★ **Presses de la Cité, Paris, 1986, 214 pages, 70 F.**

A l'heure où les sirènes sécuritaires appellent à remplir les prisons, voici enfin un livre accessible permettant de porter un regard différent sur l'univers carcéral en France. Fait de témoignages vivants, l'ouvrage se divise en trois parties. S'expriment dans la première les « gens de l'intérieur » : prisonniers et leurs parents, surveillants et « orienteurs », et même le sous-directeur de Fleury-Mérogis. Ensuite la parole est donnée à « ceux de l'extérieur », médecins, animateurs culturels, enseignants... qui côtoient tous les jours les détenus. Enfin, en conclusion, divers spécialistes s'interrogent sur « la prison dans l'avenir », sur les améliorations à apporter à cet univers inhumain et les éventuelles solutions de remplacement ; dans ce cadre, la description des « prisons auberges » suédoises est pleine d'enseignements.

A. G.

MILITER AUTREMENT. – Michel Tozzi

★ **Vie ouvrière, Chronique sociale, Bruxelles, Lyon, 1985, 162 pages, 88 F.**

« Il faut réinventer la militance », tel est le fil conducteur de ce petit ouvrage écrit par un permanent de la CFDT et qui tire la leçon de la désyndicalisation, du rejet de la langue de bois et de la crise de l'institution syndicale. Un document vigoureux et documenté, en harmonie avec les analyses du dossier « Les syndicats acculés à faire peau neuve » publié dans *le Monde diplomatique* de février 1986.

B. C.

POUR L'EXTENSION DES DROITS DE L'HOMME. – Actes du colloque « Droits socialistes de l'homme », préface de Léopold Sedar Senghor.

★ **Anthropos, Paris, 1985, 354 pages, 95 F.**

« Que recherchions-nous ? A faire envisager les droits de l'homme sous un autre angle que celui de leur sempiternelle défense. » Cette phrase concluant le colloque sur les droits socialistes de l'homme exprime bien l'esprit qui régna sur son déroulement. Ce sont les propos d'une centaine d'intervenants qui se trouvent consignés dans cet ouvrage. Plusieurs orateurs ont évoqué la nécessité de réactualiser les droits de l'homme, en déterminant ceux d'entre eux, aussi évidents paraissent-ils, qu'il conviendrait d'ajouter à la Déclaration universelle : droit de manger et de travailler, droit de vivre, droit de respirer de l'air pur, droit à la différence aussi, dont se réclament les trois quarts de l'humanité : le tiers-monde. L'intérêt premier, mais pas le seul, de ce livre est de montrer que, sur un tel sujet, la confrontation d'idées est possible entre des adversaires politiques parfois antagoniques.

MICHEL RAFFOUL.

Prochains colloques

– Une session de formation : ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT A L'ÉCOLE aura lieu du 23 au 30 août au centre de la Kora, ferme de Balmette, 38510 Morestel. Elle est organisée par Peuples solidaires. (*Renseignements* : Peuples solidaires, Le Cholard, Vezeronce, 38510 Morestel.)

– COOPÉRATION ET SOLIDARITÉS POUR LE DÉVELOPPEMENT, tel est le thème du colloque organisé à Toulouse, les 7 et 8 novembre 1986, à l'initiative du Centre d'information pour un développement solidaire et de Rencontres Solidarités Nord-Sud. Cette réunion fait suite à une première rencontre organisée à Paris en novembre 1985 sur le thème « Contre le tiers-mondisme ou contre le tiers-monde ? » (*Renseignements* : M. Jean Freyss, 20, rue Pierre-Brossolette, 93130 Noisy-le-Sec.)

AMÉRIQUES

AMÉRIQUES. LE RENOUVEAU INDIEN AUX ETATS-UNIS. – Joëlle Rostkowski

★ **L'Harmattan, Paris, 1986, 348 pages, 140 F.**

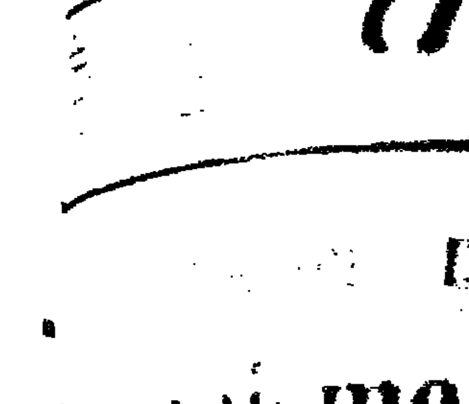
L'étude de Joëlle Rostkowski sur l'évolution de la vie indienne aux Etats-Unis au cours des quarante dernières années est mise en scène par une série de témoignages et d'entretiens.

L'auteur analyse la remontée, lente et « en dents de scie », de la société indienne dans le cadre de la démocratie américaine. De l'épuisement à l'énergie reconstituée, – non sans terribles à-coups, dont témoignent lois contradictoires, manifestations et luttes, – la société indienne, dans ses composantes économiques, religieuses, artistiques, se refait une santé.

Un index et une bibliographie complètent fort utilement un ouvrage par ailleurs illustré de façon vivante et peu conventionnelle.

NELCYA DELANOË.

LE MONDE DIPLOMATIQUE



L'offensive contre le service public

Par SERGE REGOURD *

SIGNE des temps : le service public n'a plus guère les faveurs des juristes. Le voici désormais récusé à la fois comme notion et comme institution. A la notion, il est reproché d'être « indéfinissable », de *n'avoir plus de contenu spécifique*. A *l'institution*, il est imputé d'être dangereuse, de menacer l'existence des libertés publiques. Ces deux accusations participent d'un même réquisitoire : parce que la notion de service public est indéfinissable, elle est extensive ; et parce qu'elle est extensive, elle remet en cause le domaine des activités privées, donc des libertés.

Qu'est-ce donc que le service public ? La réponse s'ordonnait traditionnellement autour de trois éléments : *deux conditions et une* conséquence. Les deux conditions consistaient dans la prise en charge de l'activité par une *collectivité publique* (critère « organique »), et dans un but de satisfaction *d'intérêt général* (critère « matériel »). Un troisième élément de définition, en termes de conséquences, résidait dans l'application à ces activités de service public d'un *droit spécial*, dérogatoire au droit privé applicable aux particuliers : le droit administratif. Or cette identification s'est trouvée remise en cause par la négation successive de deux de ces trois éléments, résultant d'un double mouvement de privatisation, du droit applicable d'une part, des organismes chargés de la gestion du service public d'autre part.

C'est surtout au lendemain de la première guerre mondiale que les services publics se dédoublent entre ceux relevant des missions classiques de l'Etat libéral (défense nationale, justice, travaux publics...) et ceux correspondant à des interventions nouvelles dans le domaine économique, que l'on va désigner, pour cette raison, « services publics industriels et commerciaux ».

Cette extension considérable se réalise cependant dans des conditions moins favorables au service public qu'on aurait pu le penser : il commence à y perdre une partie, sinon de son âme, en tout cas de son identité. Eu égard à leur objet, identique ou *comparable à celui des entreprises privées*, et à leurs modalités d'organisation et de fonctionnement, également calquées sur le modèle privé, ces nouveaux services se voient, en effet, appliquer, pour l'essentiel de leur activité, les règles ordinaires du droit privé.

Mais la « crise » du service public éclate véritablement lorsque le processus de privatisation, dépassant le seul domaine du droit applicable, touche la nature même des organismes gestionnaires. Désormais, le service public peut être identifié indépendamment de la nature de la structure qui l'assure. Des organismes privés de formes variées (sociétés commerciales, mutuelles, associations...) se voient confier la gestion de services publics. Ce phénomène, qui apparaît autour des années 40, illustre une mutation progressive de la conception libérale des rapports entre l'Etat et les groupes privés.

L'éclatement de la catégorie

CE processus de privatisation a abouti à l'éclatement de la catégorie juridique désignée sous le vocable « service public », tant les réalités ainsi visées étaient foncièrement hétérogènes.

Désormais deux des trois éléments d'identification initiaux ne constituent plus des critères nécessaires du service public : il n'implique plus application du droit administratif ni, surtout, intervention d'une personne publique. Reste alors le troisième de ces éléments : le but d'intérêt général. Or, par nature, c'est le critère le moins objectif.

L'actuel vice-président du Conseil d'Etat, nommé en 1982, ne craint pas de professer : *« Ce n'est pas la modestie, mais la sagesse qui commande de s'abstenir d'une définition du service public.* (1) ». Un tel jugement rend compte de la doctrine aujourd'hui dominante chez les juristes. Il n'y est plus question que de l'« effondrement de la notion », voire de son « agonie » ou de son « autopsie ». L'explication la plus récente consiste à poser qu'il ne s'agit plus d'un concept, ni même d'une notion, mais d'un simple « label » dont la signification varie avec les circonstances (2). Pour prendre un exemple simple, le théâtre constitue-t-il une activité de service public ? Il y a quelque soixante-dix ans, le Conseil d'Etat avait d'abord répondu par la négative, et certains maîtres de la doctrine de l'époque, déjà peu empressés de reconnaître les vertus du service public, *n'avaient pas manqué d'approuver*. Le doyen Hauriou soulignait ainsi combien *« le théâtre représente l'inconvénient majeur d'exalter l'imagination et d'exalter les passions de l'amour, lesquelles sont aussi dangereuses que celles du jeu et de l'intempérance* (3) ». La Haute Juridiction administrative admit, plus tard, que le théâtre pouvait effectivement constituer un service public, mais à partir de critères juridiquement peu sûrs : le fait *« d'assurer un service permanent de représentations théâtrales de qualité... en faisant prédominer les intérêts artistiques sur les intérêts commerciaux de l'exploitation* (4) ».

Le discours juridique dominant

CES indices de qualité et de prévalence des intérêts artistiques allaient s'avérer très insuffisants. Ainsi, en France, ce que l'on appelle télévision privée ou télévision commerciale renvoie à une activité de service public : la 5e chaîne en fait partie puisque, en droit, son statut s'analyse en termes de concession de service public... Le discours juridique dominant commente une telle situation en avançant que *« le service public est indéfinissable »*, ce caractère étant lié à la nature même des choses. Ce qu'un tel raisonnement tend à occulter, c'est le rôle joué par le phénomène de privatisation qui a dissocié des éléments d'identification conçus comme complémentaires.

Les attaques actuelles contre le service public tirent leurs premiers arguments de la situation qui vient d'être décrite : l'imprécision de la notion est interprétée comme *favorisant son extension au détriment des activités privées*. Le domaine de ces activités étant aussitôt assimilé à celui des libertés, le service public est donc accusé de menacer et d'annihiler les libertés publiques !

On ne peut manquer de relever une certaine contradiction dans cette critique : comment, après avoir tellement opposé l'inefficacité du service public et sa rigidité au dynamisme et à la créativité des entreprises privées, peut-on lui prêter une capacité concurrentielle qui menacerait leur existence et, par voie de conséquence, celle des libertés ? Tel est pourtant le réquisitoire dressé par M. Pierre Delvolvé, l'un des juristes les plus représentatifs de la doctrine contemporaine : *« Le service public constitue,* écrit-il, *une menace pour les libertés ; la notion de service public elle-même comporte cette menace* (5) ». Si, au terme de son étude, il veut bien concéder que *« sur chacun des points évoqués, des espaces de liberté subsistent »*, c'est pour mieux conclure que *« le service public justifie toute extension de l'Etat et toute restriction des libertés : il ouvre la voie à la servitude »*...

Cette charge est suffisamment significative pour que Mme Blandine Barret-Kriegel – chargée par le président de la République d'un rapport sur la modernisation de l'Etat – évoque à son propos le *« projet d'une destruction pure et simple du service public* (6) ». Elle se nourrit, de manière étonnante, des analyses développées, au cours de la décennie précédente, par des juristes critiques ou marxistes qui dénonçaient la non-neutralité de l'Etat et le caractère mythique de l'intérêt général. La doctrine classique découvre soudain, avec un sens certain de l'opportunité, les vertus d'argumentations présentant le service public comme un *« un mythe utilisé par les gouvernants pour conférer, aux yeux des gouvernés, une légitimité à l'action publique... pour justifier l'intervention du pouvoir et l'application du droit, en donnant à ce dernier l'apparence de neutralité et de nécessité dont il a besoin* (7) ». Mais ce « ralliement » ne correspond évidemment qu'à un simple détournement conceptuel (8) et à un *retournement historique*.

L'exemple présenté comme *« le plus révélateur, en même temps que le plus explosif* (9) », est celui de l'enseignement. Le projet de loi avorté de M. Alain Savary, alors ministre de l'éducation nationale, et le texte qui lui a été substitué à l'automne 1984 entraveraient la liberté de l'enseignement car ils prescrivent *« la soumission aux obligations du service public des activités qui en relèvent »*. A cet égard, la loi Debré de 1959 est tout aussi nettement recusée car *« M. Savary a systématisé M. Debré »*. Ces textes, relatifs à l'association des établissements privés au service public éducatif, sont ainsi présentés non pas comme ayant permis à ces établissements d'accéder au bénéfice de « l'estampille » de ce service, mais comme une « capture » par ce dernier. Quant à l'atteinte portée aux libertés, la terminologie juridique utilisée ne paraît guère rigoureuse : les obligations de service public limitent certes l'autonomie des établissements concernés mais, en tant que telle, l'existence d'une réglementation ne signifie pas restriction des libertés, tant il est vrai que leur exercice s'entend dans le cadre d'une *réglementation déterminée (10)*.

Les autres exemples invoqués ne sont guère plus convaincants. En réalité, une seule liberté paraît être directement en cause dans le procès en cours : celle du commerce et de l'industrie ou, si l'on préfère, la liberté d'entreprise.

Les limites du socialisme municipal

IL est vrai qu'elle a pu et peut encore se trouver en position de confrontation avec les exigences du service public. Mais, pour l'essentiel, c'est ce dernier qui cède face aux exigences de la liberté du commerce et de l'industrie, et non l'inverse. La jurisprudence relative à ce que l'on a appelé le « socialisme municipal » est, à cet égard, éloquente. Selon les lois de 1871 et 1884, les collectivités territoriales pouvaient créer des services publics sous la seule réserve que ceux-ci correspondent bien à un « intérêt local ». Or, le Conseil d'Etat a censuré de telles créations dans l'ordre économique et commercial (service médical, épicerie municipale, etc.), en se fondant précisément sur le nécessaire respect de la liberté du commerce et de l'industrie et de l'initiative privée. Un assouplissement progressif de cette jurisprudence ne paraît pas en avoir inversé les principes : la création d'un service public reste conditionnée par la nécessité de besoins publics non satisfaits par l'initiative privée.

De plus, toute initiative des collectivités territoriales en ce domaine est soumise au contrôle de la justice administrative et du Conseil d'Etat, que l'ensemble des juristes français n'ont cessé de célébrer comme un système exemplaire de protection des droits et libertés publiques, admiré dans le monde entier. De la même manière, toute création d'un service public, non par une autorité administrative – centrale ou décentralisée – *mais par le législateur*, relève du contrôle du Conseil constitutionnel qui, notamment depuis 1971 (11), a recueilli les hommages de tous bords pour l'efficacité de son action en matière de protection des libertés. Des juristes aussi avisés que M. Pierre Delvolvé se méfieraient-ils soudain des institutions juridictionnelles qu'ils vénéraient ?

(Jean Mineraud)

Il peut paraître banal de rappeler que les obligations de service public sont instituées dans l'intérêt des usagers et que certaines d'entre elles n'ont précisément d'autre fondement et d'autre but que d'assurer certaines libertés. En fait, les libertés fondamentales auxquelles renvoie la notion juridique de « libertés publiques » ne sont jamais prises en compte dans le procès fait au service public. Jamais ce dernier n'est mis en relation avec l'égalité, la sûreté, la liberté de réunion ou d'association, la liberté d'opinion ou la liberté des cultes, etc., sans parler, évidemment, des libertés liées à la protection de la vie privée...

Sous ses dehors juridiques, la mise en cause du service public apparaît bien pour ce qu'elle est : une offensive politique et idéologique de grande ampleur.

---

* Professeur de droit public à l'université des sciences sociales de Toulouse.

(1) Pierre Nicolay, *Cours de droit administratif*, Ecole nationale des ponts et chaussées, Eyrolles, Paris, 1976.

(2) Didier Truchet : « Label de service public et statut du service public » *Actualité juridique-Droit administratif*, Editions du Moniteur, Paris, 1982, p. 428.

(3) Note sous Conseil d'Etat, 7 avril 1916, « Astruc et société du Théâtre des Champs-Elysées », *Recueil Sirey*, 1916, p. 41.

(4) Conseil d'Etat, 21 janvier 1944, *Léoni*.

(5) Pierre Delvolvé, « Service public et libertés publiques », *Revue française de droit administratif*, Sirey, Paris, 1985, no 1, p. 1.

(6) Blandine Barret-Kriegel, intervention aux tables rondes de l'Institut des techniques d'administration publique, *Revue administrative*, 1985, p. 437.

(7) Didier Truchet, *op. cit.*, p. 430.

(8) Le fond de l'analyse (la non-neutralité de l'Etat, résidant dans sa fonction de reproduction politique de la domination sociale) est totalement évacué.

(9) Pierre Delvolvé, *op. cit.*, p. 9.

(10) En matière d'enseignement, le « caractère propre » des établissements privés n'est pas remis en cause (cf. décision du Conseil constitutionnel du 18 janvier 1985).

(11) Le 16 juillet 1971, le Conseil constitutionnel invalida une loi remettant en cause la liberté d'association.

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois de juin 1986 a été tiré à 132 000 exemplaires.

Le numéro du mois d'avril a été interdit à la vente en Egypte.

